

**MESSAGE N° 175 du 14 décembre 2009**

du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de loi sur la justice (LJ)

**BOTSCHAFT Nr. 175 vom 14. Dezember 2009**

des Staatsrats an den Grossen Rat  
zum Entwurf für ein Justizgesetz (JG)

**MESSAGE N° 175** *14 décembre 2009*  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi sur la justice (LJ)**

**1. Considérations générales sur la révision proposée**

- 1.1 *Etat de la situation*
- 1.2 *Codification globale*
- 1.3 *Principes de la révision*
- 1.4 *Déroulement des travaux*
- 1.5 *Conséquences du projet*
  - 1.5.1 *Conséquences en personnel*
  - 1.5.2 *Coût des locaux et infrastructures*
  - 1.5.3 *Autres frais liés à la mise en œuvre du droit fédéral*
  - 1.5.4 *Conséquences financières globales*
  - 1.5.5 *Autres conséquences*

**2. Commentaire des articles**

- 2.1 *Corps ordinaire de la loi*
- 2.2 *ANNEXE: Modifications de lois*

**1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA RÉVISION PROPOSÉE**

**1.1 Etat de la situation**

Le code de procédure civile suisse (FF 2009 21 ss; ci-après CPC), le code de procédure pénale suisse (FF 2007 6583 ss; ci-après CPP) et la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (FF 2009 1705 ss; ci-après PPMin) entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'entrée en vigueur de ces codes et de cette loi permettra l'abrogation des lois cantonales de procédure, en particulier celle du code de procédure civile du 28 avril 1953 (RSF 270.1; ci-après CPC-FR) et celle du code de procédure pénale du 14 novembre 1996 (RSF 32.1; ci-après CPP-FR). Les actes législatifs fédéraux précités n'ont cependant pas seulement pour effet de rendre caduc le droit de procédure cantonal correspondant. Ils exigent en effet également l'élaboration de dispositions cantonales d'application. Ils requièrent de plus des adaptations parfois importantes de l'organisation judiciaire cantonale. Dans le canton de Fribourg, l'entrée en vigueur du CPP nécessitera notamment une restructuration des autorités de poursuite pénale en raison du passage du modèle actuel du «juge d'instruction» à celui du «ministère public».

**1.2 Codification globale**

Le Conseil d'Etat saisit l'occasion de l'entrée en vigueur du CPC, du CPP et de la PPMin, qui, comme indiqué ci-dessus, exigent certaines modifications de l'organisation judiciaire et du droit de procédure, pour entreprendre une révision totale de l'organisation judiciaire. En effet, la loi actuelle sur l'organisation judiciaire (RSF 131.0.1; ci-après LOJ) date du 22 novembre 1949. Certes, elle a fait ses preuves sur beaucoup de points, mais les nombreuses révisions qu'elle a subies l'ont rendue disparate et peu lisible. Par ailleurs, lorsqu'on survole la législation cantonale sur l'organisation de la justice, il est frappant de constater que, en plus de la LOJ elle-même, il existe toute une série de «petites» lois qui régissent des aspects particuliers du domaine. Ces lois pourraient sans autre être rassemblées en un seul acte, qui réglerait l'ensemble

de la matière dans la perspective d'une codification globale. Actuellement, la personne qui souhaite se faire une image de l'organisation judiciaire se trouve devant une douzaine de lois et ordonnances. Ces actes concernent tous l'organisation judiciaire, mais ils ont été adoptés à des époques différentes et ne contiennent, pour la plupart, qu'un petit nombre de dispositions. Les personnes qui ne travaillent pas quotidiennement avec ces lois et ordonnances perdent facilement la vision d'ensemble du domaine et ont des difficultés à faire les liens nécessaires. La codification globale proposée permet de régler dans le même acte la totalité des questions concernant l'organisation judiciaire. On évite ainsi les répétitions inutiles, ainsi que les contradictions apparentes ou cachées. Par ailleurs, la sécurité du droit est renforcée; il n'y a plus de risque de «passer à côté» d'une disposition particulière insérée dans une loi accessoire et figurant sous un numéro systématique éloigné.

La codification globale comporte également un autre aspect: la nouvelle loi ne doit pas seulement régir l'organisation judiciaire au sens propre. Elle doit également comprendre toutes les dispositions d'application des lois fédérales de procédure. On évite ainsi de devoir adopter une loi d'application pour le CPC, une deuxième pour le CPP et une troisième pour la PPMin. Cette solution se justifie car, dans de nombreux cas, il est difficile sur le plan dogmatique de faire la distinction entre les dispositions d'organisation et celles de procédure. Le titre de la nouvelle loi doit faire ressortir le fait qu'elle ne régit pas uniquement l'organisation de la justice, mais comporte aussi des dispositions de procédure. Le projet qui vous est soumis est donc intitulé «loi sur la justice (LJ)».

**1.3 Principes de la révision**

D'autres cantons ont également profité de l'introduction des codes de procédure suisses et de leurs dispositions d'application pour revoir complètement leur organisation de la justice.

C'est sur le plan de la forme que la révision totale est la plus frappante. Sur le plan matériel, l'acquis est largement maintenu. En effet, dans les grandes lignes, le projet se présente comme une poursuite et une actualisation de la réglementation existante, complétées par les adaptations dictées par la législation fédérale. Sur le plan institutionnel, la nouveauté principale réside dans l'introduction du modèle du «ministère public», requise par le CPP; pour le reste, le projet ne modifie pas l'organisation des tribunaux et des autorités. Un certain nombre de changements ponctuels sont néanmoins proposés; ils sont commentés ci-dessous (cf. commentaire des articles).

La thématique de la répartition territoriale des autorités judiciaires a volontairement été écartée des travaux. En soi, la question de savoir si la répartition territoriale actuelle, fondée essentiellement sur les districts, est encore adaptée aurait naturellement pu faire l'objet d'une étude approfondie dans le cadre de la révision totale de la LOJ. La question des structures territoriales doit cependant être appréhendée dans son ensemble. Actuellement, un groupe de pilotage est chargé d'analyser de manière globale les structures territoriales et le découpage du canton en districts. Ces travaux sont en cours et leur résultat complètement ouvert. Il paraît dès lors peu opportun d'anticiper ce résultat, au risque d'entraver le bon déroulement des travaux, ou même de les compromettre, par une modification indépendante d'un aspect important des structures

territoriales, à savoir celui de l'organisation judiciaire. A cet égard, il est important de noter que l'adoption de la loi sur la justice n'aura pas pour conséquence de fixer définitivement la répartition territoriale des autorités judiciaires. En fonction du résultat des travaux réalisés par le groupe de pilotage précité, un projet novateur pourra naturellement être soumis au Grand Conseil le moment venu.

#### 1.4 Déroulement des travaux

Trois groupes de travail ont évalué, sous la direction de la cheffe du Service de la justice, quelles sont les incidences des trois nouvelles lois de procédure fédérales sur la législation fribourgeoise. Les trois groupes de travail étaient composés de praticiens des différents domaines concernés. Ils ont élaboré un rapport et fait des propositions de révision. Sur la base de ces travaux, l'expert désigné par la Direction de la justice, Tarkan Göksu, avocat et chargé de cours à l'Université de Fribourg, a rédigé un projet de révision totale de la loi sur l'organisation judiciaire et des diverses lois annexes. L'expert s'est largement inspiré des résultats des travaux des trois groupes de travail, s'agissant des dispositions d'application du CPC, du CPP et de la PPMIn. Ces résultats ont été intégrés dans le projet de loi sur la justice.

Par décision du 31 mars 2009, le Conseil d'Etat a institué une commission en la chargeant de préparer un avant-projet de loi révisant totalement l'organisation judiciaire cantonale, comprenant également la législation d'application du CPC, du CPP et de la PPMIn. Présidée par le Directeur de la sécurité et de la justice, la commission était composée des experts suivants: la cheffe du Service de la justice, deux juges cantonaux, deux présidents de tribunal, un préfet, deux avocats, la procureure générale, le président de la Chambre pénale des mineurs, un juge de paix, le président de l'Office des juges d'instruction, l'adjointe du commandant de la Police cantonale, la présidente du Conseil de la magistrature et le chef adjoint du Service de législation. L'avant-projet a été examiné lors de sept séances.

Le Conseil d'Etat a mis l'avant-projet en consultation au début juillet. Cet avant-projet contenait plusieurs variantes. La portée de la consultation a été étendue. Outre les observations des partis politiques, le projet a surtout suscité les remarques des autorités et des cercles directement concernés. Les résultats de la consultation ne sont pas homogènes. Quelques prises de position saluent de manière générale le projet. La majorité d'entre elles formule cependant des critiques. Les points suivants ont été signalés: les travaux ont été menés de manière précipitée, des éléments fondamentaux, tels l'organisation territoriale des autorités ou le statut des juges, n'ont pas été examinés, la version française est insatisfaisante et, finalement, l'idée d'une codification globale ne convainc pas. Plusieurs participants à la consultation proposent de ne pas entrer en matière sur le projet.

Le Conseil d'Etat a adapté le projet pour tenir compte des résultats de la procédure de consultation et fait les choix nécessaires pour éliminer les variantes.

Il a notamment abandonné la proposition de créer un tribunal pénal dont le ressort se serait étendu à l'ensemble du canton et a décidé de maintenir le système d'organisation de la juridiction pénale en arrondissements. Il a renforcé l'institution de la médiation, en prévoyant des règles sur l'institution elle-même ainsi que sur le proces-

sus de médiation. Il a, en revanche, renoncé à la création d'un office de conciliation indépendant, compte tenu des charges élevées que représenterait la mise en place d'un tel office. A cet égard, il a retenu que l'expérience a montré que les juges, appelés à trancher la cause sur le fond, étaient bien placés pour convaincre les parties à trouver un accord. Malgré les réticences constatées lors de la mise en consultation du projet, le Conseil d'Etat a toutefois décidé de soutenir la création d'un tribunal de la famille. Il a en effet estimé que les affaires impliquant des enfants requièrent des compétences particulières dont les assesseur-e-s spécialisé-e-s de ce tribunal disposeraient. Enfin, le Conseil d'Etat a tenu compte des différentes remarques relatives à la rédaction de la loi.

#### 1.5 Conséquences du projet

##### 1.5.1 Conséquences en personnel

La nouvelle loi sur la justice aura pour principale conséquence la création d'environ 9 postes nouveaux liés à l'introduction des nouvelles procédures fédérales pour les autorités judiciaires.

Ce personnel supplémentaire se décompose comme suit:

- *Tribunal cantonal*: environ 1 EPT de greffier-rapporteur/secrétaire, suite à l'introduction de l'appel contre les mesures provisionnelles.
- *Tribunaux d'arrondissement*: 3 EPT de greffiers et secrétaires pour la procédure de conciliation obligatoire. Ces 3 EPT concernent l'ensemble des tribunaux d'arrondissement.
- *Tribunal des mesures de contraintes*: 0,5 EPT de juge et 0,5 EPT de secrétaire. A noter qu'il y aura une certaine compensation dans la mesure où les deux postes de juges de détention qui sont actuellement financés par des crédits forfaitaires seront supprimés.
- *Ministère public*: Actuellement, le nombre des juges d'instruction correspond à 10 EPT et celui des procureurs du Ministère public à 6 EPT (10 + 6 = 16). La réunion de l'Office des juges d'instruction et du Ministère public devrait entraîner des synergies se traduisant notamment par une diminution des postes de magistrats. Le nombre définitif des futurs procureurs reste encore à déterminer. Contrairement au système actuel où les juges d'instruction font l'enquête jusqu'au renvoi éventuel au juge pénal, les futurs procureurs iront également plaider devant les tribunaux pénaux, ce qui représente une charge supplémentaire. Si l'on estime cette charge supplémentaire à environ 20 à 30%, le nombre des futurs procureurs sera de 12 à 13. Il faut y ajouter le ou la procureur-e général-e. En retenant un nombre de 13 procureurs, le nombre total de magistrats du ministère public s'élèvera à 14.

S'agissant des fonctions de greffiers et de secrétaires, il est relevé qu'actuellement le Ministère public ne compte pas de greffiers et disposent de 2,5 EPT au secrétariat. Dès lors que le futur Ministère public fonctionnera sur le modèle de l'Office des juges d'instruction actuel, à savoir que chaque procureur travaillera avec un greffier et un secrétaire, il conviendra de prévoir une augmentation de quatre à cinq EPT pour les postes de greffiers et de secrétaires. Il convient à cet égard de relever que le ou la procureur-e général-e aura des tâches spécifiques, en particulier en matière de conduite du Ministère public. Il ou elle attribuera

notamment les dossiers aux procureurs qui bénéficieront de greffiers et veillera à répartir de manière équitable la charge de travail. Compte tenu de sa fonction particulière, le ou la procureur-e général-e n'aura pas à travailler directement avec un greffier ou une greffière.

- *Tribunal pénal des mineurs*: 0,5 EPT de greffier et 0,5 EPT de secrétaire.

Il est important de signaler encore que la mise en œuvre du projet aura également des incidences sur les effectifs de la Police cantonale. Celle-ci estime que les auditions des prévenus entraîneront un surcroît de travail nécessitant l'engagement de 3 EPT supplémentaires.

En résumé, le Conseil d'Etat compte avec une augmentation totale d'environ 12 EPT.

### 1.5.2 Coût des locaux et infrastructures

Ces coûts concernent essentiellement l'agrandissement des locaux occupés actuellement par l'Office des juges d'instruction, qui abriteront le nouveau Ministère public.

Pour la réunion de l'Office des juges d'instruction et du Ministère public actuel, les travaux d'infrastructure sont en cours. Les parties communes et les locaux publics ont déjà été réalisés. Restent à aménager, en 2010, les bureaux qui accueilleront tout le personnel du Ministère public. Un montant de 250 000 francs a été inscrit au budget pour ce dernier aménagement.

Quant aux frais de mobilier, on peut les estimer à environ 100 000 francs.

### 1.5.3 Autres frais liés à la mise en œuvre du droit fédéral

Le projet aura d'autres incidences financières, difficilement chiffrables en l'état, liées au nouveau droit fédéral notamment en matière de frais de traduction et de défenses d'office. En effet, les frais de traduction des ordonnances pénales rendues par les procureurs augmenteront sensiblement en raison des nouvelles exigences de l'article 68 CPP.

De plus, les frais de défense d'office augmenteront également en raison de l'instauration du système «des avocats de la première heure», soit dès l'audition par la police (art. 159 CPP). Une certaine diminution de la charge provenant de l'assistance judiciaire devrait résulter du fait que le Tribunal cantonal examinera d'office chaque cas d'assistance judiciaire gratuite.

Enfin, une autre charge financière nouvelle résultera de la gratuité de la médiation pour les affaires relevant du droit de l'enfant et l'extension de l'assistance judiciaire à la procédure de médiation.

Concernant les recettes, une amélioration devrait être enregistrée avec la suppression de la gratuité de la procédure en matière de baux à loyer pour certaines catégories de baux.

### 1.5.4 Conséquences financières globales

Les dépenses liées au personnel supplémentaire, estimé à 12 EPT, s'élèveront à environ 1,2 million de francs par année. A ce montant viennent s'ajouter les autres frais liés à la mise en œuvre du nouveau droit fédéral (chiffre 1.5.3, ci-dessus). Finalement, les dépenses uniques liées

aux locaux et à l'infrastructure sont estimés à 350 000 francs. Dans tous les cas, les dépenses totales seront inférieures à la limite prévue à l'article 46 de la Constitution (1/4% des dépenses des derniers comptes de l'Etat, soit, 7,93 millions de francs), de sorte que la loi n'est pas soumise au référendum financier.

## 1.5.5 Autres conséquences

Le projet ne soulève pas de question de répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est conforme à la Constitution et ne soulève pas non plus de problème de compatibilité avec le droit fédéral, ni avec le droit européen.

## 2. COMMENTAIRE DES ARTICLES

### 2.1 Corps ordinaire de la loi

#### TITRE PREMIER: Dispositions générales

##### Art. 1 *Objet: En général*

Cet article détermine le champ d'application de la loi et son objet. Cette loi ne règle pas seulement l'organisation judiciaire au sens propre (al. 1). Elle énonce également, outre des dispositions de procédure de portée générale en matière civile et pénale, les principales dispositions d'application des codes de procédure fédéraux, c'est-à-dire du CPC, du CPP et de la PPMIn (al. 2).

L'alinéa 1 précise que la loi ne s'applique à la juridiction administrative que lorsque celle-ci est exercée par le Tribunal cantonal. En revanche, elle ne s'applique pas aux procédures administratives menées devant d'autres autorités.

L'alinéa 3 précise que le champ d'application du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA) n'est pas touché; la loi sur la justice ne règle par conséquent pas ce domaine.

##### Art. 2 *Droit civil et pénal cantonal*

Cette disposition étend le champ d'application du CPC, du CPP et de la PPMIn aux procédures de droit civil et pénal cantonal. En effet, l'article 1 CPP limite l'application du CPP au droit pénal fédéral. Le CPC ne contient pas de règle similaire. Néanmoins, l'article 2 du projet précise que le droit matériel cantonal devra être appliqué selon les mêmes règles de procédure que le droit matériel fédéral.

##### Art. 3 *Autorités judiciaires*

Cet article, qui s'inspire de l'article 123 de la Constitution cantonale (Cst.), énumère les différentes autorités judiciaires.

Contrairement à la Cst., l'alinéa 1 let. b mentionne également les autorités de conciliation en matière de baux à loyer et à ferme ainsi que celles en matière d'égalité entre femmes et hommes. Cela s'explique par le fait que ces autorités sont elles aussi régies par la loi sur la justice, faisant ainsi partie du champ d'application de la loi, et que le droit fédéral prévoit l'obligation d'instituer de telles autorités de conciliation (cf. art. 200 CPC).

Se référant à l'article 3 al. 2 CPJA, l'article 3 rappelle que la juridiction administrative peut aussi être exercée



par les autorités spéciales de la juridiction administrative. La notion de «tribunal administratif spécial» a été volontairement écartée. Les tribunaux administratifs spéciaux sont en effet des tribunaux administratifs compétents uniquement pour trancher des litiges dans un domaine particulier du droit administratif (ULRICH HÄFELIN/GEORG MÜLLER/FELIX UHLMANN, *Allgemeines Verwaltungsrecht*, Zurich/St-Gall 2006, N 1874). Il convient de conserver le parallélisme avec l'article 3 al. 2 CPJA, même si, en soi, le concept de «tribunal administratif spécial» est le pendant de celui de «Tribunal cantonal en tant que tribunal administratif ordinaire».

Contrairement à l'article 123 Cst., le projet renonce à mentionner chaque fois les présidents et présidentes des diverses autorités judiciaires. Il réserve expressément à l'alinéa 4 les compétences attribuées aux présidents et présidentes des autorités judiciaires concernées. Cela étant, il se justifie de mentionner spécialement les juges de police, en leur qualité d'autorité de poursuite pénale.

## TITRE II: Fonction de juge

### CHAPITRE PREMIER: Dispositions générales

#### Art. 4 Définitions

Cet article contient des définitions légales. Une énumération, telle que celle de l'article 2 al. 1 de la loi sur l'élection et la surveillance des juges (LESJ), a été écartée au profit d'une définition générale.

Ne sont considérées comme juges que les personnes qui disposent, seules (comme juge unique) ou de manière collégiale (p. ex. assesseurs), d'une compétence décisionnelle en matière judiciaire. A noter que, d'après cette définition, les membres des tribunaux administratifs spéciaux ainsi que leurs adjoints ou adjointes sont également considérés comme des juges. Dans cette logique, tous les juges ordinaires ou extraordinaires, professionnels ou non-professionnels sont concernés. Les procureur-e-s sont également considérés comme des juges. Dès lors, lorsque, dans le projet, il est question de juges, d'autorités judiciaires ou de pouvoir judiciaire, les procureur-e-s respectivement le Ministère public sont également visés.

Ne sont en revanche *pas* considérés comme des juges (cf. également l'art. 2 al. 1 let. b LESJ) les membres du Conseil d'Etat, le Conseil d'Etat lui-même et les autorités administratives fonctionnant comme instances de recours. Ils ne disposent en effet pas, *en matière judiciaire*, des compétences décisionnelles et de l'indépendance requises. Les greffiers et greffières, ainsi que le personnel des greffes comme les secrétaires ou les huissiers et huissières, ne disposent quant à eux d'aucune compétence décisionnelle et ne sont logiquement pas considérés comme des juges. A signaler toutefois le cas particulier des procureur-e-s qui ne disposent d'une compétence décisionnelle en matière judiciaire que jusqu'au stade de la mise en accusation; ils sont néanmoins mis sur pied d'égalité avec les juges dans le projet.

L'alinéa 2 définit la notion de juge professionnel-le, en précisant la description un peu vague, voire contradictoire, de l'article 2 al. 2 LESJ. Le critère essentiel est que la fonction doit être exercée en vertu de rapports de service. Le temps d'occupation (plein temps ou temps partiel) ne joue aucun rôle. Ainsi, quiconque exerce une fonction de juge à 20% dans un rapport de service sera considéré comme juge professionnel-le. En revanche, ceux qui ne sont sollicités qu'au cas par cas pour exercer une fonction

judiciaire, comme c'est typiquement le cas des assesseur-e-s, ne seront pas considérés comme des juges professionnels, mais comme des juges non-professionnels.

Le projet parle en outre systématiquement des présidents ou présidentes lorsqu'il évoque les juges professionnels des tribunaux de première instance (notamment des tribunaux d'arrondissement, mais aussi du Tribunal pénal des mineurs), des juges cantonaux lorsqu'il s'agit des juges professionnels du Tribunal cantonal et des juges de paix lorsqu'il est question des juges professionnels de la justice de paix.

L'alinéa 3 précise que les préfets ont un statut particulier et qu'ils ne sont pas visés par les dispositions sur les juges.

#### Art. 5 Indépendance

L'alinéa 1 correspond à l'article 121 al. 1 Cst.

L'alinéa 2 est l'expression la plus forte de l'indépendance des juges; il correspond à l'article 2 al. 2 de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF) et à l'article 93 LOJ.

Le projet ne mentionne pas expressément ce qu'on appelle l'*interdiction d'informer*, qui apparaît dans différentes lois d'organisation judiciaire (cf. art. 103 LOJ-BE; § 129 GVG-ZH; cf. aussi ROBERT HAUSER/ERHARD SCHWERI/KARL HARTMANN, *Schweizerisches Strafprozessrecht*, 6. Auflage, Basel/Genf/München 2005, § 27 N 5). Elle interdit toute influence directe ou indirecte sur la décision des juges, en dehors des formes procédurales prévues. Même si elle n'est pas mentionnée expressément, cette interdiction découle du principe de l'indépendance des juges. Il en va de même de la règle selon laquelle les juges ne doivent pas se laisser influencer par des personnes ou des circonstances extérieures lors de leurs prises de décision.

#### Art. 6 Durée de la fonction et limite d'âge

L'alinéa 1 correspond à l'article 121 al. 2 Cst. La compétence du Conseil de la magistrature de nommer exceptionnellement un ou une juge pour une période de six mois, prévue à l'article 91 al. 1 let. d, est réservée.

L'alinéa 2 correspond à l'article 20<sup>bis</sup> LOJ. Toutefois, la possibilité du Conseil de la magistrature d'admettre des exceptions est nouvelle. Ces exceptions ne concernent cependant pas la fonction de juge dans son ensemble, mais seulement la poursuite de procédures déterminées, en particulier pour favoriser la rapidité et l'économie de la procédure.

La réserve exprimée à l'alinéa 3 se réfère aux dispositions sur la procédure de révocation et découle également de l'article 121 al. 2 Cst. Elle permet de préciser que l'élection pour une durée indéterminée peut être remise en question par la révocation.

#### Art. 7 Obligation de domicile

L'alinéa 1 correspond à l'article 9 LESJ. Les présidents et présidentes de tribunal ne sont désormais plus tenus d'habiter dans le district (cf. art. 69 al. 2 LOJ); il suffit qu'ils soient domiciliés dans le canton. L'obligation de domicile des greffiers et greffières a été supprimée.

L'alinéa 2 correspond à l'article 69 al. 4 LOJ, qui dispose que les assesseur-e-s et leurs suppléants et suppléantes doivent être domiciliés dans l'arrondissement dans lequel ils ont été élus. Pour les tribunaux organisés par districts

(tribunaux d'arrondissement, justices de paix), ils doivent avoir leur domicile dans le district; pour les autres tribunaux (tribunaux des baux), dans la circonscription judiciaire concernée.

L'alinéa 3 prévoit expressément la possibilité pour le Conseil de la magistrature d'autoriser des dérogations temporaires aux règles sur le domicile. Cette disposition, qui constitue une «généralisation» de l'article 69 al. 3 LOJ, doit permettre une application souple des règles sur l'obligation de domicile. Il s'agit en particulier d'éviter d'une part que des candidats et candidates potentiel-le-s à des postes de juge renoncent à une candidature à cause de ces règles et d'autre part que des candidats et candidates doivent être écartés pour cette seule raison. Cela signifie aussi que l'obligation de domicile ne doit pas être remplie au moment de l'élection. Il suffit qu'il y ait domicile dans le canton au moment de l'entrée en fonction. Toutefois, le Conseil de la magistrature peut également prononcer des dérogations provisoires à cette exigence.

Par ailleurs, si l'obligation de domicile n'est pas une condition préalable à l'éligibilité, sa violation ou son non-respect (p. ex. après échéance du délai selon l'al. 2) n'en représente pas moins un motif de révocation (cf. art. 107 al. 1 let. c).

#### **Art. 8 Statut**

Cet article dispose qu'en principe les juges professionnels sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat. S'agissant des juges non-professionnels, la loi sur le personnel leur est d'emblée inapplicable, puisqu'ils ne se trouvent pas dans un rapport de service. Leurs droits et devoirs découlent en particulier de la loi sur la justice elle-même.

Cependant, il ne se justifie pas de soumettre les juges dans tous les domaines au même traitement que les autres membres du personnel de l'Etat. C'est pourquoi les dispositions légales contraires sont réservées, telles par exemple celles du projet dans le domaine de la nomination et la surveillance ou celles prévues dans des lois spéciales (p. ex. concernant l'indemnisation). Cette disposition est nécessaire du point de vue de la clarté: les juges sont en principe soumis à la loi sur le personnel de l'Etat, pour autant que d'autres dispositions légales spéciales ne s'appliquent pas.

### **CHAPITRE 2: Election**

#### **Art. 9 Eligibilité: En général**

Cet article correspond à l'article 3 LESJ.

#### **Art. 10 Formation**

Cet article s'inspire de l'article 4 LESJ. En principe, seules les candidatures des personnes titulaires du brevet d'avocat entrent en considération. Toutefois, les personnes disposant de connaissances pratiques suffisantes peuvent également être élues. L'exigence de la preuve des connaissances pratiques suffisantes ne s'applique pas aux titulaires du brevet d'avocat.

A noter que cet article ne s'applique pas aux préfets, même si le projet ne l'indique pas expressément.

#### **Art. 11 Procédure: Principes**

Cet article correspond par son contenu à l'article 5 LESJ.

#### **Art. 12 Rôle du Conseil de la magistrature**

Cet article correspond à l'article 6 LESJ; l'alinéa 2 correspond à l'article 128 Cst.

#### **Art. 13 Procédure devant le Grand Conseil**

Cet article correspond à l'article 7 LESJ.

L'article 18 al. 1<sup>bis</sup> selon lequel le Grand Conseil peut procéder à une réélection collective n'a pas été repris. Le projet prévoit en effet que les juges sont élus pour une durée indéterminée, si bien que la question des réélections ne se pose pas.

#### **Art. 14 Serment ou promesse solennelle**

Cet article correspond à l'article 8 LESJ.

### **CHAPITRE 3: Incompatibilités**

#### **Art. 15 Séparation des pouvoirs**

Cette disposition se base sur l'article 87 al. 1 Cst. Comme actuellement, seuls les juges professionnels (mais pas les juges non-professionnels) se voient interdire de siéger au Grand Conseil ou au Conseil d'Etat.

L'avant-projet mis en consultation contenait une variante prévoyant l'application des règles sur les incompatibilités à tous les juges, professionnels et non-professionnels. Cette disposition aurait permis d'exclure que des députés puissent exercer des fonctions judiciaires à titre accessoire. Le Conseil de la magistrature, le Tribunal cantonal et l'Ordre des avocats se sont en particulier prononcés contre cette variante. Celle-ci a donc été abandonnée, car le système actuel a fait ses preuves, même s'il ne réalise pas complètement la séparation des pouvoirs.

#### **Art. 16 Parenté**

Cet article correspond à l'article 12 LOJ. Il précise toutefois que les motifs d'incompatibilité fondés sur les liens de parenté concernent aussi bien les juges professionnels que les juges non-professionnels et les greffiers et greffières. La mention des parents d'adoption à la lettre a) a été abandonnée, car ces derniers sont compris dans la notion de parents en ligne directe.

L'alinéa 2 est nouveau. Les motifs d'incompatibilité selon l'alinéa 1 ne s'appliquent pas seulement aux relations consécutives à un mariage (alliances au premier ou au deuxième degré), mais aussi à celles découlant d'une communauté de vie de fait entre deux personnes. D'après l'alinéa 2, il y aurait ainsi également incompatibilité entre les frères et sœurs d'un couple vivant en concubinage (al. 1 let. h) ou entre le père d'un des partenaires et l'autre partenaire (al. 1 let. c). Cette règle est rendue nécessaire par le fait que, dans de telles constellations, il n'y a pas d'alliances à proprement parler du fait de l'absence de mariage.

L'alinéa 3 est nouveau et vise les cas dans lesquels le motif d'incompatibilité survient «après coup», par exemple lorsque deux juges se marient. Dans une telle situation, l'une des deux personnes doit quitter sa fonction. Il appartient en premier lieu aux personnes concernées de désigner laquelle d'entre elles va démissionner; faute d'accord, le projet prescrit que c'est la personne qui occupe son poste depuis le moins longtemps qui doit le faire.

### **Art. 17 Activités incompatibles**

L'alinéa 1 et l'alinéa 2 «généralisent» les articles 47 à 51a LOJ. L'alinéa 3 est nouveau.

L'alinéa 1 pose le principe selon lequel les juges (donc également les juges non-professionnels) ont l'interdiction d'exercer une activité incompatible avec l'indépendance, la dignité, la réputation ou l'intégrité de leur fonction. Cette disposition consacre donc elle aussi le principe de l'indépendance des juges (cf. art. 5).

L'alinéa 2 énonce l'interdiction pour tous les juges professionnels (donc aussi pour les juges exerçant une fonction à temps partiel, mais pas pour les juges non-professionnels) d'exercer une autre activité lucrative.

L'alinéa 3 régit les exceptions à l'interdiction prévue à l'alinéa 2, c'est-à-dire les activités lucratives qui ne donnent pas seulement lieu à une indemnisation minime. De telles activités peuvent être exercées aux conditions requises (aucun préjudice pour l'administration de la justice [cf. art. 52 al. 2 LOJ] et aucun danger pour l'indépendance de celle-ci), mais seulement avec l'autorisation expresse du Conseil de la magistrature. Le ou la juge professionnel-le devra ainsi demander l'autorisation du Conseil de la magistrature avant de commencer d'exercer une telle activité. Le Conseil de la magistrature fera une appréciation consciencieuse de la situation des juges professionnels exerçant à *plein temps*. En revanche, les juges professionnels à *temps partiel* ont un véritable droit à exercer une autre activité lucrative, pour autant bien sûr que l'administration de la justice n'en subisse aucun préjudice et que son indépendance soit garantie. Dans ce cas, le Conseil de la magistrature n'a pas de marge d'appréciation pour autoriser ou non des activités lucratives annexes. Les juges professionnels à temps partiel devront néanmoins eux aussi demander l'autorisation du Conseil de la magistrature avant de commencer à exercer une telle activité lucrative, afin que celui-ci puisse, d'une part, examiner si les conditions requises pour l'exercice de cette activité sont bien remplies et, d'autre part, être informé des activités annexes exercées par ces juges.

Les juges non-professionnels ne sont pas concernés par les alinéas 2 et 3. Ils peuvent sans autre exercer d'autres activités lucratives (dans les limites prévues par l'al. 1). Ces activités ne doivent pas non plus être spécialement autorisées par le Conseil de la magistrature.

Finalement, l'alinéa 4 est une «généralisation» de l'article 4 al. 2 LOJ.

## **CHAPITRE 4: Récusation**

### **Art. 18**

Les motifs de récusation ne sont pas énoncés dans le projet. Pour les procédures civile et pénale, les motifs de récusation sont déjà régis de manière exhaustive par le droit fédéral. En droit fédéral, la LTF, le CPC et le CPP règlent la récusation de façon similaire. Les trois lois ne sont cependant pas identiques sur tous les points. Il n'est dès lors pas possible de reprendre simplement en bloc le droit fédéral. C'est la raison pour laquelle l'alinéa 1 se contente d'indiquer que les motifs de récusation et la procédure en la matière sont régis par les lois de procédure applicables, c'est-à-dire par le CPC pour la procédure civile et par le CPP pour la procédure pénale.

Le projet ne contient pas de disposition étendant les motifs de récusation aux greffiers et aux greffières, car l'ar-

ticle 47 CPC et l'article 56 CPP s'appliquent également à ces personnes.

Les alinéas 2 et 3 régissent la procédure de récusation pour les cas où la récusation est contestée. Ces règles sont indispensables en particulier pour la procédure civile, parce que le CPC (cf. art. 50 al. 1 CPC) laisse ouverte la question de savoir quelle autorité cantonale doit statuer sur la récusation en cas de désaccord. En revanche, l'article 59 CPP prévoit des dispositions de ce type pour la procédure pénale, raison pour laquelle le projet réserve expressément ces dispositions. En fin de compte, il s'agit de «généraliser» l'article 24 CPJA.

## **TITRE III: Organisation interne des autorités judiciaires et infrastructures**

### **Art. 19 Nombre de juges et de collaborateurs et collaboratrices**

Le projet renonce à fixer le nombre de juges. Il prévoit cependant que les tribunaux doivent disposer de suffisamment de personnel pour pouvoir remplir les deux objectifs de la justice (traitement consciencieux et rapide des dossiers; al.1).

L'alinéa 2 délègue au Conseil d'Etat le droit de fixer le nombre des juges. Cette disposition concerne toutes les autorités judiciaires, notamment le Tribunal cantonal, le Ministère public et les justices de paix, dans la mesure où le projet ne fixe pas déjà lui-même le nombre des juges.

Conformément à l'alinéa 3, il incombe au Conseil d'Etat de déterminer le nombre des autres collaborateurs et collaboratrices, comme c'était déjà le cas jusqu'à présent (cf. art. 71 al. 2 et 3 ainsi que 75 al. 2 et 3 LOJ).

Dans tous les cas, l'autorité judiciaire concernée et le Conseil de la magistrature doivent être auditionnés avant la fixation du nombre des collaborateurs et collaboratrices, car ce sont ces organes qui sont les plus compétents pour estimer combien de personnes sont nécessaires pour garantir une exécution du travail soignée et rapide.

### **Art. 20 Langues**

Lors des élections des juges, il convient de veiller à une représentation équitable des langues officielles. L'article 20 s'inspire de l'article 4 al. 3 de la loi sur l'organisation du Tribunal cantonal (LOTG) qui énonce une règle analogue pour le Tribunal cantonal; l'article 13 al. 4 LOTG fait de même pour les différentes cours du Tribunal cantonal. Il se justifie de «généraliser» cette règle à toutes les autorités judiciaires dont la circonscription est bilingue. Cette règle correspond d'ailleurs à la pratique en vigueur dans le canton.

### **Art. 21 Juges: Gestion administrative**

L'alinéa 1 est nouveau; il énonce le principe selon lequel les juges professionnels assument la responsabilité générale de la gestion administrative de leur tribunal.

Le contenu de l'alinéa 2 est nouveau. Cette règle, qui s'applique dans les cas où une autorité judiciaire dispose de plusieurs juges professionnels, prescrit que les juges professionnels sont tous placés sur un pied d'égalité. Ils doivent cependant désigner en leur sein un président ou une présidente en charge des tâches administratives (représentation vis-à-vis de l'extérieur, direction des séances en plénum). En cas d'omission, c'est le Conseil de la magistrature qui désigne le président ou la présidente.



Cette fonction est limitée à une année; une réélection est possible. Cette disposition n'exclut pas que le règlement d'organisation délègue certaines tâches (art. 29) à d'autres membres du tribunal (juges professionnels ou greffiers ou greffières). Si tel est le cas, le président ou la présidente reste responsable vis-à-vis de l'extérieur.

L'alinéa 3 réserve les dispositions particulières de la loi ou des règlements d'organisation s'agissant du Tribunal cantonal et du Ministère public. En ce qui concerne le Ministère public, le ou la procureur-e général-e dispose de compétences nettement plus étendues que celles d'un simple président administratif ou d'une simple présidente administrative.

#### **Art. 22 Suppléance**

Cet article reprend, avec certaines modifications, l'article 83 LOJ.

L'alinéa 1 prévoit que chaque juge professionnel-le dispose d'un suppléant ordinaire ou d'une suppléante ordinaire. Cela permet de garantir qu'une suppléance soit organisée et de clarifier d'emblée qui doit assurer le remplacement lorsqu'un ou une juge vient à être empêché-e (maladie, vacances, récusation, etc.).

L'alinéa 2 détermine qui peut assumer la suppléance. Cela peut être un ou une juge professionnel-le d'une autre circonscription, donc pas forcément du même tribunal (ce qui serait impossible pour les petits tribunaux). Cependant, le suppléant ou la suppléante doit être un ou une juge d'une autorité judiciaire similaire, ce que le projet exprime par la tournure «*parmi les juges professionnels de l'autorité judiciaire concernée, dans l'ensemble des arrondissements*». Ainsi, le président du Tribunal d'arrondissement de la Broye pourrait être désigné en qualité de suppléant du président du Tribunal de la Glâne; un ou une juge de paix ou un ou une procureur-e ne le pourraient en revanche pas. Outre les compétences professionnelles, le suppléant ou la suppléante doit en particulier également maîtriser la langue parlée par le ou la juge qu'il ou elle remplace. La suppléance correspond donc au fond au système actuel de vice-présidences.

Pour le juge de paix aussi, il faut se demander si la suppléance ordinaire doit être assurée par un ou une juge de paix d'une autre circonscription et non plus par un ou une assesseur-e de la justice de paix en question. La solution proposée dans le projet paraît particulièrement adéquate, au regard de la professionnalisation voulue, et réalisée, de la justice de paix (cf. également commentaire ad art. 59).

Les alinéas 3 et 4 sont matériellement nouveaux et règlent ce qu'il convient de faire lorsque le suppléant ou la suppléante ordinaire est empêché-e. Dans ce cas, comme on l'a fait jusqu'à présent, il faut chercher de manière informelle un suppléant ou une suppléante parmi les juges professionnels qui peuvent entrer en ligne de compte, et subsidiairement parmi les juges suppléants du Tribunal cantonal, afin de pouvoir procéder à une nomination ad hoc. La particularité dans ce cas réside dans le fait que ce n'est pas l'autorité ordinaire de nomination (le Grand Conseil) qui effectue la nomination ad hoc, mais le Conseil de la magistrature. Cette accélération de la procédure et cet empiètement sur les compétences ordinaires sont justifiés: ils permettent d'éviter d'avoir à passer par une longue procédure parlementaire dans les cas urgents.

#### **Art. 23 Greffiers et greffières: Tâches**

Les alinéas 1 et 2 sont formellement de nouvelles règles, même si elles sont en pratique déjà appliquées aujourd'hui, sans être mentionnées expressément nulle part. Le préfet n'est pas considéré comme une autorité judiciaire et n'a dès lors pas besoin d'un greffier ou d'une greffière. Les greffiers et greffières ne doivent pas participer aux ordonnances d'instruction (mesures d'instruction, comparutions, prolongations de délais, etc.) qui sont urgentes ou pour lesquelles leur participation ne serait pas appropriée. En revanche, chaque fois que des décisions pourraient devoir être motivées par écrit (c'est le cas en particulier des décisions incidentes), il faut faire appel à un greffier ou à une greffière. Sont réservées les exceptions prévues par la loi.

L'alinéa 3 correspond pour l'essentiel à l'article 85 al. 2 LOJ.

#### **Art. 24 Statut**

L'alinéa 1 est nouveau. Il s'agit d'une «généralisation» de l'article 8 al. 1, 2<sup>e</sup> phr. LOTC, qui exige expressément que les greffiers et greffières du Tribunal cantonal soient juristes.

L'alinéa 2 correspond à l'article 85 al. 3 LOJ.

L'alinéa 3 permet à l'autorité judiciaire de désigner un greffier-chef ou une greffière-cheffe.

L'alinéa 4 indique que le Tribunal cantonal dispose, comme actuellement, de greffiers rapporteurs ou greffières rapporteuses (cf. art. 8 LOTC).

#### **Art. 25 Activités lucratives**

Cet article doit être lu en relation avec l'article 17, qui interdit aux juges professionnels d'exercer des activités lucratives. Il dispose que les greffiers et greffières peuvent aussi fonctionner en qualité de juges professionnels (donc à fortiori aussi en qualité de juges non-professionnels) et que ces deux activités ne sont pas en soi incompatibles. Cependant, l'autorité de nomination devra analyser soigneusement les risques de récusation lorsqu'elle nomme un greffier ou une greffière juge professionnel-le.

Pour le reste, les greffiers et greffières sont soumis à la loi sur le personnel de l'Etat, qui fixe les conditions auxquelles une autre activité lucrative peut être exercée (cf. en particulier l'art. 67 de la loi sur le personnel de l'Etat, LPers). Ils ne sont donc pas soumis aux dispositions de l'article 17.

#### **Art. 26 Empêchement de l'ensemble des greffiers et greffières**

Cet article correspond à l'article 86 LOJ.

#### **Art. 27 Huissiers et huissières**

Cet article correspond très largement à l'article 87 LOJ; cependant, les autorités judiciaires ne doivent pas obligatoirement disposer d'huissiers ou huissières.

#### **Art. 28 Engagement du personnel**

L'alinéa 1 correspond à l'article 20 al. 1 LOJ.

L'alinéa 2 correspond à l'article 8 al. 2 LOTC.

L'alinéa 3 s'écarte de l'article 25 LOJ, qui prévoit l'assermentation par le préfet; cette formalité ne paraît plus actuelle.



### **Art. 29 Règlement d'organisation**

Cet article reprend l'article 92 LOJ. Toutefois, l'autorité judiciaire doit édicter elle-même son règlement; le Tribunal cantonal n'intervient qu'à défaut. La commission a débattu de la question de savoir si cette tâche doit revenir au Conseil de la magistrature ou au Tribunal cantonal. Elle s'est demandé en particulier s'il est opportun et sans risque que le Tribunal cantonal soit à la fois autorité de surveillance et autorité de recours pour les juridictions de degré inférieur, et qu'il puisse, en tant qu'autorité de surveillance, donner des instructions à ces autorités voire édicter à leur place des règlements, d'autant plus que le canton dispose avec le Conseil de la magistrature d'une autorité spécialement chargée de la surveillance de la justice. En fin de compte, la préférence a été donnée à la solution actuelle prévue aux articles 92 et 94 LOJ, car les activités du Tribunal cantonal lui confèrent la proximité nécessaire avec les tribunaux de niveau inférieur.

### **Art. 30 Infrastructures**

Cet article résume pour l'essentiel les articles 122 à 130 LOJ.

L'alinéa 1 prescrit qu'il appartient à l'Etat de mettre à disposition des autorités judiciaires les infrastructures nécessaires et d'en assumer les coûts. L'élément nouveau est que désormais, cette tâche incombe exclusivement au canton (et non plus aux communes, cf. art. 123 et 129 LOJ). Les questions d'éclairage, de chauffage et des autres charges annexes ainsi que du matériel de bureau des tribunaux (cf. art. 122, 125 LOJ) ne sont pas mentionnées, car l'expression «infrastructures et moyens nécessaires» indique suffisamment clairement que l'Etat doit prendre à sa charge l'ensemble des coûts induits par l'administration de la justice.

L'alinéa 2 s'inspire de l'article 123 LOJ et impose aux communes de mettre des locaux à disposition en cas de besoin. Ici, la nouveauté est que les communes ne doivent pas seulement mettre à disposition des locaux (cf. art. 123 LOJ), mais aussi des immeubles et en particulier du terrain communal non-bâti. Cette contribution n'est prévue qu'en cas de besoin, c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas possible de trouver une autre solution appropriée.

En tous les cas, le droit d'expropriation de l'Etat demeure; il n'a pas besoin d'être mentionné expressément. La formule «en cas de besoin» utilisée à l'alinéa 2 explicite toutefois que l'Etat ne peut pas exproprier des particuliers si la commune dispose de locaux ou d'immeubles appropriés.

Les communes ne sont pas tenues de louer les locaux. Si la commune et le canton trouvent un accord, une vente ou un droit de superficie sont aussi possibles. Il n'est pas nécessaire de le prévoir expressément dans une disposition spéciale.

L'article 125 LOJ n'a pas été repris, car il est déjà inclus dans l'alinéa 1, qui parle des «infrastructures et moyens». L'article 126 LOJ n'a pas été repris non plus, car les prisons ne relèvent pas de l'organisation de la justice et sont déjà suffisamment réglementées par ailleurs (cf. en particulier le chapitre 341 du RSF), de même que l'article 129 LOJ, puisque les communes n'ont plus à assumer la responsabilité des infrastructures des autorités judiciaires.

## **TITRE IV: Compétence des autorités judiciaires**

### **CHAPITRE PREMIER: Circonscriptions judiciaires**

Le projet maintient les circonscriptions judiciaires actuelles. La possibilité de centraliser la juridiction pénale et de l'étendre à l'ensemble du territoire cantonal a été examinée. Cette mesure aurait pu se justifier par le fait que les ressorts de toutes les autres autorités de poursuite pénale (Ministère public, Tribunal des mesures de contrainte, sections pénales du Tribunal cantonal, Tribunal pénal des mineurs) s'étendent déjà à l'ensemble du canton. Avec l'introduction d'un Tribunal pénal cantonal de première instance, il n'aurait par ailleurs plus été nécessaire de disposer d'un Tribunal pénal économique; la suppression de ce tribunal aurait ainsi pu être proposée. Eu égard aux résultats de la procédure de consultation, le Conseil d'Etat renonce cependant à proposer cette innovation.

Cette disposition n'exclut pas un éventuel réaménagement des compétences territoriales des tribunaux à long terme, notamment en lien avec une éventuelle réorganisation des districts administratifs. En effet, d'un point de vue politique, mais également matériel, il paraît plus judicieux de ne pas découpler les arrondissements des tribunaux de première instance des districts administratifs. On évite ainsi d'anticiper sur les résultats des travaux relatifs à l'organisation future des districts administratifs.

#### **Art. 31 Principe**

L'alinéa 1 pose le principe que les autorités judiciaires sont toujours organisées en arrondissements, sauf disposition contraire.

L'énumération des arrondissements à l'alinéa 2 suit l'exemple de la loi déterminant le nombre et la circonscription des districts administratifs (RSF 112.5).

L'alinéa 3 précise (en complément de l'al. 1) quelles autorités judiciaires sont organisées en arrondissements. Il s'agit des tribunaux d'arrondissement et des justices de paix.

L'alinéa 4 «généralise» et modifie la règle de l'article 73 al. 1<sup>bis</sup> LOJ. Ainsi, la règle s'applique à tous les tribunaux organisés par arrondissements, c'est-à-dire aux tribunaux d'arrondissement et aux justices de paix (actuellement, la disposition correspondante ne vise que les justices de paix). Par ailleurs, la décision de tenir des audiences dans un autre lieu que le siège du tribunal entre dans la compétence de la personne qui dirige la procédure; une autorisation du Tribunal cantonal n'est plus nécessaire.

#### **Art. 32 Territoire cantonal**

Cette disposition énumère (au contraire de l'art. 31) les autorités judiciaires qui sont organisées à l'échelle cantonale et dont la juridiction s'étend par conséquent à l'ensemble du territoire cantonal.

#### **Art. 33 Tribunaux des baux**

Cet article correspond au droit en vigueur et notamment à l'article 1 de la loi instituant le tribunal des baux (LTB).

### **CHAPITRE 2: Tribunal cantonal**

#### **Art. 34 Compétence**

L'alinéa 1 correspond à l'article 124 al. 1 Cst. (cf. aussi l'art. 1 al. 1 LOTC).

L'alinéa 2 précise que, dans le canton de Fribourg, l'autorité de dernière instance est en principe toujours le Tribunal cantonal. Ce dernier ne sera pas toujours la première autorité de recours, mais il sera en principe toujours la dernière, sauf dans les cas où la loi exclut tout recours. L'alinéa 2 correspond à l'article 124 al. 2 Cst. (cf. aussi l'art. 1 al. 2 LOTC), dans la mesure où des contestations administratives sont en cause. Cependant, l'alinéa 2 s'applique aussi aux procédures pénales et civiles pour lesquelles l'autorité de recours est toujours le Tribunal cantonal, dans la mesure où le CPP ou le CPC (ou d'autres lois fédérales, comme la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, LP) n'excluent pas tout recours.

L'alinéa 3 précise que le Tribunal cantonal n'est pas seulement une instance de recours. Il est également compétent lorsque la législation, en particulier fédérale, prévoit une instance cantonale unique.

#### **Art. 35 Ressort et siège**

Cet article correspond à l'article 3 LOTC.

#### **Art. 36 Juges cantonaux**

Cet article correspond à l'article 4 LOTC. L'article 20 étend la règle de l'article 4 al. 3 LOTC à toutes les autorités judiciaires bilingues. C'est pourquoi cette disposition n'est pas mentionnée expressément à l'article 36.

#### **Art. 37 Présidence et vice-présidence**

Cet article correspond aux articles 5 et 6 LOTC. Cf. aussi les articles 17 LOJ et 124 Cst.

#### **Art. 38 Secrétaire général-e**

Cet article correspond à l'article 7 LOTC. La gestion des tâches administratives étant dorénavant dévolue au ou à la secrétaire général-e, la fonction de greffier-chef ou de greffière-chef disparaît.

#### **Art. 39 Tribunal plénier**

Cet article correspond à l'article 10 LOTC.

#### **Art. 40 Commission administrative**

Cet article correspond à l'article 11 LOTC.

#### **Art. 41 Sections et présidences des sections**

Cet article correspond à l'article 12 LOTC.

#### **Art. 42 Cours: Délimitation**

Cet article correspond largement à l'article 13 LOTC.

#### **Art. 43 Fonctionnement**

Cet article correspond à l'article 14 LOTC.

#### **Art. 44 Prononcé présidentiel**

Cet article correspond à l'article 15 LOTC.

#### **Art. 45 Décisions**

Cet article correspond à l'article 16 LOTC.

#### **Art. 46 Unité de la jurisprudence**

Cet article correspond à l'article 19 LOTC.

L'alinéa 2 est nouveau. Il prévoit que, lorsqu'une question de principe ne concerne qu'une section du Tribunal

cantonal, cette section peut rendre une décision qui lie les cours de cette section.

#### **Art. 47 Publicité des jugements**

Cet article correspond à l'article 20 LOTC.

#### **Art. 48 Règlement du Tribunal**

Cet article correspond à l'article 21 LOTC.

### **CHAPITRE 3: Juridiction civile**

L'organisation de la juridiction civile reste très largement inchangée, à l'exception des adaptations rendues nécessaires par le CPC. Cela ne signifie bien sûr pas qu'aucune mesure de réorganisation n'a été examinée. En réalité, trois nouveautés ont été envisagées; deux d'entre elles n'ont finalement pas été retenues:

L'idée de faire du juge unique l'autorité ordinaire en matière civile – c'est-à-dire que le président ou la présidente du tribunal puisse toujours juger seul, indépendamment de la valeur litigieuse et sans recourir à des assesseur-e-s – a été étudiée. Cette solution reviendrait à supprimer le tribunal civil. Le canton de Berne, notamment, connaît un tel modèle, où la juridiction civile est assumée par un juge unique et où il n'existe pas de tribunaux civils ordinaires (cf. art. 2 ss CPC-BE). A la base de ce modèle, on trouve l'idée que de nombreuses contestations de droit civil posent des problèmes juridiques complexes et que les assesseur-e-s ne peuvent apporter qu'une contribution modeste à leur résolution. Les décisions peuvent en outre être prises généralement plus vite et à moindre frais avec un ou une juge unique que si le tribunal siège à trois juges. Mais, comme déjà indiqué, cette idée a finalement été rejetée pour le canton de Fribourg.

La création d'un Tribunal de commerce a également été analysée. Ce tribunal, qui serait une section du Tribunal cantonal, connaîtrait des contestations de droit commercial, en tant que première et unique instance cantonale. La commission a émis des critiques par rapport à cette proposition, qui a finalement également été rejetée.

Enfin, la création de tribunaux de la famille a également été étudiée. A notre connaissance, cette institution constitue une nouveauté sur le plan suisse. Elle présente la caractéristique suivante: les deux assesseur-e-s sont des juges spécialisés, et le tribunal est compétent dans tous les cas où les intérêts d'enfants sont concernés. Cette institution est proposée dans le projet compte tenu de l'importance pratique des litiges relevant du droit de la famille.

#### **Art. 49 Tribunal civil**

Comme jusqu'à présent (cf. art. 143 s LOJ), le tribunal civil reste l'autorité judiciaire ordinaire pour les causes civiles. Le tribunal civil est compétent dans la mesure où la compétence d'une autre autorité n'est pas prévue. La compétence du tribunal civil est ainsi présumée.

#### **Art. 50 Juge unique**

La compétence du tribunal civil ne se justifie pas dans tous les cas. Lorsque la valeur litigieuse est faible (cf. art. 139 LOJ) ou lorsqu'il faut prendre rapidement une décision, il est prévu que le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement puisse statuer, comme c'est déjà le cas aujourd'hui. La différence est que les compétences du ou de la juge unique seront définies d'une autre manière, c'est-à-dire non plus en principe en fonction

de la valeur litigieuse, mais selon le type de procédure applicable. Ainsi, le ou la juge unique sera compétent-e pour les causes soumises à la procédure simplifiée selon l'article 243 ss CPC (al. 1 let. a) et à la procédure sommaire selon l'article 248 ss CPC (al. 1 let. b) ainsi que dans les autres cas où la loi le prévoit (al. 1 let. c). C'est la législation fédérale qui détermine quand s'appliquent la procédure simplifiée et la procédure sommaire.

La procédure simplifiée est valable en particulier jusqu'à une valeur litigieuse de 30 000 francs (art. 243 al. 1 CPC). Par ce biais, la compétence du ou de la juge unique est indirectement augmentée de 8000 à 30 000 francs. Cette augmentation se justifie par le fait que, lors de la révision de la loi sur le Tribunal fédéral, la limite a aussi été relevée de 8000 à 30 000 francs, pour tenir compte de l'inflation (cf. art. 74 al. 1 let. b LTF; cf. à ce sujet par exemple PETER KARLEN, *Das neue Bundesgerichtsgesetz*, Bâle 2006, p. 43).

C'est le droit fédéral qui détermine de manière exhaustive quand s'applique la procédure sommaire (cf. art. 248 CPC). Cette procédure concerne en bonne partie des cas pour lesquels le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement est déjà compétent-e en droit actuel. Seront notamment traités en procédure sommaire et donc du ressort du ou de la juge unique les décisions sur des mesures provisionnelles (art. 248 let d CPC), sur l'assistance judiciaire (art. 119 al. 3 CPC) et sur les procédures d'exécution (art. 339 al. 2 CPC). Le projet précise que le président ou la présidente du tribunal connaît des causes en procédure sommaire même si le tribunal est compétent sur la cause au fond. Ainsi, lorsque le tribunal civil est en charge d'un procès, si des mesures provisionnelles sont demandées pendant la procédure, c'est le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement qui statuera sur ces mesures, et non pas le tribunal civil compétent sur le fond de l'affaire.

En outre, la procédure de conciliation (art. 197 ss CPC) relève de la compétence du ou de la juge unique, puisque le projet lui-même prévoit cette compétence (art. 60 en lien avec art. 50 al. 1 let. c).

Comme la compétence du ou de la juge unique est fonction du type de procédure à appliquer (al. 1 let a et b), c'est finalement le droit fédéral qui fixe les compétences du ou de la juge unique et celles du tribunal civil. L'avantage pour les justiciables et les praticiens est qu'ils ne doivent pas réfléchir longuement aux questions de compétence, dès lors que le type de procédure à appliquer (ordinaire, simplifiée, sommaire) est déterminé.

La réserve de l'alinéa 2 précise que la délimitation des compétences entre le tribunal plénier et le président ou la présidente obéit à d'autres règles pour les tribunaux des prud'hommes et les tribunaux des baux (cf. art. 54 al. 2 et 56 al. 2).

#### **Art. 51 Tribunal cantonal: Juridiction de recours**

Cet article correspond à l'article 147 LOJ. Il dispose seulement que le Tribunal cantonal est instance de recours. En revanche, c'est le droit procédural applicable, en particulier le CPC, qui détermine si une voie de recours cantonale est effectivement ouverte.

#### **Art. 52 Juridiction unique**

L'alinéa 1 trouve son fondement dans l'article 149 al. 3 LOJ, mais a été adapté au CPC.

L'alinéa 2 correspond à l'article 149 al. 5 LOJ.

L'alinéa 3 garantit, comme jusqu'à présent, qu'un ou une juge unique du Tribunal cantonal mène la procédure sommaire lorsque cette autorité statue en instance unique (notamment pour les mesures provisionnelles), et non pas l'ensemble de la Cour d'appel. Il s'agit finalement de faire en sorte que la règle de l'article 50, qui prévoit les compétences du juge unique devant les tribunaux d'arrondissement, s'applique aussi lorsque le Tribunal cantonal est instance cantonale unique.

#### **Art. 53 Tribunal de la famille**

Le projet prévoit la création d'un tribunal de la famille. Ce tribunal se caractérise sur le plan de l'organisation par le fait qu'il fait partie du tribunal d'arrondissement et est dirigé par le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement concerné. Il se distingue du tribunal civil ordinaire par le fait que les assesseur-e-s disposent de connaissances particulières dans les domaines de la psychologie de l'enfant, de l'éducation ou du travail social; ils sont, autrement dit, des juges spécialisés (al. 4). Le tribunal de la famille est compétent dans tous les cas où les intérêts d'enfants sont touchés. Il connaît aussi des causes soumises à la procédure simplifiée (art. 243ss CPC) et à la procédure sommaire (art. 248ss CPC) et, lorsqu'une cause porte également sur des points qui ne touchent pas les intérêts d'enfants, il connaît du litige dans son ensemble (al. 1).

L'institution d'un tribunal de la famille a été demandée par une motion populaire de l'association Mouvement de la condition Paternelle Fribourg. Une consultation auprès des services concernés a été menée après le dépôt de cette motion; elle s'est soldée par des résultats mitigés.

Les avantages du tribunal de la famille sont les suivants: les intérêts en jeu, c'est-à-dire les intérêts des enfants, justifient en soi la création d'un tel tribunal spécial au sein duquel sont regroupées des connaissances pluridisciplinaires. Le tribunal de la famille permet aussi d'éviter de recourir à des avis ou à des expertises externes, ce qui favorise une accélération des procédures. Enfin, il permet de mieux prendre en compte le bien de l'enfant, qui est le critère essentiel de tout le droit de l'enfant.

La création d'un tribunal de la famille a néanmoins été majoritairement rejetée dans la consultation. Le principal argument avancé contre la création d'un tel tribunal est le suivant: dans les affaires impliquant des enfants, les premières décisions sont souvent prises dans le cadre de procédures provisionnelles ou même super-provisionnelles, qui préjugent la cause sur le fond. Si un tribunal plénier était compétent dans ce genre de cas, cela entraînerait des retards dans des affaires où il faudrait au contraire pouvoir agir très vite. L'affirmation selon laquelle les juges spécialisés permettraient de renoncer aux avis de services spécialisés ou même à des expertises en principe indispensables a également suscité la controverse. Par ailleurs, des doutes ont été émis sur la possibilité de trouver le nombre nécessaire de spécialistes compétents dans tous les districts. Les assesseur-e-s pourraient aussi acquérir les connaissances pluridisciplinaires appropriées dans le cadre de cours de formation. Finalement, le fait qu'un tribunal spécialisé prenne par définition des décisions plus justes a été mis en doute.

En dépit de ces réticences, le Conseil d'Etat soutient la création d'un tribunal de la famille. Actuellement, les affaires impliquant des enfants sont, pour les points les plus



importants, traitées de manière privilégiée. Le Conseil d'Etat est cependant convaincu que ces intérêts méritent d'être encore mieux pris en considération. Ce d'autant que les affaires impliquant des enfants représentent, sur le plan quantitatif, une grande partie des litiges de droit civil, qu'elles portent sur des intérêts personnels et familiaux importants et qu'elles requièrent des compétences particulières associées à beaucoup de doigté.

#### **Art. 54 Tribunal des prud'hommes: Attributions**

Cette disposition correspond à l'article 25 de la loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (LJP). Elle précise seulement que le tribunal des prud'hommes statue en première instance. Dans la version allemande, la dénomination de ce tribunal spécial est nouvelle: alors que le terme de tribunal des prud'hommes est courant en français, l'expression allemande «Gewerbegericht» est plutôt inhabituelle et peut porter à confusion. On parlera donc désormais en allemand de «Arbeitsgericht».

La question du maintien des compétences du président ou de la présidente en tant que juge unique a été examinée. Dans la consultation, deux variantes ont été présentées. La première proposait d'augmenter le seuil de la valeur litigieuse à 30 000 francs, ce qui paraît justifié en regard de l'inflation ainsi que de l'augmentation des attributions des présidents ou présidentes des tribunaux d'arrondissement. La seconde proposait de renoncer complètement aux compétences présidentielles en matière de juridiction des prud'hommes, afin que les parties puissent profiter de la juridiction paritaire même lorsque la valeur litigieuse est modeste. Les résultats de la consultation sont cependant clairs; la majorité des participants ont souhaité le maintien de la règle actuelle (art. 29 LJP), selon laquelle le président ou la présidente du tribunal connaît des causes dont la valeur litigieuse est inférieure à 8000 francs. Le Conseil d'Etat propose par conséquent de s'en tenir à la réglementation actuelle.

Le projet innove en supprimant la limite supérieure de la valeur litigieuse fixée à l'article 26 al. 3 LJP. Le tribunal des prud'hommes serait donc aussi compétent pour les causes dont la valeur litigieuse dépasse 30 000 francs. Cependant, seuls les litiges dont la valeur litigieuse est inférieure à 30 000 francs peuvent faire l'objet d'une procédure gratuite (art. 144 let c CPC). L'extension des compétences du tribunal des prud'hommes n'implique donc pas la gratuité de la procédure pour les litiges portant sur des montants élevés.

#### **Art. 55 Composition et fonctionnement**

L'alinéa 1 correspond à l'article 1 al. 1 LJP. Le projet renonce à mentionner la vice-présidence du tribunal des prud'hommes, dont l'existence découle déjà de la disposition générale sur la suppléance (art. 22).

L'alinéa 2 est en revanche nouveau. L'élection du président ou de la présidente du tribunal des prud'hommes se fait sur le même mode que celle des juges (art. 103 al. 1 let e et 128 Cst.). Dans un domaine aussi sensible socialement que le droit du travail, le président ou la présidente du tribunal spécial, qui joue un rôle très important, devrait aussi être élu-e par le Parlement. L'article précise que les présidents ou présidentes des tribunaux d'arrondissement sont aussi éligibles à la présidence du tribunal des prud'hommes. La proposition selon laquelle le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement doit automatiquement assumer également la présidence

du tribunal des prud'hommes n'a pas été retenue. Cette proposition prévoyait en outre que, s'il y a plusieurs présidents ou présidentes, ceux-ci doivent désigner parmi eux le président ou la présidente de ce tribunal sur la base de leur règlement interne.

Il résulte de l'article 25 que les greffiers et greffières peuvent également être élus à la fonction de président ou présidente du tribunal des prud'hommes.

L'alinéa 3 correspond à l'article 7 al. 1 LJP.

L'alinéa 4 correspond à l'article 1 al. 2 et 3 LJP.

#### **Art. 56 Tribunal des baux: Attributions**

L'alinéa 1 correspond à l'article 21 de la loi du 18 mai 1989 instituant le tribunal des baux (LTB). Il se borne à préciser que le tribunal des baux statue en première instance.

La question du maintien des compétences du président ou de la présidente en tant que juge unique a été examinée. Dans la consultation, deux variantes ont été présentées. La première proposait d'augmenter le seuil de la valeur litigieuse à 30 000 francs, ce qui paraît justifié en regard de l'inflation ainsi que de l'augmentation des attributions des présidents ou présidentes des tribunaux d'arrondissement. La seconde proposait de renoncer complètement aux compétences présidentielles en matière de juridiction des baux, afin que les parties puissent profiter de la juridiction paritaire même lorsque la valeur litigieuse est modeste. Dans la réalité, un certain nombre de litiges en matière de baux restent inférieurs à la limite de la valeur litigieuse (p. ex. les litiges sur les charges) et ne pourraient par conséquent jamais être examinés par le tribunal plénier avec une représentation paritaire des locataires et des propriétaires. Les résultats de la consultation sont cependant clairs; la majorité des participants ont souhaité le maintien de la règle actuelle (art. 22 LTB), selon laquelle le président ou la présidente du tribunal connaît des causes dont la valeur litigieuse est inférieure à 8000 francs ainsi que les procédures d'expulsion. Le Conseil d'Etat propose par conséquent de s'en tenir à la réglementation actuelle.

#### **Art. 57 Composition et fonctionnement**

L'alinéa 1 correspond à l'article 2 al. 1 et 13 LTB. Le projet renonce à mentionner la vice-présidence du tribunal des baux, dont l'existence découle déjà de la disposition générale sur la suppléance (art. 22).

L'alinéa 2 est en revanche nouveau. L'élection du président ou de la présidente du tribunal des baux se fait sur le même mode que celle des juges (art. 103 al. 1 let. e et 128 Cst.). Dans un domaine aussi sensible socialement que le droit du bail, le président ou la présidente du tribunal spécial, qui joue un rôle très important, devrait aussi être élu-e par le Parlement. L'article précise que les présidents ou présidentes des tribunaux d'arrondissement sont aussi éligibles à la présidence du tribunal des baux. La proposition selon laquelle le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement devrait automatiquement assumer aussi la présidence du tribunal des baux a été rejetée. Cette proposition prévoyait également que, s'il y a plusieurs présidents ou présidentes, ceux-ci doivent désigner parmi eux le président ou la présidente de ce tribunal sur la base de leur règlement interne.



Par ailleurs, il résulte de l'article 25 que les greffiers et greffières sont également éligibles à la fonction de président ou présidente du tribunal des baux.

Les alinéas 3 et 4 correspondent à l'article 2 al. 2 et à l'article 7 LTB.

#### **Art. 58 Justice de paix: Attributions**

L'alinéa 1 dispose expressément que la justice de paix est l'autorité tutélaire.

L'alinéa 2 correspond à l'article 138 LOJ. La réserve indique que la loi peut confier certaines tâches au ou à la juge de paix, c'est-à-dire que le tribunal plénier ne sera pas forcément compétent dans tous les cas. Cette réserve correspond à l'article 136 LOJ.

#### **Art. 59 Composition et fonctionnement**

L'alinéa 1 correspond à l'article 5 al. 1 LOJ.

L'alinéa 2 correspond à l'article 5 al. 2 LOJ.

Le projet mis en consultation contenait une variante concernant la suppléance du juge de paix. La proposition principale suivait la règle générale de l'article 22. Ainsi, le suppléant ou la suppléante devait être choisi-e parmi les juges de paix. Selon la variante, le suppléant ou la suppléante du ou de la juge de paix devait être choisi-e parmi les assesseur-e-s de la justice de paix concernée. L'avantage de la variante réside dans le fait que les assesseur-e-s ont la plupart du temps déjà des connaissances du dossier. A l'inverse, l'inconvénient de cette solution est qu'en cas d'empêchement du ou de la juge de paix, la suppléance n'est pas assumée par un ou une juge professionnel-e expérimenté-e dans la conduite de la procédure. Les juges de paix se sont en particulier prononcés en faveur de la proposition principale, selon laquelle la suppléance suit la règle générale de l'article 22. Cette proposition est donc retenue dans le projet.

#### **Art. 60 Autorité de conciliation: Principe**

Le CPC prévoit que la tentative de conciliation est obligatoire. Dans les dispositions d'application, les cantons doivent déterminer si cette tentative doit se dérouler devant l'autorité judiciaire compétente ou devant un office de conciliation indépendant. Le projet propose que la tentative de conciliation soit menée devant le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement compétente ou compétente sur le fond et non pas devant une autorité extérieure (p. ex. une justice de paix). Cette solution a été retenue en particulier parce que, en cas d'échec de la tentative de conciliation, le ou la juge a déjà des connaissances du dossier, ce qui permet d'accélérer la procédure. Mais surtout, il ou elle peut convaincre plus efficacement les parties en sa qualité d'autorité appelée à trancher ensuite sur la cause au fond.

Bien que, selon l'article 47 al. 2 let. b CPC, la participation du ou de la juge aux procédures de conciliation ne constitue à elle seule pas un motif de récusation, l'article 59 al. 2 confère aux parties le droit d'exiger que le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement chargé-e de la conciliation ne puisse pas statuer sur le fond. Cela permet de tenir compte des réticences que pourraient éventuellement avoir les parties lorsque le ou la juge de conciliation connaît ensuite de l'affaire sur le fond.

Le CPC laisse aux cantons le soin de désigner les autorités chargées de la conciliation, mais il ne prescrit pas qu'il doit s'agir d'autorités judiciaires. Des services can-

tonaux et ou communaux pourraient aussi assumer cette fonction (voir le Message relatif au code de procédure civile suisse, FF 2006 6936 ss).

L'idée de confier les tentatives de conciliation à un office spécial a été examinée. L'argument principal plaidant en faveur de ce modèle réside dans la conviction qu'il permet de faire aboutir un maximum de procédures de conciliation. Ce modèle ne présente pas seulement l'avantage de permettre aux parties de trouver une solution satisfaisante et d'arriver ainsi plus rapidement à une situation de paix sur le plan juridique; la tentative de conciliation doit aussi être vue comme une vraie chance d'éviter des procès longs et coûteux. Certes, la mise sur pied d'un office de conciliation entraînerait également des frais, mais ceux-ci seraient à n'en pas douter inférieurs aux coûts des procédures qu'il permettrait d'éviter, si l'office fait bien son travail. Le fait que le CPC prescrive que les tentatives de conciliation sont obligatoires, avec la charge de travail qui en découle, plaide en faveur de la mise sur pied d'un tel office.

La procédure de consultation a montré que les opinions quant à la création d'un office de conciliation indépendant sont divergentes. Finalement, le Conseil d'Etat y renonce. En effet, la création et le fonctionnement d'un tel office impliqueraient des charges élevées. De plus, les avantages qui pourraient en découler dépendent des collaborateurs et collaboratrices de cet office. Idéalement, il devrait s'agir de personnes disposant d'une longue expérience des tribunaux, qui jouissent d'une capacité d'analyse rapide et qui connaissent les risques et les pièges des procédures judiciaires. Dans la procédure de consultation, la possibilité de recourir à des juges retraités ou à des avocats, susceptibles de remplir ces conditions, a été évoquée. Le Conseil d'Etat n'est pas convaincu qu'il soit possible de trouver suffisamment de personnes répondant à ces exigences. En définitive, l'expérience a montré que les juges, qui seront appelés à trancher la cause sur le fond, sont bien placés pour convaincre les parties de parvenir à un accord.

#### **Art. 61 Bail à loyer et à ferme**

Cet article met en œuvre l'obligation posée par l'article 200 al. 1 CPC. Sur le fond, la situation juridique actuelle n'est pas modifiée (cf. en particulier l'art. 3 de la loi d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole, LABLF).

#### **Art. 62 Egalité entre femmes et hommes**

Cet article met en œuvre l'article 200 al. 2 CPC. Sur le fond, la situation juridique actuelle n'est pas modifiée (cf. art. 3 de l'arrêté d'exécution de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, RSF 222.5.21).

La seule nouveauté réside dans le fait que l'autorité de conciliation doit comprendre au moins deux femmes (al. 4, 2<sup>e</sup> phrase).

Devenu sans objet, l'arrêté d'exécution précité peut être abrogé.

### **CHAPITRE 4: Juridiction pénale**

#### **Art. 63 Autorités de la poursuite pénale**

Cet article correspond par son contenu à l'article 12 CPP (cf. aussi art. 152 LOJ).

A noter que, conformément à l'article 42 de la loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (RSF 922.1), les gardes-faunes et le personnel administratif assermentés du Service des forêts et de la faune ont la qualité d'agents de la police de la faune et disposent, à ce titre et dans leur domaine de compétence, des attributions de la police judiciaire.

#### **Art. 64 Tribunaux**

Cet article correspond par son contenu à l'article 13 CPP. Il détermine quelles sont les autorités cantonales qui doivent assumer les tâches prévues par le droit fédéral. Les autorités de première instance au sens du droit fédéral sont, dans leurs domaines respectifs de compétences, le juge de police, les tribunaux pénaux d'arrondissements et le Tribunal pénal des mineurs. La Chambre pénale du Tribunal cantonal fonctionne comme autorité de recours et la Cour d'appel comme juridiction d'appel.

#### **Art. 65 Police cantonale**

Cet article s'inspire de l'actuel article 9 du CPP-FR.

#### **Art. 66 Ministère public: Organisation**

Ce sont l'Office des juges d'instruction et le Ministère public actuel qui subiront les plus grands changements suite à l'introduction du CPP. Le CPP prescrit aux cantons le modèle du «ministère public», mais leur laisse une certaine liberté dans l'organisation de ce ministère public (cf. art. 14 al. 3 CPP). Pour le canton de Fribourg, cela signifie que le parallélisme actuel entre l'Office des juges d'instruction et le Ministère public devra être abandonné. En bref, le CPP entraîne la suppression de l'actuel Ministère public et exige que les juges d'instruction actuels assument également à l'avenir les tâches qui revenaient jusqu'à présent au Ministère public après la mise en accusation, respectivement le renvoi au tribunal compétent. Le nouveau système impose donc aux juges d'instruction actuels notamment de défendre l'accusation devant le tribunal et aux substituts actuels de diriger des poursuites pénales. Sur le plan pratique, il est prévu que l'Office des juges d'instruction et le Ministère public actuel soient réunis pour former ensemble le nouveau «Ministère public».

Le projet se base sur une structure hiérarchique du Ministère public, avec un ou une procureur-e général-e disposant de larges attributions en matière de contrôle et de direction. L'avantage de ce modèle est que la poursuite pénale se déroule de manière harmonisée et contrôlée dans l'ensemble du canton. Le modèle actuellement en vigueur parmi les juges d'instruction, avec un président ou une présidente de l'Office fonctionnant comme un «primus inter pares» et assumant uniquement des tâches de gestion administrative et de représentation, n'est pas repris dans le projet.

Dès lors que le Ministère public est organisé hiérarchiquement avec à sa tête un ou une procureur-e général-e, se pose la question des attributions exactes de cette personne. Doit-il exister dans le canton une espèce de Ministère public «démocratique», au sein duquel chaque procureur-e dispose d'une grande marge de manœuvre dans le cadre de la loi et peut influencer l'orientation générale de l'ensemble du Ministère public, ou bien le Ministère public doit-il être dirigé de main ferme par un ou une procureur-e général-e, les autres procureur-e-s n'étant que

des «organes d'exécution»? La réponse à cette question dépend cependant moins de la structure hiérarchique de base du Ministère public que des modalités institutionnelles de son fonctionnement dans des domaines précis et des compétences du ou de la procureur-e général-e, c'est-à-dire de la législation applicable.

Pour en revenir à l'article 66:

L'alinéa 2 correspond à l'article 157 LOJ, qui prescrit déjà l'adoption d'un règlement interne par l'Office des juges d'instruction. Le règlement est adopté par décision majoritaire des procureur-e-s. Cette disposition constitue une reconnaissance de la structure «démocratique» du Ministère public, dans laquelle le ou la procureur-e général-e et l'ensemble des procureur-e-s déterminent ensemble leur fonctionnement. Lors de l'adoption du règlement, le ou la procureur-e général-e et les autres procureur-e-s se trouvent sur un pied d'égalité, le ou la procureur-e général-e ne disposant que d'une voix et pouvant donc être mis ou mise en minorité par ses collègues. Les éventuelles modifications du règlement doivent également être prises à la majorité.

Le règlement doit être approuvé. Actuellement, le règlement de l'Office des juges d'instruction est approuvé par le Tribunal cantonal. Ce système (approbation par le Tribunal cantonal et non pas par le Conseil de la magistrature) est repris dans le projet s'agissant du règlement du Ministère public. Certains participants à la consultation ont soutenu, vu la fonction spéciale de surveillance qui est dévolue au Conseil de la magistrature, qu'une approbation par ce dernier organe pourrait aussi se justifier. La préférence donnée au Tribunal cantonal s'explique par la volonté de ne pas créer de dérogation à l'article 29 al. 1.

L'alinéa 3 se rapporte au statut du ou de la procureur-e général-e au sein du Ministère public. Le ou la procureur-e général-e est désigné-e parmi les procureur-e-s. La procédure d'élection se déroule sur le mode habituel des élections des juges (préavis du Conseil de la magistrature et élection par le Grand Conseil). Seul un ou une procureur-e peut devenir procureur-e général-e. Il ne serait en soi pas exclu que le Parlement élise une autre personne, mais cette personne devrait d'abord formellement être nommée procureur-e, avant de pouvoir être élue au poste de procureur-e général-e. L'élection se fait pour cinq ans; le ou la procureur-e général-e n'est rééligible qu'une seule fois. Cela étant, il n'est pas exclu que le ou la suppléante du ou de la procureur-e général-e soit élu-e procureur-e général-e au terme de deux mandats de suppléant ou suppléante. S'il n'y a pas réélection, la personne concernée continue d'assumer la fonction de procureur-e, pour laquelle elle a été élue pour une durée indéterminée (cf. art. 121 al. 2 Cst.). La conformité de l'article 66 à la Constitution est ainsi garantie. Cette solution a du reste reçu le soutien de la majorité des organes et institutions consultés.

La proposition principale mise en consultation, selon laquelle le ou la procureur-e général-e n'est pas uniquement un procureur un peu «à part», mais remplit une fonction bien spécifique, à laquelle il ou elle doit être nommé-e, et représente davantage qu'un «primus inter pares» n'a en revanche reçu que peu de soutien.

#### **Art. 67 Procureur-e général-e**

Cet article ne prescrit pas seulement la mise en place d'un modèle avec un procureur général fort, mais détermine aussi les attributions de celui-ci. De l'étendue de

ces attributions dépendra le pouvoir du ou de la procureur-e général-e et le caractère plus ou moins directif de sa gestion du Ministère public.

Deux autres points doivent être mentionnés spécialement ici:

Il s'agit premièrement de la question de savoir dans quelle mesure le ou la procureur-e général-e peut intervenir dans les dossiers des autres procureur-e-s. Est en particulier visé le cas où un ou une procureur-e se montrerait négligent dans le traitement de certains dossiers. Dans ce genre de situations, le ou la procureur-e général-e doit pouvoir intervenir auprès du ou de la procureur-e en charge de l'affaire et lui retirer le dossier si nécessaire. Il n'est cependant pas nécessaire d'introduire une disposition expresse à ce sujet. On peut en effet déduire de l'alinéa 3 let. a («instructions pour la bonne marche du Ministère public») que le ou la procureur-e général-e doit pouvoir retirer un dossier à un ou une procureur-e en cas de négligence. Pour le reste, le ou la procureur-e général-e ne doit pas intervenir dans les dossiers confiés à un ou une procureur-e ni donner des instructions dans un cas particulier, et qu'il doit d'une manière générale faire usage de ses attributions avec une grande retenue.

En second lieu, il convient de mentionner la possibilité de permettre au ou à la procureur-e général-e de former opposition contre les ordonnances pénales des procureur-e-s (al. 4). Selon l'article 354 al. 1 let. c CPP, les cantons peuvent conférer une telle attribution au ou à la procureur-e général-e. Il devrait donc aussi être possible de prévoir un contrôle préalable au lieu d'une opposition après que l'ordonnance pénale a été rendue. Un tel contrôle préalable aurait l'avantage que le Ministère public pourrait se présenter comme une entité vis-à-vis de l'extérieur, respectivement ne donnerait jamais l'impression d'agir de façon contradictoire. Le problème est que le ou la procureur-e général-e devrait finalement procéder à un contrôle préalable de toutes les ordonnances pénales, ce qui représenterait une masse de travail pratiquement ingérable. Il est par ailleurs douteux que le CPP permette vraiment un contrôle préalable des ordonnances pénales par le ou la procureur-e général-e. Ces motifs incitent à donner au ou à la procureur-e général-e la possibilité d'agir de façon réactive en formant opposition contre les ordonnances pénales après qu'elles ont été rendues.

#### **Art. 68 Suppléance**

Le ou la procureur-e général-e dispose d'un procureur général adjoint ou d'une procureure générale adjointe, dont le statut est analogue au sien (en particulier en ce qui concerne l'élection et la position vis-à-vis des autres procureur-e-s). Le procureur général adjoint ou la procureure générale adjointe supplée le ou la procureur-e général-e et le ou la soutient dans l'accomplissement de ses tâches. Le ou la procureur-e général-e peut lui déléguer certaines tâches.

#### **Art. 69 Procureur-e-s: Tâches**

L'alinéa 1 correspond à l'article 16 al. 2 CPP.

A l'alinéa 2, l'expression «en principe» indique que des exceptions sont possibles, par exemple si un ou une procureur-e démissionne après la mise en accusation.

#### **Art. 70 Statut**

L'alinéa 1 dispose que les procureur-e-s sont placés sur un pied d'égalité.

#### **Art. 71 Procureur-e-s des mineurs**

Cet article institue le Ministère public des mineurs. Cette disposition est nécessaire car, conformément à l'article 21 PPMIn, les cantons doivent obligatoirement prévoir cette institution, lorsque, comme le prévoit le projet, l'instruction est menée par un ou une juge des mineurs. L'article 70 précise que le Ministère public des mineurs ne constitue pas une unité indépendante sous l'angle organisationnel, mais qu'il est formé de procureur-e-s spécialement formés dans le domaine de la délinquance juvénile.

#### **Art. 72 Tribunal des mesures de contrainte: Statut**

Sur la base du CPP et de la PPMIn, les cantons doivent prévoir des tribunaux des mesures de contrainte qui ordonnent ou approuvent les mesures de contrainte dans les cas prévus par la loi. Le Tribunal des mesures de contrainte doit faire face à des exigences temporelles difficiles, car il doit souvent statuer dans des délais très brefs sur des entraves parfois importantes aux libertés individuelles. C'est pourquoi il faudra veiller à ce que l'organisation de ce Tribunal lui permette de prendre des décisions à la fois fondées et rapides.

Différentes possibilités d'organisation du Tribunal des mesures de contrainte ont été examinées dans le cadre des travaux préparatoires. La première possibilité envisagée a été de prévoir qu'une section du Tribunal cantonal forme le Tribunal des mesures de contrainte. Mais cette solution aurait présenté l'inconvénient que les juges cantonaux auraient dû régulièrement assurer un service de permanence. Les membres de la Chambre pénale auraient en outre été exclus d'emblée de cette section, puisqu'ils sont instance de recours contre les décisions du Tribunal des mesures de contrainte (art. 393 al. 1 let c CPP). De plus, il n'aurait pas été opportun que, dans un domaine juridique aussi sensible, une section du Tribunal cantonal puisse être appelée à trancher des recours contre les décisions d'une autre section et que certains juges cantonaux doivent examiner la décision d'autres juges cantonaux.

La possibilité que des juges civils forment le Tribunal des mesures de contrainte a également été discutée, pour être finalement rejetée. C'est le modèle que connaît notamment le canton de Berne. Ce modèle n'est cependant que difficilement ou pas du tout transposable dans le canton de Fribourg, en raison de la taille du canton ainsi que de son bilinguisme plus prononcé, notamment parce que dans la plupart des circonscriptions judiciaires, les présidents et présidentes des tribunaux d'arrondissement statuent en tant que juges civils et en tant que juges pénaux, ce qui multiplierait les risques de récusation s'ils devaient en plus fonctionner comme juges du Tribunal des mesures de contrainte.

En fin de compte, le projet propose la création d'une nouvelle autorité pour le Tribunal des mesures de contrainte. Le ressort de cette autorité s'étendrait à l'ensemble du canton, son siège serait à Fribourg et elle serait rattachée administrativement au Tribunal d'arrondissement de la Sarine, ce qui permettrait de garantir une séparation physique du Tribunal des mesures de contrainte et du Ministère public. L'adresse du Tribunal des mesures de contrainte serait auprès du Tribunal d'arrondissement de la Sarine, dont il pourrait aussi utiliser le personnel et l'infrastructure. Par ailleurs, afin d'accélérer les procédures, les décisions seraient prises par un ou une juge unique, sans greffiers ou greffières.



### **Art. 73 Composition**

L'alinéa 2 précise que des greffiers ou des greffières peuvent également être élus juges du Tribunal des mesures de contrainte.

Pour le reste, il n'est pas exclu que les juges des mesures de contrainte puissent être engagés à temps partiel. Il faut également veiller à une représentation appropriée des langues officielles (cf. art. 20).

### **Art. 74 Compétence**

Le projet prévoit que le Tribunal des mesures de contrainte connaît aussi des mesures de contrainte en droit des étrangers, quand ces mesures relèvent d'un tribunal. Actuellement, ces tâches sont du ressort d'un ou d'une juge cantonal-e (art. 4 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers, LALEtr). Un transfert de compétences au Tribunal des mesures de contrainte se justifie, car les mesures de contrainte du droit des étrangers représentent également des atteintes graves aux libertés et que la décision doit être prise dans des délais très courts.

Cette solution était présentée comme variante dans le projet mis en consultation. Cela s'expliquait par l'insécurité juridique créée par un récent arrêt du Tribunal fédéral (ATF 135 II 94). Dans cet arrêt, le Tribunal fédéral a estimé que le juge de l'arrestation du canton de Berne, qui statue sur les mesures de contrainte en droit des étrangers, n'est pas une autorité cantonale supérieure au sens de l'article 86 al. 2 de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF), parce que, d'une part, il n'est pas compétent pour l'ensemble du canton et que, d'autre part, il n'est pas indépendant par rapport à la hiérarchie (cf. ATF 135 II 94 E. 4.1.). Le Tribunal des mesures de contrainte, tel qu'il est prévu dans le projet, ne pose cependant pas de problème sous ces deux aspects. Son ressort s'étend à tout le canton et il statue normalement en dernière instance sur le plan cantonal (sauf dans les cas où le CPP prévoit des voies de recours), c'est-à-dire qu'il n'est pas soumis à un contrôle hiérarchique. Cela signifie également qu'il n'existe pas de voie de recours contre les décisions du Tribunal des mesures de contrainte dans le domaine des mesures de contrainte du droit des étrangers. L'article 86 al. 2 LTF n'exige du reste pas de voie de recours devant un tribunal supérieur (ATF 134 II 318 c. 4.4). Il faut signaler que, dans la consultation, seuls l'Ordre des avocats et une minorité du Tribunal cantonal se sont opposés à ce que la compétence de prononcer les mesures de contrainte du droit des étrangers soit attribuée au Tribunal des mesures de contrainte. Cette solution a donc finalement été retenue dans le projet.

### **Art. 75 Juge de police: Fonctionnement et compétence**

L'institution du juge de police est maintenue.

L'alinéa 2 correspond à l'article 19 al. 2 CPP. La réserve exprimée au début de la phrase indique que, par dérogation, d'autres autorités peuvent être compétentes, par exemple les préfets.

### **Art. 76 Peine déterminante**

Cet article correspond à l'article 19 CPP-FR.

### **Art. 77 à 80 Tribunal pénal d'arrondissement et Tribunal pénal économique**

Le groupe de travail a saisi l'occasion de la révision totale de la LOJ et de la réorganisation indispensable de la juridiction pénale pour proposer la création d'un tribunal pénal dont le ressort se serait étendu à l'ensemble du territoire cantonal et la suppression des tribunaux pénaux d'arrondissement. Il avait néanmoins prévu de maintenir l'institution du juge de police compétent au niveau de l'arrondissement judiciaire. L'introduction d'un Tribunal pénal cantonal aurait diminué la nécessité de disposer d'un Tribunal pénal économique, raison pour laquelle le projet mis en consultation proposait de supprimer ce tribunal.

Selon le groupe de travail, la création d'un Tribunal pénal avec siège à Fribourg aurait été justifiée dans la mesure où la centralisation est déjà une réalité dans le domaine de la procédure pénale. Les instances de poursuite pénale sont en effet organisées de manière centralisée, ainsi le Ministère public, le Tribunal pénal des mineurs, le Tribunal des mesures de contrainte ou encore la juridiction de recours et d'appel du Tribunal cantonal. La création d'un Tribunal pénal à l'échelle cantonale aurait permis d'atteindre un plus grand degré de spécialisation permettant de traiter les dossiers plus vite et plus efficacement. Enfin, elle aurait rendu possible la suppression du Tribunal pénal économique, dont les compétences auraient été reprises par le Tribunal pénal cantonal.

Le Tribunal pénal aurait été rattaché administrativement au Tribunal d'arrondissement de la Sarine, où il aurait eu son adresse et dont il aurait pu utiliser le personnel et l'infrastructure.

Le Tribunal pénal aurait été composé de présidents ou présidentes ainsi que de leurs suppléants ou suppléantes. Les présidents ou présidentes du Tribunal pénal auraient été désignés parmi les présidents et présidentes de tous les tribunaux d'arrondissement. Le Tribunal cantonal aurait fixé le nombre requis de présidents et présidentes.

Les assesseur-e-s de tous les tribunaux d'arrondissement auraient également fonctionné comme assesseur-e-s du Tribunal pénal.

Le Conseil d'Etat a finalement abandonné l'idée du Tribunal pénal cantonal. La création d'un tel tribunal a été violemment rejetée par les autorités directement concernées (le Tribunal cantonal, la Conférence des présidents des tribunaux et des juges d'instruction, le Ministère public et l'Ordre des avocats). A signaler que même les partisans du Tribunal pénal cantonal ont déclaré ne pas pouvoir se rallier aux modalités prévues dans le projet mis en consultation. Le Conseil d'Etat a donc décidé de conserver le système actuel avec l'organisation de la juridiction pénale en arrondissements et de maintenir le Tribunal pénal économique dans sa forme actuelle. Les dispositions le concernant correspondent aux articles 161 ss LOJ.

### **Art. 81 Tribunal pénal des mineurs: Statut**

La PPMIn offre plusieurs possibilités aux cantons pour l'organisation de la procédure pénale des mineurs. Le projet propose de maintenir le modèle actuel du juge des mineurs, qui a très largement fait ses preuves. Les articles concernant le Tribunal pénal des mineurs correspondent ainsi dans une large mesure aux dispositions de la loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs



(RSF 132.6). Cette loi pourra être abrogée avec l'entrée en vigueur de la loi sur la justice.

#### **Art. 82 Composition et fonctionnement**

L'alinéa 1 correspond à l'article 2 de la loi sur la juridiction pénale des mineurs. Selon la logique suivie par la loi sur la justice, la notion de vice-président est abandonnée. Les vice-présidents ou vice-présidentes actuels seront à l'avenir appelés «présidents» ou «présidentes».

L'alinéa 2 correspond à l'article 3 de la loi sur la juridiction pénale des mineurs.

L'alinéa 3 correspond à l'article 13 de la loi sur la juridiction pénale des mineurs.

#### **Art. 83 Juges des mineurs**

En disposant que le président ou la présidente du Tribunal pénal des mineurs est aussi autorité d'instruction, cet article indique que c'est le modèle du juge des mineurs qui s'applique dans le canton de Fribourg.

#### **Art. 84 Préfets**

L'alinéa 1 correspond à l'article 14 al. 1 CPP-FR.

L'alinéa 2 correspond à l'article 149 CPP-FR. La réalisation de la tentative de conciliation par le préfet est jugée efficace et opportune dans l'optique de la résolution des litiges. Le CPP, à son article 316 al. 1, ne semble pas non plus exclure une tentative préalable de conciliation. L'alinéa 2 paraît dès lors conforme au droit fédéral. Il découle par ailleurs de l'article 304 al. 2 CPP que la plainte auprès de l'autorité pénale compétente en matière de contraventions, c'est-à-dire auprès du préfet, peut être valablement retirée, de sorte que les accords conclus devant le préfet produiront dans tous les cas des effets.

#### **Art. 85 Chambre pénale et Cour d'appel pénale**

L'alinéa 1 indique que la Chambre pénale est l'autorité de recours au sens de la législation fédérale.

L'alinéa 2 prescrit que la Cour d'appel est la juridiction d'appel au sens de la législation fédérale.

Il faut noter que la législation fédérale exige que l'instance de recours et la juridiction d'appel soient déterminées de manière unifiée, c'est-à-dire que ce soit toujours la même autorité qui fonctionne comme instance de recours ou comme juridiction d'appel (alors que dans les autres cas, les cantons peuvent prévoir plusieurs autorités de même type; FF 2006 1117). Le droit fédéral exclut ainsi, par exemple, que la Cour de modération du Tribunal cantonal soit instance de recours dans certains cas et la Chambre pénale du Tribunal cantonal dans d'autres cas.

### **CHAPITRE 5: Juridiction administrative**

#### **Art. 86 Première instance**

Cet article correspond par son contenu à l'article 15 du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA). Ce sont les lois administratives qui désignent les autorités compétentes pour appliquer le droit administratif.

#### **Art. 87 Juridiction administrative: En général**

Cet article correspond à l'article 124 al. 2 Cst. Il n'exclut pas qu'une autorité autre que le Tribunal cantonal puisse statuer en dernière instance, par exemple le Conseil

d'Etat (cf. cependant l'art. 29a de la constitution fédérale) ou une commission de recours (cf. art. 177 CPJA).

L'alinéa 2 correspond à l'article 123 CPJA.

#### **Art. 88 et 89 Cours spéciales**

La décision de supprimer les cours spéciales, c'est-à-dire la Cour fiscale et la Cour des assurances sociales, a déjà été prise. Néanmoins, l'examen de l'organisation judiciaire a démontré que les expériences faites avec les cours spéciales avaient été plutôt bonnes et que ces cours pourraient en principe être maintenues. Le projet reprend donc le système des cours spéciales, en dépit de l'opposition du Conseil de la magistrature et du Tribunal cantonal.

Une autre variante de cour spéciale a été examinée: une cour spécialisée en matière de droit des étrangers. Le canton d'Argovie connaît par exemple un tribunal administratif spécial dans le domaine du droit des étrangers et du droit de la nationalité; il semble avoir fait de bonnes expériences avec cette institution. Dans la perspective de la défense des intérêts économiques du pays et vu l'importance du chapitre de l'intégration dans la nouvelle loi sur les étrangers, la création d'un tribunal spécial doté de connaissances approfondies pourrait se justifier. Cependant, le groupe d'experts s'est prononcé en bloc contre cette idée, raison pour laquelle elle n'a pas été retenue.

### **TITRE V: Conseil de la magistrature**

#### **CHAPITRE PREMIER: Statut**

##### **Art. 90**

Cet article correspond à l'article 2 LCM. Par autorités judiciaires, on entend également – comme dans tout le reste du projet – le Ministère public.

#### **CHAPITRE 2: Attributions**

##### **Art. 91**

Cet article correspond à l'article 3 LCM. Cette dernière disposition est complétée par la lettre d) de l'alinéa 1, qui correspond à l'article 4 al. 4 LOJ.

#### **CHAPITRE 3: Organisation et fonctionnement**

##### **Art. 92 En général**

Cet article correspond à l'article 9 LCM.

##### **Art. 93 Membres**

Cet article correspond à l'article 10 LCM.

##### **Art. 94 Présidence**

Cet article correspond à l'article 11 LCM.

##### **Art. 95 Secrétariat**

Cet article correspond à l'article 12 LCM.

##### **Art. 96 Délégation de tâches**

Cet article correspond à l'article 13 LCM, mais pour des raisons d'organisation, la délégation ne doit comprendre que deux personnes au moins (au lieu de trois actuellement).

La délégation de la surveillance administrative, qui était prévue jusqu'à maintenant à l'article 4 LCM, est régie par l'article 112 al. 2 du projet.

**Art. 97 Séances**

Cet article correspond à l'article 14 LCM.

**Art. 98 Secret de fonction**

Cet article correspond à l'article 15 LCM.

**Art. 99 Information du public**

Cet article correspond à l'article 16 LCM.

**Art. 100 Rémunération**

Cet article correspond à l'article 17 LCM.

**TITRE VI: Surveillance**

**CHAPITRE PREMIER: Autorités de surveillance**

**Art. 101 Conseil de la magistrature**

Les alinéas 1 et 3 correspondent à l'article 10 LESJ. L'alinéa 2 correspond à l'article 95 al. 2 LOJ.

L'alinéa 5 correspond à l'article 94 al. 4 LOJ, à la différence que le devoir de signaler est valable pour toutes les autorités judiciaires et non plus seulement pour le Tribunal cantonal.

L'article 94 al. 1 à 3 LOJ n'a pas été repris. La surveillance parallèle du Conseil de la magistrature et du Tribunal cantonal ne se justifie pas: d'abord, la Constitution désigne le Conseil de la magistrature comme autorité de surveillance (art. 125 Cst.), alors que le Tribunal cantonal n'est chargé que de la surveillance administrative (art. 127 al. 2 Cst.). Ensuite, il serait inopportun que le Tribunal cantonal soit en même temps autorité de surveillance et instance de recours, c'est-à-dire qu'il puisse d'une part donner des instructions aux autorités de rang inférieur et d'autres part statuer sur des recours. Comme le canton dispose, avec le Conseil de la magistrature, d'une autorité de surveillance indépendante, il est préférable de procéder à une séparation nette entre l'instance de recours et l'instance de surveillance.

**Art. 102 Autres autorités**

L'alinéa 1 correspond à l'article 96 LOJ.

L'alinéa 2 correspond à l'article 97 al. 1 LOJ.

L'alinéa 3 correspond à l'article 97 al. 3 LOJ.

**CHAPITRE 2: Droit disciplinaire**

**Art. 103 Sanctions**

Cet article correspond à l'article 11 LESJ.

**Art. 104 Procédure**

Cet article correspond à l'article 12 LESJ.

**Art. 105 Compétence**

Cet article correspond à l'article 13 LESJ.

**Art. 106 Prescription**

Cet article correspond à l'article 14 LESJ.

**CHAPITRE 3: Révocation**

**Art. 107 Motifs**

Cet article correspond à l'article 15 LESJ.

L'alinéa 1 let. c est nouveau. Il renforce l'obligation de domicile prévue à l'article 7. Si cette obligation devait ne pas être remplie malgré les exceptions accordées par le Conseil de la magistrature, le ou la juge concerné-e pourrait être révoqué-e après avoir été averti-e par écrit (al. 2), s'il ou elle ne régularise pas sa situation dans le délai imparti.

**Art. 108 Ouverture de la procédure**

Cet article correspond à l'article 16 LESJ.

**Art. 109 Procédure devant le Grand Conseil**

Cet article correspond à l'article 17 LESJ.

**CHAPITRE 4: Responsabilité**

**Art. 110 Responsabilité civile et pénale**

L'alinéa 1 correspond à l'article 98 LOJ.

L'alinéa 2 correspond à l'article 115 LOJ.

**Art. 111 Immunité**

Cet article est nouveau. Il fait usage de la possibilité laissée aux cantons par l'article 7 al. 2 let. b CPC de faire dépendre l'ouverture de poursuites contre un juge de l'autorisation du Grand Conseil.

**CHAPITRE 5: Surveillance administrative**

**Art. 112 Objet**

Cet article correspond à l'article 4 LCM. La surveillance s'exerce sur toutes les autorités judiciaires énoncées à l'article 3, en particulier sur les préfets dans le cadre de leurs compétences judiciaires.

L'article 4 al. 2 LCM n'a pas été repris. L'article 101 renonce déjà à une surveillance parallèle du Tribunal cantonal et du Conseil de la magistrature (cf. art. 94 al. 1 à 3 LOJ). La surveillance est du ressort exclusif du Conseil de la magistrature, qui peut néanmoins déléguer la surveillance administrative conformément à l'alinéa 2.

**Art. 113 Exercice de la surveillance**

Cet article correspond à l'article 7 LCM.

**Art. 114 Moyens d'intervention**

Cet article correspond à l'article 8 LCM.

**TITRE VII: Dispositions de procédure**

**CHAPITRE PREMIER: Dispositions générales**

**Art. 115 Langue de la procédure: En général**

L'alinéa 1 est une disposition nouvelle dont le contenu est évident. Cette règle est contraignante. Il est exclu qu'une procédure soit menée dans une autre langue qu'une langue officielle dans le canton de Fribourg (p. ex. en anglais).

Les alinéas 2 à 4 correspondent à l'article 45 al. 1 à 3 CPP-FR, l'alinéa 2 reprenant aussi l'article 10 al. 1 et 2 CPC-FR. L'alinéa 3 correspond pour sa part à l'article 10

al. 3, 1<sup>re</sup> phr. CPC-FR. La seule nouveauté se trouve à l'alinéa 3 et vise les cas dans lesquels le Tribunal cantonal statue en instance unique en matière civile (cf. l'actuel art. 10 al. 3, 2<sup>e</sup> phr. CPC-FR). Jusqu'ici, c'est la langue de la partie défenderesse qui était déterminante. D'après la nouvelle règle, les procès en instance unique (peu nombreux) devant le Tribunal cantonal ne seront plus tributaires de la volonté (et de l'arbitraire) de cette partie, mais de l'ancrage territorial de l'affaire. Par exemple, alors que la partie défenderesse domiciliée à Estavayer-le-Lac pouvait jusqu'à maintenant choisir l'allemand comme langue de la procédure, cela ne sera plus possible avec la nouvelle disposition, dans la mesure où le for de l'affaire serait lié à l'arrondissement d'Estavayer-le-Lac.

#### **Art. 116 Cas particuliers pour la procédure civile**

Cette disposition correspond au droit et à la pratique actuels. S'agissant du Tribunal cantonal, il faut noter que les parties ne peuvent convenir de la langue de la procédure que dans les procédures de première instance. Lorsque le Tribunal cantonal est saisi d'une affaire comme autorité de recours, la langue de la procédure est déterminée par l'article 115 al. 4.

L'alinéa 2 est en revanche nouveau. Dans l'arrondissement de la Gruyère, les parties peuvent convenir que la procédure se déroulera en allemand, pour autant qu'une au moins d'entre elles soit domiciliée ou ait son siège à Jaun. En l'absence de convention, la procédure se déroule en français. Cette règle vise en particulier les cas «internes» à Jaun, par exemple un divorce ou un conflit de voisinage. En droit actuel, les procédures de ce type sont menées en français. L'alinéa 2 donnerait la possibilité aux parties de se mettre d'accord pour utiliser l'allemand.

#### **Art. 117 Cas particuliers pour la procédure pénale**

Cette disposition ne vaut que pour la procédure pénale.

Les alinéas 1 et 2 correspondent à l'article 46 al. 1 et 2 CPP-FR, l'alinéa 3 correspond à l'article 47 CPP-FR.

#### **Art. 118 Dérogations**

L'alinéa 1 contient une dérogation de caractère général, dont le principe est prévu à l'article 48 CPP-FR. Il se fonde sur l'article 17 al. 2 Cst.

#### **Art. 119 Traduction**

Cette disposition correspond à l'article 49 CPP-FR.

#### **Art. 120 Contestations**

Cette disposition prévoit seulement l'obligation de prendre une décision sur la langue de la procédure en cas de contestation. C'est la loi procédurale applicable qui détermine si cette décision peut ensuite être attaquée.

#### **Art. 121 Information du public**

Cette disposition correspond à l'article 88a LOJ, tel qu'il a été adopté par le Grand Conseil en relation avec la loi sur l'information.

#### **Art. 122 Echéance des délais lors de jours fériés**

Cette disposition mentionne les jours fériés, valant pour toutes les procédures cantonales. Il correspond aux dispositions de la loi relative à l'expiration des délais (RSF 270.3), qui peut ainsi être abrogée.

Les jours fériés sont énumérés dans cette disposition. Le samedi et le dimanche ne devraient pas forcément être mentionnés expressément, mais ils le sont quand même pour des raisons didactiques et pour lever tout doute. La distinction, un peu malheureuse, que la loi sur les délais prévoit entre la partie réformée et la partie catholique du canton a été supprimée. Aucun délai ne peut courir durant les jours énumérés, et cela dans l'ensemble du canton.

#### **Art. 123 Publications officielles**

Cet article met en œuvre les articles 88 et 444 CPP ainsi que l'article 141 CPC. Il s'inspire de l'article 35 CPJA.

#### **Art. 124 Assistance judiciaire**

L'assistance judiciaire est déjà réglementée dans une très large mesure par le CPP et le CPC. Les cantons n'ont plus qu'à régler certains points d'exécution. C'est pourquoi il est prévu d'abroger la loi du 4 octobre 1999 sur l'assistance judiciaire. Dans ces conditions, la loi sur la justice peut se contenter de préciser que le droit à l'assistance judiciaire est régi par le code de procédure applicable (CPC ou CPP), que l'indemnité en matière civile et pénale est versée par le Service de la justice et que ce service est également compétent pour exiger le remboursement de l'assistance judiciaire.

#### **Art. 125 Frais de procédure, dépens et indemnisation en cas d'assistance judiciaire**

L'article 96 CPC exige l'adoption d'une règle cantonale sur les frais de procédure, en ce qui concerne le domaine de la procédure civile. S'agissant de la procédure pénale, ce sont les articles 135 al. 1, 138 et 424 du CPP qui requièrent l'adoption d'une telle règle.

L'alinéa 2 est nouveau et ne s'applique que dans les cas où les conditions économiques sont connues de l'autorité. Cette disposition n'a pas pour but d'obliger l'autorité à faire des recherches sur les conditions économiques des personnes concernées, si ces conditions ne sont pas déjà connues du fait même de la procédure. Les conditions économiques ne peuvent donc être prises en considération que si elles ont été révélées au cours de la procédure.

#### **Art. 126 Médiation: Principes**

Le CPC (art. 123 ss), en particulier, mais aussi la PPMIn (art. 17) accordent beaucoup d'importance à la médiation dans la perspective de la résolution des conflits. La question de la médiation a également été discutée lors de l'élaboration du CPP. Après de nombreuses hésitations, le législateur fédéral a renoncé à prévoir la médiation dans le CPP et à laisser aux cantons la possibilité de l'introduire dans leur législation (BO CE 2006 p. 1039 ss, BO CE 2007 p. 722 ss, 825 ss, BO CN 2007 995 ss, 1391 ss, 1576 ss; autre avis MARK PIETH, Schweizerisches Strafprozessrecht, Bâle 2009, p. 173). Les parties ont toutefois la possibilité d'avoir recours à la médiation dans les affaires pénales concernant des adultes sur une base privée (NIKLAUS SCHMID, Handbuch des Schweizerischen Strafprozessrechts, Zurich/St Gall 2009, n. 1240; NIKLAUS SCHMID, Schweizerische Strafprozessordnung, Praxiskommentar, Zurich/St Gall 2009, n° 1 ad art. 316 CPP). Dès lors, il se justifie de régler les grandes lignes de la médiation dans le projet, dans l'intérêt des justiciables. Les dispositions visent la médiation dans le domaine du CPC et de la PPMIn, mais également la mé-

diation privée, admissible en procédure pénale pour les adultes lorsqu'elle intervient sur une base volontaire. La réglementation de détail (conditions pour l'admission à la pratique des médiatrices et des médiateurs, devoirs et sanctions disciplinaires, frais de la médiation) est déléguée au Conseil d'Etat.

La disposition prévoit que la médiation peut être utilisée en tout temps et dans toutes les procédures. En procédure civile et en procédure pénale des mineurs, la médiation est réglée par le droit de procédure applicable. Dans la procédure pénale des adultes, c'est en revanche la procédure volontaire et privée qui est visée, ce qui requiert le cas échéant une suspension de la procédure.

#### **Art. 127 Statut des médiateurs et médiatrices**

L'alinéa 1 se base sur l'idée que seuls des médiateurs et médiatrices impartiaux et indépendants peuvent assumer leur tâche correctement. Les motifs de récusation sont définis par le code de procédure applicable, par exemple par l'article 47 al. 1 CPC dans le cas d'une procédure civile.

L'alinéa 3 prévoit que le Conseil d'Etat règle les détails, en particulier le droit disciplinaire et le droit applicable en matière de sanctions disciplinaires.

#### **Art. 128 Frais**

L'alinéa 2 phr. 1 correspond à l'article 218 al. 2 CPC.

L'alinéa 2 phr. 2 vise tous les autres cas: toutes les conditions de l'assistance judiciaire doivent être réalisées, en plus de celles prévues dans la première phrase. Cela signifie en particulier que la demande ne doit pas apparaître comme dénuée de chance de succès.

### **CHAPITRE 2: Dispositions relatives à la procédure civile**

#### **Art. 129 Délibérations**

Conformément à l'article 54 al. 2 CPC, les cantons déterminent si les délibérations sont publiques. En revanche, le CPP exclut catégoriquement les délibérations publiques (art. 69 al. 1 CPP).

#### **Art. 130 Représentation des parties devant le tribunal des baux et le tribunal des prud'hommes**

Selon l'article 68 al. 2 let. d CPC, les cantons peuvent autoriser des représentants qualifiés des milieux professionnels concernés devant les tribunaux des baux et des prud'hommes. Cette possibilité existe déjà dans le canton de Fribourg. Elle a fait ses preuves, en particulier pour la juridiction des baux, et sera donc maintenue.

L'alinéa 1 correspond à l'article 31 LTB.

L'alinéa 2 correspond à l'article 36 al. 3 de la loi sur la juridiction des prud'hommes, avec élargissement des possibilités de représentation par des non-avocats.

#### **Art. 131 Frais en matière de bail**

L'alinéa 1 représente une nouveauté. Jusqu'à présent, les procédures devant le tribunal des baux étaient en principe gratuites (art. 32 al. 1 LTB). Cette gratuité est maintenant nettement limitée. Conformément à l'idée sociale qui est à la base de la gratuité des procédures, les litiges concernant des résidences secondaires ou des logements de vacances, des locaux commerciaux ou des logements

de luxe ne doivent plus faire l'objet de procédures gratuites.

L'alinéa 2 prévoit une soupape de sécurité pour les cas où des procédures gratuites engendrent des dépenses élevées, si on a l'impression qu'une partie profite ainsi gratuitement d'une expertise qui pourra encore lui être utile dans d'autres situations. Dans ces circonstances, les frais peuvent être mis à la charge des parties.

#### **Art. 132 Conduite du procès**

Cette disposition est applicable à toutes les autorités collégiales disposant de compétences en matière civile: outre le tribunal civil ordinaire, sont visés le tribunal des baux et le tribunal des prud'hommes, ainsi que la cour civile du Tribunal cantonal. La possibilité de déléguer la conduite du procès à un membre du tribunal (art. 124 al. 2 et 155 al. 1 CPC) n'est pas touchée. Mais, en l'absence de délégation, le président ou la présidente assume la conduite du procès.

#### **Art. 133 Exécution**

Pour exécuter les jugements, le ou la juge d'exécution des peines dispose de la Police cantonale.

#### **Art. 134 Arbitrage**

L'article 356 CPC prévoit que des autorités différentes seront compétentes dans les cas prévus à l'alinéa 1 et dans ceux prévus à l'alinéa 2. C'est pourquoi le projet confère des compétences aussi bien au Tribunal cantonal qu'aux présidents et présidentes des tribunaux d'arrondissement.

### **CHAPITRE 3: Dispositions relatives à la procédure pénale**

#### **Art. 135 Information d'autorités**

L'alinéa 1 correspond à l'article 69 al. 2 CPP-FR.

L'alinéa 2 correspond à l'article 69 al. 3 CPP-FR.

L'alinéa 3 correspond à l'article 69 al. 4 CPP-FR.

L'alinéa 4 résulte de l'article 101 al. 4.

#### **Art. 136 Traitement des données personnelles**

Cet article contient un renvoi aux lois applicables au traitement des données personnelles après la clôture de la procédure pénale.

#### **Art. 137 Chronique judiciaire**

Cet article correspond à l'article 72 al. 4 CPP-FR.

#### **Art. 138 For**

L'alinéa 1 correspond à l'article 26 CPP-FR, mais en cas de contestation, ce n'est plus le président ou la présidente de la Chambre pénale qui est compétent pour les questions de for, mais le ou la procureur-e général-e. Ce changement se justifie par le fait que, les conflits sur le for apparaissant au début de la procédure, le ou la procureur-e général-e peut prendre plus rapidement une décision à ce moment-là.

#### **Art. 139 Entraide judiciaire nationale**

L'alinéa 1 correspond à l'article 28 al. 2 CPP-FR.

L'alinéa 2 correspond à l'article 28 al. 3 CPP-FR.



#### **Art. 140 Entraide judiciaire internationale**

Cette disposition permet l'abrogation de la loi du 10 novembre 1983 d'application de la législation fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale (RSF 35.2).

L'alinéa 1 correspond à l'article 28 al. 2 CPP-FR.

L'alinéa 2 correspond à l'article 28 al. 4 CPP-FR. Cependant, ici aussi, la compétence passe du président ou de la présidente de la Chambre pénale au ou à la procureur-e général-e.

L'alinéa 3 correspond à l'article 10 al. 2 de la loi d'application de la législation fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale.

L'alinéa 4 simplifie et «généralise» la répartition des compétences prévue dans la loi d'application de la législation fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale. Sous réserve des alinéas 2 et 3, est compétente pour formuler des demandes d'entraide internationale l'autorité saisie de l'affaire, respectivement de la direction de la procédure. Ainsi, le ou la procureur-e chargé-e d'une poursuite pénale peut directement déposer une demande d'entraide judiciaire internationale et le Service de l'application des sanctions pénales peut directement demander l'exécution d'un jugement fribourgeois à l'étranger ou traiter une demande provenant de l'étranger visant l'exécution d'un jugement rendu à l'étranger.

#### **Art. 141 Qualité de partie**

Cet article renvoie à d'autres règles cantonales permettant à une autorité de se constituer partie dans la procédure pénale.

#### **Art. 142 Conseil juridique: Avocat ou avocate de la première heure**

Cet article est nouveau et découle du droit du ou de la prévenu-e de disposer d'un avocat ou d'une avocate de la première heure (cf. art. 158 al. 1 let. c CPP). Un service de permanence sera organisé par les avocats et avocates inscrits au registre cantonal.

#### **Art. 143 Défense d'office**

Cet article correspond à l'article 38 CPP-FR.

#### **Art. 144 Monopole de représentation des avocats et avocates**

Par cet article, le monopole des avocats et avocates dans le canton de Fribourg, selon l'article 127 al. 5 CPP, est étendu à tous les cas de représentation, c'est-à-dire notamment aussi à la représentation des plaignants privés. Cette solution paraît tout à fait compatible avec le droit fédéral (cf. FF 2006 1156).

#### **Art. 145 Auditions**

Cet article correspond à l'article 154 al. 1 CPP-FR.

La délégation est exclue dans les procédures concernant des infractions graves (al. 2). L'alinéa 3 définit les infractions considérées comme telles.

La délégation des auditions de témoins à la Police cantonale n'est en revanche pas prévue.

#### **Art. 146 Mesures de protection**

Cet article régit les compétences et les mesures possibles selon l'article 156 CPP.

#### **Art. 147 Mesures de contrainte: Attributions de la police**

L'alinéa 2 énumère les cas où des mesures de contrainte ne peuvent pas être simplement exécutées par des membres de la police cantonale, mais doivent d'abord être ordonnées par un officier ou une officière de police judiciaire. La commission s'est en particulier penchée sur les mesures de l'alinéa 2 let. c (visite domiciliaire), où l'urgence de la situation rend la demande d'autorisation problématique, et celles de l'alinéa 2 let. e (observation dans des lieux librement accessibles), qui ne donnent lieu à aucune atteinte significative aux libertés. Cependant, ces règles s'appliquent déjà aujourd'hui et ne posent aucun problème, raison pour laquelle elles sont maintenues.

Il faut noter qu'à l'alinéa 2 let. a, la prolongation de l'arrestation provisoire au-delà de trois heures requiert dans tous les cas une autorisation, c'est-à-dire non seulement dans les cas où l'arrestation provisoire a été ordonnée sur la base de l'article 217 al. 3 CPP (comme le prescrit l'art. 219 al. 5 CPP), mais aussi après une arrestation provisoire au sens de l'article 217 al. 1 CPP.

#### **Art. 148 Participation du public**

Cet article met en œuvre l'article 211 al. 2 CPP.

#### **Art. 149 Etablissement de détention**

C'est le Tribunal des mesures de contrainte qui est compétent pour ordonner la détention (art. 220 ss CPP). En revanche, c'est le ou la juge qui dirige la procédure, plus proche du dossier, qui décide si un ou une détenu-e doit être transféré-e dans un hôpital psychiatrique pour des raisons médicales.

#### **Art. 150 Statut juridique des personnes détenues**

Cet article délègue au Conseil d'Etat la compétence de régler ces questions. Il existe déjà des règlements, qui pourront s'appuyer désormais sur une nouvelle base de délégation grâce à cet article.

#### **Art. 151 Surveillance des établissements de détention**

Cet article, qui renvoie à la législation spéciale, a simplement une fonction didactique.

#### **Art. 152 Exécution anticipée des peines et des mesures**

L'assentiment est déjà prévu aujourd'hui à l'article 119 al. 1 CPP-FR.

#### **Art. 153 Mort suspecte**

Les sanctions en cas de violation de l'obligation de communiquer (al. 2) sont prévues aux articles 125 et 128 de la loi sur la santé.

#### **Art. 154 Statut des agents et agentes infiltrés et des personnes de contact**

Cet article correspond à la réglementation prévue dans l'ordonnance du 21 décembre 2004 sur l'investigation secrète (SR 32.71). Cette ordonnance peut donc être abrogée.

#### **Art. 155 Obligation de dénoncer**

Cet article rappelle que la législation spéciale peut prévoir des obligations particulières de dénoncer. C'est par

exemple le cas aujourd'hui de la loi sur le personnel de l'Etat ou de la législation sur les étrangers.

#### **Art. 156 Décisions judiciaires ultérieures indépendantes**

Cet article correspond à l'article 195 al. 1 CPP-FR.

#### **Art. 157 Qualité pour recourir**

Cet article met en œuvre l'article 381 al. 2 CPP.

#### **Art. 158 Action récursoire**

Cet article met en œuvre l'article 420 CPP.

#### **Art. 159 Exécution des peines et des mesures**

Cet article met en œuvre l'article 439 CPP.

#### **Art. 160 Exécution de prestations financières**

Cet article correspond à l'article 250 al. 1 CPP-FR.

#### **Art. 161 Exécution des sanctions applicables aux mineurs**

Cet article correspond à l'article 75 de la loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs.

### **TITRE VIII: Dispositions finales**

#### **Art. 162 à 165 Droit transitoire**

Ces dispositions reprennent notamment l'article 18 al. 1, 1<sup>bis</sup> et 2 et l'article 19 LESJ, des réélections ayant lieu encore jusqu'en 2012.

Par ailleurs, l'élection du premier ou de la première procureur-e général-e fait l'objet d'une disposition particulière, dérogeant à l'article 66 al. 3 (cf. art. 163). En effet, compte tenu de l'importance de ce nouveau poste, de son caractère représentatif et des grandes exigences posées à son accession, il se justifie de prévoir une mise au concours ouverte à tous les candidats et candidates potentiel-les.

L'article 164 énonce les règles transitoires applicables à la modification du statut des magistrats et magistrates de l'Office des juges d'instruction et de ceux ou celles du Ministère public actuel, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée. Ces magistrats et magistrates seront soumis à élection par le Grand Conseil; la procédure d'élection n'est toutefois pas précédée par une mise au concours.

Dans l'hypothèse où un juge professionnel ne serait pas réélu au sens de l'article 162, l'article 165 prescrit qu'une indemnité doit être versée à la personne concernée. Il en va de même pour les magistrats et magistrates visés par l'article 164 en cas de non-élection aux postes de procureurs. Le montant de l'indemnité correspond à celui du traitement annuel. Enfin, en cas de réengagement ou d'élection à un autre poste correspondant aux capacités de la personne concernée, une indemnité calculée en fonction de la différence de salaire entre l'ancien et le nouveau poste devra au besoin être versée, conformément à l'article 34 al. 3 RPers.

#### **Art. 166 Abrogations**

Le projet prévoit d'abroger pas moins de vingt lois dont les matières sont dorénavant réglées par la loi sur la jus-

tice, le CPC, le CPP ou la PPMIn, la LACC et la loi sur la Police cantonale.

#### **Art. 167 Dénonciation de conventions intercantionales**

Avec l'entrée en vigueur du CPC et du CPP, six conventions intercantionales auxquelles notre canton est partie ne seront plus compatibles avec le droit fédéral et deviendront donc sans objet. Ni le droit fédéral ni le droit intercantonal ne permettant de les abroger, notre canton doit renoncer formellement à son adhésion à ces conventions. Le Conseil d'Etat devrait ensuite en informer la Confédération et les autres cantons. Par contre, il n'y a pas besoin de respecter les éventuelles règles conventionnelles relatives aux délais et formes de la dénonciation.

#### **Art. 168 Modifications**

##### **A. Généralités**

Le remplacement de la LOJ et des codes fribourgeois de procédure civile et pénale par la loi sur la justice ainsi que le CPC et le CPP a pour effet que de nombreuses dispositions du droit cantonal ne sont plus conformes au nouveau droit (p. ex. parce que contraires à l'exigence de la double instance, cf. ci-dessous, let. B) ou contiennent des indications dépassées (p. ex. des renvois au CPC-FR ou au CPP-FR). Une soixantaine de lois (et ultérieurement une série de règlements et d'ordonnances) doivent être modifiées en conséquence. Elles sont énumérées à l'alinéa 1; les très nombreuses modifications elles-mêmes figurent dans l'annexe à la loi. Les principaux cas de figure de l'adaptation sont présentés ci-dessous, let. B à F. Les différentes modifications sont commentées au ch. 2.2 (Annexe).

Comme la loi sur la justice ne peut pas adapter certaines lois qui sont en cours d'adoption, l'alinéa 2 habilite les organes chargés des publications officielles à adapter ces lois.

##### **B. Double instance**

La loi sur le Tribunal fédéral (LTF) ainsi que les nouveaux codes suisses généralisent le principe du double degré de juridiction, au niveau cantonal, en matière civile et pénale. Pour les affaires susceptibles d'être portées devant le Tribunal fédéral, la LTF exige ainsi que les décisions de première instance puissent être attaquées devant des tribunaux cantonaux supérieurs (sauf rares exceptions en matière civile; art. 75 al. 2 et 80 al. 2 LTF). Par conséquent, les codes de procédure suisses ouvrent systématiquement une voie de droit cantonale contre les décisions de première instance (art. 308ss et 319ss CPC; art. 393ss et 398ss CPP; art. 39s. PPMIn).

En outre, certaines décisions prises dans des matières connexes au droit civil (p. ex. les décisions en matière de surveillance des autorités de tutelle) sont soumises à l'exigence de la double instance, car sujettes au recours en matière civile en vertu de la LTF (art. 72 al. 2).

Dans les lois qui prévoient actuellement que le Tribunal cantonal statue en instance unique sur certaines contestations de droit privé, le projet attribue d'ordinaire la compétence à l'autorité de première instance déterminée par la loi sur la justice (p. ex. profession d'avocat, notariat). Dans les cas où la loi déclare définitive la décision d'une autorité de première instance (p. ex. registre foncier), le projet supprime ce caractère définitif.

### **C. Droit applicable à la poursuite et au jugement des infractions (formule de renvoi)**

De nombreuses lois contiennent actuellement un renvoi didactique, mentionnant que la poursuite et le jugement des infractions se font conformément au code de procédure pénale. Le projet maintient ces renvois didactiques, mais en remplaçant la mention du code de procédure pénale (fribourgeois) par celle de la loi sur la justice. C'est cette loi en effet qui précisera désormais la compétence des autorités pénales dans notre canton en matière d'infractions au droit tant fédéral que cantonal.

### **D. Transfert des compétences des juges d'instruction au Ministère public**

Dans le modèle de poursuite pénale retenu par le nouveau CPP, il n'y a plus de juges d'instruction; leurs tâches sont désormais exercées par le Ministère public. Il incombe donc à ce dernier de conduire la procédure préliminaire, de poursuivre les infractions dans le cadre de l'instruction et, le cas échéant, de dresser l'acte d'accusation et de soutenir l'accusation (art. 16 al. 2 CPP). Pour tenir compte de ce transfert, les termes «juge(s) d'instruction», «Office des juges d'instruction» et «président de l'Office des juges d'instruction» sont, selon le contexte, remplacés par «procureur-e(-s)», «Ministère public» ou «procureur-e général-e».

### **E. Décisions administratives assimilées à des jugements exécutoires**

Le CPC instaure en Suisse un espace d'exécution unique non seulement en matière civile, mais également en matière administrative. Actuellement, les décisions des autorités administratives cantonales sont des titres de mainlevée définitive seulement dans les limites du territoire cantonal et à condition que le droit cantonal les assimile à des jugements exécutoires (art. 80 al. 2 ch. 3 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite). Avec la révision de cet article par le CPC, les décisions administratives cantonales sont exécutoires de par le droit fédéral. Le droit cantonal n'a ainsi plus à les assimiler à des jugements exécutoires ou à déclarer qu'ils valent titres exécutoires. Il convient donc d'abroger les dispositions qui le font.

### **F. Obligation de dénoncer**

La violation de l'obligation de dénoncer par une autorité pénale ou un agent de la Police cantonale est actuellement réprimée par l'article 143 al. 1 let. c CPP-FR. Plusieurs autres lois qui prévoient une obligation de dénoncer renvoient à cette disposition pénale. Le CPP suisse soumet les autorités pénales, y compris la police, à une obligation de dénoncer (art. 302 al. 1), mais ne prévoit plus de sanction spécifique en cas de violation. La personne qui viole son obligation de dénoncer une infraction peut toutefois encourir une sanction pour entrave à l'action pénale. De plus, elle peut faire l'objet de mesures administratives.

Les cantons restent libres de prévoir des sanctions pénales pour réprimer la violation d'obligations de dénoncer fondées sur le droit cantonal. Il paraît cependant préférable de ne pas faire usage de cette faculté pour ne pas créer de différence de traitement avec l'obligation de dénoncer fondée sur le droit fédéral. Sont concernées: la loi sur l'exercice des droits politiques (annexe, ch. 3, art. 159),

la loi sur l'état civil (annexe, ch. 10, art. 40), la loi sur la protection civile (annexe, ch. 22, art. 30) et la loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (annexe, ch. 54, art. 79).

#### **Art. 169 *Referendum et entrée en vigueur***

N'entraînant pas des conséquences financières susceptibles d'atteindre le seuil du référendum financier facultatif, la loi n'est pas soumise au référendum financier.

L'entrée en vigueur de la loi sur la justice doit coïncider avec celle du CPC, du CPP et de la PPMIn, qui est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## **2.2 ANNEXE: Modifications de lois**

### **1. Loi du 7 février 2006 sur la statistique cantonale (LStat) (RSF 110.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

### **2. Loi du 13 novembre 2007 d'application de la loi fédérale sur les étrangers (LALetr) (RSF 114.22.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

### **3. Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (RSF 115.1)**

#### **Art. 159 al. 2**

Suppression de la sanction pour violation de l'obligation de dénoncer (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. F).

#### **Art. 160**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

### **4. Loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (RSF 122.70.1)**

#### **Art. 3 al. 2**

Le renvoi à la loi d'organisation judiciaire est remplacé par un renvoi à la loi sur la justice.

#### **Art. 62 al. 4**

Le renvoi à l'article 147 CPP-FR est remplacé par un renvoi à la prescription analogue du CPP.

#### **Art. 65 al. 1**

Comme la réserve de l'article 77 CPP-FR n'était pas une réserve proprement dite, on a renoncé à réserver la règle correspondante dans le code de procédure suisse (art. 205 al. 1 CPP).

### **5. Loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (LAv) (RSF 137.1)**

#### **Art. 22 al. 1**

Il ressort de la législation fédérale sur les avocats (LLCA) qu'il appartient au canton de régler le statut exact des avocats stagiaires, notamment par rapport à leur faculté de représenter les parties en procédure, sous la responsabilité de l'avocat auquel ils sont rattachés.

#### **Art. 25 à 30**

Les contestations relatives aux honoraires relevant du droit privé, le code de procédure civile s'appliquera. En ce qui concerne les autorités compétentes, il convient de s'en tenir au système ordinaire prévu par la loi sur la justice, qui assure que la première décision puisse être revue par une seconde instance cantonale (exigence de la double instance, cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B).

#### **Art. 38**

Al. 2: la possibilité d'ordonner la publication du jugement est déjà prévue par l'article 68 CP.

Al. 3, 2<sup>e</sup> phr.: adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

#### **6. Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1)**

##### **Art. 86**

Les renvois des alinéas 1 et 3 sont remplacés par des renvois aux dispositions correspondantes du CPP. Le délai mentionné à l'alinéa 2 est adapté au nouveau délai prévu par l'article 354 al. 1 CPP.

##### **Art. 151c al. 2 let. b**

Adaptation au transfert des compétences des juges d'instruction au Ministère public (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. D).

#### **7. Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1)**

##### **Art. 8 al. 4**

Cette disposition met en œuvre l'article 29 al. 5 de la Constitution cantonale (projet de mise en œuvre n° 7), qui prévoit que «la situation particulière des enfants, des jeunes et des jeunes adultes [en procédure] doit être prise en considération». Cette obligation vise essentiellement le droit de l'enfant d'être entendu dans toute procédure l'intéressant, qui est garanti par l'article 12 de la convention relative aux droits de l'enfant (RS 0.107), rappelé par le nouvel alinéa.

Un rappel général ne s'impose pas en matière civile et pénale, diverses dispositions réglant déjà le statut des enfants dans ces procédures (p. ex. art. 160 al. 2 et 298 CPC; art. 314a CC tel que modifié le 19.12.2008; art. 154 CPP; art. 35 PPMIn).

##### **Art. 27 al. 2**

Pour la computation des délais en matière administrative, il convient d'adopter les mêmes jours fériés que ceux prévus par le projet en matière civile et pénale. L'énumération ne reprend cependant pas les jours fériés mentionnés à l'article 122 du projet qui tombent pendant la suspension des délais prévue à l'article 30 al. 1 CPJA, car durant cette période l'échéance du délai est de toute manière suspendue.

##### **Art. 59 al. 3**

Il convient de renvoyer directement aux règles sur l'assistance judiciaire, qui sont maintenant incorporées dans le CPJA.

#### **Art. 72**

Al. 1: abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

Al. 2: la référence au concordat sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public n'a plus de portée (cf. ci-dessus, art. 167 du projet).

##### **Art. 87 al. 1**

Le Ministère public étant désormais une autorité judiciaire, il n'y a plus de raison de le charger de l'instruction des recours au Conseil d'Etat, ce d'autant que les Directions disposent aujourd'hui de juristes.

##### **Art. 102 al. 4**

La précision «devant le juge de paix» est supprimée, car elle ne correspond plus à la solution retenue par le projet.

##### **Art. 114 al. 3**

La juridiction administrative étant en principe réglée par le CPJA (art. 1 du projet), il convient de signaler l'exception prévue pour l'organisation de la section administrative du Tribunal cantonal.

##### **Art. 128 al. 4**

Il convient de renvoyer directement aux règles sur l'assistance judiciaire, qui sont maintenant incorporées dans le CPJA.

##### **Art. 142 à 145c**

Selon l'article 124 du projet, l'assistance judiciaire est régie par le code de procédure applicable. En procédure civile et pénale, ce sont les nouveaux codes suisses; en procédure administrative, le CPJA. La reprise de la matière par les trois codes permet d'abroger la loi sur l'assistance judiciaire (LAJ; RSF 136.1).

Les règles de la LAJ en matière administrative ne peuvent cependant pas être reprises telles quelles dans le CPJA. Elles ne prévoient en effet pas d'assistance judiciaire pour les procédures de première instance et les procédures de recours devant des autorités ne statuant pas en dernière instance cantonale. Or, selon la jurisprudence, le droit constitutionnel à l'assistance gratuite d'un défenseur (art. 29 al. 3 Cst. féd. et art. 29 al. 3 Cst. cant.), n'exclut pas, dans certains cas, l'octroi de l'assistance judiciaire également dans de telles procédures (arrêt du Tribunal fédéral 2C-902/2008; arrêt du Tribunal administratif du 17.1.2007 dans la cause X et jurisprudence citée; cf. aussi Revue fribourgeoise de jurisprudence 2005 p. 190).

Cette extension du droit à l'assistance judiciaire a pour effet, notamment, que celle-ci ne sera plus accordée exclusivement par l'Etat, mais également par les communes.

#### **8. Loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (RSF 190.1)**

Il convient d'abroger l'article 26, qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).



## 9. Loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1)

### *Remarques générales concernant la LACC*

a) Un projet de révision totale de la loi d'application du code civil suisse (LACC) est en cours. Toutefois, la loi sur la justice et les nouveaux codes de procédure suisses entreront en vigueur avant que ces travaux ne puissent être achevés. Il est donc nécessaire de procéder à une adaptation intérimaire des dispositions de la LACC qui ne sont plus compatibles avec la nouvelle procédure ou la nouvelle organisation judiciaire.

b) La LACC réserve actuellement, dans de nombreux cas, le «recours en appel au Tribunal cantonal». Ces réserves n'ont plus de raison d'être (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B). Elles sont supprimées sans autre commentaire ci-après.

c) Ni le CPC ni la loi sur la justice ne contiennent de règles correspondant aux articles 410 à 430 CPC-FR sur les consignations, les scellés et l'inventaire. Il n'a donc pas été possible d'adapter les renvois à de telles règles pour préciser la procédure à suivre dans ces cas. Celle-ci devra être précisée, au besoin, par des instructions du Tribunal cantonal, le législateur fribourgeois n'ayant pas la compétence de combler cette lacune.

### *Art. 9a à 9c*

Les règles de procédure qui figurent dans le code civil et le code des obligations se trouveront désormais dans le CPC. La loi sur la justice attribue en principe au président du tribunal d'arrondissement la connaissance des causes soumises à la procédure sommaire et à la procédure simplifiée, mais elle ne règle pas exhaustivement l'application du CPC dans les matières régies par la LACC (p. ex. les procédures du droit matrimonial). En outre, elle ne précise pas les compétences de la justice de paix et du juge de paix.

Pour faciliter la consultation de la loi, il paraît approprié de rappeler et préciser les principales dispositions de compétence au début de la LACC. Cette solution permet aussi d'abroger la loi du 13 mai 1942 d'application de la loi fédérale du 10 décembre 1941 révisant le titre vingtième du code des obligations (du cautionnement) (RSF 220.2) – les articles 496 al. 2 et 501 al. 2 CO étant mentionnés à 250 CPC – ainsi que la loi du 26 juin 2006 inscrivant le partenariat enregistré dans la législation cantonale (RSF 211.2.5), le partenariat enregistré étant visé par les articles 305 et 307 CPC.

Dans le cadre de cette adaptation intérimaire de la LACC, les compétences actuelles ont été maintenues si elles paraissent compatibles avec le nouveau droit. L'examen de l'opportunité d'un éventuel changement a été reporté à la révision totale de la LACC.

### *Art. 16 al. 1*

Il s'agit de remplacer la référence à la garde à vue du CPP-FR par celle à l'arrestation provisoire du CPP suisse. Notons que la procédure de l'article 16 al. 4 LACC reste compatible avec le droit fédéral (cf. art. 28b al. 4 CC). L'action judiciaire séparée ou subséquente est soumise, quant à elle, à la procédure simplifiée (art. 243 al. 2 let. b CPC).

### *Art. 16<sup>bis</sup>*

Remplacé par les articles 249 let. a ch. 1 CPC et 9b LACC.

### *Art. 18 à 20*

Remplacés par les articles 249 let. a ch. 2 CPC et 9b LACC, ce qui entraîne un changement de compétence par rapport à l'article 20 LACC actuel.

### *Art. 37*

Les dispositions cantonales d'application du CPC en matière de droit matrimonial et de partenariat enregistré figurent à l'article 9c LACC.

### *Art. 38 al. 1*

Cet alinéa est complété pour permettre l'abrogation de la loi du 26 juin 2006 inscrivant le partenariat enregistré dans la législation cantonale (RSF 211.2.5).

### *Art. 39ss*

Les dispositions cantonales d'application du CPC en matière de droit matrimonial et de partenariat enregistré figurent à l'article 9c LACC.

### *Art. 68 al. 1*

Le CPC ne connaît pas la notion de «passe-expédient», mais celle d'acquiescement (not. art. 241 CPC).

### *Art. 73*

Le canton n'a plus la compétence d'instaurer une instance unique dans ce domaine; il doit prévoir une double instance. Abroger l'article revient à s'en remettre à la répartition des compétences fixée par la loi sur la justice.

### *Art. 76 à 78*

Les articles 280 à 284 CC sont abrogés par le CPC. Il convient de se référer maintenant aux articles 26, 295, 303 et 304 CPC. Pour la dette alimentaire à l'égard d'un parent (art. 329 CC), la jurisprudence devra préciser si c'est la procédure simplifiée prévue par l'article 295 CPC qui s'applique en raison du renvoi de l'article 329 al. 3 CC ou si l'on applique la répartition ordinaire des compétences prévue par la loi sur la justice.

### *Art. 80*

Remplacé par les articles 302 al. 1 let. c CPC et 9b LACC.

### *Art. 82*

Ces questions sont réglées aux articles 295 et 299 à 301 CPC; la compétence est réglée à l'article 9c LACC.

### *Art. 88 et 90*

Voir ci-dessus les remarques générales concernant la LACC, let. c.

### *Art. 134<sup>bis</sup>*

Couvert désormais par les articles 249 let. b CPC et 9b LACC.

### **Art. 138 et 138<sup>bis</sup>**

Une double instance est nécessaire si les conditions de l'article 8 CPC ne sont pas remplies, car le droit fédéral ne prévoit pas d'exception spécifique pour ces cas. L'abrogation des deux articles entraîne l'application des règles ordinaires du CPC et de la loi sur la justice.

### **Art. 152 al. 2**

Couvert par les articles 249 let. c ch. 1 CPC et 9b LACC.

### **Art. 163**

Voir ci-dessus les remarques générales concernant la LACC, let. c.

### **Art. 175 al. 2**

Couvert par les articles 249 let. c ch. 1 CPC et 9b LACC.

### **Art. 194<sup>bis</sup>**

L'article 598 CC est abrogé par l'annexe 1 du CPC.

### **Art. 195**

L'article 249 let. c ch. 3 CPC prescrit la procédure sommaire pour l'exécution de l'article 604 CC. Une exception en faveur de la justice de paix a été introduite à l'article 9b let. a LACC. On peut encore noter que l'article 618 al. 1 CC est modifié par l'annexe 1 du CPC.

### **Art. 200<sup>bis</sup>**

Couvert par les articles 249 let. d ch. 1 CPC et 9b LACC.

### **Art. 205**

Couvert par les articles 29, 130, 249 let. d ch. 2 et 252 CPC et 9b LACC.

### **Art. 241 et 242**

La procédure sommaire est applicable (art. 248 let. d et 261ss CPC). L'appel est ouvert en vertu de l'article 308 al. 1 let. b CPC. La fixation d'une indemnité est conforme à l'article 262 let. e CPC.

La règle de l'article 241 al. 1 LACC figure à l'article 263 CPC. La dénonciation d'instance et l'appel en cause sont réglés par les articles 78ss CPC.

### **Art. 243, 244, 253 et 254**

Les règles sur la délégation sont compatibles avec les articles 124 et 155 CPC. Au surplus, le CPC s'imposera si les précisions procédurales figurant dans la LACC devaient s'avérer contraires aux dispositions du CPC.

### **Art. 275**

Le droit fédéral règle la procédure de mise à ban aux articles 248 let. c et 258 à 260 CPC. Le projet maintient les compétences du juge de paix (demande de mise à ban) et du préfet (contraventions) et les complète en prévoyant que la procédure d'action consécutive à une opposition (nouveau introduite par le CPC) sera de la compétence du président du tribunal.

On notera, s'agissant du volet pénal, que la version française du CPC diverge sur plusieurs points de la version allemande.

### **Art. 311<sup>bis</sup>, 315, 319, 326, 334 et 336**

Couverts par les articles 249 let. d CPC et 9b LACC.

### **Art. 349<sup>ter</sup> et 349<sup>quater</sup>**

Couverts par les articles 5 al. 1 let. g et 250 CPC et 9b LACC.

L'abrogation de ces articles libère un emplacement adéquat pour introduire un renvoi à la législation spéciale en matière de bail.

### **Art. 350 al. 2**

La forme accélérée n'existe plus, même si elle est encore mentionnée à l'article 15 de l'ordonnance du Conseil fédéral de 1911 (RS 221.211.22), qui va probablement être encore adaptée. Cette procédure préliminaire s'apparente à des mesures provisionnelles selon les articles 261ss CPC.

### **Art. 362 al. 1**

Cette disposition transitoire mentionne encore le recours civil au Tribunal cantonal, qui n'existe déjà plus. Comme elle n'a plus d'objet, il n'y a pas lieu de l'adapter, mais de l'abroger.

## **10. Loi du 14 septembre 2004 sur l'état civil (LEC) (RSF 211.2.1)**

### **Art. 31 al. 2**

Adaptation au transfert des compétences des juges d'instruction au Ministère public (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. D).

### **Art. 33**

Le système de compétences prévu par la loi sur la justice est retenu afin de répondre à l'exigence d'une double instance cantonale (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B).

### **Art. 38 al. 1 phr. intr.**

La réserve du «recours en appel» est supprimée. En effet, le principe de la double instance (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B) ainsi que la voie de droit applicable (appel ou recours) sont désormais prescrits par le droit fédéral.

### **Art. 39**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

### **Art. 40 al. 4**

Suppression de la sanction pour violation de l'obligation de dénoncer (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. F).

## **11. Loi du 23 novembre 1949 d'organisation tutélaire (RSF 212.5.1)**

### **Art. 13 et 15 à 27**

La loi d'organisation tutélaire (LOT) devra prochainement faire l'objet d'une révision totale, pour tenir compte du nouveau droit de la protection de l'adulte (modification du code civil du 19.12.2008), dont l'entrée en vi-

gueur serait envisagée pour le 1.1.2013 ou le 1.1.2014. En attendant, la LOT doit néanmoins être adaptée aux exigences de la loi sur le Tribunal fédéral et du CPC.

La LOT prévoit diverses particularités, notamment plusieurs décisions prises par une autorité supérieure en instance cantonale unique (contraire à l'exigence de la double instance, cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B) et des règles basées sur la distinction entre récusation obligatoire et récusation facultative, inconnue du CPC. Il serait certes en soi admissible, en matière de tutelle, de conserver une procédure cantonale distincte du CPC. Mais, comme il faudrait de toutes façons y apporter des adaptations importantes, il paraît judicieux de déclarer applicables le CPC et la loi sur la justice (cf. art. 13), ce d'autant que les autorités judiciaires appliqueront ces mêmes règles dans d'autres domaines.

#### **Art. 14 et 33**

La modification proposée donne suite à la prise en considération de la motion Theo Studer/Markus Ith (M1051.08; BGC 2008 p. 2387s.). Cette motion vise à permettre de prélever des frais judiciaires et d'allouer des dépens en matière tutélaire.

#### **12. Loi du 24 septembre 1987 d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (RSF 214.12.1)**

La compétence des tribunaux civils et pénaux ainsi que la procédure applicable seront régies par les règles ordinaires (loi sur la justice, CPC, CPP) si bien que les renvois dépassés peuvent être supprimés.

#### **13. Loi du 28 février 1986 sur le registre foncier (RSF 214.5.1)**

##### **Art. 55 al. 2**

Il ne se justifie plus de réserver le recours en appel au Tribunal cantonal (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B).

##### **Art. 56**

En vertu du CPC, une voie de droit cantonale doit être ouverte contre la décision sur une demande d'inscription provisoire au registre foncier (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B).

##### **Art. 59, 2<sup>e</sup> phr.**

Il ne se justifie plus de réserver le recours en appel au Tribunal cantonal (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B).

##### **Art. 83**

Abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

#### **14. Loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO) (RSF 214.6.1)**

##### **Art. 6 al. 6**

Le renvoi à la loi d'organisation judiciaire, introduit par la loi sur l'information et l'accès aux documents, est remplacé par un renvoi à la loi sur la justice.

##### **Art. 75 al. 1**

Abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

##### **Art. 96 al. 3**

La précision que le recours en appel au Tribunal cantonal est ouvert est supprimée. En effet, le principe de la double instance (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B) ainsi que la voie de droit applicable (appel ou recours) sont désormais prescrits par le droit fédéral.

#### **15. Loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (LABLF) (RSF 222.3.1)**

##### **Art. 1 al. 2**

Cette précision ne se justifie plus, l'organisation des autorités de conciliation et la procédure devant elles étant désormais pour l'essentiel réglées par la loi sur la justice et le code de procédure civile.

##### **Art. 2**

L'article prévoit deux règles concernant l'organisation et le fonctionnement des commissions de conciliation.

##### **Art. 3**

Actuellement rattachées à la Direction de l'économie et de l'emploi, les commissions de conciliation passeront à la Direction de la sécurité et de la justice. Ces commissions relèvent en effet du Pouvoir judiciaire et sont par conséquent soumises à la surveillance du Conseil de la magistrature (art. 3 et 101 du projet).

##### **Art. 4**

Al. 1: les requêtes seront désormais adressées directement à la commission compétente, sans transiter d'abord par un service administratif (jusqu'ici, le Service du logement).

Al. 2: la compétence du président d'écarter les requêtes manifestement irrecevables est maintenue.

##### **Art. 5 à 21**

Il s'agit pour la plupart de règles de procédure pour lesquelles il n'existe plus de compétence cantonale. Les articles 20ss CPC, notamment, s'appliquent. Quant aux articles 20 et 21, ils seront au besoin repris au niveau réglementaire.

#### **16. Loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (RSF 222.4.3)**

##### **Art. 19 al. 1 et art. 20**

L'article 20 n'a plus sa raison d'être. Il est donc abrogé et la réserve figurant à l'article 19 al. 1 est supprimée. La compétence du juge unique découle déjà de l'article 50 al. 1 let. a du projet en relation avec l'article 243 al. 2 let. c CPC; quant à la procédure, elle est dorénavant réglée par le CPC.

## **17. Loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1)**

### **Art. 31, 31<sup>bis</sup> et 32a**

Pour les contestations qui ne relèvent pas du droit privé (émoluments et débours), la conciliation et la compétence décisionnelle (Tribunal cantonal en instance cantonale unique) continuent à être réglées par le droit cantonal (art. 31 et 31<sup>bis</sup>). L'accord conclu devant la Chambre des notaires est un titre de mainlevée définitive en vertu de l'article 80 al. 2 ch. 1 LP.

Pour les contestations en matière d'honoraires (art. 32a), les règles de procédure du CPC s'imposent. Le droit cantonal peut en revanche déterminer l'autorité de conciliation et les autorités judiciaires compétentes, en respectant l'exigence de la double instance (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. B), ce qui est assuré par l'application de la loi sur la justice.

### **Art. 41 al. 2**

Adaptation au transfert des compétences des juges d'instruction au Ministère public (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. D).

## **18. Loi du 11 mai 1891 concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RSF 28.1)**

Le CPC s'applique aux décisions judiciaires en matière de droit de la poursuite pour dettes et la faillite (art. 1 let. c CPC). L'article 25 LP qui prescrivait aux cantons de fixer cette procédure est abrogé par le ch. 13 de l'annexe du CPC. Il convient donc d'abroger dans la LELP les règles de procédure (art. 24, 25, 27, 28 et 31 à 34), y compris celles relatives à l'appel (art. 18 al. 2, 19 al. 2 et 20 al. 2 LELP).

La compétence du président du tribunal prévue aux articles 18 à 20 LELP est conforme au principe de la répartition des compétences prévue par la loi sur la justice dans les cas de procédure sommaire, de procédure simplifiée ou de procédure gracieuse (cf. art. 50 du projet). Les articles 18 à 20 LELP peuvent donc subsister. L'article 21 LELP est toutefois introduit pour le cas où ces articles n'énuméreraient pas tous les cas que l'article 251 CPC soumet à la procédure sommaire, par une formule relativement générale.

## **19. Loi du 6 octobre 2006 d'application du code pénal (RSF 31.1)**

### **Art. 4**

La compétence de la Cour d'appel pénal ne peut pas être maintenue, vu l'exigence d'une double instance cantonale posée par l'article 75 al. 2, 2<sup>e</sup> phr. LTF (cf. aussi ci-dessus, art. 168 du projet, let. B).

### **Art. 5**

L'article 378 CPP prescrit que: «Le ministère public ou le tribunal statue également sur les demandes du lésé portant sur l'allocation en sa faveur des objets et des valeurs patrimoniales confisqués. L'art. 267, al. 3 à 6, est applicable par analogie»; l'article 73 al. 3 CP n'a pas été modifié par le CPP. Le droit cantonal doit donc encore prévoir l'autorité compétente et instaurer une procédure simple et rapide pour le cas où il n'est pas possible d'or-

donner l'allocation au lésé dans le jugement. Il convient toutefois de tenir compte de l'article 240 al. 4 CPP qui a la teneur suivante: «Par analogie avec l'art. 73 CP, les sûretés dévolues servent à couvrir les prétentions du lésé et, s'il reste un solde, les peines pécuniaires, les amendes et les frais de procédure. Le reliquat éventuel est acquis à la Confédération ou au canton».

### **Art. 8**

Adaptation au transfert des compétences des juges d'instruction au Ministère public (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. D).

### **Art. 9 al. 2**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

### **Art. 19 al. 3**

Les remises de frais de procédure sont désormais accordées par l'autorité pénale.

## **20. Loi du 8 octobre 1992 d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (RSF 32.4)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

## **21. Loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle (LFP) (RSF 420.1)**

### **Art. 77**

La loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (RSF 132.1) est abrogée par l'article 164 de la loi sur la justice, mais les tribunaux de prud'hommes sont maintenus. Il convient d'adapter le renvoi en conséquence.

### **Art. 78**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

## **22. Loi du 23 mars 2004 sur la protection civile (LPCi) (RSF 52.1)**

### **Art. 30**

Al. 1: adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

Al. 2: adaptation au transfert des compétences des juges d'instruction au Ministère public (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. D).

Al. 3: suppression de la sanction pour violation de l'obligation de dénoncer (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. F).

## **23. Loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (RSF 551.1)**

### **A. Remarques générales concernant la LPol**

La révision de la loi sur la Police cantonale (LPol) comprend un certain nombre de modifications matérielles qui dépassent le cadre d'une pure adaptation à la loi sur la justice et aux nouveaux codes de procédure suisses. La



nature de ces modifications justifie un commentaire plus circonstancié que celui qui est requis pour la plupart des adaptations.

Le travail de police se divise en tâches de police judiciaire, de la circulation et de sécurité. La police de sécurité se rapporte à l'action de la police tendant à écarter tout danger ou trouble visant la sécurité et/ou l'ordre publics. Les tâches de police judiciaire sont les activités de police liées à la poursuite d'actes délictueux. La distinction entre ces deux tâches n'est pas toujours aisée. Pourtant, elle est importante dans la mesure où elles se différencient par des réglementations légales distinctes. L'activité de police de sécurité tire ses sources de différents textes légaux (lois cantonales sur la police, LMSI, etc.). L'activité de police judiciaire est, quant à elle, principalement régie par les codes cantonaux de procédure pénale et à partir de 2011, par le code de procédure pénale suisse (CPP).

La délimitation par rapport au droit de procédure pénale constitue une question centrale pour l'élaboration d'une loi sur la police. Le futur code de procédure pénale suisse règlera en détail l'activité de police dans le cadre de l'instruction pénale et uniformisera les diverses réglementations cantonales. Ce nouveau code parle en faveur d'une délimitation claire entre l'activité de police judiciaire, d'une part, et l'activité de police de sécurité d'autre part.

La loi sur la Police cantonale doit se fonder sur des pratiques policières éprouvées. D'une manière générale, la police ne doit pas se voir attribuer des compétences supplémentaires, mais elle ne doit pas non plus, au regard de la pratique existante, être limitée dans l'exercice de son activité. Il s'agit plutôt, sur la base des réglementations existantes à différents niveaux, tout comme de la jurisprudence du Tribunal fédéral et de la Cour européenne des droits de l'homme, de réunir les principes et prescriptions qui, en tant que droit matériel (policiers), doivent être ancrés dans une loi formelle. En même temps, la base légale doit être suffisamment large afin de tenir compte de l'évolution, notamment dans le domaine des moyens techniques d'intervention et d'enquête, et de n'avoir pas à procéder à des modifications législatives ultérieures.

Ces dernières années, divers cantons (par exemple: BL; BS; BE; GR; AG; ZH; ZG) ont intégré dans leurs lois des aspects de droit matériel policier importants. Pour ce faire, les principes généraux régissant l'activité de la police, tout comme les mesures de police et la contrainte y sont décrits. Le principe de la légalité, de la proportionnalité et le principe selon lequel l'action de la police doit se diriger contre le perturbateur (principe du perturbateur), sont en particulier énoncés, en tant que principes généraux régissant l'activité de la police. Bien qu'ils ressortent déjà de la Constitution fédérale, il est indiqué de les reprendre dans la loi sur la Police cantonale, tout comme certaines mesures de police reprises des cantons alémaniques et qui ont fait leurs preuves.

## **B. Commentaire des modifications de la LPol**

A titre préliminaire, il y a lieu de relever que des adaptations purement terminologiques ont été apportées aux articles 3, 17 et 38.

En raison de l'insertion de nouvelles dispositions dans le chapitre 4, celui-ci a été réorganisé et scindé en deux sous-chapitres (ch. 1 «Principes généraux régissant l'activité de la police»; ch. 2 «Mesures de police et contrainte»). Cette réorganisation s'est avérée nécessaire afin

d'assurer une structure plus cohérente et une meilleure lisibilité. En effet, l'actuel chapitre 4, intitulé «Pouvoirs de police», ne distingue pas, contrairement à de nombreux cantons alémaniques (cf. AG; AR; BE; GR; ZG; ZH, etc.), entre les principes généraux régissant l'activité policière dans son ensemble et les mesures de police et la contrainte (appréhension, citation, fouilles, usage de la force physique, de moyens auxiliaires et d'armes).

### **Art. 30a Principe de la légalité (nouveau)**

Le principe de la légalité exige que l'action policière se fonde sur la loi. Selon le Code européen d'éthique de la police, cette dernière est tenue de vérifier d'office la légalité de ses interventions avant et pendant celle-ci. Bien que ce principe soit connu et appliqué, il y a lieu de l'ancrer formellement dans la loi (cf. AG; AR; BE; BL; GR; NE; ZG; ZH, etc.).

### **Art. 30b Clause générale de police (nouveau)**

La législation, aussi complète soit-elle, ne peut pas prendre en considération toutes les situations pouvant se produire dans la vie de tous les jours, en particulier en matière de prévention des dangers. Ainsi, la jurisprudence puis la législation ont admis le principe de la clause générale de police, qui autorise les autorités exécutives à prendre toutes les mesures nécessaires, même en l'absence de base légale lorsqu'un danger grave, direct et imminent menace la sécurité ou l'ordre publics ou lorsque se produit une grave perturbation de l'ordre ou de la sécurité publics. Tout comme le principe de la légalité, cette clause doit être prévue dans la loi (cf. AG; AR; BE; BL; BS; GR; NE; SG; ZG; ZH, etc.).

### **Art. 30c et 30d Objet de l'action de la police (nouveaux)**

Le principe du perturbateur est un principe général reconnu par la doctrine, la jurisprudence et par certaines législations cantonales (cf. AG; AR; BE; BL; BS; GR; ZG; ZH, etc.). Ce principe impose aux autorités policières de diriger principalement leurs interventions contre celui qui perturbe la sécurité et l'ordre public et, subsidiairement, contre un tiers non perturbateur. Il existe des situations où la police se verra contrainte d'agir contre des tiers non perturbateurs. Le cas d'application de cette exception se rencontre le plus souvent en matière de maintien de l'ordre, plus précisément lors de manifestations (p. ex., lors d'une manifestation, des casseurs se mélangent à une foule dense, de sorte que leur appréhension est impossible. Les policiers sont autorisés à encercler la foule et, partant, à limiter momentanément la liberté de déplacement de toutes les personnes présentes sur les lieux, afin d'identifier et appréhender les individus recherchés/La police procède à une descente de police dans un cabaret. Elle boucle toutes les issues, de sorte que, durant un court moment, toutes les personnes présentes dans le cabaret sont privées de leur liberté de déplacement).

### **Art. 31 Principes**

La mention «à des mesures de police et à la contrainte» a été ajoutée à l'alinéa 1, afin de tenir compte de l'introduction des notions «mesures de police» et «contrainte».

### **Art. 31a Citation et interrogatoire (nouveau)**

Dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches, en dehors de la poursuite d'actes punissables, la police peut être

amenée à convoquer une personne et l'interroger, notamment lors d'un contrôle de personnes, lors d'une mesure de renvoi ou dans le cadre de la recherche d'une personne disparue (cf. AG; AR; BE; BL; BS; GR; ZG; ZH, etc.). Il s'agit de mesures qui sont prises dans le cadre des tâches de police de sécurité (action de la police tendant à écarter tout danger ou trouble visant la sécurité et/ou l'ordre publics). Si lors de l'interrogatoire, des soupçons naissent quant à la commission d'une infraction, l'interrogatoire doit alors se poursuivre selon les règles imposées par la procédure pénale.

#### **Art. 31b Avis de recherche (nouveau)**

La recherche de personnes fait partie de l'activité quotidienne de la police. Elle s'inscrit tant dans le cadre des tâches de police de sécurité que de police judiciaire (activités liées à la poursuite pénale d'actes délictueux). L'article 210 du CPP constitue la base légale pour la recherche de personnes ou de choses, dont le lieu de séjour est inconnu et dont la présence est nécessaire au déroulement de la procédure. Il est donc nécessaire de prévoir cette mesure dans la loi, afin que la police soit habilitée à lancer, de son propre chef, par exemple un avis de recherche en cas de disparition de personne; situation non prévue par le CPP (cf. AG; AR; BE; BS; GL; GR; UR; ZG; ZH, etc.).

#### **Art. 31c Localisation d'une personne portée disparue (nouveau)**

Dès l'entrée en vigueur du CPP, les articles 3 à 10 de la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication seront abrogés (ci-après: LSCPT). Ces dispositions règlent notamment la surveillance, en dehors de la poursuite d'actes punissables (art. 3a LSCPT), de la correspondance par télécommunication limitée à l'identification des usagers et aux données relatives au trafic pour retrouver une personne disparue. Selon l'article 6 LSCPT, les autorités compétentes en vertu du droit cantonal peuvent ordonner une surveillance dans les cas visés à l'article 3a. L'autorité compétente pour ordonner une telle surveillance est la Police cantonale, par un officier de police judiciaire (art. 1 de l'ordonnance du 31 mars 2008 concernant la surveillance de la correspondance par télécommunication pour retrouver une personne disparue).

Dans la mesure où ces dispositions seront abrogées et que le CPP ne règle la surveillance que dans le cadre de la procédure pénale, il ne sera plus possible de l'ordonner en cas de disparition de personnes. Par la modification proposée, le canton de Fribourg comble cette lacune. La nouvelle disposition permettra en outre d'abroger l'ordonnance concernant la surveillance de la correspondance par télécommunication pour retrouver une personne disparue.

#### **Art. 31d et 31e Renvoi et interdiction d'accès (nouveau)**

Les mesures de renvoi et d'interdiction prises dans le cadre de la lutte contre la violence domestique ou contre les violences commises lors de manifestations sportives ont déjà été intégrées dans notre législation cantonale. Il existe néanmoins d'autres situations lors desquelles de telles mesures pourraient et devraient être prises (cf. AG; BE; BL; GE; GR; LU; SG; ZG; ZH, etc.). On pensera en premier lieu à l'éloignement des personnes (renvoi) pour assurer le maintien ou le rétablissement de l'ordre et/ou

de la sécurité publics ou pour permettre l'intervention de la police, des pompiers et/ou des services de sauvetage. Situation prévue dans notre code de procédure pénale, mais qui n'a par contre pas été prévue dans le CPP (cf. 142 CPP-FR). L'interdiction peut s'adresser à toute personne et ceci indépendamment du statut de cette dernière (tiers, locataire, propriétaire). Ainsi, par exemple, si un magasin menace de s'écrouler, la police pourra en interdire l'accès à toute personne y compris aux ayants droits (gérant ou propriétaire). Ou encore, lors d'un attroupelement ou rassemblement de personnes (manifestant, règlement de compte entre bandes rivales, Appel au peuple, etc.) qui menacent ou trouble l'ordre public ou qui se livrent à des transactions portant sur des biens dont le commerce est prohibé. Pour l'exécution de ces mesures, la police signifie verbalement la mesure et l'exécute immédiatement en conduisant la personne hors du lieu ou du périmètre concerné. Cette mesure est limitée à 24 heures. Si les circonstances le justifient (en cas de violation d'une mesure notifiée oralement, par exemple), une décision écrite est notifiée et contient les éléments essentiels de la procédure, comme cela est le cas actuellement lors de la prise de mesures (interdiction de périmètre) dans le cadre de la lutte contre les violences commises lors de manifestations sportives (durée de la mesure, périmètre concerné, description des faits, indication des voies de droit). Cette décision est signifiée sous la menace des peines de l'article 292 CP et sa durée maximale a été fixée à trois mois. Dans un arrêt du 25 janvier 2006 (ATF 132 I 49, JdT 2003 I 3009), concernant le cas de douze personnes considérées comme «alcooliques» et éloignées de la zone de la gare pendant trois mois à la suite d'un contrôle de police, le Tribunal fédéral a admis le caractère suffisamment précis de la norme légale et a reconnu l'intérêt public et la proportionnalité des décisions d'expulsion et d'éloignement (3 mois).

#### **Art. 32 Appréhension, contrôle d'identité**

Le CPP prévoit à son article 215 l'appréhension et le contrôle d'identité afin d'élucider une infraction. A ce titre, il y a lieu de relever qu'il existe des cas où la police peut appréhender une personne alors qu'aucune infraction n'est commise. Ainsi, l'appréhension et le contrôle d'identité (rétention policière aux fins de procéder à des vérifications) visent dans ces cas des objectifs de sécurité et/ou d'ordre publics ou encore s'inscrivent dans le cadre d'une recherche de personnes. Il y a dès lors lieu de prévoir ces mesures dans la LPol (cf. AG; BE; BL; BS; GR; ZH, etc.)

Dans la mesure où l'alinéa 2, lettres b, c et d de la loi entre dans le champ d'application du CPP, il est proposé des les abroger et de n'énumérer que les cas qui s'inscrivent dans le cadre des tâches de police de sécurité.

#### **Art. 33 Mesures d'identification**

La lettre a de l'alinéa 1 a été supprimée dans la mesure où il s'agit d'une situation qui entre dans le champ d'application du CPP. La distinction est importante, car si une personne prévenue ou soupçonnée refuse de se soumettre à l'injonction de la police, c'est le Ministère public qui devra statuer. Par contre, si cette mesure s'inscrit dans le cadre des tâches de police de sécurité, il appartiendra à l'officier de prendre la décision en cas d'opposition. Selon l'actuel article 33 al. 3 LPol, lorsqu'une personne ayant fait l'objet de mesures est mise hors de cause, la police détruit le matériel recueilli, dresse un procès-ver-

bal de cette opération et en communique une copie à l'intéressé. Le terme «mise hors de cause» est une notion procédurale et doit donc être réglé par le CPP. Cet alinéa a donc été reformulé en conséquence.

#### **Art. 34 Fouille de personnes**

La fouille dite de sécurité est une mesure courante lors des interventions policières. Lors de l'appréhension d'une personne, la police procède généralement à ce genre de fouille, afin de garantir la sécurité de ses agents mais également celle de la personne faisant l'objet de la mesure. La fouille répond également à un besoin de sécurité lorsque la personne en cause est soupçonnée de porter une arme, sans même qu'une arrestation soit envisagée. Dans la mesure où il s'agit d'une situation qui entre dans le champ d'application du CPP, la lettre c a été supprimée. Selon le CPP, l'arrestation provisoire correspond à la garde à vue de notre actuel code de procédure pénale (cf. 106ss CPP-FR) et par conséquent, ses modalités seront exclusivement réglées par le CPP. Afin d'éviter toute confusion, le terme «arrestation» de l'alinéa 1, lettre a, a été remplacé par «appréhension».

#### **Art. 35 Fouille d'objets mobiliers**

Dans la mesure où l'article 35 LPol (fouille de véhicules) entre dans le champ d'application du CPP (cf. art. 249ss), celui-ci a été modifié et nouvellement intitulé afin de ne prévoir que les situations qui s'inscrivent dans le cadre des tâches de police de sécurité. La fouille d'objets obéit aux mêmes principes que la fouille de personnes et représente un complément de cette dernière. Les objets comprennent généralement les biens et les bagages transportés par la personne, ainsi que son véhicule. Les locaux ne constituent pas des objets; dans ces cas il convient de respecter les règles relatives à la perquisition.

#### **Art. 36a Accès aux propriétés privées et aux chemins ou sentiers publics (nouveau)**

Certaines législations cantonales ont prévu une disposition concernant l'accès de la police à des espaces privés. Pour le canton de Fribourg, la loi du 28 février 1885 sur la libre circulation des agents de la police habilite les agents de police de l'Etat et des communes à passer, nonobstant toute défense, par tout chemin ou sentier publics ou privés, ou au travers des propriétés lorsqu'ils le jugent utile ou nécessaire à l'accomplissement de leurs devoirs de poursuite ou de surveillance.

L'accès à ces espaces constitue indéniablement une atteinte aux droits de la propriété et à la vie privée. Dès lors, cette mesure doit figurer dans la loi sur la Police cantonale et il est proposé d'abroger la loi du 28 février 1885. Cet ancrage dans la législation est d'autant plus nécessaire que l'accès aux espaces extérieurs privés vise généralement l'exécution de mesures de police ordinaires (observation, poursuite), lesquelles ne sont généralement pas couvertes par la clause générale de police.

#### **24. Loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub) (RSF 616.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

#### **25. Loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (RSF 631.1)**

##### **Art. 210 al. 3**

Abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

##### **Art. 233**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

#### **26. Loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1)**

Abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

#### **27. Loi du 1<sup>er</sup> mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1)**

##### **Art. 50**

Abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

##### **Art. 59 al. 2**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

#### **28. Loi du 14 septembre 2007 sur l'impôt sur les successions et les donations (RSF 635.2.1)**

##### **Art. 59**

Abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

##### **Art. 69 al. 2**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

#### **29. Loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (RSF 635.4.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

#### **30. Loi du 25 septembre 1974 sur l'imposition des bateaux (RSF 635.4.2)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

#### **31. Loi du 28 septembre 1993 sur l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole (RSF 635.6.1)**

##### **Art. 35**

Abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

**Art. 44 al. 2**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**32. Loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC) (RSF 710.1)**

**Art. 142**

Remplacement du renvoi actuel au code de procédure civile fribourgeois (al. 1, 2<sup>e</sup> phr.) par la reprise de la règle de l'article 100 CPC (al. 1<sup>bis</sup>).

**Art. 143**

Suppression du renvoi dépassé à la loi fédérale sur les fors en matière civile.

**Art. 173**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**33. Loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux (RSF 725.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**34. Loi du 2 novembre 2006 sur la détention des chiens (LDCh) (RSF 725.3)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**35. Loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**36. Loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1)**

**Art. 22**

Remplacement du renvoi à la loi d'organisation judiciaire par celui à la loi sur la justice.

**Art. 57 et 58**

Adaptation au transfert des compétences des juges d'instruction au Ministère public (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. D).

**Art. 93**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**37. Loi du 3 février 1966 sur l'assurance obligatoire du mobilier contre l'incendie (RSF 732.2.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**38. Loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**39. Loi du 4 février 1972 sur le domaine public (RSF 750.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**40. Loi du 23 février 1984 sur l'expropriation (RSF 76.1)**

**Art. 4 al. 1**

Le renvoi à la loi d'organisation judiciaire, introduit par la loi sur l'information et l'accès aux documents, est remplacé par un renvoi à la loi sur la justice.

**Art. 73, 74, 99 et 119**

Adaptation des renvois, notamment au code de procédure civile.

**Art. 128**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**41. Loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (RSF 770.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**42. Loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR) (RSF 781.1)**

**Art. 8 al. 2 et 3**

La composition de la Commission des mesures administratives est précisée. Celle-ci siégera dorénavant à trois et non plus à cinq membres, ce qui est justifié, notamment, par la marge d'appréciation réduite dont elle dispose aujourd'hui.

**Art. 17**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**Art. 18**

Adaptation au transfert des compétences des juges d'instruction au Ministère public (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. D).

**Art. 19**

La rédaction est simplifiée et évite l'énumération des autorités de répression.

**Art. 21**

Il convient de relever que la base légale de cette disposition, l'article 55 al. 5 LCR, est abrogée par le ch. 20 de l'annexe CPP. Le message du Conseil fédéral y relatif mentionne (FF 2006 p. 1330): «Lorsque doivent être exécutées des mesures visant à déterminer une incapacité de conduire fondée sur le soupçon d'une infraction à la LCR ou à d'autres lois, ces mesures sont des mesures



probatoires au sens du CPP. Comme celui-ci règle également la compétence d'ordonner ces mesures et de les mettre à exécution, l'art. 55, al. 5, LCR devient obsolète». La répartition des compétences au sein de la Police cantonale en matière de mesures probatoires est fixée par l'article 147 du projet.

**Art. 22 et 23**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**43. Loi du 7 février 1991 d'application de la législation fédérale sur la navigation intérieure (RSF 785.1)**

**Art. 15**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**Art. 16**

Al. 1: les considérations émises ci-dessus à propos de l'article 21 LALCR valent également pour l'article 16 al. 1 LALNI.

Al. 2: adaptation d'un renvoi dépassé.

**44. Loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) (RSF 810.2)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**45. Loi du 22 mai 1974 d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution (RSF 812.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**46. Loi du 16 novembre 1999 sur la santé (RSF 821.0.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**47. Loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire (RSF 821.30.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**48. Loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**49. Loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**50. Loi du 8 février 1966 d'application de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (complétée par la nouvelle du 10 mai 1966 relative aux jours fériés) (RSF 864.1.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**51. Loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC) (RSF 866.1.1)**

La loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (RSF 132.1) est abrogée par l'article 164 de la loi sur la justice, mais les tribunaux de prud'hommes sont maintenus. Il convient d'adapter le renvoi en conséquence.

**52. Loi du 13 février 2003 sur l'assurance des animaux de rente (LAAR) (RSF 914.20.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**53. Loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF) (RSF 917.1)**

**Art. 70 et 175**

Abrogation des dispositions qui précisent le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

**Art. 207a**

Le renvoi à la loi d'organisation judiciaire, introduit par la loi sur l'information et l'accès aux documents, est remplacé par un renvoi à la loi sur la justice.

**54. Loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN) (RSF 921.1)**

**Art. 78 al. 1**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**Art. 79 al. 1**

Suppression de la sanction pour violation de l'obligation de dénoncer (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. F).

**55. Loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha) (RSF 922.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**56. Loi du 15 mai 1979 sur la pêche (RSF 923.1)**

**Art. 36 al. 4**

La loi sur la justice détermine le juge compétent selon la forme de la procédure (ordinaire, simplifiée ou sommaire) prescrite par le code de procédure civile, que l'action repose sur le droit civil fédéral ou cantonal (art. 2 du projet).

**Art. 49**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**57. Loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (RSF 940.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**58. Loi du 6 novembre 1986 sur les réclames (RSF 941.2)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**59. Loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**60. Loi du 13 octobre 2005 sur le tourisme (LT) (RSF 951.1)**

**Art. 42**

Abrogation de la disposition qui précise le caractère exécutoire des décisions administratives (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. E).

**Art. 72 al. 2**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**61. Loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED) (RSF 952.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**62. Loi du 15 novembre 1977 sur les cinémas et les théâtres (RSF 953.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**63. Loi du 14 décembre 2000 sur les loteries (RSF 958.1)**

Adaptation de la formule de renvoi pour le droit de procédure applicable (cf. ci-dessus, art. 168 du projet, let. C).

**BOTSCHAFT Nr. 175** 14. Dezember 2009  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Entwurf für ein Justizgesetz (JG)**

**1. Allgemeines zur Revision**

- 1.1 Ausgangslage
- 1.2 Gesamtkodifikation für die gesamte Justiz
- 1.3 Grundzüge der Revision
- 1.4 Verlauf der Arbeiten
- 1.5 Auswirkungen des Entwurfs
  - 1.5.1 Personelle Auswirkungen
  - 1.5.2 Kosten für Räumlichkeiten und Infrastruktur
  - 1.5.3 Weitere Kosten im Zusammenhang mit der Umsetzung des Bundesrechts
  - 1.5.4 Gesamthafte finanzielle Folgen
  - 1.5.5 Weitere Folgen

**2. Kommentierung der einzelnen Bestimmungen**

- 2.1 Hauptteil des Gesetzes
- 2.2 ANHANG: Gesetzesänderungen

**1. ALLGEMEINES ZUR REVISION**

**1.1 Ausgangslage**

Am 1. Januar 2011 werden die eidgenössische Zivilprozessordnung (BBl 2009 21 ff.; nachfolgend ZPO), die eidgenössische Strafprozessordnung (BBl 2007 6977 ff.; nachfolgend StPO) und die eidgenössische Jugendstrafprozessordnung (BBl 2009 1993 ff.; nachfolgend JStPO) in Kraft treten. Mit dem Inkrafttreten können die entsprechenden kantonalen Prozessgesetze, insbesondere die Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (SGF 270.1; nachfolgend ZPO-FR) und die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (SGF 32.1; nachfolgend StPO-FR) aufgehoben werden. Die eidgenössischen Prozessordnungen machen aber nicht nur entsprechendes kantonales Prozessrecht gegenstandslos, sondern erfordern kantonale Anwendungsbestimmungen. Darüber hinaus werden teilweise tiefgreifende Anpassungen in der kantonalen Gerichtsorganisation vorgeschrieben. Insbesondere die Strafprozessordnung erfordert für den Kanton Freiburg die Umgestaltung der Strafverfolgungsbehörden durch den Wechsel vom gegenwärtig bestehenden Untersuchungsrichtermodell auf das Staatsanwaltschaftsmodell.

**1.2 Gesamtkodifikation für die gesamte Justiz**

Das Inkrafttreten dieser drei Gesetze, welche Anpassungen in der Gerichtsorganisation und im Verfahrensrecht erfordern, nimmt der Staatsrat zum Anlass, das Gesetz über die Gerichtsorganisation einer Totalrevision zu unterziehen. Das jetzige Gerichtsorganisationsgesetz (SGF 131.0.1; nachfolgend GOG) stammt vom 22. November 1949. Es hat sich in vielen Punkten bewährt, ist aber infolge der zahlreichen Revisionen «durchlöchert» und schwer lesbar. Tatsächlich fällt bei einer Durchsicht der Gesetzgebung über die Gerichtsorganisation auf, dass neben dem eigentlichen GOG eine ganze Reihe von «kleinen» Anpassungsgesetzen bestehen, die allesamt die Gerichtsverfassung betreffen und ohne Weiteres im Sinne einer Gesamtkodifikation in einem einzigen Erlass vereinigt werden können. Heute steht der Rechtsuchende, der sich ein Bild von der Gerichtsorganisation

machen will, vor einer unübersichtlichen Reihe von Dutzenden von Gesetzen und Verordnungen, die alle die Gerichtsverfassung betreffen, aus unterschiedlichsten Epochen stammen und in ihrer Mehrheit jeweils nur wenige Bestimmungen enthalten. Wer nicht im Berufsalltag mit diesen Gesetzen arbeiten muss, verliert leicht den Überblick und versteht die Zusammenhänge nicht. Demgegenüber hat die Gesamtkodifikation den Vorzug, dass alle die Gerichtsverfassung betreffenden Fragen in einem Guss in demselben Erlass geregelt werden. Damit können unnötige Wiederholungen oder gar offene oder versteckte Widersprüche vermieden werden. Zudem wird allgemein der Rechtssicherheit mehr entsprochen, da der Rechtsuchende alsdann weniger befürchten muss, durch eine Sonderbestimmung in einem Nebengesetz, die unter einer entfernten Systematiknummer figuriert, überrascht zu werden.

Erweitert wird diese Idee von der Gesamtkodifikation um einen weiteren Aspekt: Nicht nur Organisationsrecht im engeren Sinn soll in diesem Gesetz geregelt werden; anstatt ein Anwendungsgesetz zur ZPO, eines zur StPO und ein weiteres zur JStPO zu erlassen, können alle verfahrensrechtlichen Anwendungsregeln in eben diesem neuen Gesetz figurieren. Dies rechtfertigt sich auch deshalb, weil Organisations- und übriges Verfahrensrecht dogmatisch in vielen Fällen gar nicht auseinandergehalten werden kann. Bei einem solchen Gesetz kann es sich aber alsdann auch nicht mehr nur um ein Gerichtsorganisationsgesetz handeln, weil es mehr als nur die Gerichtsorganisation regelt. Deshalb erscheint die Titulierung Justizgesetz dem Inhalt des unterbreiteten Entwurfs besser gerecht zu werden.

### 1.3 Grundzüge der Revision

Auch andere Kantone haben die Einführung der eidgenössischen Prozessordnungen zum Anlass genommen, die Gerichtsorganisation einer Totalrevision zu unterziehen und auch noch die Anwendungsbestimmungen zu diesen Prozessgesetzen in die Totalrevision einzubeziehen.

Die augenfälligste Änderung der vorliegend vorgeschlagenen Totalrevision betrifft denn auch die Form. Inhaltlich wird das Bewährte weitestgehend beibehalten. Der Entwurf präsentiert sich daher in den grossen Linien als eine Nachführung und Aktualisierung der bestehenden Ordnung sowie als notwendige Anpassung an die Bundesgesetzgebung. Wichtigste institutionelle Neuerung ist die Einführung des durch die StPO geforderten Staatsanwaltschaftsmodells; im Übrigen bleibt die Gerichts- und Behördenorganisation unberührt. Immerhin bestehen zahlreiche punktuelle Änderungen, auf die im nachfolgenden ausdrücklich hingewiesen wird.

Bewusst ausgeblendet wurde bei den Arbeiten die territoriale Gliederung. Eine eingehende Prüfung, ob die gegenwärtige territoriale Ausgestaltung der Gerichtsorganisation, die sich im Wesentlichen an den Bezirksgrenzen orientiert, noch zeitgemäss ist, hätte sich anlässlich der Totalrevision in der Tat gerechtfertigt. Indessen muss die territoriale Struktur in grösserem Zusammenhang betrachtet werden. Tatsächlich besteht gegenwärtig eine Pilotgruppe, die damit betraut ist, die territoriale Struktur und die bezirksweise Zergliederung des Kantons einer grundsätzlichen Überprüfung zu unterziehen. Diese Arbeiten sind noch am Laufen und ihr Ausgang noch völlig offen. Es erscheint daher als wenig opportun, vorliegend

diesen Arbeiten vorzugreifen, diese womöglich zu präjudizieren oder zu zerstören, indem ein wichtiger Aspekt der territorialen Struktur, nämlich die territoriale Gerichtsorganisation, bereits im Entwurf zum Justizgesetz selber verändert wird. Die Übernahme der bisherigen territorialen Gerichtsorganisation durch das Justizgesetz bedeutet aber nicht etwa, dass diese damit endgültig festgelegt wird. Je nach dem Ergebnis der Arbeiten der erwähnten Pilotgruppe wird dem Grossen Rat selbstverständlich zu gegebener Zeit ein Entwurf, der die Gebietsstrukturen im Gerichtswesen erneuert, unterbreitet werden können.

### 1.4 Verlauf der Arbeiten

Unter der Leitung der Dienstchefin des Amtes für Justiz evaluierten drei Arbeitsgruppen den Revisionsbedarf für den Kanton Freiburg auf Grund der drei neuen eidgenössischen Prozessordnungen. Die drei Arbeitsgruppen bestanden jeweils aus den Praktikern im entsprechenden Gebiet. Diese Arbeitsgruppen erstatteten Bericht und machten Vorschläge. Zu den Arbeiten dieser Arbeitsgruppen erarbeitete der vom Justizdirektor beauftragte Experte, Dr. Tarkan Göksu, Rechtsanwalt und Lehrbeauftragter an der Universität Freiburg, einen Entwurf für eine Totalrevision der Gerichtsorganisation unter Einbezug der verschiedenen Nebengesetze. In Bezug auf die Anwendungsbestimmungen der drei neuen eidgenössischen Prozessordnungen stützte sich der Experte weitgehend auf die Ergebnisse der drei Arbeitsgruppen. Er baute diese Ergebnisse in den Entwurf des Justizgesetzes ein.

Mit Staatsratsbeschluss vom 31. März 2009 setzte der Staatsrat eine Kommission ein und beauftragte sie, einen Gesetzesvorentwurf zur Totalrevision der kantonalen Gerichtsorganisation unter Einschluss der Anpassungsgesetzgebung zur ZPO, StPO und JStPO zu erarbeiten. Die vom Sicherheits- und Justizdirektor, präsidierte Kommission setzte sich wie folgt zusammen: Dienstchefin des Amtes für Justiz, zwei Kantonsrichter, zwei Gerichtspräsidenten, ein Oberamtmann, zwei Rechtsanwälte, die Staatsanwältin, der Präsident der Jugendstrafkammer, eine Friedensrichterin, der Präsident des Untersuchungsrichteramtes, die Adjunktin des Kommandanten der Kantonspolizei, die Präsidentin des Justizrates sowie dem stellvertretenden Dienstchef des Amtes für Gesetzgebung. Der Vorentwurf wurde an sieben Sitzungen beraten.

Der Staatsrat sandte Anfang Juli den Gesetzesentwurf in die Vernehmlassung. Dabei ist zu vermerken, dass er in Bezug auf verschiedene Fragen mehrere Varianten in die Vernehmlassung schickte. Die Vernehmlassung fand ein breites Echo. Zum Entwurf geäussert haben sich nebst den politischen Parteien vor allem die unmittelbar betroffenen Behörden und Kreise. Die Vernehmlassungsergebnisse fielen dabei durchgezogen aus: Einzelne Stellungnahmen begrüssen das Vorhaben grundsätzlich. Eine Mehrzahl der Stellungnahmen bemängelt aber den Entwurf. Als Gründe werden insbesondere genannt, dass die Arbeiten überstürzt durchgeführt wurden, dass grundlegende Veränderungen (insbesondere was die territoriale Organisation der Behörden sowie die Stellung der Richter betrifft) nicht geprüft wurden, dass der französische Gesetzestext unbefriedigend ist und dass die Idee der Gesamtkodifikation nicht überzeugt. Eine Reihe von Stellungnahmen schliesst mit diesen Überlegungen dahin, auf das Vorhaben gar nicht erst einzutreten.



Der Staatsrat hat auf Grund der Vernehmlassungsergebnisse den Entwurf angepasst und die Wahl der einzelnen Varianten getroffen.

Insbesondere hat er den Vorschlag, ein für das ganze Kantonsgebiet zuständiges Strafgericht zu schaffen, aufgegeben und hat beschlossen, die Organisation der Strafrechtspflege in Bezirke beizubehalten. Er hat das Rechtsinstitut der Mediation gestärkt, indem er Regeln über das Rechtsinstitut selbst sowie über das Mediationsverfahren vorgesehen hat. Er hat hingegen davon abgesehen, ein unabhängiges Schlichtungsamt zu schaffen, angesichts der hohen Kosten, die mit der Einrichtung eines solchen Amtes verbunden wären. In diesem Zusammenhang stellt er fest, dass es erfahrungsgemäss zweckmässig ist, wenn diejenigen Richter, die über eine Angelegenheit zu entscheiden haben, auf eine Einigung unter den Parteien hinwirken. Trotz den im Vernehmlassungsverfahren geäusserten Vorbehalten, hat der Staatsrat aber beschlossen, die Schaffung eines Familiengerichts zu unterstützen. Er ist nämlich der Meinung, dass die Angelegenheiten, die Kinder betreffen, besondere Fähigkeiten erfordern, die die spezialisierten Beisitzenden mitbringen würden. Schliesslich hat der Staatsrat die verschiedenen redaktionellen Bemerkungen berücksichtigt.

## 1.5 Auswirkungen des Entwurfs

### 1.5.1 Personelle Auswirkungen

Die wichtigste Auswirkung des neuen Justizgesetzes wird die Schaffung von ca. 9 neuen Arbeitsstellen bei den Gerichtsbehörden zur Einführung der neuen schweizerischen Prozessordnungen sein.

Dieses zusätzliche Personal teilt sich wie folgt auf:

- *Kantonsgesicht:* ca. 1 Vollzeitäquivalent (VZÄ) Gerichtsschreiber-Berichterstatter/-in / Sekretär/-in infolge der Einführung der Berufung gegen die vorsorglichen Massnahmen.
- *Bezirksgerichte:* 3 VZÄ Gerichtsschreiber/-innen und Sekretäre/Sekretärinnen für das obligatorische Schlichtungsverfahren. Diese 3 VZÄ betreffen die Bezirksgerichte insgesamt.
- *Zwangsmassnahmengericht:* 0,5 VZÄ Richter/in und 0,5 VZÄ Sekretär/Sekretärin. Zu beachten ist, dass insoweit ein gewisser Ausgleich entsteht, als die beiden Haftrichterstellen, die gegenwärtig durch Pauschalkredite finanziert werden, gestrichen werden.
- *Staatsanwaltschaft:* Gegenwärtig entspricht die Zahl der Untersuchungsrichter/-innen 10 VZÄ diejenige der Staatsanwälte/-innen der Staatsanwaltschaft 6 VZÄ (10 + 6 = 16). Die Zusammenlegung des Untersuchungsrichteramts und der Staatsanwaltschaft sollte Synergien insbesondere in Form einer Verminderung der Staatsanwaltsstellen zur Folge haben. Die endgültige Zahl der künftigen Staatsanwälte/-innen muss noch festgesetzt werden. Im Gegensatz zum heutigen System, in dem die Untersuchungsrichter die Untersuchung bis zu einer allfälligen Überweisung an den Strafrichter durchführen, werden die Staatsanwälte/-innen auch die Anklage vor den Strafgerichten vertreten, was eine zusätzliche Arbeitslast bedeutet. Schätzt man diese Mehrbelastung auf ca. 20–30%, so wird sich die Zahl der künftigen Staatsanwälte/-innen auf 12–13 belaufen. Zu diesen hinzu kommen die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt. Geht

man von 13 Personen aus, so wird sich die Gesamtzahl der Magistratspersonen der Staatsanwaltschaft auf 14 belaufen.

Was die Gerichtsschreiber- und Sekretariatsstellen betrifft, so ist zu beachten, dass die Staatsanwaltschaft heute keine Gerichtsschreiberinnen oder Gerichtsschreiber und ein Sekretariat mit 2,5 VZÄ umfasst. Da die künftige Staatsanwaltschaft wie das heutige Untersuchungsrichteramt funktionieren wird, werden die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte je mit einer Gerichtsschreiberin oder einem Gerichtsschreiber und einer Sekretärin oder einem Sekretär zusammenarbeiten, so dass mit einer Zunahme von vier bis fünf VZÄ bei den Gerichtsschreiber- und Sekretariatsstellen zu rechnen ist. In diesem Zusammenhang ist festzustellen, dass die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt besondere Aufgaben haben wird, namentlich bei der Führung der Staatsanwaltschaft. Sie oder er wird insbesondere den Staatsanwältinnen und Staatsanwälten, die über Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber verfügen werden, die Fälle zuteilen und dabei auf eine angemessene Verteilung der Arbeitslast achten. Angesichts ihrer bzw. seiner besonderen Funktion wird die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt nicht unmittelbar mit einer Gerichtsschreiberin oder einem Gerichtsschreiber zusammenarbeiten.

- *Jugendstrafgericht:* 0,5 VZÄ Gerichtsschreiber/-in und 0,5 VZÄ Sekretär/Sekretärin.

Es ist schliesslich wichtig, darauf hinzuweisen, dass die Umsetzung des Entwurfs auch Auswirkungen auf die Bestände der Kantonspolizei haben wird. Diese schätzt, dass die Einvernahmen der Beschuldigten einen Mehraufwand mit sich bringen werden, der die Anstellung von zusätzlichen 3 VZÄ erfordern wird.

Insgesamt rechnet der Staatsrat mit einer Zunahme von ca. 12 VZÄ.

### 1.5.2 Kosten für Räumlichkeiten und Infrastruktur

Diese Kosten betreffen hauptsächlich den Ausbau der Räumlichkeiten des heutigen Untersuchungsrichteramts, in denen die neue Staatsanwaltschaft untergebracht werden wird.

Die Infrastrukturarbeiten zur Zusammenlegung des Untersuchungsrichteramts und der heutigen Staatsanwaltschaft sind im Gang. Die gemeinsamen Einrichtungen und die öffentlichen Räumlichkeiten sind bereits erstellt worden. Im Jahr 2010 müssen nun noch die Büros für das gesamte Personal der Staatsanwaltschaft eingerichtet werden. Zu diesem Zweck ist ein Betrag von 250 000 Franken in den Voranschlag aufgenommen worden.

Die Kosten für das Mobiliar belaufen sich auf ca. 100 000 Franken.

### 1.5.3 Weitere Kosten im Zusammenhang mit der Umsetzung des Bundesrechts

Der Entwurf wird weitere finanzielle Auswirkungen haben, die vorderhand schwer zu beziffern sind, und zwar im Zusammenhang mit dem neuen Bundesrecht, insbesondere Kosten für Übersetzungen und amtliche Verteidigungen. Die Kosten für die Übersetzung von Strafbefehlen werden nämlich wegen der neuen Anforderungen von Artikel 68 StPO deutlich zunehmen.



Zudem werden die Kosten für amtliche Verteidigungen zunehmen wegen des Systems der «Anwälte der ersten Stunde», die ab der ersten polizeilichen Einvernahme zugelassen werden (Art. 159 StPO). Umgekehrt dürfte sich eine gewisse Verringerung des Aufwands für die unentgeltliche Rechtspflege daraus ergeben, dass das Kantonsgericht jeden Fall von unentgeltlicher Rechtspflege von Amtes wegen prüfen wird.

Schliesslich ergibt sich ein weiterer finanzieller Mehraufwand aus der Kostenlosigkeit der Mediation in kindesrechtlichen Angelegenheiten und der Ausdehnung der unentgeltlichen Rechtspflege auf das Mediationsverfahren.

Auf der Einnahmenseite dürfte mit der Aufhebung der Kostenfreiheit der Verfahren bei gewissen Kategorien von Mietsachen eine Verbesserung zu verzeichnen sein.

#### 1.5.4 Gesamthafte finanzielle Folgen

Die Ausgaben im Zusammenhang mit dem zusätzlichen Staatspersonal, das auf 12 VZÄ geschätzt wird, werden rund 1,2 Millionen Franken pro Jahr betragen. Hinzu kommen die weiteren Kosten im Zusammenhang mit der Umsetzung des neuen Bundesrechts (s. Ziff. 1.5.3., oben). Die einmaligen Kosten für Räumlichkeiten und Infrastruktur werden schätzungsweise rund 350 000 Franken betragen. Auf jeden Fall werden die Gesamtkosten niedriger sein als die in Artikel 46 Abs. 1 Bst. b der Kantonsverfassung vorgesehene Grenze (1/4% der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung, d.h. 7,93 Millionen Franken), so dass das Gesetz nicht dem Finanzreferendum untersteht.

#### 1.5.5 Weitere Folgen

Der Entwurf berührt die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden nicht. Er entspricht der Verfassung und ist bundesrechts- und europarechtskonform.

## 2. KOMMENTIERUNG DER EINZELNEN BESTIMMUNGEN

### 2.1 Hauptteil des Gesetzes

#### I. TITEL: Allgemeine Bestimmungen

##### Art. 1 *Gegenstand: Im Allgemeinen*

Die Bestimmung umschreibt den Geltungsbereich des Gesetzes und informiert damit vorweg, was sein Regelungsgegenstand ist. Es enthält nicht nur die Gerichtsorganisation im engeren Sinn (Abs. 1), sondern nebst allgemeinen verfahrensrechtlichen Bestimmungen zum Zivil- und Strafprozessrecht auch die Einführungsbestimmungen zu den schweizerischen Prozessordnungen, also zur ZPO, StPO und JStPO (Abs. 2).

Abs. 1 präzisiert, dass das Gesetz auf die Verwaltungsrechtspflege nur Anwendung findet, wenn dies vom Kantonsgericht wahrgenommen wird. Auf Verwaltungsverfahren vor anderen Behörden findet das Justizgesetz nicht Anwendung.

In Abs. 3 wird klargestellt, dass der Anwendungsbereich des VRG vom Justizgesetz nicht berührt wird, dass also das Justizgesetz das Verwaltungsverfahren nicht regelt.

#### Art. 2 *Kantonales Zivil- und Strafrecht*

Die Bestimmung weitet den Anwendungsbereich der ZPO, StPO und JStPO auch auf Verfahren bezüglich kantonales Zivil- und Strafrecht aus. Tatsächlich beschränkt Art. 1 StPO die Anwendbarkeit der StPO auf Bundesstrafrecht. Die ZPO entbehrt einer entsprechenden Regel. Nichtsdestotrotz wird mit der vorgelegten Bestimmung klargestellt, dass auch kantonales materielles Recht nach den gleichen Verfahrensvorschriften beurteilt wird wie das materielle Bundesrecht.

#### Art. 3 *Gerichtsbehörden*

In dieser Bestimmung werden die Gerichtsbehörden aufgezählt. Die Bestimmung orientiert sich an Art. 123 KV.

In Abs. 1 Bst. b werden neu (anders als in der KV) auch die Schlichtungsbehörden in Miet- und Pachtangelegenheiten und im Bereich der Gleichstellung von Mann und Frau genannt. Die Erwähnung dieser Behörden rechtfertigt sich, weil auch sie im Justizgesetz geregelt werden und somit zum Gegenstand des Gesetzes gehören und sie von Bundesrechts wegen als Schlichtungsstelle obligatorisch vorgesehen werden müssen (vgl. Art 200 ZPO).

Abs. 3 erinnert in Anlehnung an Art. 3 Abs. 2 VRG daran, dass die Verwaltungsrechtspflege auch von besonderen Verwaltungsjustizbehörden vorgenommen wird. Es wurde bewusst darauf verzichtet, von «Spezialverwaltungsgerichten» zu sprechen. Das sind Verwaltungsgerichte, die nur für die Beurteilung von Streitigkeiten aus einem bestimmen Sachbereich des Verwaltungsrechts zuständig sind (ULRICH HÄFELIN/GEORG MÜLLER/FELIX UHLMANN, Allgemeines Verwaltungsrecht, Zürich/St. Gallen 2006, N 1874). Auch wenn der Begriff des Spezialverwaltungsgerichts als eigentlicher Gegenbegriff zum «Kantonsgericht als ordentliches Verwaltungsgericht» erscheint, soll die begriffliche Parallelität zu Art. 3 Abs. 2 VRG nicht aufgegeben werden.

Anders als in Art. 123 KV verzichtet der Entwurf darauf, bei den einzelnen Gerichten immer auch die Vorsitzenden zu erwähnen. Vielmehr werden in Abs. 4 allfällige präsidiale Befugnisse für die Vorsitzenden dieser Gerichte ausdrücklich vorbehalten. Immerhin rechtfertigt es sich, die Polizeirichterinnen und Polizeirichter, die institutionell eine Strafverfolgungsbehörde darstellen, eigens zu erwähnen.

#### II. TITEL: Amt der Richterinnen und Richter

##### 1. KAPITEL: Allgemeine Bestimmungen

##### Art. 4 *Begriffe*

Die Bestimmung enthält Legaldefinitionen. Dabei wurde auf eine Aufzählung wie in Art. 2 Abs. 1 RWAG zugunsten einer allgemeinen Umschreibung verzichtet.

Richter ist nur, wer alleine (Einzelrichter) oder im Kollegium (z.B. Beisitzer) über richterliche Entscheidungsbefugnisse verfügt. Zu beachten ist dabei insbesondere, dass nach der Legaldefinition auch die Mitglieder der Spezialverwaltungsgerichte sowie deren Stellvertreter als Richter gelten. Von der Sache her sind alle ordentlichen oder ausserordentlichen, beruflichen oder ausserberuflichen Richter angesprochen. Ebenso als Richter gelten die Staatsanwälte; wo immer daher im Entwurf von Richterinnen und Richtern, Gerichtsbehörden oder richterlicher Gewalt die Rede ist, sind die Staatsanwälte bzw. die Staatsanwaltschaft auch miterfasst.

Nicht als Richter gelten (wie dies auch Art. 2 Abs. 1 Bst. b RWAG statuiert) die Mitglieder des Staatsrates, der Staatsrat als solcher oder die als Beschwerdeinstanz urteilenden Verwaltungsbehörden, da sie über keine *richterlichen* Entscheidbefugnisse mit entsprechender Unabhängigkeit verfügen. Über gar keine Entscheidbefugnisse verfügen die Gerichtsschreiber, ferner auch übriges Kanzleipersonal wie Sekretäre oder Weibel; sie gelten naturgemäss nicht als Richter. Eine Besonderheit gilt für Staatsanwälte, die grundsätzlich nur bis zur Anklageerhebung über richterliche Entscheidbefugnisse verfügen; nichtsdestotrotz werden sie im Entwurf begrifflich den Richtern gleichgestellt.

Abs. 2 definiert den Begriff des Berufsrichters. Die als wenig aussagekräftig (oder gar missverständlich) empfundene Umschreibung in Art. 2 Abs. 2 RWAG wird dabei präzisiert. Entscheidendes Kriterium, um als Berufsrichter zu gelten, ist, dass das Amt in einem Anstellungsverhältnis ausgeübt wird. Ob dies im Vollzeit- oder Teilzeitpensum erfolgt, spielt keine Rolle. Auch wer zu 20% ein Richterpensum in einem Anstellungsverhältnis innehat, gilt als Berufsrichter. Wer zur Ausübung des richterlichen Amtes nur im Einzelfall beigezogen wird, wie es typischerweise bei den Beisitzenden der Fall ist, ist dagegen nicht Berufsrichter, sondern nebenberuflicher Richter.

Im Entwurf wird im Übrigen immer von Präsidenten gesprochen, wenn es um die Berufsrichter der erstinstanzlichen Gerichte geht (insbesondere Bezirksgerichte, aber auch Jugendstrafgericht), von Kantonsrichtern bei Berufsrichtern des Kantonsgerichts und von Friedensrichtern bei Berufsrichtern des Friedensgerichts.

Abs. 3 stellt klar, dass im gesamten Entwurf die Oberamtspersonen einen Sonderstatus haben und nicht unter die Bestimmungen über die Richter fallen, also nicht angesprochen sind, wenn von Richtern gesprochen wird.

#### **Art. 5 Unabhängigkeit**

Abs. 1 entspricht Art. 121 Abs. 1 KV.

Abs. 2 ist der wichtigste Ausfluss der richterlichen Unabhängigkeit und entspricht Art. 2 Abs. 2 BGG und Art. 93 GOG.

Es wurde darauf verzichtet, das sog. *Verbot des Berichtens*, das in verschiedenen Gerichtsorganisationsgesetzen statuiert ist (vgl. Art. 103 GOG-BE; § 129 GVG-ZH; vgl. ferner ROBERT HAUSER/ERHARD SCHWERI/KARL HARTMANN, Schweizerisches Strafprozessrecht, 6. Auflage, Basel/Genf/München 2005, § 27 N 5) ausdrücklich in den Entwurf aufzunehmen. Danach ist es verboten, den richterlichen Entscheid ausserhalb der prozessual vorgesehenen Formen direkt oder indirekt zu beeinflussen. Dieses Verbot ergibt sich auch ohne ausdrückliche Erwähnung. Das Gleiche gilt für die Regel, wonach sich die Richter bei der Entscheidungsfindung nicht von aussenstehenden Personen oder äusseren Umständen beeinflussen lassen; deshalb wurde auch auf die Aufnahme einer solchen Bestimmung verzichtet.

#### **Art. 6 Amtsdauer und Altersgrenze**

Abs. 1 entspricht Art. 121 Abs. 2 KV. Vorbehalten bleibt die Befugnis des Justizrats gemäss Art. 91 Abs. 1 Bst. d, in Ausnahmefällen für höchstens sechs Monate einen Richter zu ernennen.

Abs. 2 entspricht Art. 20<sup>bis</sup> GOG. Neu kann der Justizrat in Einzelfällen Ausnahmen gewähren. Diese Ausnahmen betreffen nicht das Richteramt als Ganzes, sondern nur die Weiterführung des Amtes in einzelnen Verfahren, insbesondere im Interesse der Verfahrensbeschleunigung und der Prozessökonomie.

Der Vorbehalt in Abs. 3 bezieht sich auf die Bestimmungen über das Amtsenthebungsverfahren und ergibt sich ebenfalls aus Art. 121 Abs. 2 KV. Damit wird klargestellt, dass die unbefristete Wahl unter dem Vorbehalt der Abberufungsmöglichkeit steht.

#### **Art. 7 Wohnsitzpflicht**

Abs. 1 entspricht Art. 9 RWAG. Die Gerichtspräsidenten müssen neu nicht mehr im Bezirk wohnhaft sein (vgl. Art. 69 Abs. 2 GOG); es genügt, wenn sie ihren Wohnsitz im Kanton haben. Für Gerichtsschreiber wird die Wohnsitzpflicht ganz abgeschafft.

Abs. 2 entspricht Art. 69 Abs. 4 GOG, wonach Beisitzer und Ersatzbeisitzer im Gerichtskreis, für den sie gewählt wurden, Wohnsitz haben müssen. Bei bezirkswise organisierten Gerichten (Bezirksgerichte, Friedensgerichte) müssen sie im Bezirk, bei anders organisierten Gerichten (Mietgericht) im entsprechenden Gerichtskreis Wohnsitz haben.

Abs. 3 sieht ausdrücklich die Möglichkeit vor, dass der Justizrat sie für eine beschränkte Zeit von der Wohnsitzpflicht dispensieren kann. Die Regel ist eine Verallgemeinerung von Art. 69 Abs. 3 GOG und soll eine flexible Handhabe der Wohnsitzpflicht erlauben; insbesondere sollen Interessierte für Richterstellen nicht durch eine starre Regel von der Kandidatur abgehalten oder ihre Wahl nur aus diesem Grund verunmöglicht werden. Damit ist auch gesagt, dass die Wohnsitzpflicht nicht im Zeitpunkt der Wahl erfüllt sein muss. Es genügt, wenn bei Amtsantritt Wohnsitz im Kanton besteht, wobei der Justizrat davon befristete Ausnahmen gewähren kann.

Im Übrigen ist die Wohnsitzpflicht zwar keine Wählbarkeitsvoraussetzung. Ihre Verletzung oder Nichterfüllung (z.B. nach Ablauf der Frist gemäss Abs. 2) stellt aber einen Abberufungsgrund dar (vgl. Art. 107 Abs. 1 Bst. c).

#### **Art. 8 Stellung**

Die Bestimmung will auf Berufsrichter als Grundsatz das Staatspersonalgesetz angewendet wissen. Auf nebenberufliche Richter ist das Staatspersonalgesetz von vornherein nicht anwendbar, da sie in dieser Funktion nicht in einem Anstellungsverhältnis zum Staat stehen; ihre Rechte und Pflichten ergeben sich insbesondere aus dem Justizgesetz selber.

Die Gleichschaltung der Berufsrichter mit dem übrigen Staatspersonal in allen Bereichen rechtfertigt sich aber nicht. Deshalb werden abweichende besondere Vorschriften vorbehalten, so wie sie etwa im Bereich der Ernennung oder Aufsicht im Entwurf selber enthalten sind oder sich auch aus anderen Gesetzen (z.B. betreffend Entschädigung) ergeben können. Die Bestimmung erscheint aufgrund seiner Klarstellungsfunktion als notwendig: Berufsrichter unterstehen dem Staatspersonalgesetz, soweit keine besondere Vorschrift zur Anwendung kommt oder ein anderes Gesetz auf sie Anwendung findet.

## 2. KAPITEL: Wahl

### Art. 9 Wählbarkeit: Im Allgemeinen

Die Bestimmung entspricht Art. 3 RWAG.

### Art. 10 Ausbildung

Die Bestimmung entspricht weitgehend Art. 4 RWAG. Grundsätzlich kommen als Kandidaten nur Inhaber eines Anwaltspatents in Betracht. Wenn aber eine hinreichende praktische Erfahrung besteht, können auch Personen ohne Anwaltspatent gewählt werden. Damit ist auch gesagt, dass bei Anwälten keine weiteren Nachweise von praktischen Kenntnissen verlangt wird.

Zu beachten ist, dass diese Bestimmung nicht auf die Oberamtspersonen anwendbar ist, auch wenn der Entwurf dies nicht ausdrücklich sagt.

### Art. 11 Verfahren: Grundsätze

Die Bestimmung entspricht inhaltlich Art. 5 RWAG.

### Art. 12 Aufgaben des Justizrats

Die Bestimmung entspricht Art. 6 RWAG, wobei Abs. 2 Art. 128 KV entspricht.

### Art. 13 Verfahren vor dem Grossen Rat

Die Bestimmung entspricht Art. 7 RWAG.

Die Regel von Art. 18 Abs. 1<sup>bis</sup> RWAG, wonach der Grosse Rat eine kollektive Wiederwahl vorsehen kann, wurde nicht übernommen, da nach dem Entwurf die Richter auf unbestimmte Zeit gewählt werden und daher keine Wiederwahlen bestehen.

### Art. 14 Eid oder feierliches Versprechen

Die Bestimmung entspricht Art. 8 RWAG.

## 3. KAPITEL: Unvereinbarkeit

### Art. 15 Gewaltenteilung

Die Bestimmung stützt sich auf Art. 87 Abs. 1 KV. Wie bisher wird nur Berufsrichtern (nicht aber auch nebenberuflichen Richtern) eine Grossrats- oder Staatsratsstätigkeit verboten.

Im Vorentwurf wurde als Variante vorgeschlagen, die Unvereinbarkeitsgrundsätze auf alle Richter, und nicht bloss auf Berufsrichter, auszudehnen. Damit wäre ausgeschlossen worden, dass Abgeordnete nebenberuflich ein Richteramt bekleiden könnten. Insbesondere der Justizrat, das Kantonsgericht und der Anwaltsverband sprachen sich gegen die Variante aus. Der Entwurf schliesst sich dieser Meinung an, weil sich das bisherige System bewährt hat, selbst wenn damit die Gewaltenteilung nicht in letzter Konsequenz vollzogen wird.

### Art. 16 Verwandtschaft

Die Bestimmung entspricht Art. 12 GOG, wobei präzisiert wird, dass diese Unvereinbarkeitsgründe Berufsrichter und nebenberufliche Richter als auch die Gerichtsschreiber betreffen. In Bst. a wird die Unvereinbarkeit zwischen Adoptiveltern und Adoptivkindern nicht mehr ausdrücklich erwähnt, weil sie ohnehin Verwandte in direkter Linie sind.

Neu ist Abs. 2. Die Unvereinbarkeitsgründe gemäss Abs. 1 gelten danach nicht nur bei Verhältnissen, die auf

eine eheliche Beziehung zweier Personen zurückgehen (Schwägerschaften im eigentlichen Sinn), sondern auch wenn dieselbe Beziehung auf einer faktischen Lebensgemeinschaft zweier Personen gründet. So bestünde nach diesem Abs. 2 auch eine Unvereinbarkeit zwischen den Geschwistern eines Konkubinatspaars (Abs. 1 Bst. h) oder zwischen dem Vater eines Konkubinatspartners und dem anderen Konkubinatspartner (Abs. 1 Bst. c). Die Regel ist notwendig, da in derartigen Konstellationen mangels Ehe keine Schwägerschaft im eigentlichen Sinn besteht.

Abs. 3 ist ebenfalls neu und betrifft den Fall, dass der Unvereinbarkeitsgrund nachträglich entsteht, z.B. wenn zwei Richter heiraten. Alsdann muss eine Person demissionieren, was primär durch die beteiligten Personen zu bestimmen ist. Ohne entsprechende Vereinbarung gilt die Alterspriorität, d.h. diejenige Person, die weniger lang im Amt ist, muss demissionieren.

### Art. 17 Unvereinbare Tätigkeiten

Abs. 1 und Abs. 2 verallgemeinert die Art. 47 bis 51a GOG. Abs. 3 ist neu.

Abs. 1 enthält den Grundsatz, dass alle Richter (auch nebenberufliche Richter) jede Tätigkeit zu unterlassen haben, die mit der richterlichen Unabhängigkeit und der Würde, dem Ansehen und der Integrität ihres Amtes unvereinbar ist. Insofern konkretisiert die Bestimmung auch den Grundsatz über die richterliche Unabhängigkeit (vgl. Art. 5).

Abs. 2 statuiert für alle Berufsrichter (somit auch für Berufsrichter im Teilzeitpensum, nicht aber für nebenberufliche Richter) das Verbot jeder anderen entgeltlichen Beschäftigung.

Abs. 3 regelt die Ausnahmen vom Verbot gemäss Abs. 2, also für entgeltliche Tätigkeiten, die nicht mehr nur geringfügig entschädigt werden. Solche Tätigkeiten können unter den verlangten Voraussetzungen (kein Nachteil für die Gerichtsverwaltung [vgl. Art. 52 Abs. 2 GOG] und keine Gefährdung der Unabhängigkeit der Justiz) erlaubt werden, müssen aber zwingend vom Justizrat genehmigt werden. Der Berufsrichter hat sich also vor Antritt der Tätigkeit um die Genehmigung des Justizrats zu bemühen. Der Justizrat entscheidet bei Berufsrichtern im *Vollzeitpensum* nach pflichtgemäßem Ermessen. Bei Berufsrichtern im *Teilzeitpensum* hingegen verfügt der Justizrat bei der Genehmigung der entgeltlichen Tätigkeit über kein Ermessen. Vielmehr hat der teilweise beschäftigte Berufsrichter einen veritablen *Anspruch auf Bewilligung* der Tätigkeit, freilich unter der Voraussetzung, dass der Gerichtsverwaltung kein Nachteil entsteht und die Unabhängigkeit der Justiz gewahrt bleibt. Auch die teilweise beschäftigten Berufsrichter haben also vor Antritt der entgeltlichen Tätigkeit um die Bewilligung des Justizrats zu ersuchen, damit einerseits der Justizrat überprüfen kann, ob die Voraussetzungen für die Bewilligung dieser Tätigkeit erfüllt sind, und andererseits der Justizrat über die Nebentätigkeiten der Teilzeitberufsrichter informiert ist.

Nicht von Abs. 2 und Abs. 3 betroffen sind die nebenberuflichen Richter. Für sie sind andere entgeltliche Tätigkeiten (in den Schranken des Abs. 1) ohne Weiteres erlaubt. Dies braucht vom Justizrat auch nicht speziell genehmigt zu werden.

Abs. 4 schliesslich ist eine Verallgemeinerung von Art. 4 Abs. 2 GOG.



#### 4. KAPITEL: Ausstand

##### Art. 18

Es wurde darauf verzichtet, die Ausstandsgründe in den Entwurf aufzunehmen. Für das Zivil- und Strafverfahren werden die Ausstandsgründe ohnehin abschliessend vom Bundesrecht geregelt. Weiter ist auch im Bundesrecht die Ausstandsfrage in den drei Prozessgesetzen BGG, ZPO und StPO zwar ähnlich, aber nicht in allen Punkten identisch geregelt, sodass auch eine kompakte, deklaratorische Wiedergabe des Bundesrechts nicht möglich ist. Deshalb begnügt sich Abs. 1 mit dem Hinweis, dass sich die Ausstandsgründe und das Ausstandsverfahren nach der anwendbaren Verfahrensordnung richten, also im Zivilverfahren nach der ZPO und im Strafverfahren nach der StPO.

Verzichtet wurde auf die Aufnahme einer Bestimmung, wonach sich die Ausstandsgründe auch auf die Gerichtsschreiber erstrecken, da Art. 47 ZPO und Art. 56 StPO auch die Gerichtsschreiber erfassen.

Abs. 2 und 3 regeln das Ausstandsverfahren für den Fall, dass der Ausstand bestritten wird. Diese Regeln sind insbesondere für das Zivilverfahren notwendig, weil die ZPO (vgl. Art. 50 Abs. 1 ZPO) die Frage offenlässt, welche kantonale Behörde im Streitfall über den Ausstand entscheidet. Art. 59 StPO sieht dagegen für das Strafverfahren entsprechende Regeln vor, weshalb sie ausdrücklich vorbehalten bleiben. Es handelt sich letztlich um eine Verallgemeinerung der Regeln von Art. 24 VRG.

#### III. TITEL: Interne Organisation der Gerichtsbehörden und Infrastruktur

##### Art. 19 Anzahl der Richterinnen und Richter und der Mitarbeitenden

Der Entwurf verzichtet darauf, die Anzahl Richterinnen und Richter festzulegen. Vielmehr wird die Anforderung gestellt, dass die Gerichte über genügend Personal verfügen müssen, damit sie die beiden gegenläufigen Ziele des Rechtsschutzes (sorgfältige Bearbeitung der Fälle und Erledigung innert angemessener Fristen) erfüllen können (Abs. 1).

Abs. 2 delegiert das Recht, die Anzahl der Richter zu bestimmen, an den Staatsrat. Von der Bestimmung werden alle Gerichtsbehörden erfasst, insbesondere auch das Kantonsgericht, die Staatsanwaltschaft und die Friedensgerichte, sofern der Entwurf selber die Anzahl Richter nicht festlegt.

Gemäss Abs. 3 steht das Recht, die Anzahl der übrigen Mitarbeitenden zu bestimmen, ebenfalls dem Staatsrat zu, wie dies bisher auch schon der Fall war (vgl. Art. 71 Abs. 2 und 3 sowie 75 Abs. 2 und 3 GOG).

In jedem Fall ist jeweils vor der Bestimmung der Anzahl Mitarbeitenden die betroffene Gerichtsbehörde sowie der Justizrat anzuhören, da sie am ehesten beurteilen können, wie viele Mitarbeitende für die sorgfältige und rasche Bewältigung der Arbeitslast nötig sind.

##### Art. 20 Sprache

Bei Richterwahlen ist auf eine angemessene Vertretung der Amtssprachen zu achten. Art. 4 Abs. 3 KGOG kennt eine entsprechende Regel für das Kantonsgericht, Art. 13 Abs. 4 KGOG gar für die einzelnen Gerichtshöfe des Kantonsgerichts. Es rechtfertigt sich, diese Regel zu

verallgemeinern für alle Gerichtsbehörden, die für einen zweisprachigen Gerichtskreis zuständig sind. Die Regel entspricht im Übrigen der bereits bestehenden Praxis im Kanton.

##### Art. 21 Richterinnen und Richter: Gerichtsverwaltung

Abs. 1 ist neu und statuiert die allgemeine Verantwortung der Berufsrichter für die Verwaltung ihres Gerichts.

Abs. 2 ist inhaltlich eine neue Regel. Sie gilt für Fälle, wo eine Gerichtsbehörde über mehrere Berufsrichter verfügt. Es wird festgehalten, dass sämtliche Berufsrichter einander gleichgestellt sind. Gleichwohl haben sie aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die administrativen Angelegenheiten (Vertretung nach aussen, Leitung der Sitzungen des Plenums) zu ernennen. Im Unterlassungsfall bestimmt der Justizrat die vorsitzende Person. Das Amt ist auf ein Jahr beschränkt; Wiederwahl ist möglich. Nicht ausgeschlossen wird mit dieser Bestimmung, dass gewisse Aufgaben nach Massgabe des Gerichtsreglements (Art. 29) auf andere Mitglieder des Gerichts (Berufsrichter oder Gerichtsschreiber) delegiert werden; nach aussen verantwortlich bleibt aber die vorsitzende Person.

Abs. 3 behält die besonderen Bestimmungen des Gesetzes oder der Organisationsreglemente für das Kantonsgericht bzw. die Staatsanwaltschaft vor. Insbesondere bei der Staatsanwaltschaft verfügt der Generalprokurator über bedeutend mehr Befugnisse als diejenigen eines bloss administrativ Vorsitzenden.

##### Art. 22 Stellvertretung

Diese Bestimmung übernimmt Art. 83 GOG mit inhaltlichen Änderungen.

Abs. 1 hält fest, dass jeder Berufsrichter über einen ordentlichen Stellvertreter verfügt. Damit ist gewährleistet und vor vornherein klargelegt, wer bei Verhinderung eines Berufsrichters (Krankheit, Urlaub, Ausstand usw.) sich primär um dessen Angelegenheiten kümmert.

Abs. 2 bestimmt, wer Stellvertreter sein kann. Die Stellvertretung kann Berufsrichter aus einem anderen Gerichtskreis sein, muss also nicht dem gleichen Gericht angehören (was gerade bei kleinen Gerichten auch gar nicht möglich wäre). Allerdings muss der Stellvertreter ein Berufsrichter der gleichen Gerichtsbehörde sein; der Entwurf bringt dies durch die Wendung «der betroffenen Gerichtsbehörde sämtlicher Gerichtskreise» zum Ausdruck. Als Stellvertreterin für den Gerichtspräsident des Bezirksgerichts der Glâne kann also wohl die Gerichtspräsidentin des Bezirksgerichts der Broye fungieren, hingegen nicht ein Friedensrichter oder ein Staatsanwalt. Voraussetzung ist nebst den fachlichen Kompetenzen insbesondere auch, dass die Stellvertretung der gleichen Sprache mächtig ist. Die Stellvertretung entspricht also von der Sache her dem heutigen Vize-Präsidenten-System.

Auch für die Friedensrichter stellte sich die Frage, ob die ordentliche Stellvertretung von einem Friedensrichter eines anderen Gerichtskreises wahrgenommen werden oder diese Aufgabe nicht vielmehr einem der Beisitzenden des betroffenen Friedensgerichts zukommen soll. Im Hinblick auf die angestrebte und vollzogene Professionalisierung der Friedensgerichte erscheint die im Entwurf gewählte Lösung angebrachter (vgl. auch Kommentar zu Art. 59).



Abs. 3 und 4 sind inhaltlich neu und regeln, was zu geschehen hat, wenn auch die ordentliche Stellvertretung ausfällt. Alsdann ist, wie bisher, auf informellem Weg aus den in Frage kommenden Berufsrichtern eine Stellvertretung zu suchen, subsidiär aus der Mitte der Ersatzrichter des Kantonsgerichts jemanden zu bestimmen und schliesslich eine ad-hoc-Ernennung vorzunehmen. Speziell ist vor allem, dass nicht die ordentliche Ernennungsbehörde (Grosser Rat) die ad-hoc-Bestellung vornimmt, sondern der Justizrat. Die Verfahrensverkürzung und Kompetenzbeschneidung des Grossen Rats rechtfertigt sich, da damit das schwerfällige parlamentarische Verfahren gerade in dringenden Fällen nicht angehoben werden muss.

#### **Art. 23 Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber: Aufgaben**

Abs. 1 und 2 sind neue Regeln, die gegenwärtig wohl befolgt werden, aber nirgends ausdrücklich Erwähnung finden. Nicht als Gerichtsbehörde gilt und keinen Gerichtsschreiber braucht die Oberamtsperson. Kein Gerichtsschreiber muss mitwirken bei prozessleitenden Verfügungen (Instruktionsmassnahmen, Vorladungen, Fristerstreckungen u.ä.), die keinen Aufschub dulden oder wo der Beizug des Gerichtsschreibers unangemessen wäre. Wo immer aber Entscheide einer schriftlichen Begründung bedürfen könnten (insbesondere auch bei Zwischenentscheiden), hat ein Gerichtsschreiber mitzuwirken. Vorbehalten bleiben ferner die gesetzlichen Ausnahmen, da ohne Gerichtsschreiber entschieden wird.

Abs. 3 entspricht im Wesentlichen Art. 85 Abs. 2 GOG.

#### **Art. 24 Stellung**

Abs. 1 ist neu. Es handelt sich um eine Verallgemeinerung von Art. 8 Abs. 1 Satz 2 KGOG, wo für das Kantonsgericht ausdrücklich die Anforderung gestellt wird, dass Gerichtsschreiber Juristen sein müssen.

Abs. 2 entspricht Art. 85 Abs. 3 GOG.

Abs. 3 erlaubt es der Gerichtsbehörde, einen Chef-Gerichtsschreiber zu bezeichnen.

Abs. 4 hält fest, dass das Kantonsgericht, wie bisher (vgl. Art. 8 KGOG), über Gerichtsschreiber-Berichterstatter verfügt.

#### **Art. 25 Entgeltliche Tätigkeiten**

Die Bestimmung ist im Zusammenhang mit Art. 17 zu lesen, wo Berufsrichtern entgeltliche Tätigkeiten verboten werden. Es wird festgehalten, dass Gerichtsschreiber auch als Berufsrichter (und erst recht auch als nebenberufliche Richter) amten können und insofern keine Unvereinbarkeit zwischen den beiden Tätigkeiten besteht. Immerhin ist von der Ernennungsbehörde zu fordern, dass sie bei der Einsetzung eines Gerichtsschreibers als Berufsrichter die Wahrscheinlichkeit und Häufigkeit von Ausstandssituation sorgfältig abwägt; ein Unvereinbarkeitsgrund liegt aber nicht vor.

Im Übrigen unterstehen die Gerichtsschreiber dem Staatspersonalgesetz. Nach dessen Vorschriften bestimmt sich demnach die Zulässigkeit einer anderen entgeltlichen Tätigkeit (vgl. insbesondere Art. 67 StPG). Sie unterstehen also insbesondere nicht der Ordnung von Art. 17.

#### **Art. 26 Verhinderung aller Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber**

Die Bestimmung entspricht Art. 86 GOG.

#### **Art. 27 Weibellinnen und Weibel**

Die Bestimmung entspricht weitestgehend Art. 87 GOG, wobei die Gerichtsbehörden nicht zwingend über Weibel verfügen müssen.

#### **Art. 28 Anstellung des Personals**

Abs. 1 entspricht Art. 20 Abs. 1 GOG.

Abs. 2 entspricht Art. 8 Abs. 2 KGOG.

Abs. 3 ist eine Abweichung von Art. 25 GOG. Letztere Bestimmung sah die Vereidigung durch die Oberamtsperson vor, was nicht mehr zeitgemäss erscheint.

#### **Art. 29 Organisationsreglement**

Die Bestimmung übernimmt Art. 92 GOG. Allerdings hat die Gerichtsbehörde ihr Reglement selber zu erlassen und nur im Unterlassungsfall interveniert das Kantonsgericht ersatzweise. In der Kommission wurde diskutiert, ob diese Aufgabe dem Justizrat oder dem Kantonsgericht zukommen soll. Die Kommission erörterte insbesondere, ob es angemessen und unbedenklich ist, wenn das Kantonsgericht gleichzeitig Aufsichtsbehörde und Rekursbehörde über die unteren Gerichte ist, und in seiner Eigenschaft als Aufsichtsbehörde den unteren Behörden Weisungen erteilt und ersatzweise Reglemente erlässt, zumal im Kanton mit dem Justizrat eine eigens mit der Aufsicht betraute Behörde zur Verfügung steht. Die bisherige Lösung gemäss Art. 92 und 94 GOG wurde vorgezogen, da das Kantonsgericht aufgrund seiner Tätigkeit über die notwendige Nähe zu den unteren Gerichten verfügt.

#### **Art. 30 Infrastruktur**

Die Bestimmung fasst im Wesentlichen die Art. 122–130 GOG zusammen.

Abs. 1 bestimmt, dass es Aufgabe des Staats ist, der Justiz die notwendigen Infrastrukturanlagen zur Verfügung zu stellen oder deren Kosten zu übernehmen. Neu ist, dass dies in der alleinigen Verantwortung des Kantons (und nicht mehr der Gemeinden; vgl. Art. 123 und 129 GOG) steht. Es wird darauf verzichtet, wie im bisherigen GOG auch die Fragen der Beleuchtung, Heizung sowie anderer Nebenkosten und das Büromaterial der Gerichte ausdrücklich zu erwähnen (vgl. Art. 122, 125 GOG), da mit der Wendung «Infrastruktur und Mittel» hinreichend klar gesagt wird, dass der Staat für die gesamte Justizverwaltung aufzukommen hat.

Abs. 2 orientiert sich an Art. 123 GOG und verpflichtet die Gemeinden, gegebenenfalls ihre Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen. Neu ist, dass von den Gemeinden nicht nur Räumlichkeiten verlangt werden können (vgl. Art. 123 GOG), sondern generell Grundstücke und insbesondere auch noch unbebautes Gemeindeland. Möglich ist dies nur «bei Bedarf», wenn also keine andere angemessene Lösung vorhanden ist.

In jedem Fall vorbehalten bleibt und nicht speziell erwähnt wird das Enteignungsrecht des Staats. Die Wendung «bei Bedarf» Abs. 2 verdeutlicht immerhin, dass der Staat nicht zur Enteignung von Privatpersonen schreiten soll, wenn eine Gemeinde über angemessene Räumlichkeiten oder Liegenschaften verfügt.

Die Gemeinden sind nicht verpflichtet, die Räumlichkeiten in Miete zu überlassen. Sofern sich Gemeinde und Kanton verständigen, ist auch ein Verkauf oder eine Bau-

rechtseinräumung durchaus möglich. Auf eine ausdrückliche entsprechende Vorschrift wird verzichtet.

Nicht übernommen wurde Art. 125 GOG, da er schon in Abs. 1 mit «Infrastruktur und Mittel» genügend erfasst wird, Art. 126 GOG, da Gefängnisse einerseits gar nicht die Gerichtsorganisation betreffen und andererseits schon hinreichend geregelt sind (vgl. insbesondere Erlasse unter SGF 341), und Art. 129 f. GOG, da neu die Gemeinden die Verantwortung für die notwendigen Infrastrukturanlagen der Gerichtsbehörden nicht tragen.

## **IV. TITEL: Zuständigkeit der Gerichtsbehörden**

### **1. KAPITEL: Gerichtskreise**

Der Entwurf behält die bisherigen Gerichtskreise bei. Geprüft wurde, ob die Strafgerichtsbarkeit zentralisiert und sich auf das ganze Kantonsgebiet erstrecken soll. Dieser Schritt hätte sich gerechtfertigt, da sich der Tätigkeitsbereich der übrigen Strafverfolgungsbehörden (Staatsanwaltschaft, Zwangsmassnahmengericht, Strafabteilungen des Kantonsgerichts, Jugendstrafgericht) auch auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt und mit der Einführung eines kantonal erstinstanzlichen Strafgerichts auch der Bedarf an einem Wirtschaftsstrafgericht schwinden und deshalb dessen Aufhebung vorgeschlagen werden könnte. Aufgrund der Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens wird aber auf diese Neuerung verzichtet.

Nicht ausgeschlossen wird damit, dass später die gerichtliche Gebietsaufteilung neu beurteilt wird, insbesondere im Zusammenhang mit einer allfälligen Umorganisation der Verwaltungsbezirke. Tatsächlich erscheint es sowohl politisch als auch von der Sache her sachgemässer, die Arbeiten über die zukünftigen Verwaltungsbezirke durch eine neue Gerichtsorganisation nicht vorwegzunehmen und die erstinstanzlichen Gerichtskreise von den Verwaltungsbezirken vorderhand nicht zu entkoppeln.

#### **Art. 31 Grundsatz**

Abs. 1 bestimmt als Grundsatz, dass eine Gerichtsbehörde immer bezirksmässig organisiert ist, sofern es nicht ausdrücklich anders vorgesehen ist.

Die Aufzählung der Bezirke in Abs. 2 folgt dem Beispiel im Gesetz über die Zahl und den Umfang der Verwaltungsbezirke (SGF 112.5).

Abs. 3 stellt (in Ergänzung zu Abs. 1) klar, welche Gerichtsbehörden bezirkswise organisiert sind. Es sind dies die Bezirks- und Friedensgerichte.

Abs. 4 verallgemeinert und modifiziert die Regel von Art. 73 Abs. 1<sup>bis</sup> GOG. Verallgemeinert wird dahin gehend, dass die Regel für alle bezirkswise zuständigen Gerichte gilt, also auch für die Bezirksgerichte, und nicht – wie bisher – nur für Friedensgerichte. Modifiziert wird die Regel insofern, als die Abhaltung von Gerichtssitzungen an einem anderen Ort als am Gerichtssitz stets im Kompetenzbereich der Verfahrensleitung liegt und demnach nicht mehr der Genehmigung durch das Kantonsgericht bedarf.

#### **Art. 32 Kantonsgebiet**

Die Bestimmung zählt (als Gegenbestimmung zu Art. 31) diejenigen Gerichtsbehörden auf, die kantonsweise organisiert sind, deren Gerichtsbarkeit sich also auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt.

#### **Art. 33 Mietgerichte**

Die Regel entspricht dem jetzigen Recht und insbesondere Art. 1 MGG.

## **2. KAPITEL: Kantonsgericht**

### **Art. 34 Zuständigkeit**

Abs. 1 entspricht Art. 124 Abs. 1 KV (vgl. auch Art. 1 Abs. 1 KGOG).

Abs. 2 präzisiert, dass der Rechtsmittelweg im Kanton Freiburg grundsätzlich immer letztlich ans Kantonsgericht führt. Das Kantonsgericht muss nicht immer erste Rechtsmittelinstanz sein, ist aber grundsätzlich immer letzte Rechtsmittelinstanz. Ausgenommen sind nur diejenigen Fälle, wo ein Weiterzug gesetzlich ausgeschlossen wird. Abs. 2 entspricht Art. 124 Abs. 2 KV (vgl. auch Art. 1 Abs. 2 KGOG), soweit verwaltungsrechtliche Streitigkeiten betroffen sind. Abs. 2 gilt aber auch für Straf- und Zivilverfahren, wo der Rechtsmittelweg immer ans Kantonsgericht führt, soweit die StPO oder die ZPO (oder andere Bundesgesetze, z.B. das SchKG) den Weiterzug nicht ausschliessen.

Abs. 3 stellt klar, dass das Kantonsgericht nicht nur Rechtsmittelinstanz ist. Immer wo die Gesetzgebung, insbesondere das Bundesrecht eine einzige kantonale Instanz vorsieht, ist das Kantonsgericht zuständig.

### **Art. 35 Gerichtsbarkeit und Sitz**

Die Bestimmung entspricht Art. 3 KGOG.

### **Art. 36 Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter**

Die Bestimmung entspricht Art. 4 KGOG. Die Regel von Art. 4 Abs. 3 KGOG wird in Art. 20 für alle zweisprachigen Gerichtsbehörden verallgemeinert und deshalb in dieser Bestimmung nicht ausdrücklich nochmals erwähnt.

### **Art. 37 Präsidium und Vizepräsidium**

Die Bestimmung entspricht Art. 5 und 6 KGOG. Vgl. auch Art. 17 GOG und 124 KV.

### **Art. 38 Generalsekretärin oder Generalsekretär**

Die Bestimmung entspricht Art. 7 KGOG. Da die administrativen Aufgaben künftig von der Generalsekretärin oder dem Generalsekretär übernommen werden, gibt es die Funktion der Chefgerichtsschreiberin bzw. des Chefgerichtsschreibers nicht mehr.

### **Art. 39 Gesamtgericht**

Die Bestimmung entspricht Art. 10 KGOG.

### **Art. 40 Verwaltungskommission**

Die Bestimmung entspricht Art. 11 KGOG.

### **Art. 41 Abteilungen und Abteilungspräsidium**

Die Bestimmung entspricht Art. 12 KGOG.

### **Art. 42 Gerichtshöfe: Bestimmung**

Die Bestimmung entspricht weitgehend Art. 13 KGOG.

### **Art. 43 Tätigkeit**

Die Bestimmung entspricht Art. 14 KGOG.

#### **Art. 44 Präsidialentscheid**

Die Bestimmung entspricht Art. 15 KGOG.

#### **Art. 45 Entscheide**

Die Bestimmung entspricht Art. 16 KGOG.

#### **Art. 46 Einheitliche Rechtsprechung**

Die Bestimmung entspricht Art. 19 KGOG.

In Abs. 2 wird neu auch den Abteilungen des Kantonsgerichts die Befugnis verliehen, einen für die Abteilung verbindlichen Grundsatzentscheid zu treffen, wenn die zu entscheidende Frage nur diese Abteilung (und nicht das gesamte Kantonsgericht) betrifft.

#### **Art. 47 Öffentlichkeit der Urteile**

Die Bestimmung entspricht Art. 20 KGOG.

#### **Art. 48 Reglement des Gerichts**

Die Bestimmung entspricht Art. 21 KGOG.

### **3. KAPITEL: Zivilrechtspflege**

Die Organisation der Zivilrechtspflege bleibt weitestgehend unverändert, mit Ausnahme der Anpassungen, die aufgrund der ZPO nötig werden. Das bedeutet freilich nicht, dass eine Neugestaltung der Zivilrechtspflege nicht geprüft worden wäre. Tatsächlich wurden drei Neuerungen ins Auge gefasst, deren zwei schliesslich verworfen worden sind. Im Einzelnen:

Geprüft wurde die Idee, als ordentliche Zivilgerichtsbehörde ein Einzelgericht vorzusehen, also den Gerichtspräsidenten losgelöst vom Streitwert und ohne Beizug von Beisitzenden immer allein entscheiden zu lassen. Damit wäre das Zivilgericht abgeschafft worden. Dieses Modell, wo die Zivilgerichtsbarkeit von einem Einzelrichter wahrgenommen wird und keine ordentlichen Zivilgerichte bestehen, kennt insbesondere der Kanton Bern (vgl. Art. 2 ff. ZPO-BE). Diesem Einzelrichtermodell liegt die Überlegung zugrunde, dass in zahlreichen Zivilrechtsstreitigkeiten komplexe juristische Fragestellungen gelöst werden müssen und der Beitrag der Beisitzenden eher bescheiden ausfällt. Zudem kann im Einzelrichterverfahren tendenziell schneller und günstiger entschieden werden als in Dreierbesetzung. Für den Kanton Freiburg wurde diese Idee schliesslich verworfen.

Geprüft wurde weiter die Einführung eines Handelsggerichts, das als Abteilung des Kantonsgerichts handelsrechtliche Streitigkeiten als erste und einzige Instanz im Kanton beurteilt. Die Kommission stand dem Vorhaben kritisch gegenüber. Auch diese Neuerung wurde letztlich verworfen.

Schliesslich wurde die Einrichtung von Familiengerichten erörtert. Das Institut wird in der Schweiz, soweit erkennbar, ein Novum darstellen. Kennzeichnend ist, dass die beiden Beisitzenden spezialisierte Fachrichter sind und das Gericht in allen Fällen, wo Kinderbelange betroffen sind, zuständig ist. Nicht zuletzt aufgrund der praktischen Bedeutung familienrechtlicher Streitigkeiten wird dieses Institut im Entwurf vorgeschlagen.

#### **Art. 49 Zivilgericht**

Wie bisher (vgl. Art. 143 f. GOG) ist das Zivilgericht die ordentliche Gerichtsbehörde in zivilrechtlichen Angelegenheiten. Soweit nicht die Zuständigkeit einer anderen

Behörde vorgesehen ist, ist das Zivilgericht zuständig. Es besteht also eine Kompetenzvermutung zugunsten des Zivilgerichts.

#### **Art. 50 Einzelgericht**

Die Zuständigkeit des Zivilgerichts rechtfertigt sich nicht in allen Fällen. Wie bisher ist daher bei geringem Streitwert (vgl. Art. 139 GOG), oder wo eine schnelle Entscheidungsfindung angebracht ist, die Zuständigkeit des Bezirksgerichtspräsidenten vorgesehen. Im Unterschied zur bisherigen Regelung werden die Kompetenzen des Einzelgerichts nicht mehr grundsätzlich nur nach dem Streitwert bestimmt, sondern anders umschrieben. Zuständig ist das Einzelgericht im vereinfachten Verfahren nach Art. 243 ff. ZPO (Abs. 1 Bst. a), im summarischen Verfahren nach Art. 248 ff. ZPO (Abs. 1 Bst. b) sowie in anderen Fällen, wo das Gesetz dies vorsieht (Abs. 1 Bst. c). Wann das vereinfachte oder summarische Verfahren Anwendung findet, bestimmt die Bundesgesetzgebung.

Das vereinfachte Verfahren gilt insbesondere bis zu einem Streitwert von 30 000 Franken (Art. 243 Abs. 1 ZPO). Damit wird indirekt die Zuständigkeit des Einzelgerichts von einem Streitwert von 8000 Franken auf 30 000 Franken erhöht. Diese Erhöhung rechtfertigt sich, denn auch bei der Revision des Bundesgerichtsgesetzes wurde die Streitwertgrenze in Anpassung an die Teuerung von 8000 Franken auf 30 000 Franken erhöht (vgl. Art. 74 Abs. 1 Bst. b BGG; vgl. dazu etwa PETER KARLEN, Das neue Bundesgerichtsgesetz, Basel 2006, S. 43).

Wann das summarische Verfahren zur Anwendung kommt, bestimmt das Bundesrecht abschliessend (vgl. Art. 248 ZPO). Es betrifft zu einem grossen Teil Fälle, in denen auch bisher die Zuständigkeit des Bezirksgerichtspräsidenten gegeben war. Insbesondere ergehen im summarischen Verfahren und fallen damit in die Zuständigkeit des Einzelgerichts Entscheide über vorsorgliche Massnahmen (Art. 248 Bst. d ZPO) und die unentgeltliche Rechtspflege (Art. 119 Abs. 3 ZPO) sowie das Vollstreckungsverfahren (Art. 339 Abs. 2 ZPO). Der Entwurf selber präzisiert, dass der Gerichtspräsident bei Angelegenheiten des summarischen Verfahrens auch dann zuständig ist, wenn in der Hauptsache das Zivilgericht zuständig wäre. Wenn also beispielsweise in einem Prozess das Zivilgericht zuständig ist und während des Verfahrens der Erlass vorsorglicher Massnahmen beantragt wird, entscheidet der Bezirksgerichtspräsident über diese Massnahmen, und nicht das in der Hauptsache zuständige Zivilgericht.

Auch das Schlichtungsverfahren (Art. 197 ff. ZPO) fällt in die Zuständigkeit des Einzelgerichts, da der Entwurf selber diese Zuständigkeit vorsieht (Art. 60 i.V.m. 50 Abs. 1 Bst. c).

Indem sich die Zuständigkeit des Einzelgerichts allein nach dem anwendbaren Verfahren (Abs. 1 Bst. a und b) bestimmt, entscheidet im Ergebnis das Bundesrecht, wann das Einzelgericht und wann das Zivilgericht zuständig ist. Der Vorteil für die Rechtsuchenden und die Rechtsanwender ist, dass sie sich grundsätzlich keine weiteren Gedanken über die Zuständigkeit mehr zu machen brauchen, sobald feststeht, welches Verfahren (ordentliches, vereinfachtes, summarisches Verfahren) anwendbar ist.

Der Vorbehalt in Abs. 2 macht klar, dass die Zuständigkeitsabgrenzung zwischen Gesamtgericht und Präsident



im Bereich der Arbeits- und Mietgerichtsbarkeit anderen Regeln folgt (vgl. Art. 54 Abs. 2 und 56 Abs. 2).

#### **Art. 51 Kantonsgericht: Weiterziehungsinstanz**

Die Bestimmung entspricht Art. 147 GOG. Es wird nur bestimmt, dass das Kantonsgericht Rechtsmittelinstanz ist. Ob ein kantonales Rechtsmittel tatsächlich gegeben ist, bestimmt sich dagegen nach dem anwendbaren Verfahrensrecht, insbesondere nach der ZPO.

#### **Art. 52 Kantonsgericht: Als einzige Instanz**

Abs. 1 findet seine Grundlage in Art. 149 Abs. 3 GOG, wurde aber an die ZPO angepasst.

Abs. 2 entspricht Art. 149 Abs. 5 GOG.

Abs. 3 gewährleistet, dass wie bisher ein Einzelrichter des Kantonsgerichts bei Direktprozessen die summarischen Verfahren (insbesondere vorsorgliche Massnahmen) führt, und nicht der gesamte Appellationshof dafür bemüht werden muss. Es geht letztlich darum, dass die Regel von Art. 50, welcher einzelrichterliche Kompetenzen vor Bezirksgerichten vorsieht, auch bei Direktprozessen vor Kantonsgericht gilt.

#### **Art. 53 Familiengericht**

Neu wird im Entwurf die Einführung eines Familiengerichts vorgeschlagen. Es zeichnet sich organisatorisch dadurch aus, dass es Teil des Bezirksgerichts ist und von einem Bezirksgerichtspräsidenten geleitet wird. Vom ordentlichen Zivilgericht unterscheidet es sich dadurch, dass sich die Beisitzenden durch besondere Kenntnisse im Bereich der Kinderpsychologie, Kindererziehung oder Sozialarbeit ausweisen, also Fachrichter sind (Abs. 4). Zuständig ist das Familiengericht immer, wenn in einer Angelegenheit auch Kinderbelange betroffen sind. Es entscheidet auch in Fällen des vereinfachten Verfahrens (Art. 243 ff. ZPO) und des summarischen Verfahrens (Art. 248 ff. ZPO). Bezieht sich eine Streitigkeit auch auf Punkte, die nicht Kinderbelange betreffen, so entscheidet es über den gesamten Rechtsstreit (Abs. 1).

Die Errichtung eines Familiengerichts wurde durch eine Volksmotion des Vereins *Mouvement de la condition Paternelle Fribourg* beantragt. Eine im Anschluss an die Einreichung der Volksmotion durchgeführte Konsultation bei betroffenen Stellen fiel durchgezogen aus.

Die Vorteile eines Familiengerichts sind darin zu erkennen, dass bereits das in Frage stehende Interesse (Kinderbelange) die Schaffung eines solchen Spezialgerichts rechtfertigt, wo pluridisziplinäre Kompetenzen vorhanden sind. Auch kann dadurch verhindert werden, dass Stellungnahmen von externen Stellen oder Gutachten eingeholt werden müssen, was wiederum der Verfahrensbeschleunigung dient. Letztlich wird damit auch dem Kindeswohl, das leitender Gesichtspunkt im gesamten Kindesrecht ist, besser entsprochen.

Im Vernehmlassungsverfahren wurde die Schaffung eines Familiengerichts ganz mehrheitlich negativ aufgenommen. Als Nachteile wurde insbesondere darauf hingewiesen, dass bei Kinderbelangen gerade die ersten Entscheidung regelmässig im Rahmen von provisorischen oder gar superprovisorischen Verfahren getroffen werden und danach die Hauptsache präjudizieren. Die Zuständigkeit eines Gesamtgerichts in solchen Fällen vorzusehen, würde in diesen Angelegenheiten, wo rasches Handeln geboten ist, zu Verzögerungen führen. Auch wird in Abrede ge-

stellt, dass durch Fachrichter auf Abklärungen von Fachstellen oder auf die Einholung von Gutachten verzichtet werden kann. Zudem werden Zweifel geäussert, ob in allen Bezirken die notwendige Anzahl an fachkompetenten Personen überhaupt gefunden werden können. Die nötigen pluridisziplinären Fähigkeiten könnten sich die Beisitzenden zudem ohne Weiteres in Kursen aneignen. Schliesslich wird grundsätzlich bezweifelt, dass ein Spezialgericht *per se* «richtiger» entscheidet.

Trotz dieser geäusserten Bedenken unterstützt der Staatsrat die Einführung eines Familiengerichts. Wohl werden gegenwärtig Kinderbelange in vielen Punkten privilegiert behandelt. Der Staatsrat ist aber der Überzeugung, dass Kinderbelange eine darüber hinausgehende Beachtung verdienen. Dies gilt umso mehr, da Kinderbelange quantitativ einen grossen Teil der zivilrechtlichen Streitigkeiten ausmachen, gewichtige persönliche und familiäre Interessen zur Diskussion stehen und nebst besonderer Fachkompetenzen auch viel Fingerspitzengefühl gefragt sind. Angesichts der Notwendigkeit, in solchen Fällen rasch die richtigen Entscheide treffen zu können, drängt sich die Einführung eines Gerichts mit Fachkompetenzen auf.

#### **Art. 54 Arbeitsgericht: Zuständigkeit**

Die Bestimmung entspricht Art. 25 GGG. Präzisiert wird lediglich, dass das Arbeitsgericht erstinstanzlich entscheidet. Neu ist ferner die Bezeichnung des Sondergerichts in deutscher Sprache: Während «*Tribunal des prud'hommes*» auf Französisch gängig ist, erscheint der Begriff «*Gewerbegericht*» auf Deutsch eher aussergewöhnlich oder gar missverständlich, weshalb neu von «*Arbeitsgericht*» gesprochen wird.

Geprüft wurde, inwiefern die einzelrichterlichen Zuständigkeiten beibehalten werden sollen. Im Vernehmlassungsverfahren wurde als Variante die Anpassung des Streitwerts auf 30 000 Franken vorgeschlagen, was angesichts der Teuerung und auch der Erhöhung der Kompetenzen des Bezirksgerichtspräsidenten als gerechtfertigt erschien. Als weitere Variante wurde vorgeschlagen, dass auf die präsidialen Befugnisse im Bereich der Arbeitsgerichtsbarkeit gänzlich verzichtet wird, um die Streitparteien auch bei tiefen Streitwerten in den Genuss der paritätischen Rechtsprechung zukommen zu lassen. Im Vernehmlassungsverfahren wurde indes grossmehrheitlich die bisherige Regel von Art. 29 GGG unterstützt, wonach der Arbeitsgerichtspräsident bis zu einem Streitwert von 8000 Franken zuständig ist. Der Staatsrat schlägt daher die Beibehaltung der bisherigen Rechtslage vor.

Neu ist, dass die obere Streitwertgrenze von Art. 26 Abs. 3 GGG aufgegeben wird. Das Arbeitsgericht ist also auch bei Streitwerten über 30 000 Franken zuständig. Allerdings können nur Verfahren bis zu einem Streitwert von 30 000 Franken kostenlos sein (Art. 114 Bst. c ZPO); die Erweiterung der Zuständigkeit des Arbeitsgerichts impliziert also nicht auch eine Erweiterung der Kostenlosigkeit des arbeitsrechtlichen Verfahrens bei Streitigkeiten mit einem höheren Streitwert.

#### **Art. 55 Zusammensetzung und Arbeitsweise**

Abs. 1 entspricht Art. 1 Abs. 1 GGG. Auf die Erwähnung des Vize-Arbeitsgerichtspräsidenten wird verzichtet, da sich dies aus der allgemeinen Bestimmung über die Stellvertretung (Art. 22) ergibt.



Abs. 2 ist neu. Die Wahl des Arbeitsgerichtspräsidenten erfolgt nach dem allgemeinen Wahlmodus für Richter (Art. 103 Abs. 1 Bst. e und 128 KV). Dem Präsidenten des Spezialgerichts kommt in einem sozial derartig sensiblen Bereich eine doch entscheidende Bedeutung zu, weshalb er vom Parlament gewählt werden soll. Klargestellt wird, dass auch Bezirksgerichtspräsidenten als Arbeitsgerichtspräsidenten gewählt werden können. Verworfen wird damit der Vorschlag, dass der Bezirksgerichtspräsident automatisch auch als Arbeitsgerichtspräsident amten soll und dass bei mehreren Bezirksgerichtspräsidenten diese nach ihrem internen Reglement den Arbeitsgerichtspräsidenten aus ihrer Mitte selbst bestimmen.

Aus Art. 25 ergibt sich zudem, dass auch Gerichtsschreiber zu Arbeitsgerichtspräsidenten gewählt werden können.

Abs. 3 entspricht Art. 7 Abs. 1 GGG.

Abs. 4 entspricht Art. 1 Abs. 2 und 3 GGG.

#### **Art. 56 Mietgericht: Zuständigkeit**

Abs. 1 entspricht Art. 21 MGG. Präzisiert wird lediglich, dass das Mietgericht erstinstanzlich entscheidet.

Geprüft wurde, inwiefern die einzelrichterlichen Zuständigkeiten beibehalten werden sollen. Im Vernehmlassungsverfahren wurde als Variante die Anpassung des Streitwerts auf 30 000 Franken vorgeschlagen, was angesichts der Teuerung und auch der Erhöhung der Kompetenzen des Bezirksgerichtspräsidenten als gerechtfertigt erschien. Als weitere Variante wurde vorgeschlagen, dass auf die präsidialen Befugnisse im Bereich der Mietgerichtsbarkeit gänzlich verzichtet wird, um die Streitparteien auch bei tiefen Streitwerten in den Genuss der paritätischen Rechtsprechung zukommen zu lassen. Tatsächlich gibt es im Mietrecht Streitigkeiten, wo typischerweise kaum einmal die Streitwertgrenze erreicht wird (z.B. Streitigkeiten über Nebenkosten) und daher die Streitsache auch nie vor das paritätisch zuständige Gericht gebracht werden kann. Im Vernehmlassungsverfahren wurde indes grossmehrheitlich die bisherige Regel von Art. 22 MGG unterstützt, wonach der Mietgerichtspräsident bis zu einem Streitwert von 8000 Franken sowie in Ausweisungsverfahren zuständig ist. Der Staatsrat schlägt daher die Beibehaltung der bisherigen Rechtslage vor.

#### **Art. 57 Zusammensetzung und Arbeitsweise**

Abs. 1 entspricht Art. 2 Abs. 1 und 13 MGG. Auf die Erwähnung des Vize-Mietgerichtspräsidenten wird verzichtet, da sich dies aus der allgemeinen Bestimmung über die Stellvertretung (Art. 22) ergibt.

Abs. 2 ist neu. Die Wahl des Mietgerichtspräsidenten erfolgt nach dem allgemeinen Wahlmodus für Richter (Art. 103 Abs. 1 Bst. e und 128 KV). Dem Präsidenten des Spezialgerichts kommt in einem sozial derartig sensiblen Bereich eine doch entscheidende Bedeutung zu, weshalb er vom Parlament gewählt werden soll. Klargestellt wird, dass auch Bezirksgerichtspräsidenten als Mietgerichtspräsidenten gewählt werden können. Verworfen wird damit der Vorschlag, dass der Bezirksgerichtspräsident automatisch auch als Mietgerichtspräsident amten soll und dass bei mehreren Bezirksgerichtspräsidenten diese nach ihrem internen Reglement den Mietgerichtspräsidenten aus ihrer Mitte selbst bestimmen.

Aus Art. 25 ergibt sich zudem, dass auch Gerichtsschreiber zu Mietgerichtspräsidenten gewählt werden können.

Abs. 3 und 4 entsprechen Art. 2 Abs. 2 und Art. 7 MGG.

#### **Art. 58 Friedensgericht: Zuständigkeit**

Abs. 1 bestimmt ausdrücklich, dass das Friedensgericht die Vormundschaftsbehörde ist.

Abs. 2 entspricht Art. 138 GOG. Der Vorbehalt hält fest, dass einzelne Aufgaben durch Gesetz auch dem Friedensrichter übertragen werden können, dass also nicht immer das gesamte Gericht tätig werden muss. Die Regel entspricht ihrem Inhalt nach Art. 136 GOG.

#### **Art. 59 Zusammensetzung und Arbeitsweise**

Abs. 1 entspricht Art. 5 Abs. 1 GOG.

Abs. 2 entspricht Art. 5 Abs. 2 GOG.

Im Vernehmlassungsverfahren wurden für die Bestimmung der Stellvertretung des Friedensrichters zwei Varianten vorgeschlagen. Nach dem Hauptvorschlag hätte die Stellvertretung des Friedensrichters sich nach der allgemeinen Regel von Art. 22 richten sollen. Der Stellvertreter müsste danach aus dem Kreis der anderen Friedensrichter gewählt werden. Als Variante wurde vorgeschlagen, dass der Stellvertreter des Friedensrichters aus dem Kreis der Beisitzenden des betroffenen Friedensgerichts gewählt wird. Dies hätte gegenüber der allgemeinen Regel den Vorteil, dass der Beisitzer regelmässig bereits Aktenkenntnis hat. Der Nachteil dieser Variante ist, dass kein Berufsrichter, der über entsprechende Erfahrung in der Verfahrensleitung hat, die Stellvertretung im Fall der Verhinderung des Friedensrichters wahrnimmt. Insbesondere die konsultierten Friedensrichter sprachen sich für den Hauptvorschlag aus, wonach sich die Stellvertretung nach der allgemeinen Regel von Art. 22 bestimmen soll, weshalb der Entwurf diesem folgt.

#### **Art. 60 Schlichtungsbehörde: Grundsatz**

Die ZPO sieht einen grundsätzlich obligatorischen Schlichtungsversuch vor. Bei der Umsetzung der ZPO müssen die Kantone bestimmen, ob der Schlichtungsversuch vor der erkennenden Behörde selbst erfolgt oder ob eine davon unabhängige Schlichtungsstelle diese Aufgabe wahrnimmt. Nach dem Entwurf wird der Schlichtungsversuch vor dem Bezirksgerichtspräsidenten des in der Sache zuständigen Gerichts durchgeführt, und nicht vor einer externen Behörde (z.B. Friedensgericht). Begründet ist dies, weil der Schlichtungsrichter bei einem Scheitern des Schlichtungsversuchs schon Vorkenntnisse von der Streitsache hat, was für die Verfahrensbeschleunigung von Vorteil ist. Vor allem aber kann er als später eventuell erkennender Richter auch am meisten auf die Parteien überzeugend einwirken.

Obwohl nach Art. 47 Abs. 2 Bst. b ZPO das Mitwirken eines Richters am Schlichtungsversuch keinen Ausstandsgrund darstellt, also nicht automatisch zu seiner Befangenheit führt, räumt Art. 59 Abs. 2 den Parteien das unbedingte Recht ein zu verlangen, dass der mit der Schlichtung betraute Bezirksgerichtspräsident nicht auch in der Hauptsache tätig wird. Damit wird allfälligen Bedenken der Parteien über die Befangenheit des Schlichtungsrichters, der später in der Sache selbst entscheiden soll, entsprochen.

Die ZPO überlässt es den Kantonen, die Schlichtungsstellen zu bezeichnen. Insbesondere wird den Kantonen

nicht vorgeschrieben, dass es sich dabei um richterliche Behörden handeln muss. Vielmehr können durchaus auch kantonale oder kommunale Ämter eingesetzt werden (BBI 2006 7328).

Gepprüft wurde auch, ein eigens dafür zuständiges kantonales Amt mit dem Schlichtungsversuch zu betrauen, stiess in der Arbeitsgruppe auf grosses Behagen. Für diese Idee spricht die Überzeugung, dass mit einem solchen Modell am meisten Schlichtungen herbeigeführt werden können. Dies wiederum führt nicht nur schneller zum Rechtsfrieden; auch kann der Schlichtungsversuch alsdann als reelle Chance betrachtet werden, um langwierige, kostenintensive Prozesse zu vermeiden. Damit ist auch gesagt, dass ein Schlichtungsamt wohl zusätzliche Kosten verursacht, was aber, wenn das Amt erfolgreich arbeitet, zu noch grösseren Einsparungen bei Verfahrenskosten führen kann. Die Errichtung eines solchen Amtes rechtfertigt sich zudem umso mehr, als nach der ZPO Schlichtungsversuche obligatorisch sind und eine entsprechende Arbeitslast erwartet werden kann.

Im Vernehmlassungsverfahren gingen die Meinungen über die Schaffung einer unabhängigen Schlichtungsstelle auseinander. Der Staatsrat lehnt im Ergebnis die Schaffung eines solchen neuen Organs ab. Die Errichtung und Führung einer solchen Amtsstelle ist mit hohen Kosten verbunden. Ferner hängt der Erfolg einer solchen Schlichtungsstelle von den Schlichtungsbeamten ab. Idealerweise handelt es sich um Personen mit langjähriger forensischer Erfahrung, die nicht nur über eine schnelle Auffassungsgabe verfügen, sondern auch die Risiken und Fallstricke eines Prozesses kennen. Im Vernehmlassungsverfahren wurde von pensionierten Richtern oder Anwälten gesprochen, die in der Tat diese Voraussetzungen mitbringen würden. Der Staatsrat zweifelt indes daran, dass hinreichend Personal mit den gewünschten Kompetenzen rekrutiert werden kann. Schliesslich entspricht es einer Erfahrungstatsache, dass der Richter, der auch in der Sache entscheiden wird, am ehesten in der Lage ist, die Parteien zu einer Einigung zu bewegen.

#### **Art. 61 *Miete und Pacht***

Die Bestimmung setzt die Verpflichtung aus Art. 200 Abs. 1 ZPO um. Inhaltlich wird an der bisherigen Rechtslage nichts geändert (vgl. insbesondere Art. 3 MPVG).

#### **Art. 62 *Gleichstellung von Frau und Mann***

Die Bestimmung setzt die Verpflichtung aus Art. 200 Abs. 2 ZPO um. Inhaltlich wird an der bisherigen Rechtslage nichts geändert (vgl. Art. 3 des Ausführungsbeschlusses zum Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann; SGF 222.5.21).

Neu ist nur, dass bei der Zusammensetzung der Behörde darauf geachtet werden muss, dass immer mindestens zwei Frauen Einsitz haben (Abs. 4 Satz 2).

Der Ausführungsbeschluss (SGF 222.5.21) wird danach gegenstandslos und kann aufgehoben werden.

### **4. KAPITEL: Strafrechtspflege**

#### **Art. 63 *Strafverfolgungsbehörden***

Die Bestimmung entspricht inhaltlich Art. 12 StPO (vgl. auch Art. 152 GOG).

Nach Artikel 42 des Gesetzes vom 14. November 1996 über die Jagd sowie den Schutz wild lebender Säugetie-

re und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG) (SGF 922.1) sind die Wildhüter-Fischereiaufseher und das vereidigte Verwaltungspersonal des Amtes für Wald, Wild und Fischerei Beamte der Wildhut und haben in dieser Eigenschaft in ihrem Zuständigkeitsbereich die Befugnisse der gerichtlichen Polizei.

#### **Art. 64 *Gerichte***

Die Bestimmung entspricht inhaltlich Art. 13 StPO. Gleichzeitig wird bestimmt, welche kantonalen Behörden die vom Bundesrecht vorgesehenen Aufgaben wahrnehmen. Erstinstanzliche Gerichte im Sinn der Bundesgesetzgebung sind je in ihren Kompetenzbereichen der Polizeirichter, die Bezirksstrafgerichte und das Jugendstrafgericht. Als Beschwerdeinstanz fungiert die Strafkammer des Kantonsgerichts, als Berufungsgericht der Strafpappellationshof des Kantonsgerichts.

#### **Art. 65 *Kantonspolizei***

Die Bestimmung lehnt sich an den bisherigen Art. 9 StPO-FR an.

#### **Art. 66 *Staatsanwaltschaft: Organisation***

Die wohl grössten Veränderungen mit der Einführung der StPO erfahren das Untersuchungsrichteramt und die heutige Staatsanwaltschaft. Die StPO schreibt den Kantonen das Staatsanwaltschaftsmodell vor, lässt ihnen aber organisatorische Freiheiten, was die innere Struktur der Staatsanwaltschaft betrifft (vgl. Art. 14 Abs. 3 StPO). Für den Kanton Freiburg bedeutet dies, dass die Parallelität zwischen Untersuchungsrichteramt und Staatsanwaltschaft aufgegeben werden muss. Ganz verkürzt gesagt erfordert die StPO, dass die jetzige Staatsanwaltschaft abgeschafft wird und die jetzigen Untersuchungsrichter auch diejenigen Aufgaben übernehmen, welche bisher nach Anklageerhebung bzw. Überweisung an das urteilende Gericht von der Staatsanwaltschaft wahrgenommen wurden. Nach dem neuen System müssen also die bisherigen Untersuchungsrichter insbesondere auch Anklagen vor dem Gericht vertreten und die bisherigen Substituten neu auch die Strafuntersuchung führen. Praktisch ist vorgesehen, das jetzige Untersuchungsrichteramt und die jetzige Staatsanwaltschaft zusammenzulegen und neu nur noch «Staatsanwaltschaft» zu nennen.

Der Entwurf geht von einem hierarchischen Aufbau dieser Staatsanwaltschaft aus, der ein Generalstaatsanwalt mit weitreichenden Kontroll- und Direktionsbefugnissen vorsteht. Dieses Modell hat den Vorzug, dass die Strafverfolgung einheitlich und kontrolliert für den ganzen Kanton erfolgt. Abgelehnt wird damit das gegenwärtig bei den Untersuchungsrichtern vorherrschende Modell, wo der Präsident des Amtes als «primus inter pares» lediglich die administrative Leitung und Repräsentationsaufgaben innehat.

Aus dem hierarchischen Aufbau der Staatsanwaltschaft mit einem Generalstaatsanwalt an der Spitze ist allerdings noch nichts darüber ausgesagt, welche Befugnisse der Generalstaatsanwalt hat. Ob im Kanton letztlich eine «basisdemokratische» Staatsanwaltschaft besteht, wo jeder Staatsanwalt seine Freiheiten im Rahmen der Gesetze genießt und die Stossrichtung der Staatsanwaltschaft als Ganzes beeinflussen kann, oder ob die Staatsanwaltschaft straff und rigide vom Generalstaatsanwalt geführt wird und sich die übrigen Staatsanwälte nur noch als «ausführende Organe» betätigen, hängt weniger von der Frage

der hierarchischen Grundstruktur, als vielmehr von der institutionellen Ausgestaltung der Staatsanwaltschaft in Einzelfragen, den Befugnissen des Generalstaatsanwalts und damit der konkreten gesetzlichen Regelung ab.

Art. 66 im Einzelnen:

Abs. 2 entspricht Art. 157 GOG, welcher bereits jetzt für das Untersuchungsrichteramt ein internes Reglement vorschreibt. Das Reglement wird durch Mehrheitsbeschluss gefasst. Darin enthalten ist ein Bekenntnis zur «demokratischen» Grundstruktur der Staatsanwaltschaft, wo der Generalstaatsanwalt und sämtliche Staatsanwälte gemeinsam ihr Funktionieren bestimmen. Der Generalstaatsanwalt ist beim Erlass des Reglements den übrigen Staatsanwälten gleichgestellt, verfügt wie sie über eine Stimme und kann demnach durch Mehrheitsbeschluss auch überstimmt werden. Das Reglement kann durch Mehrheitsbeschluss wieder geändert werden.

Weiter bedarf das Reglement der Genehmigung. Da bisher das Reglement des Untersuchungsrichteramts vom Kantonsgericht genehmigt wurde, wird vorgeschlagen, dass dieser (und nicht der Justizrat) die Genehmigung vornimmt. Zwar wurde im Vernehmlassungsverfahren teilweise die Ansicht geäußert, aufgrund der besonderen Aufsichtsfunktion des Justizrats würde es sich auch rechtfertigen, dass dieser das Reglement genehmigt. Um eine konzeptionelle Übereinstimmung mit Art. 29 Abs. 1 zu gewährleisten, wird aber die Genehmigungsbefugnis dem Kantonsgericht übertragen.

Bei Abs. 3 geht es letztlich um die Stellung des Generalstaatsanwalts im Gefüge der Staatsanwaltschaft. Vorgehen ist, dass der Generalstaatsanwalt aus dem Kreis der übrigen Staatsanwälte gewählt wird. Das Wahlverfahren erfolgt im üblichen Modus der Richterwahlen (Begutachtung durch den Justizrat, Wahl durch den Grossen Rat). Nur wer Staatsanwalt ist, kann auch Generalstaatsanwalt werden. Will das Parlament jemanden zum Generalstaatsanwalt machen, der bis dahin noch nicht Staatsanwalt war, so ist das nicht ausgeschlossen; formell muss aber vorher diese Person zum Staatsanwalt und kann erst in einem zweiten Schritt zum Generalstaatsanwalt gewählt werden. Die Wahl erfolgt befristet auf fünf Jahre; eine einmalige Wiederwahl ist möglich, wobei nicht ausgeschlossen wird, dass der stellvertretende Generalstaatsanwalt nach zwei Amtszeiten noch zum Generalstaatsanwalt gewählt wird. Kommt es zu keiner Wiederwahl, amtiert die betreffende Person weiterhin als Staatsanwalt, da sie ja auf unbestimmte Zeit gewählt wurde (vgl. Art. 121 Abs. 2 KV); damit ist die Verfassungsmässigkeit der Regelung gewährleistet. Diese Lösung wurde von den meisten konsultierten Kreisen im Vernehmlassungsverfahren denn auch unterstützt.

Wenig Unterstützung fand dagegen im Vernehmlassungsverfahren die Hauptvariante, wonach der Generalstaatsanwalt eben gerade kein besonderer Staatsanwalt ist, sondern eine eigene Funktion bekleidet und zur Funktion des Generalstaatsanwalts ernannt wird, also mehr als nur einen «primus inter pares» darstellt.

#### **Art. 67 Generalstaatsanwältin bzw. Generalstaatsanwalt**

Die Bestimmung statuiert nicht nur das Oberstaatsanwaltschaftsmodell. Nach den Befugnissen, die dem Generalstaatsanwalt eingeräumt werden, beurteilt sich, wie straff die Staatsanwaltschaft geführt werden kann und

über welche Direktionsmacht der Generalstaatsanwalt letztlich verfügt.

Zwei Punkte verdienen vorliegend besondere Erwähnung:

Geprüft wurde, inwiefern der Generalstaatsanwalt in die Dossiers anderer Staatsanwälte intervenieren darf, insbesondere wenn ein Staatsanwalt die Behandlung einzelner Angelegenheiten vernachlässigt. In derartigen Situationen muss der Generalstaatsanwalt beim mit der Sache befassten Staatsanwalt intervenieren und ihm notfalls das Dossier entziehen können. Auf die Einführung einer ausdrücklichen Bestimmung wurde indes verzichtet. Aus Abs. 3 Bst. a (Anweisungen für den ordnungsgemässen Betrieb der Staatsanwaltschaft) ergibt sich aber die Befugnis des Generalstaatsanwalts, einem Staatsanwalt ein Dossier zu entziehen, wenn er das Dossier vernachlässigt. Im Übrigen kann der Generalstaatsanwalt nicht in die konkrete Arbeit eines Staatsanwalts intervenieren und Weisungen im Einzelfall erteilen und muss ansonsten nur sehr zurückhaltend von dieser Befugnis Gebrauch machen.

Zweitens ist auf die Möglichkeit des Generalstaatsanwalts, Einsprache gegen Strafbefehle anderer Staatsanwälte erheben zu können (Abs. 4), hinzuweisen. Nach Art. 354 Abs. 1 Bst. c StPO können die Kantone ihrem Generalstaatsanwalt eine entsprechende Befugnis einräumen. Möglich müsste es auch sein, anstelle der Einsprache nach Erlass des Strafbefehls, eine vorgängige Kontrolle desselben vorzusehen. Die vorgängige Kontrolle hätte den Vorteil, dass die Staatsanwaltschaft nach aussen als Einheit auftreten könnte bzw. nicht widersprüchlich zu handeln scheint. Der Nachteil wird darin erkannt, dass der Generalstaatsanwalt letztlich alle Strafbefehle vorgängig kontrollieren müsste, was einen kaum zu überwältigenden Arbeitsaufwand mit sich bringen würde. Ausserdem bestehen Zweifel darüber, ob die Strafprozessordnung eine vorgängige Kontrolle der Strafbefehle durch den Generalstaatsanwalt tatsächlich erlaubt. Aus alledem wird das reaktive Vorgehen des Generalstaatsanwalts vorgezogen und ihm die Befugnis verliehen, gegen Strafbefehle nach deren Erlass Einsprache zu erheben.

#### **Art. 68 Stellvertretung**

Neben dem Generalstaatsanwalt besteht ein stellvertretender Generalstaatsanwalt. Er hat die gleiche Stellung wie der Generalstaatsanwalt (insbesondere was seine Wahl und die Stellung gegenüber den anderen Staatsanwälten betrifft). Er vertritt und unterstützt den Generalstaatsanwalt in seinen Aufgaben. Der Generalstaatsanwalt kann ihm einzelne Aufgabenbereiche delegieren.

#### **Art. 69 Staatsanwältinnen und Staatsanwälte: Aufgaben**

Abs. 1 entspricht Art. 16 Abs. 2 StPO.

Die Einleitung «grundsätzlich» in Abs. 2 gibt zu erkennen, dass Ausnahmen möglich sind, z.B. wenn ein Staatsanwalt nach der Anklageerhebung demissioniert.

#### **Art. 70 Stellung**

Abs. 1 bestimmt, dass die Staatsanwälte einander gleichgestellt sind.



### **Art. 71 Jugendstaatsanwältinnen und -anwälte**

In dieser Bestimmung wird die Jugendstaatsanwaltschaft statuiert. Die Bestimmung ist notwendig, da nach Art. 21 JStPO die Kantone zwingend Jugendstaatsanwaltschaften vorsehen müssen, wenn die Untersuchung, wie im Entwurf vorgeschlagen, von einer Jugendrichterin oder einem Jugendrichter geführt wird. Die Bestimmung stellt klar, dass die Jugendstaatsanwaltschaft keine eigenständige Organisationseinheit ist, sondern aus den Staatsanwälten gebildet wird, die sich im Bereich der Jugendkriminalität spezialisiert haben (vgl. Art. 70 Abs. 2).

### **Art. 72 Zwangsmassnamengericht: Stellung**

Aufgrund der StPO und der JStPO müssen die Kantone sog. Zwangsmassnamengerichte vorsehen, welche in den gesetzlich bestimmten Fällen Zwangsmassnahmen anordnen oder genehmigen. Das Zwangsmassnamengericht sieht sich in zeitlicher Hinsicht besonderen Herausforderungen gegenübergestellt, muss es doch regelmässig innert kürzester Fristen über teilweise schwere Freiheitseinschränkungen entscheiden. Bei der Organisation der Zwangsmassnahmenbehörde muss daher auf eine kompetente wie rasche Entscheidungsfindungsmöglichkeit geachtet werden.

Im Rahmen der Vorarbeiten wurden diverse Möglichkeiten geprüft, wie die Zwangsmassnahmenbehörde organisiert werden könnte. In einem ersten Schritt wurde erwogen, eine Abteilung des Kantonsgerichts als Zwangsmassnamengericht einzusetzen. Dies hätte aber den Nachteil gehabt, dass Kantonsrichter regelmässig Pikettdienst hätten leisten müssen. Die Mitglieder der Strafkammer wären dabei von vornherein ausgeschieden, da sie als Beschwerdeinstanz über Entscheide des Zwangsmassnamengerichts hätten befinden müssen (Art. 393 Abs. 1 Bst. c StPO). Zudem wurde es als wenig glücklich empfunden, dass in einem rechtsstaatlich derart sensiblen Bereich eine Abteilung des Kantonsgerichts als Rechtsmittelinstanz einer anderen Abteilung fungiert und ein Kantonsrichtergremium den Entscheid eines Kantonsrichterkollegen überprüfen muss.

Geprüft und verworfen wurde auch die Möglichkeit, Zivilrichter als Zwangsmassnamengericht fungieren zu lassen. Dieses Modell kennt insbesondere der Kanton Bern. Auf den Kanton Freiburg ist dieses Modell aber wegen seiner Grösse und der Zweisprachigkeit nicht oder nur schwer übertragbar, insbesondere weil in den meisten Gerichtskreisen die Bezirksgerichtspräsidenten sowohl als Zivil- wie auch als Strafrichter amten und damit das Risiko besteht, Ausstandsgründe zu produzieren, wenn die Bezirksgerichtspräsidenten auch noch als Zwangsmassnahmenrichter amten.

Schliesslich schlägt der Entwurf die Schaffung einer eigenständigen Behörde als Zwangsmassnamengericht vor. Es ist für den ganzen Kanton zuständig, hat seinen Sitz in Freiburg und ist dem Bezirksgericht der Saane administrativ zugeteilt. Mit Letzterem wird insbesondere gewährleistet, dass Zwangsmassnamengericht und Staatsanwaltschaft auch räumlich getrennt sind. Am Bezirksgericht der Saane hat das Zwangsmassnamengericht seine Zustelladresse. Das Gericht darf auch sonst das Hilfspersonal und die Infrastruktur dieses Bezirksgerichts beanspruchen. Im Übrigen entscheidet das Zwangsmassnamengericht als Einzelgericht und ohne Gerichtsschreiber, was eine rasche Entscheidungsfindung erlaubt.

### **Art. 73 Zusammensetzung**

Abs. 2 stellt klar, dass auch Gerichtsschreiber als Zwangsmassnahmenrichter gewählt werden können.

Im Übrigen ist nicht ausgeschlossen, dass Zwangsmassnahmenrichter auch teilzeitlich angestellt werden können. Ebenso ist auf eine angemessene Vertretung der Amtssprachen zu achten (vgl. Art. 20).

### **Art. 74 Zuständigkeit**

Vorgeschlagen wird ferner, dass das Zwangsmassnamengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht urteilt, sofern hierfür die gerichtliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Gegenwärtig wird diese Aufgabe von einem Kantonsrichter wahrgenommen (Art. 4 AGAuG). Eine Übertragung dieser Kompetenzen auf das Zwangsmassnamengericht rechtfertigt sich, da es auch bei den Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht um schwere Eingriffe in Freiheitsrechte geht und innert kürzester Fristen die richterliche Beurteilung folgen muss.

Der Vorschlag war im Vernehmlassungsverfahren nur als Variante in den Entwurf aufgenommen worden. Dies ging auf eine juristische Unsicherheit im Nachgang an ein jüngst ergangenes Urteil des Bundesgerichts (BGE 135 II 94) zurück. Darin erwog das Bundesgericht, dass das bernische Haftgericht, welches über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht entschied, kein oberes kantonales Gericht im Sinn von Art. 86 Abs. 2 BGG sei. Das galt für das bernische Haftgericht deshalb nicht, weil es einerseits nicht für das ganze Kantonsgebiet zuständig und andererseits hierarchisch nicht unabhängig war (vgl. BGE 135 II 94 E. 4.1.). Das trifft auf das Zwangsmassnamengericht gemäss dem vorliegenden Entwurf nicht zu. Es soll für das ganze Kantonsgebiet zuständig sein und (ausser den Beschwerdemöglichkeiten in den von der Strafprozessordnung vorgesehenen Fällen) grundsätzlich auch kantonale letztinstanzlich entscheiden, also auch keiner grundsätzlichen hierarchischen Kontrolle unterliegen. Damit ist auch gesagt, dass gegen Entscheide des Zwangsmassnamengerichts im Bereich der ausländerrechtlichen Zwangsmassnahmen keine kantonalen Rechtsmittel zur Verfügung stehen. Art. 86 Abs. 2 BGG verlangt im Übrigen nicht, dass es sich beim oberen Gericht um eine Rechtsmittelinstanz handelt (BGE 134 II 318 E. 4.4). Tatsächlich sprachen sich im Vernehmlassungsverfahren nur der Anwaltsverband sowie eine Minderheit des Kantonsgerichts gegen dieses Zwangsmassnamengericht mit ausländerrechtlichen Kompetenzen aus, weshalb im Entwurf dieser Vorschlag aufrechterhalten wird.

### **Art. 75 Polizeirichterin oder -richter: Arbeitsweise und Zuständigkeit**

Am Institut des Polizeirichters wird festgehalten.

Abs. 2 entspricht Art. 19 Abs. 2 StPO. Der Vorbehalt im Ingress stellt klar, dass allfällige abweichende Zuständigkeiten, z.B. der Oberamtspersonen, vorgehen.

### **Art. 76 Massgebende Strafe**

Die Bestimmung entspricht Art. 19 StPO-FR.



#### **Art. 77–80 Bezirksstrafgericht und Wirtschaftsstrafgericht**

Die Arbeitsgruppe nahm die Totalrevision des GOG und die notwendigen Neuorganisationen in der Strafrechtspflege zum Anlass, für den ganzen Kanton ein einziges Strafgericht vorzuschlagen, also die Bezirksstrafgerichte aufzuheben. Das Institut des bezirkswise zuständigen Polizeirichters blieb danach unberührt. Bei der Einführung eines kantonalen Strafgerichts wäre auch das Bedürfnis an einem Wirtschaftsstrafgericht geschwunden, dessen Ablösung daher ebenfalls beantragt wurde.

Die Schaffung eines kantonalen Strafgerichts mit Sitz in Freiburg hätte sich nach Ansicht der Arbeitsgruppe gerechtfertigt, da im Bereich des Strafprozessrechts die Kantonalisierung eine Realität ist. Sämtliche übrigen Instanzen im Bereich der Strafverfolgung sind zentral organisiert, so die Staatsanwaltschaft, das Jugendstrafgericht, das Zwangsmassnahmengericht sowie die Beschwerde- und Berufungsinstanz des Kantonsgerichts. Durch die Zentralisierung hätte zudem eine Spezialisierung erreicht werden können, was eine raschere und effizientere Behandlung der Angelegenheit erlaubt hätte. Schliesslich hätte die Einführung eines kantonalen Strafgerichts auch die Abschaffung des Wirtschaftsstrafgerichts gerechtfertigt, dessen Kompetenzen alsdann vom Strafgericht hätten wahrgenommen werden können.

Dieses kantonale Strafgericht wäre administrativ dem Bezirksgericht der Saane zugewiesen worden. Seine Geschäftsadresse hätte sich dort befunden, es hätte die entsprechende Infrastruktur verwenden und das Personal beanspruchen können.

Zusammengesetzt wäre dieses Strafgericht gewesen aus Strafgerichtspräsidenten und Beisitzenden. Die Strafgerichtspräsidenten wären aus der Mitte sämtlicher Präsidenten aller Bezirksgerichte gewählt worden, wobei das Kantonsgericht die Anzahl notwendiger Präsidenten bestimmt hätte.

Die Beisitzenden sämtlicher Bezirksgerichte hätten gleichzeitig die Beisitzenden des Strafgerichts gebildet.

Der Staatsrat hat diese Idee des kantonalen Strafgerichts schliesslich verworfen. Nicht nur wurde die Schaffung eines solchen Gerichts von den direkt betroffenen Behörden (Kantonsgericht, Konferenz der Präsidenten und Untersuchungsrichter, Staatsanwaltschaft, Anwaltsverband) geschlossen abgelehnt. Selbst die Befürworter eines solchen Gerichts konnten sich mit der konkret vorgeschlagenen Ausgestaltung nicht anfreunden. Deshalb entschliesst sich der Staatsrat das bisherige System der Bezirksstrafgerichte und des Wirtschaftsstrafgerichts beizubehalten. Die Bestimmungen zum Wirtschaftsgericht entsprechen den Art. 161 ff. GOG.

#### **Art. 81 Jugendstrafgericht: Stellung**

Die JStPO stellt den Kantonen diverse Möglichkeiten bezüglich der Organisation des Jugendstrafverfahrens zur Verfügung. Es wird vorgeschlagen, das bisherige Jugendrichtermodell, das sich weitestgehend bewährt hat, beizubehalten. Die Bestimmungen des Entwurfs über das Jugendstrafgericht entsprechen denn auch weitgehend den bestehenden Regelungen im Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6). Dieses Gesetz kann mit Erlass des Justizgesetzes auch aufgehoben werden.

#### **Art. 82 Zusammensetzung und Arbeitsweise**

Abs. 1 entspricht Art. 2 des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege. Der gesamten Logik des Justizgesetzes entsprechend wird der Begriff des Vize-Präsidenten aufgegeben. Vielmehr werden auch die bisherigen Vize-Präsidenten nunmehr Präsidenten genannt.

Abs. 2 entspricht Art. 3 des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege.

Abs. 3 entspricht Art. 13 des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege.

#### **Art. 83 Jugendrichterinnen und Jugendrichter**

Die Bestimmung statuiert das Jugendrichtermodell für den Kanton Freiburg, indem es den Präsidenten des Jugendstrafgerichts gleichzeitig als Untersuchungsbehörde bezeichnet.

#### **Art. 84 Oberamtsperson**

Abs. 1 entspricht Art. 14 Abs. 1 StPO-FR.

Abs. 2 entspricht Art. 149 StPO-FR. Die Durchführung des Vermittlungsversuchs durch die Oberamtsperson wird als wirkungsvoll und im Hinblick auf die Streiterledigung effizient betrachtet. Die eidgenössische Strafprozessordnung scheint denn auch einen vorgängigen Schlichtungsversuch durch Art. 316 Abs. 1 StPO jedenfalls nicht auszuschliessen. Die Regel erscheint insofern als bundesrechtskonform. Aus Art. 304 Abs. 2 StPO ergibt sich im Übrigen, dass der Strafantrag bei der Übertretungsstrafbehörde, also bei der Oberamtsperson, gültig zurückgezogen werden kann, sodass vor der Oberamtsperson erzielte Vergleiche in jedem Fall wirksam sind.

#### **Art. 85 Strafkammer und Strafappellationshof**

Abs. 1 bestimmt, dass die Strafkammer Beschwerdeinstanz im Sinn der Bundesgesetzgebung ist.

Abs. 2 bestimmt, dass der Strafappellationshof Berufungsgericht im Sinn der Bundesgesetzgebung ist.

Zu beachten ist, dass nach der Bundesgesetzgebung Beschwerdeinstanz und Berufungsgericht einheitlich festgelegt werden müssen, d.h. dass immer die gleiche Behörde als Beschwerdeinstanz oder Berufungsgericht amten muss (während in den übrigen Fällen die Kantone mehrere gleichartige Behörden einsetzen können; BBl 2006 1134). Damit ist von Bundesrechts wegen ausgeschlossen, dass beispielsweise in gewissen Fällen der Moderationshof des Kantonsgerichts und in anderen Fällen die Strafkammer des Kantonsgerichts als Beschwerdeinstanz fungiert.

### **5. KAPITEL: Verwaltungsrechtspflege**

#### **Art. 86 Erstinstanzliches Verwaltungsverfahren**

Die Bestimmung entspricht inhaltlich Art. 15 VRG. Es sind die Verwaltungsgesetze, die im Einzelnen die sachliche Zuständigkeit für den Vollzug von Verwaltungsrecht vorsehen.

#### **Art. 87 Verwaltungsgerichtsrechtspflege: Im Allgemeinen**

Die Bestimmung entspricht Art. 124 Abs. 2 KV. Nicht ausgeschlossen wird damit, dass eine andere Behörde als das Kantonsgericht letztinstanzlich entscheidet, etwa der

Staatsrat (vgl. aber Art. 29a BV) oder eine Rekurskommission (vgl. Art. 117 VRG).

Abs. 2 entspricht Art. 123 VRG.

### **Art. 88 und 89 Spezialgerichtshöfe**

Die Abschaffung der Spezialgerichtshöfe mit Beisitzenden, also des Steuer- und Sozialversicherungsgerichtshofs wurde bereits beschlossen. Nichtsdestotrotz zeigte sich anlässlich der Überprüfung der Gerichtsorganisation, dass sich diese Spezialgerichtshöfe bewährt haben und deshalb beibehalten werden könnten. Obwohl sich insbesondere der Justizrat und das Kantonsgericht selber gegen die an sich beschlusswidrige Beibehaltung der Spezialgerichtshöfe aussprachen, wird im Entwurf daran festgehalten.

Gepüft wurde auch die Variante, als weiteren Spezialgerichtshof einen ausländerrechtlichen Gerichtshof einzuführen. Ein Spezialverwaltungsgericht im Bereich des Ausländer- und Bürgerrechts kennt der Kanton Aargau, der über gute Erfahrungen damit gemacht zu haben scheint. Insbesondere im Hinblick auf die wirtschaftlichen Interessen des Landes sowie die Bedeutung der Integration im neuen Ausländergesetz wurde die Einführung eines mit entsprechendem Fachwissen dotierten Spezialgerichts gerechtfertigt. Die Arbeitsgruppe sprach sich dagegen geschlossen gegen ein solches Gericht aus, weshalb die entsprechende Idee schliesslich aufgegeben wurde.

## **V. TITEL: Justizrat**

### **1. KAPITEL: Stellung**

#### **Art. 90**

Die Bestimmung entspricht Art. 2 JRG. Richterliche Gewalt meint, wie auch sonst im gesamten Entwurf, auch die Staatsanwaltschaft.

### **2. KAPITEL: Befugnisse**

#### **Art. 91**

Die Bestimmung entspricht Art. 3 JRG. Neu eingefügt wurde Bst. d von Abs. 1, welcher dem heutigen Art. 4 Abs. 4 GOG entspricht.

### **3. KAPITEL: Organisation und Geschäftsführung**

#### **Art. 92 Im Allgemeinen**

Die Bestimmung entspricht Art. 9 JRG.

#### **Art. 93 Mitglieder**

Die Bestimmung entspricht Art. 10 JRG.

#### **Art. 94 Vorsitz**

Die Bestimmung entspricht Art. 11 JRG.

#### **Art. 95 Sekretariat**

Die Bestimmung entspricht Art. 12 JRG.

#### **Art. 96 Übertragung von Aufgaben**

Die Bestimmung entspricht Art. 13 JRG, wobei aus organisatorischen Gründen die Delegation neu mindestens 2 Personen (nicht wie bisher 3) umfassen muss.

Die Delegation der administrativen Aufsicht, die bisher in Art. 4 JRG festgehalten war, ist in Art. 112 Abs. 2 geregelt.

### **Art. 97 Sitzungen**

Die Bestimmung entspricht Art. 14 JRG.

### **Art. 98 Amtsgeheimnis**

Die Bestimmung entspricht Art. 15 JRG.

### **Art. 99 Information der Öffentlichkeit**

Die Bestimmung entspricht Art. 16 JRG.

### **Art. 100 Entschädigung**

Die Bestimmung entspricht Art. 17 JRG.

## **VI. TITEL: Aufsicht**

### **1. KAPITEL: Aufsichtsbehörden**

#### **Art. 101 Justizrat**

Abs. 1, und 3 entsprechen Art. 10 RWAG. Abs. 2 entspricht Art. 95 Abs. 2 GOG.

Abs. 5 entspricht Art. 94 Abs. 4 GOG, wobei die Pflicht nun sämtliche Gerichtsbehörden und nicht mehr nur das Kantonsgericht trifft.

Art. 94 Abs. 1–3 GOG wurden nicht übernommen. Die Aufsichtsparellität zwischen Justizrat und Kantonsgericht rechtfertigt sich nicht. Verfassungsmässige Aufsichtsbehörde ist der Justizrat (Art. 125 KV), und das Kantonsgericht kann nur noch mit der administrativen Aufsicht betraut werden (Art. 127 Abs. 2 KV). Im Übrigen ist es wenig glücklich, wenn das Kantonsgericht gleichzeitig Aufsichtsbehörde und Rechtsmittelinstanz ist, also einerseits an die unteren Behörden Weisungen erteilen kann und andererseits über Rechtsmittel entscheiden muss. Wenn der Kanton eine unabhängige Aufsichtsstelle in Form des Justizrats kennt, dann rechtfertigt es sich auch, bezüglich Rechtsmittelinstanz und Aufsichtsinstanz eine saubere Trennung vorzunehmen.

#### **Art. 102 Übrige Behörden**

Abs. 1 entspricht Art. 96 GOG.

Abs. 2 entspricht Art. 97 Abs. 1 GOG.

Abs. 3 entspricht Art. 97 Abs. 3 GOG.

### **2. KAPITEL: Disziplinarrecht**

#### **Art. 103 Massnahmen**

Die Bestimmung entspricht Art. 11 RWAG.

#### **Art. 104 Verfahren**

Die Bestimmung entspricht Art. 12 RWAG.

#### **Art. 105 Zuständigkeit**

Die Bestimmung entspricht Art. 13 RWAG.

#### **Art. 106 Verjährung**

Die Bestimmung entspricht Art. 14 RWAG.

### **3. KAPITEL: Abberufung**

#### **Art. 107 Gründe**

Die Bestimmung entspricht Art. 15 RWAG.

Neu ist Abs. 1 Bst. c. Damit wird der Wohnsitzpflicht gemäss Art. 7 Nachachtung verschafft. Sollte nämlich trotz allenfalls gewährter Ausnahmen durch den Justizrat die Wohnsitzpflicht nicht erfüllt werden, kann der entsprechende Richter nach schriftlicher Verwarnung (Abs. 2) und entsprechender Fristansetzung abberufen werden.

#### **Art. 108 Eröffnung des Verfahrens**

Die Bestimmung entspricht Art. 16 RWAG.

#### **Art. 109 Verfahren vor dem Grossen Rat**

Die Bestimmung entspricht Art. 17 RWAG.

### **4. KAPITEL: Verantwortlichkeit**

#### **Art. 110 Zivil- und strafrechtliche Verantwortlichkeit**

Abs. 1 entspricht Art. 98 GOG.

Abs. 2 entspricht Art. 115 GOG.

#### **Art. 111 Immunität**

Die Bestimmung ist neu und setzt die in Art. 7 Abs. 2 Bst. b StPO den Kantonen eingeräumte Möglichkeit um, die Strafverfolgung von Gerichtsbehörden von der Ermächtigung des Grossen Rats abhängig zu machen.

### **5. KAPITEL: Administrative Aufsicht**

#### **Art. 112 Gegenstand**

Die Bestimmung entspricht Art. 4 JRG. Die Aufsicht bezieht sich auf alle Gerichtsbehörden im Sinn von Art. 3, insbesondere auch auf die Oberamtspersonen im Rahmen ihrer gerichtlichen Befugnisse.

Art. 4 Abs. 2 JRG wurde nicht übernommen, da schon bei Art. 101 (vgl. Art. 94 Abs. 1 bis 3 GOG) auf eine Aufsichtsparellität zwischen Kantonsgericht und Justizrat verzichtet wurde. Vielmehr bleibt die Aufsicht allein beim Justizrat, der gemäss Abs. 2 die administrative Aufsicht delegieren kann.

#### **Art. 113 Ausübung der Aufsicht**

Die Bestimmung entspricht Art. 7 JRG.

#### **Art. 114 Instrumentarium**

Die Bestimmung entspricht Art. 8 JRG.

### **VII. TITEL: Verfahrensrecht**

#### **1. KAPITEL: Allgemeine Bestimmungen**

##### **Art. 115 Verfahrenssprache: Im Allgemeinen**

Abs. 1 ist neu als Bestimmung, aber inhaltlich evident. Die Regel ist zwingend; im Kanton Freiburg ist es ausgeschlossen, dass ein Verfahren in einer anderen Sprache als der Amtssprache (z.B. in Englisch) durchgeführt wird.

Abs. 2–4 entsprechen Art. 45 Abs. 1–3 StPO-FR, Abs. 2 entspricht letztlich auch Art. 10 Abs. 1 und 2 ZPO-FR, Abs. 3 Art. 10 Abs. 3 Satz 1 ZPO-FR. Die einzige Neuerung enthält Abs. 3 für einen direkten Zivilprozess vor dem Kantonsgericht (vgl. bisher Art. 10 Abs. 3 Satz 2

ZPO-FR). Bisher war die Sprache des Beklagten massgebend. Nach der neuen Regelung kommt es bei den (nicht sehr zahlreichen) Direktprozessen vor dem Kantonsgericht nicht mehr auf den Willen und damit die Willkür des Beklagten an, sondern auf die territoriale Anknüpfung der Angelegenheit. Konnte beispielsweise bei einem solchen Direktprozess ein Beklagter mit Wohnsitz in Estavayer-le-Lac bisher Deutsch als Amtssprache wählen, wäre dies nach der neuen Regel nicht mehr möglich, sofern bei einer bezirkswisen Anknüpfung Gerichtsstand Estavayer-le-Lac wäre.

##### **Art. 116 Sonderfälle im Zivilverfahren**

Die Regel entspricht der heutigen Rechtslage und Praxis. Bezüglich des Kantonsgerichts ist zu beachten, dass die Parteien nur bei Direktprozessen vor dem Kantonsgericht die Sprache bestimmen können; bei Rechtsmittelverfahren vor dem Kantonsgericht steht ihnen diese Befugnis nicht zu, sondern die Verfahrenssprache richtet sich nach Art. 115 Abs. 4.

Neu ist hingegen Abs. 2. Danach kann im Greyerzbezirk Deutsch als Verfahrenssprache vereinbart werden, sofern zumindest eine Partei ihren Wohnsitz in Jaun hat. Ohne Vereinbarung wird das Verfahren in Französisch durchgeführt. Bei dieser Regel wird insbesondere an «innerjaunerische» Fälle gedacht, z.B. an eine Scheidung oder an einen Nachbarstreit. Nach der jetzigen Rechtslage sind die Parteien gezwungen, das Verfahren auf Französisch zu führen. Neu könnte in solchen Fällen auch Deutsch als Verfahrenssprache vereinbart werden.

##### **Art. 117 Sonderfälle im Strafverfahren**

Die Bestimmung gilt nur für das Strafverfahren.

Abs. 1 und 2 entsprechen Art. 46 Abs. 1 und 2 StPO-FR, Abs. 3 entspricht Art. 47 StPO-FR.

##### **Art. 118 Abweichungen**

Abs. 1 enthält eine verallgemeinernde Ausnahme, die als Grundgedanke in Art. 48 StPO-FR enthalten ist und letztlich auf Art. 17 Abs. 2 KV gründet.

##### **Art. 119 Übersetzungen**

Die Bestimmung entspricht Art. 49 StPO-FR.

##### **Art. 120 Streitigkeiten**

Die Bestimmung statuiert lediglich die Pflicht, bei Streitigkeiten über die Verfahrenssprache einen Entscheid zu treffen. Ob dieser Entscheid angefochten werden kann, beurteilt sich nach dem anwendbaren Verfahrensgesetz.

##### **Art. 121 Information der Öffentlichkeit**

Die Bestimmung entspricht Art. 88a GOG, wie sie vom Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Informationsgesetz erlassen wurde.

##### **Art. 122 Fristablauf an Feiertagen**

Für alle kantonalen Verfahren werden in dieser Bestimmung die Feiertage aufgeführt. Die Regel entspricht der Anordnung des Gesetzes betreffend den Ablauf von Fristen (SGF 270.3), das damit aufgehoben werden kann.

Die Feiertage wurden zusammengefasst. Samstag und Sonntag müssten nicht ausdrücklich erwähnt werden, erfolgt aber aus didaktischen Gründen und um jeden Zwei-



fel auszuräumen. Auch ist die im Fristengesetz vorgesehene, wenig glückliche Unterscheidung zwischen dem reformierten und katholischen Kantonsteil aufgehoben worden. An den aufgezählten Tagen können im gesamten Kanton keine Fristen ablaufen.

#### **Art. 123 Öffentliche Bekanntmachung**

Die Bestimmung setzt Art. 88 und 444 StPO sowie Art. 141 ZPO um und orientiert sich an Art. 35 VRG.

#### **Art. 124 Unentgeltliche Rechtspflege**

Die unentgeltliche Rechtspflege wird weitestgehend von der StPO und ZPO reglementiert. Die Kantone müssen in diesem Bereich nur noch einzelne Vollzugsfragen regeln. Deshalb ist die Aufhebung des Gesetzes vom 4. Oktober 1999 über die unentgeltliche Rechtspflege vorgesehen. Das Justizgesetz kann sich daher mit den allgemeinen Ausführungen begnügen, dass sich das Recht auf unentgeltliche Rechtspflege nach der anwendbaren Verfahrensordnung (ZPO oder StPO) richtet, die Entschädigung in Zivil- und Strafsachen vom Amt für Justiz ausgerichtet wird und für den staatlichen Rückforderungsanspruch ebenfalls das Amt für Justiz zuständig ist.

#### **Art. 125 Verfahrenskosten, Parteientschädigung und Entschädigung bei unentgeltlicher Rechtspflege**

Für das Zivilverfahren ergibt sich die Notwendigkeit einer kantonalen Regelung aus Art. 96 ZPO, für das Strafverfahren aus Art. 135 Abs. 1, 138 und 424 StPO.

Abs. 2 ist neu und gilt nur dort, wo die wirtschaftlichen Verhältnisse der Behörde ohnehin schon bekannt werden. Mit dieser Vorschrift soll die Behörde nicht verpflichtet werden, die wirtschaftlichen Verhältnisse der Betroffenen abzuklären, wenn sich diese nicht schon aus der Untersuchung selber ergeben hat. Nur wenn die wirtschaftlichen Verhältnisse aufgrund des Verfahrens schon bekannt sind, sollen sie auch berücksichtigt werden.

#### **Art. 126 Mediation: Grundlagen**

Insbesondere die Zivilprozessordnung (Art. 213 ff. ZPO), aber auch die Jugendstrafprozessordnung (Art. 17 JStPO), räumen der Mediation einen hohen Stellenwert im Hinblick auf die Streiterledigung ein. Auch beim Erlass der Strafprozessordnung wurde die Mediation diskutiert, nach längerem Hin und Her aber sowohl auf deren Einführung verzichtet, als auch auf die Möglichkeit, den Kantonen die Einführung zu überlassen (Amtl. Bull. SR 2006, S. 1039 ff., Amtl. Bull. SR 2007, S. 722 ff., 825 ff.; Amtl. Bull. NR 2007, S. 995 ff., 1391 ff., 1576 ff.; a.M. MARK PIETH, Schweizerisches Strafprozessrecht, Basel 2009, S. 173). Es steht den Parteien aber frei, auch im Erwachsenenstrafprozess eine Mediation auf privater Basis durchzuführen (NIKLAUS SCHMID, Handbuch des schweizerischen Strafprozessrechts, Zürich/St. Gallen 2009, N 1240; NIKLAUS SCHMID, Schweizerische Strafprozessordnung, Praxiskommentar, Zürich/St. Gallen 2009, N 1 zu Art. 316 StPO). Deshalb rechtfertigt es sich, die Mediation im Interesse der Rechtsuchenden im Gesetz in den Grundzügen zu regeln, und zwar sowohl diejenige nach der ZPO oder JStPO, als auch die private Mediation, wie sie für den Erwachsenenstrafprozess auf privater Basis möglich ist. Einzelheiten (Zulassung als Mediator, Pflichten und Disziplinarrecht, Kosten der Mediation) werden zur Regelung dem Staatsrat überlassen.

Die Bestimmung enthält, dass in allen Verfahren jederzeit die Mediation durchgeführt werden kann. Im Zivil- und Jugendstrafprozess geschieht dies nach Massgabe der entsprechenden Prozessgesetze. Im Erwachsenenstrafrecht ist dagegen die freiwillige, private Mediation angesprochen, was gegebenenfalls eine Sistierung des Verfahrens rechtfertigt.

#### **Art. 127 Stellung der Mediatorinnen und Mediatoren**

Abs. 1 findet seine Rechtfertigung in der Überlegung, dass nur unparteiische und unabhängige Mediatoren ihre Aufgabe sachgemäss wahrnehmen können. Die Ausstandsgründe richten sich nach der anwendbaren Prozessordnung, also beispielsweise im Zivilverfahren nach Art. 47 Abs. 1 ZPO.

Nach Abs. 3 bestimmt der Staatsrat die Einzelheiten, insbesondere auch das Disziplinarrecht und die disziplinarischen Sanktionen.

#### **Art. 128 Kosten**

Abs. 2 Satz 1 entspricht Art. 218 Abs. 2 ZPO.

Abs. 2 Satz 2 gilt für alle anderen Fälle, wo zusätzlich zu den Voraussetzungen von Satz 1 sämtliche Voraussetzungen der unentgeltlichen Rechtspflege erfüllt sein müssen. Das heisst insbesondere, dass die Rechtsbegehren nicht aussichtslos erscheinen dürfen.

## **2. KAPITEL: Zivilprozessuale Bestimmungen**

#### **Art. 129 Urteilsberatung**

Nach Art. 54 Abs. 2 ZPO bestimmen die Kantone, ob die Urteilsberatung öffentlich ist. Die StPO schliesst übrigens die öffentliche Urteilsberatung kategorisch aus (Art. 69 Abs. 1 StPO).

#### **Art. 130 Parteivertretung vor Miet- und Arbeitsgericht**

Nach Art. 68 Abs. 2 Bst. d ZPO können die Kantone vor den Miet- und Arbeitsgerichten beruflich qualifizierte Vertreter zulassen. Diese Möglichkeit bestand im Kanton Freiburg bisher und hat sich insbesondere in der Mietgerichtsbarkeit bewährt. Deshalb wird diese Regel weitergeführt.

Abs. 1 entspricht Art. 31 MGG.

Abs. 2 entspricht Art. 36 Abs. 3 GGG, wobei die ausseranwaltliche Vertretungsmöglichkeit erweitert wurde.

#### **Art. 131 Kosten in Mietsachen**

Abs. 1 stellt eine Neuerung dar. Waren bisher Verfahren vor dem Mietgericht grundsätzlich kostenlos (Art. 32 Abs. 1 MGG), wird die Kostenlosigkeit in Mietverfahren nun erheblich eingeschränkt. Dem Sozialgedanken der Kostenlosigkeit des Verfahrens entsprechend sollen Streitigkeiten über Zweit- oder Ferienwohnungen, Geschäftsräumlichkeiten oder Luxuswohnungen nicht mehr kostenlosen Verfahren unterliegen.

Abs. 2 stellt ein Notventil dar für Fälle, da in kostenlosen Verfahren hohe Kosten verursacht werden und der Eindruck entsteht, eine Partei käme dadurch z.B. gratis zu einem Gutachten, das ihr auch anderweitig nützlich sein könnte. Alsdann können den Parteien die Auslagen überbunden werden.



### **Art. 132 Prozessleitung**

Die Regel gilt für alle Kollegialbehörden mit zivilrechtlichen Kompetenzen, also nebst dem ordentlichen Zivilgericht, Mietgericht und Arbeitsgericht insbesondere auch für die zivilrechtlichen Abteilungen des Kantonsgerichts. Die Möglichkeit, die Prozessleitung an ein Gerichtsmitglied zu delegieren (Art. 124 Abs. 2 und 155 Abs. 1 ZPO) wird davon nicht berührt. Ohne solche Delegation obliegt die Prozessleitung aber dem Präsidenten bzw. Vorsitzenden der zuständigen Behörde.

### **Art. 133 Vollstreckung**

Für die Vollstreckung der Urteile verfügt der Vollstreckungsrichter über die Kantonspolizei.

### **Art. 134 Schiedsgerichtsbarkeit**

Art. 356 ZPO schreibt für die Zuständigkeiten nach Abs. 1 und Abs. 2 je unterschiedliche Behörden vor, weshalb hier Zuständigkeiten von Kantonsgericht und Bezirksgerichtspräsident nebeneinander bestehen.

## **3. KAPITEL: Strafprozessuale Bestimmungen**

### **Art. 135 Mitteilung an Behörden**

Abs. 1 entspricht Art. 69 Abs. 2 StPO-FR.

Abs. 2 entspricht Art. 69 Abs. 3 StPO-FR.

Abs. 3 entspricht Art. 69 Abs. 4 StPO-FR.

Abs. 4 rechtfertigt sich aufgrund von Art. 101 Abs. 4.

### **Art. 136 Bearbeitung von Personendaten**

Die Bestimmung enthält einen Verweis auf die anwendbaren Gesetze für die Bearbeitung von Personendaten nach Abschluss des Strafverfahrens.

### **Art. 137 Gerichtsberichterstattung**

Die Bestimmung entspricht Art. 72 Abs. 4 StPO-FR.

### **Art. 138 Gerichtsstand**

Abs. 1 entspricht Art. 26 StPO-FR, wobei neu nicht mehr der Präsident der Strafkammer zuständig ist in Gerichtsstandsfragen, sondern der Generalstaatsanwalt. Die Änderung rechtfertigt sich, da Gerichtsstandskonflikte am Anfang der Untersuchung entstehen und der Generalstaatsanwalt in diesem Zeitpunkt schneller zu entscheiden vermag.

### **Art. 139 Nationale Rechtshilfe**

Abs. 1 entspricht Art. 28 Abs. 2 StPO-FR.

Abs. 2 entspricht Art. 28 Abs. 3 StPO-FR.

### **Art. 140 Internationale Rechtshilfe**

Mit Erlass dieser Bestimmung kann das Gesetz vom 10. November 1983 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über internationale Rechtshilfe in Strafsachen (SGF 35.2) aufgehoben werden.

Abs. 1 entspricht Art. 28 Abs. 2 StPO-FR.

Abs. 2 entspricht Art. 28 Abs. 4 StPO-FR, wobei auch hier die Zuständigkeit neu nicht mehr beim Präsidenten der Strafkammer liegt, sondern beim Generalstaatsanwalt.

Abs. 3 entspricht Art. 10 Abs. 2 des Gesetzes vom 10. November 1983 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über internationale Rechtshilfe in Strafsachen.

Abs. 4 vereinfacht und verallgemeinert die Zuständigkeitsordnung des Gesetzes vom 10. November 1983 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über internationale Rechtshilfe in Strafsachen. Zuständig für das Stellen von internationalen Rechtshilfegesuchen ist – unter Vorbehalt von Abs. 2 und 3 – die mit der Sache betraute Behörde bzw. die Verfahrensleitung. Beispielsweise Gesuche um andere Rechtshilfe kann direkt derjenige Staatsanwalt stellen, der mit der Strafverfolgung betraut ist oder das Amt für Strafvollzug kann direkt die Vollstreckung freiburgischer Urteile im Ausland beantragen bzw. behandelt entsprechende Gesuche aus dem Ausland.

### **Art. 141 Parteieigenschaft**

Die Bestimmung ist ein Verweis auf andere kantonale Regelungen, welche einer Behörde im Strafverfahren Parteistellung einräumen.

### **Art. 142 Rechtsvertretung: Verteidigung bei der ersten Einvernahme**

Die Bestimmung ist neu und geht auf das Recht des Beschuldigten auf den Anwalt der ersten Stunde zurück (vgl. Art. 158 Abs. 1 Bst. c StPO). Hierfür wird ein Bereitschaftsdienst eingerichtet durch die im kantonalen Anwaltsregister eingetragenen Anwälte.

### **Art. 143 Amtliche Verteidigung**

Die Bestimmung entspricht Art. 38 StPO-FR.

### **Art. 144 Anwaltliches Vertretungsmonopol**

Mit dieser Bestimmung wird das Anwaltsmonopol im Kanton Freiburg gemäss Art. 127 Abs. 5 StPO auf sämtliche Vertretungsfälle, also insbesondere auch auf die Vertretung der Privatkläger, ausgeweitet. Dies scheint bundesrechtskonform zu sein (vgl. BBl 2006 1177).

### **Art. 145 Einvernahmen**

Die Bestimmung entspricht Art. 154 Abs. 1 StPO-FR.

Ausgeschlossen ist die Delegation bei schweren Straftaten. Abs. 3 bestimmt, wann solche Straftaten vorliegen.

Nicht vorgesehen ist, dass die Einvernahme von Zeugen an die Polizei delegiert wird.

### **Art. 146 Schutzmassnahmen**

Die Bestimmung regelt die Zuständigkeiten und möglichen Massnahmen nach Art. 156 StPO.

### **Art. 147 Zwangsmassnahmen: Befugnisse der Polizei**

Abs. 2 zählt diejenigen Fälle auf, wo Zwangsmassnahmen nicht von jedem Mitglied der Polizei durchgeführt werden können, sondern vorgängig von einem Offizier der Gerichtspolizei angeordnet werden müssen. Diskutiert wurden in der Kommission insbesondere die Massnahmen nach Abs. 2 Bst. c (Hausdurchsuchung), wo aufgrund der Dringlichkeit eine vorgängige Einholung der Bewilligung als bedenklich erachtet wurde, und nach Abs. 2 Bst. e (Observation an allgemein zugänglichen Orten), wo kein weitgehender Freiheitseingriff erkannt wurde. Die Regeln entsprechen aber der bisherigen

Rechtslage und bereiteten bisher keine Probleme, weshalb sie beibehalten werden.

In Abs. 2 Bst. a ist zu beachten, dass die Bewilligung der Verlängerung der vorläufigen Festnahme nach drei Stunden in jedem Fall eingeholt werden muss, also nicht nur, wenn die vorläufige Festnahme gestützt auf Art. 217 Abs. 3 StPO angeordnet wurde (wie Art. 219 Abs. 5 StPO vorschreibt), sondern auch nach einer vorläufigen Festnahme gemäss Art. 217 Abs. 1 StPO.

#### **Art. 148 Mithilfe der Öffentlichkeit**

Die Bestimmung setzt Art. 211 Abs. 2 StPO um.

#### **Art. 149 Haftanstalt**

Über die Anordnung der Haft entscheidet das Zwangsmassnahmengericht (Art. 220 ff. StPO). Hingegen verfügt die Verfahrensleitung über die Sachnähe, um in medizinisch indizierten Fällen schnell die Einweisung eines Häftlings in eine Krankenanstalt zu verfügen.

#### **Art. 150 Rechtsstellung der inhaftierten Person**

Die Bestimmung delegiert die entsprechenden Fragen an den Staatsrat. Gegenwärtig bestehen solche Reglemente, die mit dieser Bestimmung eine neue Delegationsgrundlage finden.

#### **Art. 151 Aufsicht über die Haftanstalten**

Die Bestimmung verweist auf die Spezialgesetzgebung und hat demnach lediglich pädagogische Funktion.

#### **Art. 152 Vorzeitiger Straf- und Massnahmenvollzug**

Diese Zustimmung ist bereits jetzt in Art. 119 Abs. 1 StPO-FR vorgesehen.

#### **Art. 153 Aussergewöhnliche Todesfälle**

Art. 125 und 128 GesG sehen die Sanktionen bei Widerhandlungen gemäss Abs. 2 vor.

#### **Art. 154 Stellung der verdeckten Ermittlerinnen und Ermittler und der Führungspersonen**

Die Bestimmung entspricht der Regelung in der Verordnung vom 21. Dezember 2004 über die verdeckte Ermittlung (SR 32.71). Die Verordnung kann aufgehoben werden.

#### **Art. 155 Anzeigepflicht**

In der Bestimmung wird daran erinnert, dass sich besondere Anzeigepflichten aus der Spezialgesetzgebung ergeben können, z.B. gegenwärtig aus dem Staatspersonalgesetz oder der Ausländerrechtsgesetzgebung.

#### **Art. 156 Selbständige nachträgliche Entscheide des Gerichts**

Die Bestimmung entspricht Art. 195 Abs. 1 StPO-FR.

#### **Art. 157 Rechtsmittellegitimation**

Die Bestimmung setzt Art. 381 Abs. 2 StPO um.

#### **Art. 158 Rückgriff**

Die Bestimmung setzt Art. 420 StPO um.

#### **Art. 159 Vollzug von Strafen und Massnahmen**

Die Bestimmung setzt Art. 439 StPO um.

#### **Art. 160 Vollzug von Geldleistungspflichten**

Die Bestimmung entspricht Art. 250 Abs. 1 StPO-FR.

#### **Art. 161 Vollzug von Sanktionen im Jugendstrafprozess**

Die Bestimmung entspricht Art. 75 des Gesetzes vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege.

### **TITRE VIII: Schlussbestimmungen**

#### **Art. 162–165 Übergangsrecht**

Diese Bestimmungen übernehmen insbesondere Artikel 18 Abs. 1, 1<sup>bis</sup> und 2 und Artikel 19 RWAG, da noch bis 2012 Bestätigungswahlen anstehen.

Im Übrigen besteht für die Wahl der ersten Generalstaatsanwältin oder des ersten Generalstaatsanwalts eine besondere Regelung (Art. 163), die von Artikel 66 Abs. 3 abweicht. Angesichts der Bedeutung dieses neuen Postens, seines repräsentativen Charakters und der dafür verlangten hohen Anforderungen rechtfertigt es sich nämlich, eine allen potentiellen Bewerberinnen und Bewerbern offen stehende Ausschreibung vorzusehen.

Artikel 164 enthält die Übergangsbestimmungen für die Änderung der Stellung der Magistratspersonen des Untersuchungsrichteramtes und der heutigen Staatsanwaltschaft, die unbefristet angestellt sind. Diese Personen bedürfen der Wahl durch den Grossen Rat; dem Wahlverfahren geht jedoch keine Ausschreibung voraus.

Für den Fall, dass eine Berufsrichterin oder ein Berufsrichter im Sinne von Artikel 162 nicht wiedergewählt wird, schreibt Artikel 165 die Ausrichtung einer Entschädigung vor. Dasselbe gilt für Magistratspersonen nach Artikel 164, die nicht auf einen Staatsanwaltsposten gewählt werden. Die Höhe der Entschädigung entspricht einem Jahresgehalt. Schliesslich muss gemäss Artikel 34 Abs. 3 StPR bei einer Wiederanstellung oder einer Wahl auf einen anderen Posten, der den Fähigkeiten der betreffenden Person entspricht, wenn nötig eine Entschädigung ausgerichtet werden, die auf der Grundlage der Differenz zwischen dem alten und dem neuen Gehalt berechnet wird.

#### **Art. 166 Aufhebung bisherigen Rechts**

Der Entwurf sieht vor, ganze zwanzig Gesetze aufzuheben, deren Materien nunmehr im Justizgesetz, in der ZPO, der StPO oder der JStPO, dem EGZGB und dem Gesetz über die Kantonspolizei geregelt sind.

#### **Art. 167 Kündigung interkantonalen Vereinbarungen**

Mit dem Inkrafttreten der ZPO und der StPO werden sechs interkantonale Vereinbarungen, denen unser Kanton beigetreten ist, nicht mehr bundesrechtskonform und somit gegenstandslos sein. Weder das Bundesrecht noch das interkantonale Recht erlauben, sie aufzuheben, so dass unser Kanton formell auf seine Mitgliedschaft bei diesen Vereinbarungen verzichten muss. Der Staatsrat sollte den Verzicht dann dem Bund und den anderen Kantonen mitteilen. Soweit die Vereinbarungen für die Kündigung Fristen und Formen vorsehen, brauchen diese aber nicht eingehalten zu werden.

## **Art. 168 Änderung bisherigen Rechts**

### **A. Allgemeines**

Die Ablösung des GOG und der freiburgischen Zivil- und Strafprozessordnung durch das Justizgesetz sowie die ZPO und die StPO bewirkt, dass zahlreiche Bestimmungen des kantonalen Rechts nicht mehr mit dem neuen Recht übereinstimmen (z. B. weil sie dem Erfordernis des doppelten Instanzenzugs, vgl. unten, Bst. B, nicht genügen) oder überholte Angaben enthalten (z. B. Verweise auf die ZPO-FR oder die StPO-FR). Gut sechzig Gesetze (sowie später eine Reihe von Reglementen und Verordnungen) müssen entsprechend geändert werden. Sie werden in Absatz 1 aufgezählt; die überaus zahlreichen Änderungen selbst finden sich im Anhang zum Gesetz. Im Folgenden werden unter Bst. B–F die wichtigsten Fälle von Anpassungen vorgestellt. Die einzelnen Änderungen werden unter Ziff. 2.2 (Anhang) kommentiert.

Da das Justizgesetz gewisse Gesetze, deren Verabschiedung gerade bevorsteht, nicht anpassen kann, ermächtigt Absatz 2 die Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen diese Gesetze anzupassen.

### **B. Doppelter Instanzenzug**

Das Bundesgerichtsgesetz (BGG) sowie die neuen schweizerischen Prozessordnungen verlangen in Zivil- und Strafsachen auf kantonalen Ebene grundsätzlich einen doppelten Instanzenzug. Für die Angelegenheiten, die an das Bundesgericht weitergezogen werden können, verlangt das BGG, dass die erstinstanzlichen Entscheide vor oberen kantonalen Gerichten angefochten werden können (mit wenigen Ausnahmen in Zivilsachen; Art. 75 Abs. 2 und 80 Abs. 2 BGG). Infolgedessen sehen die schweizerischen Prozessordnungen durchweg ein kantonales Rechtsmittel gegen erstinstanzliche Entscheide vor (Art. 308 ff. und 319 ff. ZPO; Art. 393 ff. und 398 ff. StPO; Art. 39 f. JStPO).

Ausserdem werden auch gewisse Entscheide, die in unmittelbarem Zusammenhang mit Zivilrecht stehen (z. B. auf dem Gebiet der Aufsicht über die Vormundschaftsbehörden) dem Erfordernis des doppelten Instanzenzugs unterworfen, indem sie aufgrund von Art. 72 Abs. 2 BGG mit der Beschwerde in Zivilsachen angefochten werden können.

In den Gesetzen, die heute vorsehen, dass das Kantonsgericht als einzige Instanz über gewisse Privatrechtsstreitigkeiten entscheidet, weist der Entwurf die Zuständigkeit gewöhnlich der durch das Justizgesetz bestimmten erstinstanzlichen Behörde zu (z. B. Anwaltsberuf, Notariat). Wo das Gesetz den Entscheid einer erstinstanzlichen Behörde für endgültig erklärt (z. B. Grundbuch), hebt der Entwurf diese Endgültigkeit auf.

### **C. Massgebendes Recht für die Verfolgung und die Beurteilung von Zuwiderhandlungen (Verweisformel)**

Zahlreiche Gesetze enthalten heute einen didaktischen Verweis, wonach Zuwiderhandlungen nach der Strafprozessordnung verfolgt und beurteilt werden. Der Entwurf behält diese didaktischen Verweise bei, ersetzt aber die Angabe der (freiburgischen) Strafprozessordnung durch diejenige des Justizgesetzes. Künftig wird sich nämlich in unserem Kanton die Zuständigkeit der Strafbehörden

bei bundesrechtlichen wie bei kantonalen Straftaten aus diesem Gesetz ergeben.

### **D. Übertragung der Zuständigkeiten der Untersuchungsrichter auf die Staatsanwaltschaft**

Im Strafverfolgungsmodell der neuen StPO gibt es keine Untersuchungsrichter mehr; ihre Aufgaben werden nunmehr von der Staatsanwaltschaft wahrgenommen. Diese leitet somit das Vorverfahren, verfolgt Straftaten im Rahmen der Untersuchung, erhebt gegebenenfalls Anklage und vertritt die Anklage (Art. 16 Abs. 2 StPO). Um dieser Übertragung Rechnung zu tragen werden die Ausdrücke «Untersuchungsrichter», «Untersuchungsrichteramt» und «Präsident des Untersuchungsrichteramtes» je nach Kontext durch «Staatsanwalt/Staatsanwältin», «Staatsanwaltschaft» oder «Generalstaatsanwalt» ersetzt.

### **E. Gerichtlichen Urteilen gleichgestellte Verfügungen**

Die ZPO macht die Schweiz zu einem einheitlichen Vollstreckungsraum für Zivilsachen wie auch für Verwaltungssachen. Heute sind Verfügungen von kantonalen Verwaltungsbehörden nur innerhalb des Kantonsgebiets definitive Rechtsöffnungstitel, vorausgesetzt das kantonale Recht setzt sie mit vollstreckbaren gerichtlichen Urteilen gleich (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 3 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs). Mit der Revision dieses Artikels durch die ZPO werden kantonale Verfügungen von Bundesrechts wegen vollstreckbar. Das kantonale Recht hat sie somit nicht mehr vollstreckbaren Urteilen gleichzusetzen oder zu präzisieren, dass sie Vollstreckungstitel sind. Die entsprechenden Bestimmungen sind daher aufzuheben.

### **F. Anzeigepflicht**

Die Verletzung der Anzeigepflicht durch eine Strafbehörde oder einen Beamten der Kantonspolizei wird heute durch Artikel 143 Abs. 1 Bst. c StPO-FR geahndet. Mehrere andere Gesetze, die eine Anzeigepflicht vorsehen, verweisen auf diese Strafbestimmung. Die Schweizerische StPO unterwirft die Strafbehörden einschliesslich der Polizei einer Anzeigepflicht (Art. 302 Abs. 1), ohne aber bei Verstössen eine eigene Strafdrohung vorzusehen. Wer eine Anzeigepflicht verletzt, kann sich jedoch einer Begünstigung strafbar machen. Zudem können Administrativmassnahmen angeordnet werden.

Den Kantonen steht es frei, für die Verletzung von kantonalrechtlichen Anzeigepflichten strafrechtliche Sanktionen vorzusehen. Es erscheint jedoch besser, davon abzusehen, um eine Ungleichbehandlung gegenüber der bundesrechtlichen Anzeigepflicht zu vermeiden. Folgende Gesetze sind betroffen: Gesetz über die Ausübung der politischen Rechte (Anhang, Ziff. 3, Art. 159), Zivilstandsgesetz (Anhang, Ziff. 10, Art. 40), Gesetz über den Zivilschutz ZSG (Anhang, Ziff. 22, Art. 30) und Gesetz über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (Anhang, Ziff. 54, Art. 79).

### **Art. 169 Referendum und Inkrafttreten**

Das Gesetz hat keine finanziellen Auswirkungen, die die für das fakultative Referendum massgebliche Höhe erreichen könnten und ist somit nicht dem Finanzreferendum unterstellt.



Das Inkrafttreten des Justizgesetzes muss mit demjenigen der ZPO, der StPO und der JStPO, das für den 1. Januar 2011 vorgesehen ist, zusammenfallen.

## **2.2 ANHANG: Gesetzesänderungen**

### **1. Gesetz vom 7. Februar 2006 über die kantonale Statistik (StatG) (SGF 110.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

### **2. Ausführungsgesetz vom 13. November 2007 zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AGAuG) (SGF 114.22.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

### **3. Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) (SGF 115.1)**

#### **Art. 159 Abs. 2**

Streichung der Sanktion für die Verletzung der Anzeigepflicht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. F).

#### **Art. 160**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

### **4. Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG) (SGF 122.70.1)**

#### **Art. 3 Abs. 2**

Ersetzung des Verweises auf das Gerichtsorganisationsgesetz durch einen Verweis auf das Justizgesetz.

#### **Art. 62 Abs. 4**

Ersetzung des Verweises auf Artikel 147 StPO-FR durch einen Verweis auf die entsprechende Bestimmung der StPO.

#### **Art. 65 Abs. 1**

Da Artikel 77 StPO-FR kein Vorbehalt im eigentlichen Sinn ist, wird darauf verzichtet, die entsprechende Bestimmung der schweizerischen Strafprozessordnung (Art. 205 Abs. 1 StPO) vorzubehalten.

### **5. Gesetz vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (AnwG) (SGF 137.1)**

#### **Art. 22 Abs. 1**

Aus der Bundesgesetzgebung über den Anwaltsberuf (BGFA) ergibt sich, dass die Kantone zuständig sind, die Stellung der Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten im Einzelnen zu regeln, insbesondere in Bezug auf ihre Befugnis, unter der Verantwortung der Anwältin oder des Anwalts, für die oder den sie tätig sind, vor Gericht Parteien zu vertreten.

#### **Art. 25–30**

Da Honorarstreitigkeiten privatrechtlicher Natur sind, wird die Zivilprozessordnung anwendbar sein. Was die zuständigen Behörden betrifft, ist es angezeigt, sich an das ordentliche System nach Justizgesetz zu halten, das sicherstellt, dass ein erster Entscheid durch eine kantonale zweite Instanz überprüft werden kann (Erfordernis des doppelten Instanzenzugs, vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B).

#### **Art. 38**

Abs. 2: Die Möglichkeit, die Veröffentlichung des Urteils anzuordnen ist bereits in Artikel 68 StGB vorgesehen.

Abs. 3, 2. Satz: Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

### **6. Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1)**

#### **Art. 86**

Die Verweise in den Absätzen 1 und 3 werden durch Verweise auf die entsprechenden Bestimmungen der StPO ersetzt. Die Frist in Absatz 2 wird an die neue Frist nach Artikel 354 Abs. 1 StPO angepasst.

#### **Art. 151c Abs. 2 Bst. b**

Anpassung an die Übertragung der Zuständigkeiten der Untersuchungsrichter auf die Staatsanwaltschaft (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. D).

### **7. Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1)**

#### **Art. 8 Abs. 4**

Diese Bestimmung setzt Artikel 29 Abs. 5 der Kantonsverfassung um (Umsetzungsprojekt Nr. 7), der Folgendes vorsieht: «Auf die besondere Situation von Kindern, Jugendlichen und jungen Erwachsenen [im Verfahren] ist Rücksicht zu nehmen». Diese Pflicht betrifft hauptsächlich das Recht des Kindes, in allen Verfahren, die es berühren, gehört zu werden, das in Artikel 12 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes gewährleistet und im neuen Absatz in Erinnerung gerufen wird.

In Zivil- und Strafsachen drängt sich ein Hinweis auf diese Verfahrensgarantie nicht auf, da bereits verschiedene Bestimmungen die Stellung der Kinder in diesen Verfahren regeln (z. B. Art. 160 Abs. 2 und 298 ZPO; Art. 314a ZGB in der Fassung vom 19.12.2008; Art. 154 StPO; Art. 35 JStPO).

#### **Art. 27 Abs. 2**

Bei der Berechnung der Fristen in Verwaltungssachen ist es angebracht, dieselben Feiertage vorzusehen wie in Zivil- und Strafsachen. Die Aufzählung enthält jedoch diejenigen Feiertage nach Artikel 122 des Entwurfs nicht, die in die Zeiten des Fristenstillstands nach Artikel 30 Abs. 1 VRG fallen, da während dieser Zeiträume ja keine Fristen ablaufen.

#### **Art. 59 Abs. 3**

Es erscheint besser, direkt auf die Bestimmungen über die unentgeltliche Rechtspflege zu verweisen, die nunmehr ins VRG selbst aufgenommen sind.

#### **Art. 72**

Abs. 1: Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

Abs 2: Die Nennung des Konkordats über die Gewährung gegenseitiger Rechtshilfe zur Vollstreckung öffentlich-rechtlicher Ansprüche hat keine rechtliche Bedeutung mehr (vgl. oben, Art. 167 des Entwurfs).

#### **Art. 87 Abs. 1**

Da die Staatsanwaltschaft nunmehr eine Gerichtsbehörde ist, rechtfertigt es sich nicht mehr, sie mit der Instruktion von Beschwerden an den Staatsrat zu betrauen, zumal die Direktionen heute über eigene Juristen verfügen.

#### **Art. 102 Abs. 4**

Die Präzisierung «vor dem Friedensrichter» wird gestrichen, denn sie entspricht nicht der im Entwurf vorgesehenen Lösung.

#### **Art. 114 Abs. 3**

Da die Verwaltungsrechtspflege grundsätzlich im VRG geregelt ist (Art. 1 des Entwurfs), ist es angebracht, auf die Ausnahme hinzuweisen, die für die Organisation der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts vorgesehen ist.

#### **Art. 128 Abs. 4**

Es erscheint besser, direkt auf die Bestimmungen über die unentgeltliche Rechtspflege zu verweisen, die nunmehr ins VRG selbst aufgenommen sind.

#### **Art. 142–145c**

Gemäss Artikel 124 des Entwurfs richtet sich die unentgeltliche Rechtspflege nach dem anwendbaren Verfahrensrecht. Im Zivil- und im Strafverfahren sind dies die neuen schweizerischen Prozessordnungen, in verwaltungsrechtlichen Verfahren das VRG. Die Übernahme der Materie in die drei Verfahrensordnungen erlaubt es, das Gesetz über die unentgeltliche Rechtspflege (URPG; SGF 136.1) aufzuheben.

Die Bestimmungen des URPG für die verwaltungsrechtlichen Verfahren können jedoch nicht unesehen ins VRG übernommen werden. Sie sehen nämlich für erstinstanzliche Verfahren und für Beschwerdeverfahren vor Behörden, die nicht als letzte kantonale Instanz entscheiden, keine unentgeltliche Rechtspflege vor. Dabei schliesst der verfassungsrechtliche Anspruch auf einen unentgeltlichen Rechtsbeistand (Art. 29 Abs. 3 BV und Art. 29 Abs. 3 KV) nach der Rechtsprechung in gewissen Fällen nicht aus, dass auch in solchen Verfahren unentgeltliche Rechtspflege gewährt wird (Bundesgerichtsentscheid 2C-902/2008; Verwaltungsgerichtsentscheid vom 17.1.2007 im Fall X und zitierte Rechtsprechung; vgl. auch Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung 2005 S. 190).

Diese Erweiterung des Anspruchs auf unentgeltliche Rechtspflege bewirkt insbesondere, dass diese nicht mehr ausschliesslich vom Staat, sondern auch von den Gemeinden gewährt wird.

#### **8. Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1)**

Artikel 26, der die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert, ist aufzuheben (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

#### **9. Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1)**

##### **Allgemeine Bemerkungen zum EGZGB**

a) Zurzeit ist eine Totalrevision des Einführungsgesetzes zum Zivilgesetzbuch (EGZGB) im Gang. Das Justizgesetz und die neuen schweizerischen Prozessordnungen werden jedoch vor dem Abschluss der Revisionsarbeiten in Kraft treten. Daher ist eine vorläufige Anpassung der Bestimmungen des EGZGB nötig, die nicht mehr mit dem neuen Verfahren oder der neuen Gerichtsorganisation vereinbar sind.

b) Das EGZGB behält heute in zahlreichen Fällen die «Berufung an das Kantonsgericht» vor. Diese Vorbehalte rechtfertigen sich nicht mehr (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B). Sie werden aufgehoben, worauf im Folgenden jeweils nicht mehr hingewiesen wird.

c) Weder die ZPO noch das Justizgesetz enthalten Bestimmungen, die den Artikeln 410–430 ZPO-FR über die Hinterlegung, die Siegelung und das Inventar entsprechen. Es war somit nicht möglich, die Verweise auf solche Regeln anzupassen, um das in diesen Fällen massgebende Verfahren anzugeben. Dies wird nötigenfalls in Weisungen des Kantonsgerichts erfolgen müssen, da der freiburgische Gesetzgeber nicht berechtigt ist, diese Lücke zu füllen.

##### **Art. 9a–9c**

Die Verfahrensbestimmungen, die sich heute im Zivilgesetzbuch und im Obligationenrecht finden, werden in die ZPO übertragen. Das Justizgesetz weist die Fälle des summarischen und des vereinfachten Verfahrens in der Regel dem Bezirksgerichtspräsident zu, regelt aber nicht abschliessend die Ausführung des ZPO in den Materien, die im EGZGB geregelt sind (z. B. die eherechtlichen Verfahren). Zudem legt es die Zuständigkeiten des Friedensgerichts und des Friedensrichters nicht fest.

Zur besseren Lesbarkeit des Gesetzes scheint es angebracht, die wichtigsten Zuständigkeitsbestimmungen am Anfang des EGZGB aufzuführen. So ist es zudem möglich, zwei Gesetze aufzuheben: das Einführungsgesetz vom 13. Mai 1942 zum Bundesgesetz vom 10. Dezember 1941 über die Revision des zwanzigsten Titels des Obligationenrechts (die Bürgschaft) (SGF 220.2) – die Artikel 496 Abs. 2 und 501 Abs. 2 OR sind nämlich in Artikel 250 ZPO aufgeführt – sowie das Gesetz vom 26. Juni 2006 zur Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung (SGF 211.2.5), denn die eingetragene Partnerschaft wird von den Artikeln 305 und 307 ZPO erfasst.

Im Rahmen dieser vorläufigen Anpassung des EGZGB werden die heutigen Zuständigkeiten beibehalten, sofern sie mit dem neuen Recht vereinbar erscheinen. Die Zweckmässigkeit einer anderen Zuständigkeit wird bei der Totalrevision des EGZGB geprüft werden.

#### **Art. 16 Abs. 1**

Statt vom Polizeigewahrsam nach StPO-FR muss wie in der Schweizerischen StPO von der vorläufigen Festnahme gesprochen werden. Es sei erwähnt, dass das Verfahren nach Artikel 16 Abs. 4 EGZGB weiterhin mit dem Bundesrecht vereinbar ist (vgl. Art. 28b Abs. 4 ZGB). Die separate oder nachfolgende gerichtliche Klage ihrerseits untersteht dem vereinfachten Verfahren (Art. 243 Abs. 2 Bst. b ZPO).

#### **Art. 16<sup>bis</sup>**

Ist durch die Artikel 249 Bst. a Ziff. 1 ZPO et 9b EGZGB ersetzt worden.

#### **Art. 18–20**

Sind durch die Artikel 249 Bst. a Ziff. 2 ZPO und 9b EGZGB ersetzt worden, was eine im Vergleich zum geltenden Artikel 20 EGZGB veränderte Zuständigkeit zur Folge hat.

#### **Art. 37**

Die kantonalen Ausführungsbestimmungen zur ZPO in den Bereichen Eherecht und eingetragene Partnerschaft finden sich in Artikel 9c EGZGB.

#### **Art. 38 Abs. 1**

Dieser Absatz wird ergänzt, um die Aufhebung des Gesetzes vom 26. Juni 2006 zur Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung (SGF 211.2.5) zu ermöglichen.

#### **Art. 39 ff.**

Die kantonalen Ausführungsbestimmungen zur ZPO in den Bereichen Eherecht und eingetragene Partnerschaft finden sich in Artikel 9c EGZGB.

#### **Art. 68 Abs. 1**

Die ZPO spricht nicht von «Streitabstand» sondern von «Klageanerkennung» (insb. Art. 241 ZPO).

#### **Art. 73**

Der Kanton ist nicht mehr zuständig, in diesem Bereich eine einzige Instanz vorzusehen; er muss einen doppelten Instanzenzug einrichten. Durch die Aufhebung des Artikels kommt die Verteilung der Zuständigkeiten nach Justizgesetz zum Tragen.

#### **Art. 76–78**

Die Artikel 280–284 ZGB werden durch die ZPO aufgehoben. Nunmehr sind die Artikel 26, 295, 303 und 304 ZPO massgebend. Bei der Verwandtenunterstützungspflicht (Art. 329 ZGB) wird die Rechtsprechung präzisieren müssen, ob wegen des Verweises in Artikel 329 Abs. 3 ZGB das in Artikel 295 ZPO vorgesehene vereinfachte Verfahren anwendbar ist oder ob die ordentliche Zuständigkeitsordnung nach dem Justizgesetz gilt.

#### **Art. 80**

Ist durch die Artikel 302 Abs. 1 Bst. c ZPO und 9b EGZGB ersetzt worden.

#### **Art. 82**

Diese Fragen sind in den Artikeln 295 und 299–301 ZPO geregelt; die Zuständigkeit bestimmt sich nach Artikel 9c EGZGB.

#### **Art. 88 und 90**

Siehe die oben stehenden allgemeinen Bemerkungen zum EGZGB, Bst. c.

#### **Art. 134<sup>bis</sup>**

Ist nunmehr von den Artikeln 249 Bst. b ZPO und 9b EGZGB abgedeckt.

#### **Art. 138 und 138<sup>bis</sup>**

Sind die Voraussetzungen von Artikel 8 ZPO nicht gegeben, so ist ein doppelter Instanzenzug nötig, denn das Bundesrecht sieht für diese Fälle keine besondere Ausnahme vor. Die Aufhebung der beiden Artikel hat die Anwendbarkeit der ordentlichen Regeln der ZPO und des Justizgesetzes zur Folge.

#### **Art. 152 Abs. 2**

Ist nunmehr durch die Artikel 249 Bst. c Ziff. 1 ZPO und 9b EGZGB abgedeckt.

#### **Art. 163**

Siehe die oben stehenden allgemeinen Bemerkungen zum EGZGB, Bst. c.

#### **Art. 175 Abs. 2**

Ist nunmehr durch die Artikel 249 Bst. c Ziff. 1 ZPO und 9b EGZGB abgedeckt.

#### **Art. 194<sup>bis</sup>**

Artikel 598 ZGB wird durch den Anhang 1 zur ZPO aufgehoben.

#### **Art. 195**

Artikel 249 Bst. c Ziff. 3 ZPO schreibt für den Vollzug von Artikel 604 ZGB das summarische Verfahren vor. In Artikel 9b Bst. a EGZGB ist eine Ausnahme zugunsten des Friedensgerichts vorgesehen worden. Es sei noch erwähnt, dass der Anhang 1 zur ZPO Artikel 618 Abs. 1 ZGB ändert.

#### **Art. 200<sup>bis</sup>**

Ist durch die Artikel 249 Bst. d Ziff. 1 ZPO und 9b EGZGB abgedeckt.

#### **Art. 205**

Ist durch die Artikel 29, 130, 249 Bst. d Ziff. 2 und 252 ZPO et 9b EGZGB abgedeckt.

#### **Art. 241 und 242**

Es gilt das summarische Verfahren (Art. 248 Bst. d und 261 ff. ZPO). Aufgrund von Artikel 308 Abs. 1 Bst. b ZPO ist die Berufung zulässig. Die Festsetzung einer Entschädigung entspricht Artikel 262 Bst. e ZPO.

Die Regel von Artikel 241 Abs. 1 EGZGB steht in Artikel 263 ZPO. Die einfache Streitverkündung und die Streitverkündungsklage sind in den Artikeln 78 ff. ZPO geregelt.



#### **Art. 243, 244, 253 und 254**

Die Regelung der Delegation ist mit den Artikeln 124 und 155 ZPO vereinbar. Im Übrigen wird die ZPO massgebend sein, sollten sich die Verfahrensbestimmungen des EGZGB als mit denen der ZPO nicht vereinbar erweisen.

#### **Art. 275**

Das Bundesrecht regelt das Verfahren des gerichtlichen Verbots in den Artikeln 248 Bst. c und 258–260 ZPO. Der Entwurf behält die Zuständigkeiten des Friedensrichters (Beantragung eines gerichtlichen Verbots) und des Oberamtmanns (Übertretungen) bei und ergänzt sie durch die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten für das Klageverfahren im Anschluss an eine Einsprache (durch die ZPO eingeführte Neuheit).

Es ist ferner zu beachten, dass bei der Strafbestimmung die deutsche und die französische Fassung in mehreren Punkten von einander abweichen.

#### **Art. 311<sup>bis</sup>, 315, 319, 326, 334 und 336**

Sind durch die Artikel 249 Bst. d ZPO und 9b EGZGB abgedeckt.

#### **Art. 349<sup>ter</sup> und 349<sup>quater</sup>**

Sind durch die Artikel 5 Abs. 1 Bst. g et 250 ZPO und 9b EGZGB abgedeckt.

Die Aufhebung dieser Artikel macht einen geeigneten Platz für einen Verweis auf die Spezialgesetzgebung über Miete und Pacht frei.

#### **Art. 350 Abs. 2**

Das beschleunigte Verfahren gibt es nicht mehr, auch wenn es noch in Artikel 15 der Verordnung des Bundesrats von 1911 (SR 221.211.22) – sie wird wohl noch angepasst werden – erwähnt wird. Dieses Vorverfahren kommt vorsorglichen Massnahmen nach den Artikeln 261 ff. ZPO nahe.

#### **Art. 362 Abs. 1**

Diese Übergangsbestimmung erwähnt noch den Zivilrekurs an das Kantonsgericht, der schon heute nicht mehr existiert. Als gegenstandslose Bestimmung ist sie nicht anzupassen, sondern aufzuheben.

### **10. Zivilstandsgesetz (ZStG) vom 14. September 2004 (SGF 211.2.1)**

#### **Art. 31 Abs. 2**

Anpassung an die Übertragung der Zuständigkeiten der Untersuchungsrichter auf die Staatsanwaltschaft (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. D).

#### **Art. 33**

Um dem Erfordernis eines doppelten kantonalen Instanzenzugs zu genügen, wird das Zuständigkeitssystem des Justizgesetzes übernommen (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B).

#### **Art. 38 Abs. 1, Einleitungssatz**

Der Vorbehalt der Berufung wird gestrichen, denn der Grundsatz des doppelten Instanzenzugs (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B) und das offen stehende

Rechtsmittel (Berufung oder Beschwerde) sind nunmehr vom Bundesrecht vorgeschrieben.

#### **Art. 39**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **Art. 40 Abs. 4**

Streichung der Sanktion für die Verletzung der Anzeigepflicht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. F).

### **11. Gesetz vom 23. November 1949 über die Organisation des Vormundschaftswesens (SGF 212.5.1)**

#### **Art. 13 und 15–27**

Das Gesetz über die Organisation des Vormundschaftswesens (GOV) wird demnächst einer Totalrevision unterzogen werden müssen, um dem neuen Erwachsenenschutzrecht (Änderung des Zivilgesetzbuchs vom 19.12.2008) Rechnung zu tragen, das voraussichtlich am 1.1.2013 oder am 1.1.2014 in Kraft treten wird. Bis dahin muss das GOV wenigstens an die Anforderungen des Bundesgerichtsgesetzes und der ZPO angepasst werden.

Das GOV sieht verschiedene Besonderheiten vor, insbesondere mehrere Entscheide, die von einer oberen Behörde als einziger Instanz getroffen werden, (das widerspricht dem Erfordernis des doppelten Instanzenzugs, vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B) sowie Bestimmungen, die beim Ausstand zwischen Ausschliessungs- und Ablehnungsgründen unterscheiden, während die ZPO diese Unterscheidung nicht kennt. Es wäre zwar an sich zulässig, im Vormundschaftswesen ein von der ZPO abweichendes kantonales Verfahren beizubehalten. Da aber ohnehin gewichtige Anpassungen nötig wären, scheint es ratsam, die ZPO und das Justizgesetz für anwendbar zu erklären (vgl. Art. 13), umso mehr als die Gerichtsbehörden diese Bestimmungen auch in anderen Bereichen anwenden werden.

#### **Art. 14 und 33**

Die vorgeschlagene Änderung gibt der Erheblicherklärung der Motion Theo Studer/Markus Ith (M1051.08; TGR 2008 S. 2387 f.) Folge. Diese Motion bezweckt zu ermöglichen, im Vormundschaftswesen Gerichtskosten zu erheben und Parteikosten zuzusprechen.

### **12. Ausführungsgesetz vom 24. September 1987 zum Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (SGF 214.12.1)**

Die Zuständigkeit der Zivil- und Strafgerichte sowie das massgebende Verfahren werden sich nach den ordentlichen Regeln (Justizgesetz, ZPO, StPO) richten, so dass die überholten Verweise gestrichen werden können.

### **13. Gesetz vom 28. Februar 1986 über das Grundbuch (SGF 214.5.1)**

#### **Art. 55 Abs. 2**

Es rechtfertigt sich nicht mehr, die Berufung an das Kantonsgericht vorzubehalten (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B).

#### **Art. 56**

Die ZPO verlangt ein kantonales Rechtsmittel gegen den Entscheid über ein Begehren um eine vorläufige Eintragung im Grundbuch (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B).

#### **Art. 59, 2. Satz**

Es rechtfertigt sich nicht mehr, die Berufung an das Kantonsgericht vorzubehalten (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B).

#### **Art. 83**

Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

#### **14. Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG) (SGF 214.6.1)**

##### **Art. 6 Abs. 6 (neu)**

Der Verweis auf das Gesetz über die Gerichtsorganisation, der durch das Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten eingefügt wurde, wird durch einen Verweis auf das Justizgesetz ersetzt.

##### **Art. 75 Abs. 1**

Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

##### **Art. 96 Abs. 3**

Die Präzisierung, dass die Berufung an das Kantonsgericht offen steht, wird gestrichen, denn der Grundsatz des doppelten Instanzenzugs (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B) und das offen stehende Rechtsmittel (Berufung oder Beschwerde) sind nunmehr vom Bundesrecht vorgeschrieben.

#### **15. Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1)**

##### **Art. 1 Abs. 2**

Diese Präzisierung rechtfertigt sich nicht mehr, da die Organisation der Schlichtungsbehörden und das Verfahren vor ihnen nunmehr im Wesentlichen durch das Justizgesetz und die Zivilprozessordnung geregelt werden.

##### **Art. 2**

Der Artikel sieht zwei Regeln über die Organisation und die Arbeitsweise der Schlichtungskommissionen vor.

##### **Art. 3**

Die heute der Volkswirtschaftsdirektion zugehörigen Schlichtungskommissionen werden der Sicherheits- und Justizdirektion zugewiesen. Diese Kommissionen gehören nämlich zur richterlichen Gewalt und sind mithin der Aufsicht des Justizrates unterstellt (Art. 3 und 101 des Entwurfs).

##### **Art. 4**

Abs. 1: Die Schlichtungsbegehren werden künftig direkt bei der zuständigen Kommission eingereicht, ohne einen

Umweg über eine Verwaltungsstelle (bisher Wohnungsamt) zu machen.

Abs. 2: Der Vorsitzende der Kommission behält die Kompetenz, auf offensichtlich unzulässige Begehren nicht einzutreten.

#### **Art. 5–21**

Es handelt sich überwiegend um Verfahrensbestimmungen, für die keine kantonale Zuständigkeit mehr besteht. Es gelten insbesondere die Artikel 202 ff. ZPO. Die Artikel 20 und 21 werden wenn nötig auf Verordnungsebene wieder aufgenommen.

#### **16. Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (SGF 222.4.3)**

##### **Art. 19 Abs. 1 und Art. 20**

Artikel 20 ist überflüssig geworden. Er wird daher aufgehoben, und der Vorbehalt in Artikel 19 Abs. 1 wird gestrichen. Die Zuständigkeit des Einzelrichters ergibt sich schon aus Artikel 50 Abs. 1 Bst. a des Entwurfs in Verbindung mit Artikel 243 Abs. 2 Bst. c ZPO; das Verfahren bestimmt die ZPO.

#### **17. Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1)**

##### **Art. 31, 31<sup>bis</sup> und 32a**

Bei den nicht privatrechtlichen Streitigkeiten (Gebühren und Auslagen) richten sich die Schlichtung und die Entscheidungskompetenz (Kantonsgericht als einzige kantonale Instanz) weiterhin nach kantonalem Recht (Art. 31 und 31<sup>bis</sup>). Die vor der Notariatskammer getroffene Einigung ist ein definitiver Rechtsöffnungstitel nach Artikel 80 Abs. 2 Ziff. 1 SchKG.

Bei den Honorarstreitigkeiten (Art. 32a) sind die Verfahrensvorschriften der ZPO massgeblich. Das kantonale Recht kann hingegen die Schlichtungsbehörde und die zuständigen Gerichtsbehörden bestimmen, wobei das Erfordernis des doppelten Instanzenzugs (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B) einzuhalten ist, was mit der Anwendung des Justizgesetzes gewährleistet ist.

##### **Art. 41 Abs. 2**

Anpassung an die Übertragung der Zuständigkeiten der Untersuchungsrichter auf die Staatsanwaltschaft (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. D).

#### **18. Gesetz vom 11. Mai 1891 betreffend Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SGF 28.1)**

Auf Gerichtsentscheide in Schuldbetreibungs- und Konkursachen findet die ZPO Anwendung (Art. 1 Bst. c ZPO). Artikel 25 SchKG, der den Kantonen vorschrieb, dieses Verfahren zu regeln, wird durch Ziff. 13 des Anhangs zur ZPO aufgehoben. Somit sind die Verfahrensbestimmungen im EGSchKG (Art. 24, 25, 27, 28 und 31–34) aufzuheben, einschliesslich derjenigen über die Berufung (Art. 18 Abs. 2, 19 Abs. 2 und 20 Abs. 2 EGSchKG).

Die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten, wie sie in den Artikeln 18–20 EGSchKG vorgesehen ist, entspricht dem Grundsatz der Verteilung der Zuständigkeiten nach dem

Justizgesetz in den Fällen des summarischen Verfahrens, des vereinfachten Verfahrens und des Verfahrens der freiwilligen Gerichtsbarkeit (vgl. Art. 50 des Entwurfs). Die Artikel 18–20 EGSchKG können daher bestehen bleiben. Dennoch wird für den Fall, dass diese Artikel nicht alle Fälle aufzählen sollten, für die Artikel 251 ZPO das summarische Verfahren vorsieht, als Auffangbestimmung die Regel von Artikel 21 EGSchKG eingeführt.

#### **19. Einführungsgesetz vom 6. Oktober 2006 zum Strafgesetzbuch (EGStGB) (SGF 31.1)**

##### **Art. 4**

Die Zuständigkeit des Strafpellationshofs kann wegen des Erfordernisses eines doppelten kantonalen Instanzenzugs nach Artikel 75 Abs. 2, 2. Satz BGG nicht beibehalten werden (vgl. auch oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. B).

##### **Art. 5**

Artikel 378 StPO schreibt Folgendes vor: «Die Staatsanwaltschaft oder das Gericht entscheidet auch über die Anträge der geschädigten Person auf Verwendung der eingezogenen Gegenstände und Vermögenswerte zu ihren Gunsten. Artikel 267 Absätze 3–6 ist sinngemäss anwendbar»; Artikel 73 Abs. 3 StGB wird durch die StPO nicht geändert. Das kantonale Recht muss somit noch die zuständige Behörde bestimmen und ein einfaches und rasches Verfahren einrichten für den Fall, dass es nicht möglich ist, im Urteil die Verwendung zugunsten der geschädigten Person anzuordnen. Dabei ist jedoch Artikel 240 Abs. 4 StPO Rechnung zu tragen, der folgenden Wortlaut hat: «Eine verfallene Sicherheitsleistung wird in sinngemässer Anwendung von Artikel 73 StGB zur Deckung der Ansprüche der Geschädigten und, wenn ein Überschuss bleibt, zur Deckung der Geldstrafen, Bussen und der Verfahrenskosten verwendet. Ein allfällig noch verbleibender Überschuss fällt dem Bund oder dem Kanton zu».

##### **Art. 8**

Anpassung an die Übertragung der Zuständigkeiten der Untersuchungsrichter auf die Staatsanwaltschaft (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. D).

##### **Art. 9 Abs. 2**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

##### **Art. 19 Abs. 3**

Für den Erlass der Verfahrenskosten ist künftig die Strafbehörde zuständig.

#### **20. Ausführungsgesetz vom 8. Oktober 1992 zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten (SGF 32.4)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **21. Gesetz vom 13. Dezember 2007 über die Berufsbildung (BBiG) (SGF 420.1)**

##### **Art. 77**

Das Gesetz vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit (SGF 132.1) wird durch Artikel 164 des Justizgesetzes aufgehoben, doch die Arbeitsgerichte bleiben bestehen. Der Verweis muss entsprechend angepasst werden.

##### **Art. 78**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **22. Gesetz vom 23. März 2004 über den Zivilschutz (ZSG) (SGF 52.1)**

##### **Art. 30**

Abs. 1: Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

Abs. 2: Anpassung an die Übertragung der Zuständigkeiten der Untersuchungsrichter auf die Staatsanwaltschaft (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. D).

Abs. 3: Streichung der Sanktion für die Verletzung der Anzeigepflicht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. F).

#### **23. Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (SGF 551.1)**

##### **A. Allgemeine Bemerkungen zum PolG**

Die Revision des Gesetzes über die Kantonspolizei (PolG) umfasst eine Anzahl materieller Änderungen, die über den Rahmen der blossen Anpassung an das Justizgesetz und die neuen schweizerischen Prozessordnungen hinausgehen. Die Natur dieser Änderungen rechtfertigt einen eingehenderen Kommentar als denjenigen, der für die Gesetzesanpassungen in der Regel nötig ist.

Die polizeiliche Arbeit gliedert sich in die Aufgabengebiete Gerichtspolizei, Verkehr und Sicherheit. Die Sicherheitspolizei umfasst das polizeiliche Handeln zur Abwehr von Gefahren oder Störungen in Bezug auf die öffentliche Sicherheit und/oder Ordnung. Die gerichtspolizeilichen Aufgaben umfassen die Polizeitätigkeit im Zusammenhang mit der Verfolgung von Straftaten. Die Unterscheidung dieser beiden Aufgaben ist nicht immer einfach. Sie ist jedoch wichtig, da für die beiden Bereiche unterschiedliche gesetzliche Regelungen gelten. Die sicherheitspolizeiliche Tätigkeit beruht auf verschiedenen Gesetzestexten wie die kantonalen Polizeigesetze, das BWIS usw. Die gerichtspolizeiliche Tätigkeit ihrerseits richtet sich hauptsächlich nach den kantonalen Strafprozessordnungen bzw. ab 2011 nach der Schweizerischen Strafprozessordnung (nachfolgend: StPO).

Die Abgrenzung zum Strafverfahrensrecht ist bei der Ausarbeitung eines Polizeigesetzes eine zentrale Frage. Die künftige Schweizerische Strafprozessordnung wird die polizeiliche Tätigkeit im Rahmen der Strafuntersuchung eingehend regeln und die kantonalen Regelungen vereinheitlichen. Die neue StPO spricht für eine klare Abgrenzung der gerichtspolizeilichen Tätigkeit einerseits und der sicherheitspolizeilichen Tätigkeit andererseits.



Das Gesetz über die Kantonspolizei muss sich auf bewährte Polizeipraktiken stützen. Allgemein sollen der Polizei keine zusätzlichen Zuständigkeiten übertragen werden, aber angesichts der bestehenden Praxis auch nicht in ihrer Tätigkeit eingeschränkt werden. Es gilt vielmehr, aufgrund der bestehenden Regelungen auf verschiedenen Ebenen wie auch der Rechtsprechung des Bundesgerichts und des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, die Grundsätze und Vorschriften zusammenzufassen, die als materielles (Polizei-)Recht in einem Gesetz im formellen Sinn verankert werden müssen. Die gesetzliche Grundlage muss gleichzeitig aber weit genug sein, um der Entwicklung – insbesondere was die technischen Mittel bei Einsatz und Ermittlungen betrifft – Rechnung zu tragen und so eine spätere Anpassung des Gesetzes zu vermeiden.

In den letzten Jahren haben verschiedene Kantone (z. B.: BL, BS, BE, GR, AG, ZH, ZG) wichtige Aspekte des materiellen Polizeirechts in ihre Gesetze aufgenommen. Zu diesem Zweck werden darin die allgemeinen Grundsätze des polizeilichen Handelns wie auch die polizeilichen Massnahmen und der polizeiliche Zwang beschrieben. Die Grundsätze der Gesetzmässigkeit und der Verhältnismässigkeit sowie derjenige, wonach sich das polizeiliche Handeln gegen den Störer richten muss (Störerprinzip), werden insbesondere als allgemeine Grundsätze des polizeilichen Handelns festgehalten. Obwohl diese Grundsätze sich schon aus der Bundesverfassung ergeben, ist es angebracht, sie ins Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei aufzunehmen; dasselbe gilt für gewisse polizeiliche Massnahmen, die aus den deutschschweizer Kantonen übernommen sind und die sich bewährt haben.

## **B. Kommentar zu den Änderungen des PolG**

Vorab sei erwähnt, dass in den Artikeln 3, 17 und 38 rein terminologische Anpassungen vorgenommen werden.

Wegen der Aufnahme neuer Bestimmungen ins 4. Kapitel wird dieses reorganisiert und in zwei Abschnitte unterteilt (Ziff. 1 «Allgemeine Grundsätze des polizeilichen Handelns»; Ziff. 2 «Polizeiliche Massnahmen und polizeilicher Zwang»). Diese Reorganisation hat sich als nötig erwiesen, um einen kohärenteren Aufbau und eine bessere Lesbarkeit zu gewährleisten. Das geltende 4. Kapitel, «Befugnisse der Polizei», unterscheidet im Gegensatz zu den Gesetzen zahlreicher Deutschschweizer Kantone (vgl. AG, AR, BE, GR, ZG, ZH usw.) nicht zwischen den allgemeinen Grundsätzen des polizeilichen Handelns insgesamt und den polizeilichen Massnahmen und dem polizeilichen Zwang (Anhaltung, Vorladung, Durchsuchung, körperlicher Zwang, Verwendung von Hilfsmitteln und Waffengebrauch).

### **Art. 30a Grundsatz der Gesetzmässigkeit (neu)**

Der Grundsatz der Gesetzmässigkeit verlangt, dass sich das polizeiliche Handeln auf das Gesetz stützt. Nach dem «Europäischen Kodex für die Polizeiethik» ist die Polizei verpflichtet, die Gesetzmässigkeit ihrer Einsätze von Amtes wegen vorgängig zu prüfen. Auch wenn dieser Grundsatz bekannt ist und angewendet wird, ist es doch angebracht, ihn förmlich im Gesetz zu verankern (vgl. AG, AR, BE, BL, GR, NE, ZG, ZH usw.).

### **Art. 30b Polizeiliche Generalklausel (neu)**

Die Gesetzgebung – und sei sie noch so vollständig – kann nicht sämtliche Situationen des Alltags berücksichtigen, besonders bei der Verhütung von Gefahren. So haben denn die Rechtsprechung und später auch die Gesetzgebung die polizeiliche Generalklausel anerkannt, die die Exekutivbehörden ermächtigt, auch ohne besondere gesetzliche Grundlage unaufschiebbare Massnahmen zu treffen, um die öffentliche Sicherheit und Ordnung vor einer unmittelbar drohenden ernststen Gefahr zu bewahren. Dieser Grundsatz soll wie derjenige der Gesetzmässigkeit im Gesetz vorgesehen werden (vgl. AG, AR, BE, BL, BS, GR, NE, SG, ZG, ZH usw.).

### **Art. 30c und 30d Adressaten des polizeilichen Handelns (neu)**

Das Störerprinzip ist ein allgemein anerkannter Grundsatz von Lehre und Rechtsprechung sowie von gewissen kantonalen Gesetzgebungen (vgl. AG, AR, BE, BL, BS, GR, ZG, ZH usw.). Dieser Grundsatz verpflichtet die Polizeibehörden, ihre Einsätze in erster Linie gegen die Person zu richten, die die öffentliche Sicherheit und Ordnung stört, und erst in zweiter Linie gegen eine Drittperson, von der keine Störung ausgeht. Es kann vorkommen, dass die Polizei gegen eine Drittperson, von der keine Störung ausgeht, vorgehen muss. Häufigster Anwendungsfall dieser Ausnahme ist die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, vor allem bei Kundgebungen (Beispiel: Bei einer Demonstration mischen sich Randalierer unter eine Menschenmenge, so dass es unmöglich wird, sie anzuhalten. Die Polizeikräfte sind ermächtigt, die Menge zu umzingeln und somit die Bewegungsfreiheit der anwesenden Personen vorübergehend einzuschränken, um die gesuchten Individuen anzuhalten und ihre Identität festzustellen/Die Polizei führt in einem Nachtlokal eine Razzia durch. Sie riegelt alle Ausgänge ab, so dass die anwesenden Personen während eines kurzen Augenblicks in ihrer Bewegungsfreiheit eingeschränkt sind).

### **Art. 31 Grundsätze**

Bei dieser Bestimmung wird in Absatz 1 der Begriff Zwangsmassnahmen durch die Begriffe polizeiliche Massnahmen und polizeilicher Zwang ersetzt.

### **Art. 31a Vorladung und Befragung (neu)**

Die Erfüllung ihrer Aufgaben ausserhalb von Strafverfahren kann es erfordern, dass die Polizei eine Person vorladen und befragen muss, insbesondere bei der Identitätsfeststellung, bei einer Wegweisung oder bei der Suche nach einer vermissten Person (vgl. AG, AR, BE, BL, BS, GR, ZG, ZH usw.). Es handelt sich um Massnahmen, die im Rahmen der sicherheitspolizeilichen Aufgaben getroffen werden (Polizeitätigkeit zur Abwehr von Gefahren oder Störungen in Bezug auf die öffentliche Sicherheit und/oder Ordnung). Sobald ein Verdacht auf eine strafbare Handlung gegeben ist, muss die Befragung nach den Strafverfahrensbestimmungen fortgeführt werden.

### **Art. 31b Ausschreibung (neu)**

Die Suche nach Vermissten gehört zum Polizeialltag. Es kann sich sowohl um eine sicherheitspolizeiliche Aufgabe wie auch um eine gerichtspolizeiliche Aufgabe handeln (Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Verfolgung von Straftaten). Artikel 210 StPO bildet die gesetzliche Grundlage für die Suche nach Personen oder Gegenständen.

den, deren Aufenthalt unbekannt und deren Anwesenheit im Verfahren erforderlich ist. Es ist somit nötig, diese Massnahme im Gesetz vorzusehen, damit die Polizei ermächtigt wird, etwa beim Verschwinden einer Person von sich aus eine Ausschreibung zu veranlassen, was in der StPO nicht vorgesehen ist (vgl. AG, AR, BE, BS, GL, GR, UR, ZG, ZH usw.).

#### **Art. 31c Ortung einer vermissten Person (neu)**

Mit Inkrafttreten der StPO werden die Artikel 3–10 des Bundesgesetzes betreffend die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs (BÜPF) aufgehoben. Diese Bestimmungen regeln insbesondere eine auf Teilnehmeridentifikation und Verkehrsdaten beschränkte Überwachung des Fernmeldeverkehrs ausserhalb der Verfolgung strafbarer Handlungen (Art. 3a BÜPF) bei der Suche nach einer vermissten Person. Nach Artikel 6 BÜPF können die nach kantonalem Recht zuständigen Behörden in den Fällen nach Artikel 3a eine Überwachung anordnen. Zuständig, eine solche Überwachung anzuordnen, ist die Kantonspolizei, über einen Offizier der Gerichtspolizei (Art. 1 der Verordnung vom 31. März 2008 über die Überwachung des Fernmeldeverkehrs bei der Suche nach einer vermissten Person).

Da diese Bestimmungen aufgehoben werden und die StPO die Überwachung nur im Rahmen des Strafverfahrens regelt, wird es nicht mehr möglich sein, beim Verschwinden einer Person eine Überwachung anzuordnen. Mit der vorgeschlagenen Änderung wird diese Lücke gefüllt. Die neue Bestimmung ermöglicht es zudem, die Verordnung über die Überwachung des Fernmeldeverkehrs bei der Suche nach einer vermissten Person aufzuheben.

#### **Art. 31d und 31e Wegweisung und Fernhaltung (neu)**

Unsere Gesetzgebung kennt bereits Aus- bzw. Wegweisungen und Betretungsverbote im Rahmen der Bekämpfung der häuslichen Gewalt oder der Gewalt bei Sportveranstaltungen. Es bestehen jedoch noch andere Situationen, in denen solche Massnahmen ergriffen werden könnten und müssten (vgl. AG, BE, BL, GE, GR, LU, SG, ZG, ZH usw.). Zu denken ist in erster Linie an die Wegweisung von Personen zur Aufrechterhaltung oder der Wiederherstellung der öffentlichen Ordnung und/oder Sicherheit oder, um den Einsatz von Polizei, Feuerwehr und/oder Rettungsdiensten zu ermöglichen. Dies ist in der freiburgischen Strafprozessordnung vorgesehen (vgl. Art. 142 StPO-FR), fehlt hingegen in der künftigen StPO. Das Betretungsverbot kann unter Umständen irgendwelche Personen treffen, unabhängig von ihrer Stellung (Drittperson, Mieter/-in, Eigentümer/-in). So wird die Polizei, beispielsweise wenn ein Verkaufsgeschäft einzustürzen droht, jedermann den Zugang verbieten, auch den Berechtigten (Inhaber/-in, Eigentümer/-in). Zu denken ist auch an eine Zusammenrottung oder eine Ansammlung von Menschen (Demonstrierende, Abrechnung unter rivalisierenden Banden, Kundgebung von «Appel au peuple» usw.), die die öffentliche Ordnung gefährden oder stören oder die Geschäfte mit Waren betreiben, die unter ein Handelsverbot fallen. Zur Durchführung dieser Massnahmen spricht die Polizei die Wegweisung oder Fernhaltung mündlich aus und vollzieht die Massnahme sofort, indem sie die Person vom betreffenden Ort bzw. aus dem betreffenden Rayon wegführt. Die Massnahme ist auf 24 Stunden begrenzt. Rechtfertigen es die Umstände (etwa weil die Person eine mündlich ausgespro-

chene Fernhaltung missachtet hat), so wird eine schriftliche Verfügung erlassen, die die wesentlichen Punkte des Verfahrens festhält, wie das heute schon der Fall ist bei Rayonverboten im Rahmen der Bekämpfung von Gewalt bei Sportveranstaltungen (Dauer der Massnahme, Rayon, Beschreibung des Sachverhalts, Rechtsmittelbelehrung). Diese Verfügung wird unter der Strafdrohung von Artikel 292 des Schweizerischen Strafgesetzbuches ausgesprochen, und ihre Höchstdauer beträgt drei Monate. In einem Urteil vom 25. Januar 2006 (BGE 132 I 49) zum Fall von zwölf als Alkoholiker betrachtete Personen, denen im Anschluss an eine Polizeikontrolle drei Monate lang der Aufenthalt im Bereich des Bahnhofs verboten wurde, bestätigte das Bundesgericht, dass die gesetzliche Bestimmung hinreichend bestimmt ist und anerkannte das öffentliche Interesse an den Wegweisungsverfügungen und deren Verhältnismässigkeit (drei Monate).

#### **Art. 32 Anhaltung, Identitätsfeststellung**

Die künftige StPO sieht in Artikel 215 die Anhaltung und die Identitätsfeststellung zur Aufklärung einer Straftat vor. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass es Fälle gibt, in denen die Polizei eine Person anhält, die keine Straftat begangen hat. Bei diesen Fällen von Anhaltung und die Identitätsfeststellung (Festhaltung durch die Polizei für Überprüfungen) geht es um die öffentliche Sicherheit und/oder Ordnung oder um die Suche nach vermissten Personen. Diese Massnahmen sind folglich im PolG zu verankern (vgl. AG, BE, BL, BS, GR, ZH usw.).

Da Absatz 2 Bst. b, c und d des Gesetzes in den Geltungsbereich der künftigen StPO fallen, wird vorgeschlagen, sie aufzuheben und nur die Fälle aufzuführen, die unter die sicherheitspolizeilichen Aufgaben fallen.

#### **Art. 33 Erkennungsdienstliche Massnahmen**

Buchstabe a von Absatz 1 wird gestrichen, da dieser Tatbestand ja unter die künftige StPO fällt. Die Unterscheidung ist wichtig, denn wenn eine beschuldigte oder verdächtige Person einer Aufforderung der Polizei nicht nachkommt, so wird die Staatsanwaltschaft entscheiden müssen. Fällt die Massnahme hingegen unter die sicherheitspolizeilichen Aufgaben, so wird bei Widerstand ein Polizeioffizier entscheiden. Nach dem geltenden Artikel 33 Abs. 3 PolG wird das erhobene Material vernichtet, sobald die betroffene Person nicht mehr verdächtigt wird, und es wird ein Protokoll erstellt, von dem die betroffene Person eine Kopie erhält. Die Umschreibung «nicht mehr verdächtigt» ist ein prozessualer Begriff, der in der künftigen StPO zu regeln ist. Dieser Absatz muss folglich entsprechend umformuliert werden.

#### **Art. 34 Durchsuchung von Personen**

Die Durchsuchung aus sicherheitspolizeilichen Gründen ist eine häufige Massnahme bei Polizeieinsätzen. Bei der Anhaltung einer Person wird diese im Allgemeinen durchsucht, um die Sicherheit der Polizeibeamten, aber auch diejenige der betroffenen Person selbst zu gewährleisten. Eine Durchsuchung entspricht auch einem Sicherheitsbedürfnis, wenn der Verdacht besteht, eine Person trage eine Waffe, auch wenn keine Festnahme erwogen wird. Buchstabe c wird gestrichen, da dieser Fall in den Geltungsbereich der künftigen StPO fällt. Dem Polizeigewahrsam der freiburgischen Prozessordnung (vgl. 106 ff. StPO-FR) entspricht in der künftigen StPO nämlich die vorläufige Festnahme, die durch das Bundesrecht abschliessend geregelt sein wird. Um jede Verwechslung auszuschliessen,

wird in Absatz 1 Bst. a der Ausdruck «Verhaftung» durch «Anhaltung» ersetzt.

#### **Art. 35 Durchsuchung von Sachen**

Da Artikel 35 PolG (Durchsuchung von Fahrzeugen) in den Geltungsbereich der künftigen StPO fällt (vgl. Art. 249 ff.), wird er geändert und erhält eine neue Überschrift, damit er nur Fälle betrifft, die zu den sicherheitspolizeilichen Aufgaben gehören. Für die Durchsuchung von Sachen gelten dieselben Grundsätze wie für die Durchsuchung von Personen; diese ergänzt jene. Unter Sachen sind die mitgeführten Waren und Gepäckstücke sowie das benutzte Fahrzeug zu verstehen. Räume stellen keine Sachen dar; für sie gelten die Regeln der Hausdurchsuchung.

#### **Art. 36a Zugang zu privaten Grundstücken und öffentlichen Wegen (neu)**

Verschiedene kantonale Gesetzgebungen regeln den Zugang der Polizei zu privaten Wegen und Grundstücken. Im Kanton Freiburg ermächtigt das Gesetz vom 28. Februar 1885 über den Freigang der Polizeiangehörigen die Polizeiagenten des Staates und der Gemeinden, ungeachtet jeden Verbotes, alle öffentlichen oder Privatwege sowie sonstiges Eigentum zu begehen, wenn sie solches zur Erfüllung ihrer Verfolgungs- oder Aufsichtspflichten für nötig oder nützlich erachten.

Der Zugang zu privaten Wegen und Grundstücken stellt unbestreitbar einen Eingriff in die Eigentumsrechte und ins Privatleben dar. Diese Massnahme soll daher im Gesetz über die Kantonspolizei verankert werden, was zugleich die Aufhebung des Gesetzes von 1885 ermöglicht. Diese Verankerung in der Gesetzgebung ist umso nötiger, als der Zugang zu Privatgeländen gewöhnlich ordentliche Polizeimassnahmen (Observation, Verfolgung) betrifft, welche in der Regel nicht durch die polizeiliche Generalklausel gedeckt sind.

#### **24. Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG) (SGF 616.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **25. Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1)**

##### **Art. 210 Abs. 3**

Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

##### **Art. 233**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **26. Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1)**

Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

#### **27. Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1)**

##### **Art. 50**

Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

##### **Art. 59 Abs. 2**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **28. Gesetz vom 14. September 2007 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (ESchG) (SGF 635.2.1)**

##### **Art. 59**

Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

##### **Art. 69 Abs. 2**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **29. Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (SGF 635.4.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **30. Gesetz vom 25. September 1974 betreffend die Besteuerung der Schiffe (SGF 635.4.2)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **31. Gesetz vom 28. September 1993 über die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes (SGF 635.6.1)**

##### **Art. 35**

Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

##### **Art. 44 Abs. 2**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **32. Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008 (SGF 710.1)**

##### **Art. 142**

Ersetzung des heutigen Verweises auf die freiburgische Zivilprozessordnung (in Abs. 1, 2. Satz) durch die Übernahme der Regel von Artikel 100 ZPO (in Abs. 1<sup>bis</sup>).



#### **Art. 143**

Streichung des überholten Verweises auf das Bundesgesetz über den Gerichtsstand in Zivilsachen.

#### **Art. 173**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **33. Ausführungsgesetz vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (SGF 725.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **34. Gesetz vom 2. November 2006 über die Hundehaltung (HHG) (SGF 725.3)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **35. Gesetz vom 12. November 1964 betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (SGF 731.0.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **36. Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1)**

##### **Art. 22**

Ersetzung des Verweises auf das Gesetz über die Gerichtsorganisation durch denjenigen auf das Justizgesetz.

##### **Art. 57 und 58**

Anpassung an die Übertragung der Zuständigkeiten der Untersuchungsrichter auf die Staatsanwaltschaft (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. D).

##### **Art. 93**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **37. Gesetz vom 3. Februar 1966 über die obligatorische Versicherung der Fahrhabe gegen Feuerschäden (SGF 732.2.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **38. Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **39. Gesetz vom 4. Februar 1972 über die öffentlichen Sachen (SGF 750.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **40. Gesetz vom 23. Februar 1984 über die Enteignung (SGF 76.1)**

##### **Art. 4 Abs. 1**

Der Verweis auf das Gesetz über die Gerichtsorganisation, der durch das Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten eingefügt wurde, wird durch einen Verweis auf das Justizgesetz ersetzt.

##### **Art. 73, 74, 99 und 119**

Anpassung der Verweise, insbesondere auf die Zivilprozessordnung.

##### **Art. 128**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **41. Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

#### **42. Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG) (SGF 781.1)**

##### **Art. 8 Abs. 2 und 3**

Die Zusammensetzung der Kommission für Administrativmassnahmen wird präzisiert. Diese wird künftig zu dritt tagen, nicht mehr zu fünf, was sich insbesondere dadurch rechtfertigt, dass der Ermessensspielraum der Kommission heute beschränkt ist.

##### **Art. 17**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

##### **Art. 18**

Anpassung an die Übertragung der Zuständigkeiten der Untersuchungsrichter auf die Staatsanwaltschaft (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. D).

##### **Art. 19**

Die Formulierung wird vereinfacht und vermeidet die Aufzählung der Strafbehörden.

##### **Art. 21**

Es ist zu hervorzuheben, dass die Rechtsgrundlage dieser Bestimmung, Artikel 55 Abs. 5 SVG, durch Ziff. 20 des Anhangs zur StPO aufgehoben wird. Die entsprechende Botschaft des Bundesrats führt dazu aus (BBl 2006 S. 1346): «Soweit die Massnahmen zur Feststellung der Fahrunfähigkeit auf Grund des Verdachts einer Widerhandlung gegen das Strassenverkehrsgesetz oder anderer Gesetze durchzuführen sind, handelt es sich um Beweis-

massnahmen im Sinne der StPO. Diese regelt denn auch die Zuständigkeit für die Durchführung und Anordnung, weshalb Absatz 5 von Artikel 55 des Strassenverkehrsgesetzes keine Bedeutung mehr hat». Die Verteilung der Zuständigkeiten für Beweismassnahmen innerhalb der Kantonspolizei ist in Artikel 147 des Entwurfs festgelegt.

**Art. 22 und 23**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**43. Ausführungsgesetz vom 7. Februar 1991 zur Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt (SGF 785.1)**

**Art. 15**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**Art. 16**

Abs. 1: Die oben zu Artikel 21 AGSVG dargelegten Überlegungen gelten auch für Artikel 16 Abs. 1 AGBSG.

Abs. 2: Anpassung eines überholten Verweises.

**44. Gesetz vom 13. November 1996 über die Abfallbewirtschaftung (ABG) (SGF 810.2)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**45. Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung (SGF 812.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**46. Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 (SGF 821.0.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**47. Gesetz vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit (SGF 821.30.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**48. Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**49. Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**50. Ausführungsgesetz vom 8. Februar 1966 zum Bundesgesetz vom 13. März 1964 über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (Arbeitsgesetz) (ergänzt durch die Novelle vom 10. Mai 1966 über die Feiertage) (SGF 864.1.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**51. Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG) (SGF 866.1.1)**

Das Gesetz vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit (SGF 132.1) wird durch Artikel 164 des Justizgesetzes aufgehoben, doch die Arbeitsgerichte bleiben bestehen. Der Verweis muss entsprechend angepasst werden.

**52. Gesetz vom 13. Februar 2003 über die Nutztiersversicherung (NTVG) (SGF 914.20.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**53. Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1)**

**Art. 70 und 175**

Aufhebung der Bestimmungen, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

**Art. 207a**

Der Verweis auf das Gesetz über die Gerichtsorganisation, der durch das Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten eingefügt wurde, wird durch einen Verweis auf das Justizgesetz ersetzt.

**54. Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG) (SGF 921.1)**

**Art. 78 Abs. 1**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**Art. 79 Abs. 1**

Streichung der Sanktion für die Verletzung der Anzeigepflicht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. F).

**55. Gesetz vom 14. November 1996 über die Jagd sowie den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG) (SGF 922.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**56. Gesetz vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (SGF 923.1)**

**Art. 36 Abs. 4**

Das Justizgesetz bestimmt den zuständigen Richter je nach der Form des Verfahrens (ordentliches, vereinfachtes oder summarisches Verfahren), die von der Zivilprozessordnung vorgeschrieben wird, unabhängig davon, ob die Klage auf Bundesrecht oder auf kantonalem Recht beruht (Art. 2 des Entwurfs).

**Art. 49**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**57. Gesetz vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels (SGF 940.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**58. Gesetz vom 6. November 1986 über die Reklamen (SGF 941.2)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**59. Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons (SGF 946.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**60. Gesetz vom 13. Oktober 2005 über den Tourismus (TG) (SGF 951.1)**

**Art. 42**

Aufhebung der Bestimmung, die die Vollstreckbarkeit der Verfügungen präzisiert (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. E).

**Art. 72 Abs. 2**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**61. Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG) (SGF 952.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**62. Gesetz vom 15. November 1977 über das Filmwesen und das Theater (SGF 953.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).

**63. Lotteriegesezt vom 14. Dezember 2000 (SGF 958.1)**

Anpassung der Formulierung des Verweises für das massgebliche Verfahrensrecht (vgl. oben, Art. 168 des Entwurfs, Bst. C).



## Loi

du

### sur la justice (LJ)

---

#### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst. cant.), notamment ses articles 120 à 128;

Vu le code du 19 décembre 2008 de procédure civile (CPC);

Vu le code du 5 octobre 2007 de procédure pénale suisse (Code de procédure pénale, CPP);

Vu la loi fédérale du 20 mars 2009 sur la procédure pénale applicable aux mineurs (Procédure pénale applicable aux mineurs, PPMin);

Vu le message du Conseil d'Etat du 14 décembre 2009;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### **TITRE PREMIER**

##### **Dispositions générales**

**Art. 1**    Objet  
          a) En général

<sup>1</sup> La présente loi règle l'organisation de la juridiction civile et pénale ainsi que celle de la juridiction administrative exercée par le Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> Elle contient, en outre et sous réserve de la législation spéciale, les dispositions d'application du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la procédure pénale applicable aux mineurs.

<sup>3</sup> La procédure et la juridiction administrative sont régies par le code de procédure et de juridiction administrative.

## Justizgesetz (JG)

vom

---

#### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV), namentlich die Artikel 120–128;

gestützt auf die Schweizerische Zivilprozessordnung (Zivilprozessordnung, ZPO) vom 19. Dezember 2008;

gestützt auf die Schweizerische Strafprozessordnung (Strafprozessordnung, StPO) vom 5. Oktober 2007;

gestützt auf die Schweizerische Jugendstrafprozessordnung (Jugendstrafprozessordnung, JStPO) vom 20. März 2009;

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 14. Dezember 2009;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **I. TITEL**

##### **Allgemeine Bestimmungen**

**Art. 1**    Gegenstand  
          a) Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Dieses Gesetz regelt die Zivil- und Strafrechtspflege sowie die Verwaltungspflege, soweit diese vom Kantonsgericht wahrgenommen wird.

<sup>2</sup> Es enthält zudem verfahrensrechtliche Bestimmungen von allgemeiner Tragweite sowie die Einführungsbestimmungen zur Zivilprozess-, Strafprozess- und Jugendstrafprozessordnung; die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten.

<sup>3</sup> Das Verwaltungs- und das Verwaltungsgerichtsverfahren richtet sich nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege.

**Art. 2** b) Droit civil et pénal cantonal

Sous réserve des dispositions spéciales, l'application du droit civil cantonal et du droit pénal cantonal ainsi que des contraventions du droit communal est régie par les codes suisses de procédure civile et de procédure pénale, par la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs et par la présente loi.

**Art. 3** Autorités judiciaires

<sup>1</sup> La juridiction civile est exercée par:

- a) les justices de paix;
- b) les autorités de conciliation en matière de baux à loyer et à ferme ainsi que celles en matière d'égalité entre femmes et hommes;
- c) les tribunaux civils, les tribunaux des prud'hommes et les tribunaux des baux ainsi que les tribunaux de la famille;
- d) le Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> La juridiction pénale est exercée par:

- a) les préfets;
- b) le Ministère public;
- c) le Tribunal des mesures de contrainte;
- d) les juges de police;
- e) les tribunaux pénaux d'arrondissement;
- f) le Tribunal pénal économique;
- g) le Tribunal pénal des mineurs;
- h) le Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> La juridiction administrative est exercée par le Tribunal cantonal ainsi que par les autorités spéciales de la juridiction administrative.

<sup>4</sup> Sont réservées les compétences attribuées par la présente loi ou par la législation spéciale au président ou à la présidente de l'autorité judiciaire concernée.

**Art. 2** b) Kantonales Zivil- und Strafrecht

Die Zivilprozess-, Strafprozess- und Jugendstrafprozessordnung sowie dieses Gesetz finden auch auf das Zivil- und Strafrecht des Kantons sowie auf das Übertretungsstrafrecht der Gemeinden Anwendung; besondere Bestimmungen bleiben vorbehalten.

**Art. 3** Gerichtsbehörden

<sup>1</sup> Die Zivilrechtspflege wird ausgeübt:

- a) von den Friedensgerichten;
- b) von den Schlichtungsbehörden in Miet- und Pachtangelegenheiten und im Bereich der Gleichstellung von Frau und Mann;
- c) von den Zivilgerichten und den Arbeits-, Miet- und Familiengerichten;
- d) vom Kantonsgericht.

<sup>2</sup> Die Strafrechtspflege wird ausgeübt:

- a) von den Oberamtspersonen;
- b) von der Staatsanwaltschaft;
- c) vom Zwangsmassnahmengericht;
- d) von den Polizeirichterinnen und Polizeirichtern;
- e) von den Bezirksstrafgerichten;
- f) vom Wirtschaftsstrafgericht;
- g) vom Jugendstrafgericht;
- h) vom Kantonsgericht.

<sup>3</sup> Die Verwaltungsrechtspflege wird vom Kantonsgericht und von den besonderen Verwaltungsjustizbehörden ausgeübt.

<sup>4</sup> Vorbehalten bleiben die Befugnisse, die durch dieses Gesetz oder durch die Spezialgesetzgebung der Präsidentin oder dem Präsidenten der betreffenden Gerichtsbehörde übertragen werden.

## TITRE II

### Fonction de juge

#### CHAPITRE PREMIER

##### Dispositions générales

###### Art. 4 Définitions

<sup>1</sup> Les juges sont des personnes qui disposent, seules ou de manière collégiale, d'une compétence décisionnelle en matière judiciaire, y compris les assesseur-e-s et les procureur-e-s.

<sup>2</sup> Les juges professionnels, qu'ils soient engagés à plein temps ou à temps partiel, exercent leur fonction en vertu de rapports de service.

<sup>3</sup> Le statut spécial des préfets est réservé.

###### Art. 5 Indépendance

<sup>1</sup> L'indépendance du Pouvoir judiciaire est garantie.

<sup>2</sup> Dans l'exercice de leur fonction, les autorités judiciaires ne sont soumises qu'à la loi.

###### Art. 6 Durée de la fonction et limite d'âge

<sup>1</sup> Les juges sont élus pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> Les fonctions des juges professionnels expirent à la fin de l'année civile au cours de laquelle ils ont atteint 65 ans révolus et celles des juges non professionnels, à la fin de l'année civile au cours de laquelle ils ont atteint 70 ans révolus. Le Conseil de la magistrature peut admettre des exceptions pour des cas particuliers, notamment pour permettre au ou à la juge de mener à terme une affaire importante.

<sup>3</sup> La révocation (art. 107ss) est réservée.

###### Art. 7 Obligation de domicile

<sup>1</sup> Les juges doivent être domiciliés dans le canton.

<sup>2</sup> Les assesseur-e-s doivent en outre être domiciliés dans la circonscription judiciaire concernée.

<sup>3</sup> Le Conseil de la magistrature peut autoriser des dérogations temporaires à cette règle, à la condition qu'il n'en résulte aucun préjudice pour l'administration de la justice.

## II. TITEL

### Amt der Richterinnen und Richter

#### 1. KAPITEL

##### Allgemeine Bestimmungen

###### Art. 4 Begriffe

<sup>1</sup> Richterinnen und Richter sind Personen, die alleine oder im Kollegium über richterliche Entscheidungsbefugnisse verfügen; zu diesen Personen gehören auch die Beisitzenden und die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte.

<sup>2</sup> Berufsrichterinnen und Berufsrichter sind Personen, die ihr Amt in einem Anstellungsverhältnis mit Voll- oder Teilpensum ausüben.

<sup>3</sup> Die besondere Stellung der Oberamtspersonen bleibt vorbehalten.

###### Art. 5 Unabhängigkeit

<sup>1</sup> Die Unabhängigkeit der richterlichen Gewalt ist gewährleistet.

<sup>2</sup> Die Gerichtsbehörden sind bei der Ausübung ihres Amtes nur dem Recht verpflichtet.

###### Art. 6 Amtsdauer und Altersgrenze

<sup>1</sup> Richterinnen und Richter werden auf unbestimmte Zeit gewählt.

<sup>2</sup> Berufsrichterinnen und Berufsrichter scheiden am Ende des Kalenderjahres, in dem sie das 65. Altersjahr vollendet haben, aus ihrem Amt aus, nebenberufliche Richterinnen und Richter am Ende des Kalenderjahres, in dem sie das 70. Altersjahr vollendet haben. Der Justizrat kann für einzelne Verfahren Ausnahmen gewähren, insbesondere um einer Richterin oder einem Richter den Abschluss eines umfangreichen Verfahrens zu ermöglichen.

<sup>3</sup> Die Abberufung (Art. 107 ff.) bleibt vorbehalten.

###### Art. 7 Wohnsitzpflicht

<sup>1</sup> Richterinnen und Richter haben ihren Wohnsitz im Kanton.

<sup>2</sup> Die Beisitzenden haben ihren Wohnsitz im betreffenden Gerichtskreis.

<sup>3</sup> Der Justizrat kann befristete Abweichungen von dieser Regel gestatten, sofern dadurch der Verwaltung des Gerichtswesens kein Nachteil entsteht.



## **Art. 8** Statut

Sous réserve des dispositions contraires de la présente loi ou d'autres dispositions spéciales, les juges professionnels sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

## **CHAPITRE 2**

### **Election**

#### **Art. 9** Eligibilité a) En général

<sup>1</sup> Sont éligibles en qualité de juges les personnes qui:

- a) ont la citoyenneté active sur le plan cantonal ou qui, étant de nationalité étrangère, sont titulaires d'une autorisation d'établissement;
- b) ne font pas l'objet d'actes de défaut de biens;
- c) n'ont pas été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction de juge.

<sup>2</sup> En outre, les personnes de nationalité étrangère doivent être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans.

<sup>3</sup> Les articles 16 et 17 sont réservés.

#### **Art. 10** b) Formation

<sup>1</sup> Les juges professionnels doivent soit être titulaires du brevet d'avocat ou d'avocate, soit être titulaires d'une licence ou d'un master en droit et faire preuve de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction envisagée.

<sup>2</sup> Ces exigences ne s'appliquent pas aux juges de paix.

#### **Art. 11** Procédure a) Principes

Les juges sont élus par le Grand Conseil, sur le préavis du Conseil de la magistrature et à la suite d'une mise au concours.

#### **Art. 12** b) Rôle du Conseil de la magistrature

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature organise la mise au concours, vérifie les conditions d'éligibilité et préavise les candidatures à l'intention du Grand Conseil.

## **Art. 8** Stellung

Berufsrichterinnen und Berufsrichter unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal; abweichende Bestimmungen dieses Gesetzes oder andere besondere Vorschriften bleiben vorbehalten.

## **2. KAPITEL**

### **Wahl**

#### **Art. 9** Wählbarkeit a) Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Als Richterinnen und Richter sind Personen wählbar:

- a) die in kantonalen Angelegenheiten stimmberechtigt sind oder ausländische Staatsangehörige mit Niederlassungsbewilligung sind;
- b) gegen die keine Verlustscheine bestehen;
- c) die nicht strafrechtlich verurteilt wurden wegen Handlungen, die mit dem richterlichen Amt nicht vereinbar sind.

<sup>2</sup> Die ausländischen Staatsangehörigen müssen zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben.

<sup>3</sup> Artikel 16 und 17 bleiben vorbehalten.

#### **Art. 10** b) Ausbildung

<sup>1</sup> Berufsrichterinnen und -richter sind entweder im Besitz eines Anwaltspatentes oder sie sind im Besitz eines Lizentiates oder Masters der Rechtswissenschaften und weisen sich über genügende praktische Kenntnisse zur Ausübung des vorgesehenen Amtes aus.

<sup>2</sup> Diese Anforderungen gelten nicht für die Friedensrichterinnen und Friedensrichter.

#### **Art. 11** Verfahren a) Grundsätze

Richterinnen und Richter werden nach einer Ausschreibung auf Stellungnahme des Justizrats vom Grossen Rat gewählt.

#### **Art. 12** b) Aufgaben des Justizrats

<sup>1</sup> Der Justizrat organisiert die Ausschreibung, überprüft die Wählbarkeitsvoraussetzungen und begutachtet die Bewerbungen zuhanden des Grossen Rats.

<sup>2</sup> Le Conseil de la magistrature examine les candidatures en tenant compte de la formation, de l'expérience professionnelle et des qualités personnelles des candidats et candidates.

<sup>3</sup> Il transmet les dossiers de candidature au Grand Conseil qui les remet à sa Commission de justice pour préavis.

**Art. 13** c) Procédure devant le Grand Conseil

<sup>1</sup> Les juges sont élus au scrutin uninominal, parmi les personnes qui ont fait acte de candidature.

<sup>2</sup> Les élections sont préparées par la Commission de justice du Grand Conseil.

**Art. 14** d) Serment ou promesse solennelle

<sup>1</sup> Avant d'entrer en fonction, les juges prêtent serment devant le Grand Conseil ou font devant lui la promesse solennelle de remplir fidèlement leurs fonctions.

<sup>2</sup> L'élection devient caduque lorsque la personne élue refuse de prêter serment ou de faire la promesse solennelle.

### CHAPITRE 3

#### Incompatibilités

**Art. 15** Séparation des pouvoirs

Les juges professionnels ne peuvent ni être membres du Conseil d'Etat, ou du Grand Conseil, ni exercer la fonction de préfet.

**Art. 16** Parenté

<sup>1</sup> Ne peuvent être membres simultanément de la même autorité judiciaire, au titre de juge, de greffier ou greffière:

- a) les parents en ligne directe;
- b) les conjoints et les partenaires enregistrés;
- c) les alliés au premier degré (beau-père ou belle-mère et gendre ou bru);
- d) les frères et sœurs germains, consanguins et utérins;
- e) les parents et alliés au troisième degré (oncle, tante, neveu et nièce);

<sup>2</sup> Bei der Begutachtung der Bewerbungen stützt sich der Justizrat auf die Ausbildung, die berufliche Erfahrung und die persönlichen Qualitäten der Kandidatinnen und Kandidaten.

<sup>3</sup> Er leitet die Bewerbungsunterlagen an den Grossen Rat weiter; dieser unterbreitet sie seiner Justizkommission zur Stellungnahme.

**Art. 13** c) Verfahren vor dem Grossen Rat

<sup>1</sup> Die Richterinnen und Richter werden aus den Bewerberinnen und Bewerbern in Einzelwahl gewählt.

<sup>2</sup> Die Wahlen werden von der Justizkommission des Grossen Rats vorbereitet.

**Art. 14** d) Eid oder feierliches Versprechen

<sup>1</sup> Vor Amtsantritt leisten die Richterinnen und Richter vor dem Grossen Rat den Eid oder geben vor ihm das feierliche Versprechen ab, ihr Amt getreu auszuüben.

<sup>2</sup> Die Wahl wird hinfällig, wenn die gewählte Person den Eid oder das feierliche Versprechen verweigert.

### 3. KAPITEL

#### Unvereinbarkeit

**Art. 15** Gewaltenteilung

Berufsrichterinnen und -richter können nicht Mitglied des Staatsrats oder des Grossen Rats oder Oberamtsperson sein.

**Art. 16** Verwandtschaft

<sup>1</sup> Es können nicht gleichzeitig als Richterin oder Richter oder als Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber derselben Gerichtsbehörde angehören:

- a) Verwandte in direkter Linie;
- b) Ehegatten und die eingetragenen Partnerinnen oder Partner;
- c) Verschwägte ersten Grades (Schwiegervater oder -mutter und Schwiegersohn oder -tochter);
- d) voll- und halbblütige Geschwister;
- e) Verwandte und Verschwägte dritten Grades (Onkel, Tante, Nefte und Nichte);

- f) les cousins germains;
- g) les alliés au deuxième degré (beaux-frères, belles-sœurs);
- h) les personnes dont les conjoints ou les partenaires enregistrés sont frères et sœurs.

<sup>2</sup> Ces incompatibilités de parenté ou d'alliance s'appliquent également aux personnes menant de fait une vie de couple.

<sup>3</sup> Si une incompatibilité selon l'alinéa 1 ou 2 survient, la personne qui revêt la fonction concernée depuis moins longtemps est considérée comme démissionnaire, à moins que les deux personnes ne trouvent un autre accord.

#### **Art. 17** Activités incompatibles

<sup>1</sup> Il est interdit aux juges d'exercer toute activité incompatible avec leur indépendance ou la dignité de leur fonction.

<sup>2</sup> Les juges professionnels ne peuvent exercer aucune autre activité lucrative.

<sup>3</sup> Le Conseil de la magistrature peut autoriser les juges professionnels à exercer une autre activité lucrative, à condition qu'il n'en résulte aucun préjudice pour l'administration de la justice et que l'indépendance de celle-ci ne soit pas mise en danger. S'agissant des juges exerçant une fonction à temps partiel, l'autorisation doit être accordée lorsque les conditions précitées sont remplies.

<sup>4</sup> Le Conseil de la magistrature peut confier à un ou une juge professionnel-le la même fonction dans plusieurs arrondissements judiciaires.

## **CHAPITRE 4**

### **Récusation**

#### **Art. 18**

<sup>1</sup> Les motifs et la procédure de récusation sont régis par les lois de procédure applicables.

<sup>2</sup> Lorsque qu'une demande de récusation est contestée, il est statué sur la récusation:

- a) s'il s'agit d'un membre d'un tribunal, par le tribunal lui-même, après que le magistrat ou la magistrate visé-e s'est retiré-e et a été remplacé-e par un suppléant ou une suppléante;
- b) s'il s'agit d'un ou d'une juge unique, par son suppléant ou sa suppléante;
- c) s'il s'agit d'un expert ou d'une experte, par l'autorité qui l'a désigné-e;

- f) Geschwisterkinder;
- g) Verschwägerter zweiten Grades (Schwäger, Schwägerinnen);
- h) Personen, deren Ehegatten oder eingetragene Partnerinnen oder Partner verschwistert sind.

<sup>2</sup> Diese Unvereinbarkeitsgründe aufgrund von Verwandtschaft oder Schwägerschaft gelten ebenfalls für Personen in faktischer Lebensgemeinschaft.

<sup>3</sup> Entsteht eine Unvereinbarkeit nach Absatz 1 oder 2, so verzichtet diejenige Person, die ihr Amt weniger lange bekleidet, auf ihr Amt, sofern die betroffenen Personen keine andere Lösung treffen.

#### **Art. 17** Unvereinbare Tätigkeiten

<sup>1</sup> Richterinnen und Richtern ist jede Tätigkeit untersagt, die mit der richterlichen Unabhängigkeit oder der Würde ihres Amtes unvereinbar ist.

<sup>2</sup> Berufsrichterinnen und -richter dürfen keiner anderen entgeltlichen Beschäftigung nachgehen.

<sup>3</sup> Der Justizrat kann Berufsrichterinnen und -richtern eine andere entgeltliche Beschäftigung gestatten, sofern dadurch der Verwaltung des Gerichtswesens kein Nachteil entsteht und die Unabhängigkeit der Justiz nicht gefährdet erscheint. Sind diese Voraussetzungen bei Richterinnen oder Richtern im Teilpensum gegeben, so muss die Bewilligung erteilt werden.

<sup>4</sup> Der Justizrat kann eine Berufsrichterin oder einen Berufsrichter in mehreren Gerichtskreisen mit der gleichen Funktion betrauen.

## **4. KAPITEL**

### **Ausstand**

#### **Art. 18**

<sup>1</sup> Die Ausstandsgründe und das Ausstandsverfahren richten sich nach der anwendbaren Verfahrensordnung.

<sup>2</sup> Ist der Ausstand strittig, so entscheidet folgende Behörde oder Person:

- a) bei einem Kollegialgericht: das Gericht unter Ausschluss des betroffenen Mitglieds und unter Beizug eines Ersatzmitglieds;
- b) bei einem Einzelgericht: die Stellvertreterin oder der Stellvertreter;
- c) bei einer sachverständigen Person: die Behörde, die sie bestimmt hat;

d) s'il s'agit d'un collaborateur ou d'une collaboratrice, par la personne qui dirige la procédure.

Les dispositions spéciales du code de procédure pénale demeurent réservées.

<sup>3</sup> Si, à la suite de demandes de récusation, une autorité collégiale n'atteint plus le nombre de personnes lui permettant de statuer, le Conseil de la magistrature désigne autant de juges ad hoc qu'il est nécessaire pour permettre à l'autorité concernée de se prononcer sur la demande de récusation.

### TITRE III

#### Organisation interne des autorités judiciaires et infrastructures

**Art. 19** Nombre de juges et de collaborateurs et collaboratrices

<sup>1</sup> En vue d'une administration de la justice à la fois de qualité et diligente, chaque autorité judiciaire dispose d'un nombre suffisant de juges, de greffiers et greffières ainsi que de personnes chargées de tâches administratives.

<sup>2</sup> Le nombre de juges et des autres collaborateurs et collaboratrices, notamment des greffiers et greffières, est fixé par le Conseil d'Etat, après audition de l'autorité judiciaire concernée et du Conseil de la magistrature.

**Art. 20** Langues

Les deux langues officielles sont équitablement représentées au sein des autorités judiciaires dont la juridiction s'étend à une circonscription judiciaire bilingue.

**Art. 21** Juges  
a) Gestion administrative

<sup>1</sup> Les juges professionnels d'une autorité judiciaire en assument la gestion administrative.

<sup>2</sup> Dans la mesure où une autorité judiciaire comprend plusieurs juges professionnels, ceux-ci sont placés sur un pied d'égalité. Ils désignent parmi eux, pour une période d'une année, un président ou une présidente en charge des questions administratives. A défaut, le Conseil de la magistrature procède à ladite désignation.

<sup>3</sup> Les dispositions particulières relatives à l'organisation du Tribunal cantonal et du Ministère public demeurent réservées.

d) bei einer Mitarbeiterin oder einem Mitarbeiter: die Verfahrensleitung.  
Die besonderen Vorschriften der Strafprozessordnung bleiben vorbehalten.

<sup>3</sup> Ist eine Kollegialbehörde infolge von Ausstandsgesuchen nicht mehr beschlussfähig, so ernennt der Justizrat die notwendige Anzahl ausserordentlicher Mitglieder, damit sie über das Ausstandsgesuch entscheiden kann.

### III. TITEL

#### Interne Organisation der Gerichtsbehörden und Infrastruktur

**Art. 19** Anzahl der Richterinnen und Richter und der Mitarbeitenden

<sup>1</sup> Für eine sowohl qualitativ hochstehende als auch rasche Geschäftserledigung verfügt jede Gerichtsbehörde über hinreichend Richterinnen und Richter, Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber sowie administratives Personal.

<sup>2</sup> Die Anzahl der Richterinnen und Richter sowie der übrigen Mitarbeitenden, insbesondere der Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber, werden nach Anhörung der betroffenen Gerichtsbehörde und des Justizrats vom Staatsrat festgelegt.

**Art. 20** Sprache

Bei Gerichtsbehörden, deren Zuständigkeit sich auf einen zweisprachigen Gerichtskreis erstrecken, sind beide Amtssprachen angemessen vertreten.

**Art. 21** Richterinnen und Richter  
a) Gerichtsverwaltung

<sup>1</sup> Den Berufsrichterinnen und -richtern einer Gerichtsbehörde obliegt die Verwaltung dieser Behörde.

<sup>2</sup> Soweit eine Gerichtsbehörde über mehrere Berufsrichterinnen und Berufsrichter verfügt, sind diese einander gleichgestellt. Sie bestimmen aus ihrer Mitte eine Person, die jeweils für ein Jahr in den administrativen Angelegenheiten den Vorsitz führt. Haben sie niemanden bestimmt, so bezeichnet der Justizrat diese Person.

<sup>3</sup> Vorbehalten bleiben die besonderen Bestimmungen über die Organisation des Kantonsgerichts und der Staatsanwaltschaft.



**Art. 22** b) Suppléance

<sup>1</sup> En cas d'empêchement, chaque juge professionnel-le dispose d'un suppléant ou d'une suppléante ordinaire.

<sup>2</sup> Le suppléant ou la suppléante est choisi-e par le Conseil de la magistrature parmi les juges professionnels de l'autorité judiciaire concernée, dans l'ensemble des arrondissements; il ou elle doit disposer des mêmes compétences professionnelles et linguistiques pour traiter de manière convenable les dossiers du ou de la juge empêché-e. Les dispositions relatives à la désignation d'un remplaçant ou d'une remplaçante pour le ou la procureur-e général-e et les juges du Tribunal cantonal demeurent réservées.

<sup>3</sup> En cas d'empêchement du suppléant ou de la suppléante ordinaire, un ou une autre juge professionnel-le, satisfaisant aux exigences professionnelles et linguistiques, assume la suppléance.

<sup>4</sup> Si tous les juges professionnels entrant en ligne de compte sont empêchés et qu'il n'est pas non plus possible de trouver des suppléants et suppléantes parmi les juges suppléants du Tribunal cantonal, le Conseil de la magistrature désigne le nombre requis de juges ad hoc et les assermente.

**Art. 23** Greffiers et greffières

a) Tâches

<sup>1</sup> Chaque autorité judiciaire dispose, dans sa composition légale, d'un greffier ou d'une greffière.

<sup>2</sup> Le greffier ou la greffière prend part, avec voix consultative, à toutes les décisions, sous réserve des ordonnances d'instruction et des exceptions prévues par la loi.

<sup>3</sup> Il ou elle collabore à la bonne marche des affaires, assure la rédaction des jugements, décisions et autres actes émanant de l'autorité à laquelle il ou elle est rattaché-e, et les signe. Il ou elle exécute en outre toutes les tâches que la législation lui attribue.

**Art. 24** b) Statut

<sup>1</sup> Les greffiers ou greffières doivent être titulaires d'une licence ou d'un master en droit.

<sup>2</sup> Les greffiers ou greffières sont subordonnés à l'autorité à laquelle ils sont rattachés et à son président ou sa présidente et doivent se conformer à leurs directives.

**Art. 22** b) Stellvertretung

<sup>1</sup> Jede Berufsrichterin und jeder Berufsrichter verfügt für den Fall, dass sie oder er verhindert ist, über eine ordentliche Stellvertretung.

<sup>2</sup> Die Stellvertretung wird vom Justizrat aus dem Kreis der Berufsrichterinnen und Berufsrichter der betreffenden Gerichtsbehörde sämtlicher Gerichtsbezirke bestimmt und muss über die gleichen fachlichen und sprachlichen Fähigkeiten verfügen, um die Geschäfte der verhinderten Person angemessen wahrnehmen zu können. Vorbehalten bleiben die Vorschriften über die Bezeichnung der Stellvertretung für die Generalstaatsanwältin oder den Generalstaatsanwalt und für die Kantonsrichterinnen und -richter.

<sup>3</sup> Ist auch die ordentliche Stellvertretung verhindert, so nimmt sich eine andere Berufsrichterin oder ein anderer Berufsrichter, die oder der über die gleichen fachlichen und sprachlichen Fähigkeiten verfügt, der Sache an.

<sup>4</sup> Sind alle in Frage kommenden Berufsrichterinnen und -richter verhindert und kann auch aus der Mitte der Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter des Kantonsgerichts keine hinreichende Stellvertretung bestellt werden, so bezeichnet der Justizrat ad hoc die notwendige Anzahl Richterinnen und Richter und vereidigt sie.

**Art. 23** Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

a) Aufgaben

<sup>1</sup> Zur gesetzmässigen Besetzung jeder Gerichtsbehörde gehört auch eine Gerichtsschreiberin oder ein Gerichtsschreiber.

<sup>2</sup> Die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber wirken bei allen Entscheidungen mit beratender Stimme mit; vorbehalten sind prozessleitende Verfügungen und die gesetzlichen Ausnahmen.

<sup>3</sup> Sie wirken an der richtigen Abwicklung der Geschäfte mit, redigieren die Urteile, Beschlüsse und anderen Akte, die von der Behörde ausgehen, der sie unterstellt sind, und unterzeichnen sie. Sie nehmen zudem alle Aufgaben wahr, die die Gesetzgebung ihnen überträgt.

**Art. 24** b) Stellung

<sup>1</sup> Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber verfügen über ein Lizentiat oder einen Master der Rechtswissenschaften.

<sup>2</sup> Die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber unterstehen der Behörde, der sie zugeteilt sind, und der vorsitzenden Person; sie haben deren Weisungen zu befolgen.

<sup>3</sup> Les autorités judiciaires qui disposent de plusieurs greffiers ou greffières peuvent désigner un greffier-chef ou une greffière-cheffe et lui attribuer des tâches particulières.

<sup>4</sup> Le Tribunal cantonal dispose en outre de greffiers rapporteurs ou greffières rapporteuses.

**Art. 25** c) Activités lucratives

Les greffiers et greffières peuvent fonctionner en qualité de juges professionnels. Pour le reste, l'admissibilité d'une activité lucrative est régie par la législation sur le personnel de l'Etat.

**Art. 26** d) Empêchement de l'ensemble des greffiers et greffières

En cas d'empêchement de l'ensemble des greffiers et greffières d'une autorité judiciaire, la personne qui dirige la procédure désigne un greffier ou une greffière ad hoc et l'assermente.

**Art. 27** Huissiers et huissières

<sup>1</sup> Dans la mesure où une autorité judiciaire dispose d'huissiers ou d'huissières, ceux-ci exercent les fonctions qui leur sont attribuées par la loi et reçoivent de la part de l'autorité à laquelle ils sont rattachés les directives nécessaires.

<sup>2</sup> Ils sont soumis à la surveillance des juges professionnels ou du greffier-chef ou de la greffière-cheffe de l'autorité à laquelle ils sont rattachés.

<sup>3</sup> Les huissiers et huissières peuvent être chargés de travaux de bureau au greffe de l'autorité à laquelle ils sont rattachés.

**Art. 28** Engagement du personnel

<sup>1</sup> Les collaborateurs et collaboratrices du greffe sont engagés conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

<sup>2</sup> Les collaborateurs et collaboratrices du greffe du Tribunal cantonal sont engagés par celui-ci.

<sup>3</sup> Les greffiers et greffières sont assermentés par l'autorité à laquelle ils sont rattachés.

<sup>3</sup> Gerichtsbehörden mit mehreren Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern können eine Chefgerichtsschreiberin oder einen Chefgerichtsschreiber bezeichnen und dieser Person besondere Aufgaben übertragen.

<sup>4</sup> Das Kantonsgericht verfügt zudem über Gerichtsschreiber-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreiber-Berichterstatter.

**Art. 25** c) Entgeltliche Tätigkeiten

Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber können als Berufsrichterinnen oder Berufsrichter amten. Im Übrigen richtet sich die Zulässigkeit einer entgeltlichen Beschäftigung nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

**Art. 26** d) Verhinderung aller Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Sind alle Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber einer Gerichtsbehörde verhindert, bezeichnet die Verfahrensleitung eine Gerichtsschreiberin oder einen Gerichtsschreiber ad hoc und vereidigt diese Person.

**Art. 27** Weibinnen und Weibel

<sup>1</sup> Soweit eine Gerichtsbehörde über Weibinnen oder Weibel verfügt, nehmen diese die Aufgaben wahr, die ihnen von Gesetzes wegen zustehen; sie erhalten von der Behörde, der sie unterstellt sind, die nötigen Weisungen.

<sup>2</sup> Sie unterstehen der Aufsicht der Berufsrichterinnen und -richter oder der Chefgerichtsschreiberin oder des Chefgerichtsschreibers der Behörde, der sie unterstellt sind.

<sup>3</sup> Die Weibinnen und Weibel können auf der Gerichtsschreiberei der Behörde, der sie unterstellt sind, zu Büroarbeiten angehalten werden.

**Art. 28** Anstellung des Personals

<sup>1</sup> Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Gerichtsschreiberei werden nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal angestellt.

<sup>2</sup> Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts werden von diesem angestellt.

<sup>3</sup> Die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber werden von der Behörde, der sie unterstellt sind, vereidigt.

### **Art. 29** Règlement d'organisation

<sup>1</sup> Les autorités judiciaires précisent par voie réglementaire toutes les questions relatives à leur organisation qui ne sont pas fixées par la loi. A défaut, le Tribunal cantonal édicte le règlement.

<sup>2</sup> Les articles 48 et 66 al. 2 sont réservés.

### **Art. 30** Infrastructures

<sup>1</sup> L'Etat met à la disposition des autorités judiciaires les infrastructures et tous les moyens nécessaires à l'administration de la justice.

<sup>2</sup> En cas de besoin, les communes sont tenues de fournir, aux frais de l'Etat, les locaux ou les immeubles nécessaires aux autorités judiciaires. S'il y a désaccord sur le montant de l'indemnisation, la Commission d'expropriation statue.

## **TITRE IV**

### **Compétence des autorités judiciaires**

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Circonscriptions judiciaires**

### **Art. 31** Principe

<sup>1</sup> Sauf disposition contraire, la juridiction des autorités judiciaires s'étend à l'arrondissement dans lequel leur siège est situé.

<sup>2</sup> Les arrondissements judiciaires, correspondant aux districts administratifs, sont les suivants:

- a) l'arrondissement de la Sarine, avec siège du tribunal à Fribourg;
- b) l'arrondissement de la Singine, avec siège du tribunal à Tafers;
- c) l'arrondissement de la Gruyère, avec siège du tribunal à Bulle;
- d) l'arrondissement du Lac, avec siège du tribunal à Morat;
- e) l'arrondissement de la Glâne, avec siège du tribunal à Romont;
- f) l'arrondissement de la Broye, avec siège du tribunal à Estavayer-le-Lac;
- g) l'arrondissement de la Veveyse, avec siège du tribunal à Châtel-Saint-Denis.

<sup>3</sup> Chaque arrondissement judiciaire dispose d'un tribunal d'arrondissement et d'une justice de paix, qui ont leur siège dans les communes mentionnées à l'alinéa 2.

### **Art. 29** Organisationsreglement

<sup>1</sup> Soweit nicht im Gesetz geregelt, bestimmen die Gerichtsbehörden ihre Organisation in einem Reglement. Bleibt eine Behörde untätig, so erlässt das Kantonsgericht das Reglement.

<sup>2</sup> Die Artikel 48 und 66 Abs. 2 bleiben vorbehalten.

### **Art. 30** Infrastruktur

<sup>1</sup> Der Staat stellt den Gerichtsbehörden die nötige Infrastruktur und sämtliche für die Tätigkeit der Gerichtsbehörden erforderlichen Mittel zur Verfügung.

<sup>2</sup> Die Gemeinden können bei Bedarf verpflichtet werden, dem Staat auf dessen Kosten zweckmässige Räumlichkeiten oder Grundstücke für die Gerichtsbehörden zur Verfügung zu stellen. Ist die Höhe der Entschädigung streitig, so entscheidet die Enteignungskommission.

## **IV. TITEL**

### **Zuständigkeit der Gerichtsbehörden**

#### **1. KAPITEL**

##### **Gerichtskreise**

### **Art. 31** Grundsatz

<sup>1</sup> Wo es nicht anders bestimmt ist, erstreckt sich die Gerichtsbarkeit einer Gerichtsbehörde auf den Gerichtsbezirk, in dem sie ihren Sitz hat.

<sup>2</sup> Die Gerichtsbezirke entsprechen den Verwaltungsbezirken; es sind dies:

- a) der Gerichtsbezirk Saane mit Gerichtssitz in Freiburg;
- b) der Gerichtsbezirk Sense mit Gerichtssitz in Tafers;
- c) der Gerichtsbezirk Greyerz mit Gerichtssitz in Bulle;
- d) der Gerichtsbezirk See mit Gerichtssitz in Murten;
- e) der Gerichtsbezirk Glane mit Gerichtssitz in Romont;
- f) der Gerichtsbezirk Broye mit Gerichtssitz in Estavayer-le-Lac;
- g) der Gerichtsbezirk Vivisbach mit Gerichtssitz in Châtel-Saint-Denis.

<sup>3</sup> In allen Gerichtsbezirken besteht am Gerichtssitz nach Absatz 2 ein Bezirksgericht und ein Friedensgericht.

<sup>4</sup> Si les circonstances le justifient, la personne qui dirige la procédure peut décider à titre exceptionnel que les audiences se dérouleront ailleurs qu'au siège du tribunal.

#### **Art. 32** Territoire cantonal

La juridiction du Tribunal cantonal, du Tribunal des mesures de contrainte, du Tribunal pénal économique, du Tribunal pénal des mineurs et du Ministère public s'étend à l'ensemble du territoire cantonal.

#### **Art. 33** Tribunaux des baux

<sup>1</sup> La juridiction en matière de bail est exercée par trois tribunaux des baux, à savoir:

- a) un tribunal pour le district de la Sarine, avec siège à Fribourg;
- b) un tribunal pour les districts de la Singine et du Lac, avec siège à Tafers;
- c) un tribunal pour les districts de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse, avec siège à Bulle.

<sup>2</sup> En règle générale, le tribunal des baux tient audience dans les locaux du tribunal du district dans lequel se situe l'objet remis à bail.

## **CHAPITRE 2**

### **Tribunal cantonal**

#### *SECTION 1*

##### *Dispositions générales*

#### **Art. 34** Compétence

<sup>1</sup> Le Tribunal cantonal est l'autorité supérieure en matière civile, pénale et administrative.

<sup>2</sup> Il juge en dernière instance cantonale toutes les contestations que la loi ne place pas dans la compétence définitive d'une autre autorité.

<sup>3</sup> Dans les cas prévus par la loi, le Tribunal cantonal juge en qualité d'instance cantonale unique.

<sup>4</sup> Sofern es die Umstände rechtfertigen, kann die Verfahrensleitung anordnen, dass Sitzungen ausnahmsweise an einem anderen Ort als am Gerichtssitz durchgeführt werden.

#### **Art. 32** Kantonsgebiet

Auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt sich die Gerichtsbarkeit des Kantonsgerichts, des Zwangsmassnahmengerichts, des Wirtschaftsstrafgerichts, des Jugendstrafgerichts und der Staatsanwaltschaft.

#### **Art. 33** Mietgerichte

<sup>1</sup> Die Mietgerichtsbarkeit wird von drei Mietgerichten wahrgenommen, nämlich vom:

- a) Gericht für den Saanebezirk mit Sitz in Freiburg;
- b) Gericht für den Sense- und den Seebezirk mit Sitz in Tafers;
- c) Gericht für den Greyerz-, den Glane-, den Broye- und den Vivisbachbezirk mit Sitz in Bulle.

<sup>2</sup> Das Mietgericht tagt in der Regel in den Räumlichkeiten des Gerichts desjenigen Bezirks, in dem sich der Mietgegenstand befindet.

## **2. KAPITEL**

### **Kantonsgericht**

#### *1. ABSCHNITT*

##### *Grundsätze*

#### **Art. 34** Zuständigkeit

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht ist die oberste Behörde in Zivil-, Straf- und Verwaltungssachen.

<sup>2</sup> Das Kantonsgericht ist letzte kantonale Rechtsmittelinstanz in allen Streitigkeiten, soweit eine Streitigkeit nicht durch Gesetz in die endgültige Zuständigkeit einer anderen Behörde gelegt wird.

<sup>3</sup> Das Kantonsgericht urteilt als einzige kantonale Instanz in Fällen, in denen die Gesetzgebung dies vorsieht.



**Art. 35** Ressort et siège

<sup>1</sup> Le ressort du Tribunal cantonal s'étend au canton.

<sup>2</sup> Son siège est à Fribourg.

<sup>3</sup> Si les circonstances le justifient, il peut tenir audience dans tout autre lieu.

*SECTION 2*

*Composition du Tribunal*

**Art. 36** Juges cantonaux

<sup>1</sup> Le Tribunal cantonal est composé de douze à seize juges et au moins autant de suppléants ou suppléantes.

<sup>2</sup> La fonction de juge cantonal-e peut être exercée à mi-temps; le nombre de postes à mi-temps est cependant limité à deux équivalents plein temps au maximum.

**Art. 37** Présidence et vice-présidence

<sup>1</sup> Le président ou la présidente du Tribunal cantonal est élu-e par le Grand Conseil pour une année. Il ou elle n'est pas immédiatement rééligible.

<sup>2</sup> Le vice-président ou la vice-présidente est nommé-e parmi les juges, pour une année, par le Tribunal cantonal.

**Art. 38** Secrétaire général-e

<sup>1</sup> Le Tribunal cantonal dispose d'un ou d'une secrétaire général-e. Cette personne doit être titulaire d'une licence ou d'un master en droit.

<sup>2</sup> Il ou elle peut être appelée à fonctionner en qualité de greffier ou de greffière.

*SECTION 3*

*Organisation*

**Art. 39** Tribunal plénier

<sup>1</sup> Le Tribunal plénier est composé de l'ensemble des juges cantonaux ordinaires. Il traite les questions d'organisation et d'administration du Tribunal et exerce les attributions qui lui sont dévolues comme autorité d'engagement et de surveillance déléguée.

**Art. 35** Gerichtsbarkeit und Sitz

<sup>1</sup> Die Tätigkeit des Kantonsgerichts erstreckt sich auf den Kanton.

<sup>2</sup> Es hat seinen Sitz in Freiburg.

<sup>3</sup> Wenn die Umstände es rechtfertigen, kann es an jedem andern Ort tagen.

*2. ABSCHNITT*

*Zusammensetzung*

**Art. 36** Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht besteht aus 12 bis 16 Richterinnen und Richtern und mindestens gleich vielen Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern.

<sup>2</sup> Das Amt des Kantonsrichters bzw. der Kantonsrichterin kann in einer 50 %-Stelle ausgeübt werden; es dürfen aber höchstens zwei Vollzeitstellen auf 50 %-Stellen aufgeteilt werden.

**Art. 37** Präsidium und Vizepräsidium

<sup>1</sup> Die Präsidentin oder der Präsident des Kantonsgerichts wird vom Grossen Rat für ein Jahr gewählt. Sie oder er kann nicht unmittelbar wieder gewählt werden.

<sup>2</sup> Die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident des Kantonsgerichts wird vom Kantonsgericht unter den Richterinnen und Richtern für ein Jahr ernannt.

**Art. 38** Generalsekretärin oder Generalsekretär

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht hat eine Generalsekretärin oder einen Generalsekretär. Diese Person muss Inhaberin eines Lizentiats oder Masters der Rechtswissenschaften sein.

<sup>2</sup> Sie oder er kann als Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber tätig sein.

*3. ABSCHNITT*

*Organisation*

**Art. 39** Gesamtgericht

<sup>1</sup> Das Gesamtgericht wird aus allen ordentlichen Kantonsrichterinnen und Kantonsrichtern gebildet. Es behandelt die organisatorischen und administrativen Fragen des Gerichts und übt die Befugnisse aus, die ihm als Anstellungs- und Aufsichtsbehörde übertragen sind.

<sup>2</sup> Le Tribunal plénier ne peut siéger valablement ou décider par voie de circulation qu'avec la participation des deux tiers des juges.

#### **Art. 40** Commission administrative

<sup>1</sup> La Commission administrative se compose:

- a) du président ou de la présidente;
- b) du vice-président ou de la vice-présidente;
- c) des trois présidents ou présidentes de sections.

<sup>2</sup> Le ou la secrétaire général-e a voix consultative.

<sup>3</sup> La commission administrative est responsable de l'administration du Tribunal. Elle est chargée:

- a) de régler les affaires administratives qui ne relèvent ni du Tribunal plénier ni du président ou de la présidente;
- b) d'approuver le budget établi par le ou la secrétaire général-e et de vérifier les comptes;
- c) d'établir un cahier des charges des collaborateurs et collaboratrices du greffe;
- d) de statuer sur les affaires qui lui sont déléguées par le Tribunal plénier.

#### **Art. 41** Sections et présidence des sections

<sup>1</sup> Le Tribunal cantonal est composé de trois sections: civile, pénale et administrative.

<sup>2</sup> Le Tribunal plénier désigne, pour une année, les présidents ou présidentes de ces trois sections et leurs suppléants ou suppléantes.

<sup>3</sup> Pour l'exercice des compétences juridictionnelles, chaque section est divisée en cours.

#### **Art. 42** Cours

##### a) Délimitation

<sup>1</sup> Le Tribunal plénier fixe par voie réglementaire le nombre, la dénomination et les attributions des cours, selon ses besoins.

<sup>2</sup> La section civile comprend notamment:

- a) au moins une Cour d'appel;
- b) la Cour de modération.

<sup>2</sup> Das Gesamtgericht kann nur gültig tagen oder auf dem Zirkulationsweg entscheiden, wenn mindestens zwei Drittel der Richterinnen und Richter mitwirken.

#### **Art. 40** Verwaltungskommission

<sup>1</sup> Die Verwaltungskommission besteht aus:

- a) der Präsidentin oder dem Präsidenten;
- b) der Vizepräsidentin oder dem Vizepräsidenten;
- c) den drei Abteilungspräsidentinnen und Abteilungspräsidenten.

<sup>2</sup> Die Generalsekretärin oder der Generalsekretär hat beratende Stimme.

<sup>3</sup> Die Verwaltungskommission ist verantwortlich für die Verwaltung des Gerichts. Sie ist beauftragt:

- a) die Verwaltungsangelegenheiten zu erledigen, für die nicht das Gesamtgericht oder die Präsidentin oder der Präsident zuständig sind;
- b) das von der Generalsekretärin oder vom Generalsekretär aufgestellte Budget zu genehmigen und die Rechnung zu kontrollieren;
- c) für jede Mitarbeiterin und jeden Mitarbeiter der Gerichtsschreiberei ein Pflichtenheft zu verfassen;
- d) über die Angelegenheiten zu entscheiden, die ihr das Gesamtgericht zuweist.

#### **Art. 41** Abteilungen und Abteilungspräsidium

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht setzt sich aus einer Zivil-, einer Straf- und einer Verwaltungsrechtlichen Abteilung zusammen.

<sup>2</sup> Das Gesamtgericht bestimmt für die drei Abteilungen jeweils für ein Jahr die vorsitzenden Personen und deren Stellvertretung.

<sup>3</sup> Für die Ausübung der richterlichen Tätigkeit ist jede Abteilung in Gerichtshöfe aufgeteilt.

#### **Art. 42** Gerichtshöfe

##### a) Bestimmung

<sup>1</sup> Das Gesamtgericht legt in einem Reglement die Anzahl, die Bezeichnung und die Befugnisse der verschiedenen Gerichtshöfe je nach Bedarf fest.

<sup>2</sup> Die Zivilrechtliche Abteilung umfasst namentlich:

- a) mindestens einen Appellationshof;
- b) den Moderationshof.

<sup>3</sup> La section pénale comprend notamment:

- a) la Cour d'appel pénal, en tant que juridiction d'appel;
- b) la Chambre pénale, en tant qu'autorité de recours.

<sup>4</sup> La section administrative comprend notamment:

- a) au moins une Cour administrative;
- b) la Cour fiscale;
- c) la Cour des assurances sociales.

<sup>5</sup> Le Tribunal plénier désigne, pour une année, les présidents ou présidentes de chacune des cours, de même que leurs membres et leurs suppléants ou suppléantes. Ils sont rééligibles à leurs fonctions. La composition des cours est rendue publique.

<sup>6</sup> Lors de la constitution des cours, le Tribunal plénier tient compte des compétences des juges et de la représentation des langues officielles.

<sup>7</sup> Chaque juge peut être appelé-e à siéger dans d'autres cours.

#### **Art. 43** b) Fonctionnement

<sup>1</sup> Les cours siègent d'ordinaire à trois juges.

<sup>2</sup> Elles siègent à cinq juges dans les cas prévus par le règlement du Tribunal cantonal.

#### **Art. 44** c) Prononcé présidentiel

Le président ou la présidente d'une cour rend les décisions que la loi place dans sa compétence.

#### **Art. 45** d) Décisions

<sup>1</sup> Les cours et le Tribunal plénier ne peuvent valablement siéger et prendre des décisions que s'ils sont constitués conformément à la loi. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

<sup>2</sup> Dans les cours, chaque membre a l'obligation de se prononcer.

<sup>3</sup> Dans le Tribunal plénier, la voix du président ou de la présidente est prépondérante en cas d'égalité.

<sup>3</sup> Die Strafrechtliche Abteilung umfasst namentlich:

- a) den Strafvollstreckungshof als Berufungsinstanz;
- b) die Strafkammer als Beschwerdeinstanz.

<sup>4</sup> Die Verwaltungsrechtliche Abteilung umfasst namentlich:

- a) mindestens einen Verwaltungsgerichtshof;
- b) den Steuergerichtshof;
- c) den Sozialversicherungsgerichtshof.

<sup>5</sup> Das Gesamtgericht bestimmt jeweils für ein Jahr bei allen Gerichtshöfen die vorsitzende Person und deren Stellvertretung sowie die Mitglieder und Ersatzmitglieder. Sie sind in ihrer Funktion wieder wählbar. Die Zusammensetzung der Gerichtshöfe wird veröffentlicht.

<sup>6</sup> Bei der Zusammensetzung der Gerichtshöfe trägt das Gesamtgericht den Kompetenzen der Richterinnen und Richter und der Vertretung der Amtssprachen Rechnung.

<sup>7</sup> Jede Richterin und jeder Richter kann aufgefordert werden, in anderen Gerichtshöfen mitzuwirken.

#### **Art. 43** b) Tätigkeit

<sup>1</sup> Die Gerichtshöfe sind ordentlicherweise mit drei Richterinnen und Richtern besetzt.

<sup>2</sup> In den im Reglement des Kantonsgerichts vorgesehenen Fällen tagen sie in Fünferbesetzung.

#### **Art. 44** c) Präsidialentscheid

Die vorsitzende Person eines Gerichtshofes fällt die Entscheide, für die sie laut Gesetz zuständig ist.

#### **Art. 45** d) Entscheide

<sup>1</sup> Die Gerichtshöfe und das Gesamtgericht können nur gültig tagen und Entscheide fällen, wenn sie gesetzmässig bestellt sind. Die Entscheide werden mit dem absoluten Mehr der Stimmen gefällt.

<sup>2</sup> In den Gerichtshöfen ist jedes Mitglied zur Stimmabgabe verpflichtet.

<sup>3</sup> Im Gesamtgericht entscheidet bei Stimmgleichheit die Stimme der vorsitzenden Person.

#### **Art. 46** Unité de la jurisprudence

<sup>1</sup> Le Tribunal cantonal veille à assurer l'unité de la jurisprudence entre les cours, en particulier dans l'application du droit de procédure.

<sup>2</sup> En cas de besoin, le Tribunal plénier rend une décision de principe qui lie toutes les cours. Toutefois, lorsqu'une question de principe ne concerne qu'une section, celle-ci rend une décision qui lie les cours de cette section.

#### **Art. 47** Publicité des jugements

<sup>1</sup> Le Tribunal cantonal assure, sous une forme appropriée, la publicité de ses jugements.

<sup>2</sup> Il publie notamment les principaux arrêts rendus par ses cours et les décisions de principe prises par le Tribunal plénier.

<sup>3</sup> Il veille, ce faisant, à la protection de la personnalité des parties et des autres intervenants et intervenantes dans la procédure.

#### **Art. 48** Règlement du Tribunal

<sup>1</sup> Pour tout ce qui n'est pas réglé par la loi, le Tribunal cantonal détermine par voie réglementaire son organisation interne et la manière de rendre ses décisions.

<sup>2</sup> Le règlement peut déléguer certaines tâches ou compétences décisionnelles à la présidence, à la commission administrative ou à une autre commission, à un ou une juge ou au secrétariat général.

<sup>3</sup> Les compétences du Grand Conseil et du Conseil d'Etat en matière organisationnelle et financière sont réservées.

### **CHAPITRE 3**

#### **Juridiction civile**

##### **Art. 49** Tribunal civil

<sup>1</sup> Le tribunal civil se compose d'un président ou d'une présidente et de deux assesseur-e-s du tribunal d'arrondissement.

<sup>2</sup> Il connaît en première instance de toutes les causes civiles qui ne sont pas placées dans la compétence d'une autre autorité.

#### **Art. 46** Einheitliche Rechtsprechung

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht sorgt für eine einheitliche Rechtsprechung der Gerichtshöfe; dies gilt insbesondere für die Anwendung des Verfahrensrechts.

<sup>2</sup> Nötigenfalls fällt das Gesamtgericht einen Grundsatzentscheid, der für alle Gerichtshöfe verbindlich ist. Betrifft eine Grundsatzfrage nur eine Abteilung, so fällt diese einen Entscheid, der für die Gerichtshöfe dieser Abteilung verbindlich ist.

#### **Art. 47** Öffentlichkeit der Urteile

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht sorgt in geeigneter Form für die Öffentlichkeit seiner Urteile.

<sup>2</sup> Es veröffentlicht insbesondere die wesentlichen Entscheide seiner Gerichtshöfe und die Grundsatzentscheide des Gesamtgerichts.

<sup>3</sup> Es achtet dabei auf den Schutz der Persönlichkeit der Parteien und der übrigen am Verfahren beteiligten Personen.

#### **Art. 48** Reglement des Gerichts

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht bestimmt in einem Reglement seine interne Organisation und die Art der Beschlussfassung, soweit diese nicht im Gesetz geregelt werden.

<sup>2</sup> Das Reglement kann gewisse Aufgaben und Entscheidbefugnisse der Präsidentin oder dem Präsidenten, der Verwaltungskommission oder einer anderen Kommission, einer Richterin oder einem Richter oder dem Generalsekretariat übertragen.

<sup>3</sup> Die organisatorischen und finanziellen Befugnisse des Grossen Rates und des Staatsrates sind vorbehalten.

### **3. KAPITEL**

#### **Zivilrechtspflege**

##### **Art. 49** Zivilgericht

<sup>1</sup> Das Zivilgericht wird gebildet von einer Präsidentin oder einem Präsidenten und zwei Beisitzenden des Bezirksgerichts.

<sup>2</sup> Es entscheidet erstinstanzlich über alle zivilrechtlichen Angelegenheiten, für die keine anderen Zuständigkeiten vorgesehen sind.



**Art. 50** Juge unique

<sup>1</sup> Un président ou une présidente du tribunal d'arrondissement connaît en première instance en matière civile:

- a) des causes soumises à la procédure simplifiée (art. 243ss CPC);
- b) des causes soumises à la procédure sommaire (art. 248ss CPC), même si le tribunal civil est compétent pour statuer sur le fond;
- c) des autres causes pour lesquelles la loi prévoit la compétence de cette autorité.

<sup>2</sup> Les compétences des tribunaux des prud'hommes et de ceux des baux ainsi que de leurs présidents ou présidentes sont réservées.

**Art. 51** Tribunal cantonal

- a) Juridiction de recours

Le Tribunal cantonal connaît des causes civiles qui, en vertu de la loi, lui sont déferées par la voie du recours ou de l'appel.

**Art. 52** b) Juridiction unique

<sup>1</sup> Le Tribunal cantonal est l'instance cantonale unique au sens des articles 5 et 7 CPC.

<sup>2</sup> Lorsqu'une cause porte sur des droits découlant de dispositions légales pour l'application desquelles le Tribunal cantonal est compétent, comme instance cantonale unique, et sur des droits découlant d'autres dispositions légales, le Tribunal cantonal connaît du litige dans son ensemble.

<sup>3</sup> Un ou une juge délégué-e connaît des causes soumises à la procédure sommaire (art. 248ss CPC) et des autres causes prévues par la loi, même si le Tribunal cantonal est compétent pour statuer sur le fond.

**Art. 53** Tribunal de la famille

<sup>1</sup> Chaque tribunal d'arrondissement dispose d'un tribunal de la famille qui statue en première instance et comme autorité de recours contre les décisions de la justice de paix dans tous les cas où les intérêts d'enfants sont touchés. Le tribunal de la famille connaît également des causes soumises à la procédure simplifiée (art. 243ss CPC) et à la procédure sommaire (art. 248ss CPC). Lorsqu'une cause porte également sur des points qui ne touchent pas les intérêts d'enfants, le tribunal de la famille connaît du litige dans son ensemble.

**Art. 50** Einzelgericht

<sup>1</sup> Eine Präsidentin oder ein Präsident des Bezirksgerichts entscheidet erstinstanzlich in zivilrechtlichen Angelegenheiten:

- a) in den Fällen des vereinfachten Verfahrens (Art. 243 ff. ZPO);
- b) in den Fällen des summarischen Verfahrens (Art. 248 ff. ZPO), auch wenn in der Hauptsache das Zivilgericht zuständig ist;
- c) in den übrigen Fällen, in denen das Gesetz die Zuständigkeit dieser Behörde vorsieht.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleiben die Zuständigkeiten des Arbeitsgerichts und des Mietgerichts sowie von deren Präsidentinnen und Präsidenten.

**Art. 51** Kantonsgericht

- a) Weiterziehungsinstanz

Das Kantonsgericht entscheidet über Zivilsachen, die mit Beschwerde oder Berufung bei ihm angefochten werden können.

**Art. 52** b) Als einzige Instanz

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht ist einzige kantonale Instanz im Sinne von Artikel 5 und 7 ZPO.

<sup>2</sup> Bezieht sich eine Streitigkeit auf Rechte, die aus Gesetzesbestimmungen abgeleitet werden, für deren Anwendung das Kantonsgericht als einzige kantonale Instanz zuständig ist, und auf Rechte, die aus anderen Gesetzesbestimmungen abgeleitet werden, so erkennt das Kantonsgericht über den gesamten Rechtsstreit.

<sup>3</sup> In den Fällen des summarischen Verfahrens (Art. 248 ff. ZPO) sowie in den übrigen gesetzlich vorgesehenen Fällen entscheidet eine Instruktionsrichterin oder ein Instruktionsrichter, auch wenn in der Hauptsache das Kantonsgericht zuständig ist.

**Art. 53** Familiengericht

<sup>1</sup> Jedes Bezirksgericht hat ein Familiengericht, das erstinstanzlich und als Beschwerdeinstanz gegen Entscheide des Friedensgerichts in allen Fällen entscheidet, in denen Kinderbelange betroffen sind. Das Familiengericht entscheidet auch in Fällen des vereinfachten Verfahrens (Art. 243 ff. ZPO) und des summarischen Verfahrens (Art. 248 ff. ZPO). Bezieht sich eine Streitigkeit auch auf Punkte, die nicht Kinderbelange betreffen, so entscheidet das Familiengericht über den gesamten Rechtsstreit.

<sup>2</sup> Le tribunal de la famille siège à trois juges, à savoir un président ou une présidente du tribunal d'arrondissement, qui dirige la procédure, et deux juges de la famille. Les deux sexes doivent être représentés.

<sup>3</sup> Chaque tribunal d'arrondissement dispose de six juges de la famille.

<sup>4</sup> Les juges de la famille possèdent des connaissances approfondies en matière de psychologie de l'enfance, d'éducation des enfants ou de travail social.

<sup>5</sup> L'administration des preuves, notamment en ce qui concerne le cadre familial, peut être déléguée à un ou une juge de la famille. L'article 155 al. 2 CPC est réservé.

#### **Art. 54** Tribunal des prud'hommes

##### a) Attributions

<sup>1</sup> Le tribunal des prud'hommes statue en première instance sur les litiges de droit privé portant sur un contrat de travail.

<sup>2</sup> Le président ou la présidente du tribunal des prud'hommes connaît:

- a) des causes de nature pécuniaire dont la valeur litigieuse est inférieure à 8000 francs;
- b) des causes soumises à la procédure sommaire, même si le tribunal des prud'hommes est compétent pour statuer sur le fond.

##### **Art. 55** b) Composition et fonctionnement

<sup>1</sup> Chaque tribunal d'arrondissement dispose d'un tribunal des prud'hommes, qui se compose d'un président ou d'une présidente, de deux assesseur-e-s et de quatre assesseur-e-s suppléants.

<sup>2</sup> Les présidents et présidentes des tribunaux d'arrondissement sont éligibles en tant que présidents ou présidentes des tribunaux des prud'hommes.

<sup>3</sup> L'un ou l'une des assesseur-e-s et deux des assesseur-e-s suppléants sont choisis au sein des organisations patronales, les autres au sein des organisations de travailleurs.

<sup>4</sup> Le tribunal des prud'hommes siège à trois juges, à savoir le président ou la présidente et deux assesseur-e-s, dont l'un ou l'une représente les employeurs et l'autre, les travailleurs. Selon la nature de la cause, le président ou la présidente peut faire appel à des assesseur-e-s suppléants représentant la branche économique à laquelle appartiennent les parties.

<sup>2</sup> Das Familiengericht tagt in Dreierbesetzung unter dem Vorsitz einer Präsidentin oder eines Präsidenten des Bezirksgerichts mit zwei Familienrichterinnen oder -richtern. Beide Geschlechter müssen vertreten sein.

<sup>3</sup> Jedes Bezirksgericht verfügt über sechs Familienrichterinnen bzw. -richter.

<sup>4</sup> Die Familienrichterinnen und -richter weisen sich durch besondere Kenntnisse im Bereich der Kinderpsychologie, der Kindererziehung oder der Sozialarbeit aus.

<sup>5</sup> Die Beweisabnahme, insbesondere die Abklärung der familiären Verhältnisse, kann an eine Familienrichterin oder einen Familienrichter delegiert werden. Artikel 155 Abs. 2 ZPO bleibt vorbehalten.

#### **Art. 54** Arbeitsgericht

##### a) Zuständigkeit

<sup>1</sup> Das Arbeitsgericht entscheidet erstinstanzlich in privatrechtlichen Streitigkeiten aus einem Arbeitsverhältnis.

<sup>2</sup> Die Präsidentin oder der Präsident des Arbeitsgerichts entscheidet:

- a) über vermögensrechtliche Streitigkeiten, deren Streitwert weniger als 8000 Franken beträgt;
- b) in den Fällen des summarischen Verfahrens, auch wenn in der Hauptsache das Arbeitsgericht zuständig ist.

##### **Art. 55** b) Zusammensetzung und Arbeitsweise

<sup>1</sup> Jedes Bezirksgericht hat ein Arbeitsgericht, das von einer Präsidentin oder einem Präsidenten sowie zwei Beisitzenden und vier Ersatzbeisitzenden gebildet wird.

<sup>2</sup> Als Präsidentinnen oder Präsidenten des Arbeitsgerichts können auch Präsidentinnen oder Präsidenten des Bezirksgerichts gewählt werden.

<sup>3</sup> Je eine Beisitzerin oder ein Beisitzer und je zwei Ersatzbeisitzende werden aus den Arbeitgeberorganisationen und aus den Arbeitnehmerorganisationen gewählt.

<sup>4</sup> Das Arbeitsgericht tagt mit drei Mitgliedern, nämlich der Präsidentin oder dem Präsidenten und zwei Beisitzenden, die die Arbeitgeberorganisationen bzw. die Arbeitnehmerorganisationen vertreten. Die Präsidentin oder der Präsident kann, je nach der Natur der Streitsache, Ersatzbeisitzende aus dem Wirtschaftszweig, dem die Parteien angehören, beiziehen.

**Art. 56** Tribunal des baux  
a) Attributions

<sup>1</sup> Le tribunal des baux statue en première instance sur toutes les contestations entre bailleurs et locataires ou fermiers, locataires et sous-locataires, ou leurs ayants droit, relatives au contrat de bail à loyer ou au contrat de bail à ferme non agricole portant sur une chose immobilière et ses accessoires, située dans le canton.

<sup>2</sup> Le président ou la présidente du tribunal des baux connaît:

- a) des causes de nature pécuniaire dont la valeur litigieuse est inférieure à 8000 francs;
- b) des causes soumises à la procédure sommaire, même si le tribunal des baux est compétent pour statuer sur le fond;
- c) des procédures d'expulsion en matière de bail à loyer et de bail à ferme non agricole.

**Art. 57** b) Composition et fonctionnement

<sup>1</sup> Le tribunal des baux se compose d'un président ou d'une présidente, de deux assesseur-e-s et de quatre assesseur-e-s suppléants.

<sup>2</sup> Les présidents et présidentes des tribunaux d'arrondissement sont éligibles en tant que présidents ou présidentes des tribunaux des baux.

<sup>3</sup> L'un ou l'une des assesseur-e-s et deux assesseur-e-s suppléants sont choisis au sein d'une organisation représentant les propriétaires, les autres au sein d'une association de défense des locataires.

<sup>4</sup> Le tribunal des baux siège à trois membres, à savoir le président ou la présidente et deux assesseur-e-s, dont l'un ou l'une représente les propriétaires et l'autre, les locataires.

**Art. 58** Justice de paix  
a) Attributions

<sup>1</sup> La justice de paix est l'autorité tutélaire au sens de la législation fédérale.

<sup>2</sup> Sous réserve des attributions du ou de la juge de paix, la justice de paix connaît de toutes les causes qui sont placées par la loi dans sa compétence, notamment en matière de successions et de droits réels.

**Art. 56** Mietgericht  
a) Zuständigkeit

<sup>1</sup> Das Mietgericht entscheidet erstinstanzlich über alle Streitigkeiten zwischen Vermietern und Mietern, Verpächtern und Pächtern sowie Mietern und Untermietern, allenfalls auch anderen am Vertrag Beteiligten, die aus einem Mietvertrag oder einem nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag über eine im Kanton gelegene unbewegliche Sache und ihre Zugehör entstehen.

<sup>2</sup> Die Präsidentin oder der Präsident des Mietgerichts entscheidet:

- a) über vermögensrechtliche Streitigkeiten, deren Streitwert weniger als 8000 Franken beträgt;
- b) in den Fällen des summarischen Verfahrens, auch wenn in der Hauptsache das Mietgericht zuständig ist;
- c) in Ausweisungsverfahren bei Mietverträgen und nichtlandwirtschaftlichen Pachtverträgen.

**Art. 57** b) Zusammensetzung und Arbeitsweise

<sup>1</sup> Das Mietgericht wird von einer Präsidentin oder einem Präsidenten sowie zwei Beisitzenden und vier Ersatzbeisitzenden gebildet.

<sup>2</sup> Als Präsidentinnen oder Präsidenten eines Mietgerichts können auch Präsidentinnen oder Präsidenten des Bezirksgerichts gewählt werden.

<sup>3</sup> Je eine Beisitzerin oder ein Beisitzer und je zwei Ersatzbeisitzende werden aus einer Organisation, die die Eigentümerseite vertritt, und aus einer Organisation, die die Mieterseite vertritt, gewählt.

<sup>4</sup> Das Mietgericht tagt mit drei Mitgliedern, nämlich der Präsidentin oder dem Präsidenten sowie zwei Beisitzenden, von denen eine Person die Eigentümerorganisationen, die andere die Mieterorganisationen vertritt.

**Art. 58** Friedensgericht  
a) Zuständigkeit

<sup>1</sup> Das Friedensgericht ist die Vormundschaftsbehörde im Sinne der Bundesgesetzgebung.

<sup>2</sup> Das Friedensgericht nimmt alle Aufgaben wahr, die ihm durch die Gesetzgebung übertragen werden, insbesondere im Bereich des Erb- und Sachenrechts; die Befugnisse der Friedensrichterin oder des Friedensrichters bleiben vorbehalten.

**Art. 59** b) Composition et fonctionnement

<sup>1</sup> La justice de paix se compose d'un ou d'une juge de paix, de deux assesseur-e-s et de six assesseur-e-s suppléants.

<sup>2</sup> Elle siège à trois membres sous la présidence du ou de la juge de paix.

**Art. 60** Autorité de conciliation

a) Principe

<sup>1</sup> Un président ou une présidente du tribunal d'arrondissement est l'autorité de conciliation au sens des articles 197 et suivants CPC.

<sup>2</sup> A la demande d'une partie, un autre président ou une autre présidente est saisi-e de l'affaire au fond.

**Art. 61** b) Bail à loyer et bail à ferme

<sup>1</sup> Pour les litiges relatifs aux baux à loyer ou à ferme d'habitations ou de locaux commerciaux, il existe trois autorités de conciliation, à savoir une pour le district de la Sarine, une pour les districts de la Singine et du Lac et une pour les districts de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse.

<sup>2</sup> Chaque autorité de conciliation se compose d'un président ou d'une présidente, de son suppléant ou de sa suppléante et de six assesseur-e-s.

<sup>3</sup> Les assesseur-e-s représentent paritairement les bailleurs et les locataires.

<sup>4</sup> L'autorité de conciliation siège sous la direction du président ou de la présidente, qui désigne à tour de rôle deux assesseur-e-s pour représenter les propriétaires et les locataires.

**Art. 62** c) Egalité entre femmes et hommes

<sup>1</sup> Les litiges relevant de la loi fédérale du 24 mars 1995 sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) sont portés devant une autorité de conciliation dont la compétence couvre l'ensemble du territoire cantonal.

<sup>2</sup> L'autorité de conciliation se compose d'un président ou d'une présidente et de son suppléant ou sa suppléante, de quatre assesseur-e-s et de quatre assesseur-e-s suppléants.

<sup>3</sup> Deux assesseur-e-s et deux assesseur-e-s suppléants sont choisis parmi les employeurs; les autres assesseur-e-s et assesseur-e-s suppléants sont choisis pour moitié parmi les travailleurs et parmi les organisations féminines.

**Art. 59** b) Zusammensetzung und Arbeitsweise

<sup>1</sup> Das Friedensgericht wird von einer Friedensrichterin oder einem Friedensrichter sowie zwei Beisitzenden und sechs Ersatzbeisitzenden gebildet.

<sup>2</sup> Es tagt in Dreierbesetzung unter dem Vorsitz der Friedensrichterin oder des Friedensrichters.

**Art. 60** Schlichtungsbehörde

a) Grundsatz

<sup>1</sup> Schlichtungsbehörde im Sinne der Artikel 197 ff. ZPO ist eine Präsidentin oder ein Präsident des Bezirksgerichts.

<sup>2</sup> Eine Partei kann verlangen, dass in der Hauptsache eine andere Präsidentin oder ein anderer Präsident amtiert.

**Art. 61** b) Miete und Pacht

<sup>1</sup> Für Streitigkeiten aus Miete und Pacht von Wohn- und Geschäftsräumen bestehen drei Schlichtungsbehörden, eine für den Saanebezirk, eine für den Sense- und Seebezirk und eine für den Greyerz-, den Glane-, den Broye- und den Vivisbachbezirk.

<sup>2</sup> Die Schlichtungsbehörde wird von einer Präsidentin oder einem Präsidenten, einer stellvertretenden Präsidentin oder einem stellvertretenden Präsidenten und sechs Beisitzenden gebildet.

<sup>3</sup> Die Beisitzenden vertreten die Vermieter- und die Mieterkreise paritätisch.

<sup>4</sup> Die Schlichtungsbehörde verhandelt unter der Leitung der Präsidentin oder des Präsidenten; sie oder er bezeichnet turnusgemäss je eine Vertreterin oder einen Vertreter der Vermieter- und der Mieterseite als Beisitzende.

**Art. 62** c) Gleichstellung von Frau und Mann

<sup>1</sup> Für Streitigkeiten im Bereich des Gleichstellungsgesetzes vom 24. März 1995 (GIG) besteht eine für den ganzen Kanton zuständige Schlichtungsstelle.

<sup>2</sup> Die Schlichtungsbehörde setzt sich aus einer vorsitzenden Person, einer stellvertretenden vorsitzenden Person, vier Beisitzenden und vier Ersatzbeisitzenden zusammen.

<sup>3</sup> Zwei Beisitzende und zwei Ersatzbeisitzende werden aus Arbeitgeberkreisen, die übrigen Beisitzenden und Ersatzbeisitzenden je zur Hälfte aus Arbeitnehmerkreisen und aus Vertreterinnen der Frauenorganisationen gewählt.



<sup>4</sup> Sous la direction du président ou de la présidente, l'autorité de conciliation siège à quatre assesseur-e-s, dont deux représentent les employeurs, un ou une, les travailleurs et une, les organisations féminines. L'autorité de conciliation ne peut valablement siéger qu'en présence de deux femmes au moins.

## CHAPITRE 4

### Juridiction pénale

#### SECTION 1

##### Autorités

#### Art. 63 Autorités de la poursuite pénale

Sont des autorités de la poursuite pénale:

- a) la Police cantonale;
- b) le Ministère public et les juges des mineurs;
- c) les autorités pénales compétentes en matière de contraventions, notamment les préfets;
- d) les autres autorités habilitées par la loi.

#### Art. 64 Tribunaux

Ont des attributions judiciaires dans le cadre de la procédure pénale:

- a) le Tribunal des mesures de contrainte;
- b) en première instance, le ou la juge de police, les tribunaux pénaux d'arrondissement, le Tribunal pénal économique et le Tribunal pénal des mineurs;
- c) la Chambre pénale du Tribunal cantonal en tant qu'autorité de recours;
- d) la Cour d'appel pénal du Tribunal cantonal en tant que juridiction d'appel.

#### SECTION 2

##### Police cantonale

#### Art. 65

<sup>1</sup> Les tâches de police sont exercées par la Police cantonale.

<sup>4</sup> Die Schlichtungsbehörde verhandelt unter der Leitung der vorsitzenden Person mit vier Beisitzenden, von denen zwei aus Arbeitgeberkreisen, einer aus Arbeitnehmerkreisen und einer aus Vertretern der Frauenorganisationen gewählt wurden. Die Schlichtungsbehörde kann nur gültig tagen, wenn mindestens zwei Frauen mitwirken.

## 4. KAPITEL

### Strafrechtspflege

#### 1. ABSCHNITT

##### Behörden

#### Art. 63 Strafverfolgungsbehörden

Strafverfolgungsbehörden sind:

- a) die Kantonspolizei;
- b) die Staatsanwaltschaft sowie die Jugendrichterinnen und Jugendrichter;
- c) die Übertretungsstrafbehörden, insbesondere die Oberamtspersonen;
- d) weitere von der Gesetzgebung hierfür vorgesehene Behörden.

#### Art. 64 Gerichte

Gerichtliche Befugnisse im Strafverfahren haben:

- a) das Zwangsmassnahmengericht;
- b) die Polizeirichterin oder der Polizeirichter, die Bezirksstrafgerichte, das Wirtschaftsstrafgericht und das Jugendstrafgericht als erstinstanzliche Gerichte;
- c) die Strafkammer des Kantonsgerichts als Beschwerdeinstanz;
- d) der Strafpellationshof des Kantonsgerichts als Berufungsinstanz.

#### 2. ABSCHNITT

##### Kantonspolizei

#### Art. 65

<sup>1</sup> Polizeiaufgaben werden von der Kantonspolizei wahrgenommen.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat désigne les officiers et officières de la Police cantonale qui sont chargés d'exercer les fonctions que la présente loi confie aux officiers et officières de police judiciaire.

<sup>3</sup> Les attributions de la Police cantonale sont déterminées par la législation spéciale et par le code de procédure pénale. Dans les cas relevant de la juridiction fédérale, elles sont définies par l'article 27 CPP.

<sup>4</sup> L'organisation de la Police cantonale fait l'objet d'une loi spéciale.

### SECTION 3

#### Ministère public

##### **Art. 66** Organisation

<sup>1</sup> Le siège du Ministère public se trouve à Fribourg. Son ressort s'étend à l'ensemble du canton.

<sup>2</sup> Le Ministère public fixe par voie réglementaire son organisation et son fonctionnement dans la mesure où ils ne sont pas réglés dans la loi. Adopté à la majorité des procureur-e-s, le règlement doit être approuvé par le Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> Sur le préavis du Conseil de la magistrature, le Grand Conseil élit pour cinq ans, parmi les procureur-e-s, un ou une procureur-e général-e, de même qu'un procureur général adjoint ou une procureure générale adjointe. Ils sont rééligibles une fois.

##### **Art. 67** Procureur-e général-e

<sup>1</sup> Le Ministère public est dirigé par un ou une procureur-e général-e.

<sup>2</sup> Le ou la procureur-e général-e attribue les dossiers aux procureur-e-s en fonction de la langue et du type d'affaire. Il ou elle veille à répartir de manière équitable la charge de travail.

<sup>3</sup> Il ou elle a notamment la compétence:

- a) de donner des instructions pour la bonne marche du Ministère public;
- b) d'édicter des directives pour les procureur-e-s, la police et les autres autorités de poursuite pénale afin d'assurer l'exercice uniforme de l'action publique sur le plan pénal;

<sup>2</sup> Der Staatsrat bestimmt die Offizierinnen und Offiziere der Kantonspolizei, die mit den Aufgaben betraut sind, die dieses Gesetz den Offizierinnen und Offizieren der Gerichtspolizei überträgt.

<sup>3</sup> Die Befugnisse der Kantonspolizei richten sich nach der Spezialgesetzgebung und nach der Strafprozessordnung. In Fällen der Bundesgerichtsbarkeit richten sie sich nach Artikel 27 StPO.

<sup>4</sup> Die Organisation der Kantonspolizei wird in einem Spezialgesetz geregelt.

### 3. ABSCHNITT

#### Staatsanwaltschaft

##### **Art. 66** Organisation

<sup>1</sup> Die Staatsanwaltschaft hat ihren Sitz in Freiburg. Sie ist für den ganzen Kanton zuständig.

<sup>2</sup> Die Staatsanwaltschaft legt in einem Reglement ihre Organisation und Arbeitsweise fest, soweit dies nicht im Gesetz geregelt ist. Das Reglement bedarf der Annahme durch die Mehrheit der Staatsanwältinnen und Staatsanwälte und der Genehmigung durch das Kantonsgericht.

<sup>3</sup> Der Grosse Rat wählt nach Begutachtung durch den Justizrat aus den Staatsanwältinnen und Staatsanwälten für fünf Jahre eine Generalstaatsanwältin oder einen Generalstaatsanwalt sowie eine stellvertretende Generalstaatsanwältin oder einen stellvertretenden Generalstaatsanwalt. Sie können einmal wiedergewählt werden.

##### **Art. 67** Generalstaatsanwältin bzw. Generalstaatsanwalt

<sup>1</sup> Der Staatsanwaltschaft steht eine Generalstaatsanwältin oder ein Generalstaatsanwalt vor.

<sup>2</sup> Die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt teilt den Staatsanwältinnen und Staatsanwälten die Angelegenheiten unter Berücksichtigung der Sprache und der Art der Straftat zu und achtet dabei auf eine gleichmässige Verteilung der Arbeitslast.

<sup>3</sup> Sie oder er ist insbesondere dafür zuständig:

- a) Anweisungen für den ordnungsgemässen Betrieb der Staatsanwaltschaft zu erteilen;
- b) zur einheitlichen Durchsetzung des staatlichen Strafanspruchs Weisungen an die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte, die Polizei und die übrigen Strafverfolgungsbehörden zu erlassen;

- c) de déterminer la politique en matière de lutte contre la criminalité, en collaboration avec le Conseil d'Etat;
- d) de prendre position lors de procédures de consultation en matière pénale;
- e) de représenter le Ministère public envers l'extérieur;
- f) d'exercer également les compétences attribuées aux procureur-e-s.

<sup>4</sup> Il ou elle peut former opposition contre les ordonnances pénales des procureur-e-s et des autres autorités pénales et approuve les ordonnances de non-entrée en matière, de suspension et de classement.

#### **Art. 68** Suppléance

Le procureur général adjoint ou la procureure générale adjointe supplée le ou la procureur-e général-e dans ses compétences et attributions.

#### **Art. 69** Procureur-e-s

##### a) Tâches

<sup>1</sup> Les procureur-e-s conduisent la procédure préliminaire, poursuivent les infractions dans le cadre de l'instruction et, le cas échéant, dressent l'acte d'accusation et soutiennent l'accusation.

<sup>2</sup> En principe, la personne qui a conduit l'instruction soutient également l'accusation.

<sup>3</sup> Les procureur-e-s rendent les ordonnances prévues par le code de procédure pénale et la législation spéciale.

#### **Art. 70** b) Statut

<sup>1</sup> Les procureur-e-s sont placés sur un pied d'égalité.

<sup>2</sup> Le règlement du Ministère public prévoit des spécialisations, notamment en ce qui concerne les infractions contre l'intégrité sexuelle, la criminalité économique et la délinquance juvénile.

#### **Art. 71** c) Procureur-e-s des mineurs

<sup>1</sup> Les procureur-e-s spécialisés en matière de délinquance juvénile forment le Ministère public des mineurs. Ils exercent toutes les tâches qui incombent à ce dernier conformément à la procédure pénale applicable aux mineurs.

<sup>2</sup> Ils peuvent également conduire des procédures contre des adultes.

- c) zusammen mit dem Staatsrat die Kriminalpolitik zu bestimmen;
- d) bei Vernehmlassungsverfahren zu strafrechtlichen Vorlagen Stellung zu nehmen;
- e) die Staatsanwaltschaft nach aussen zu vertreten;
- f) die den Staatsanwältinnen und Staatsanwälten übertragenen Befugnisse wahrzunehmen.

<sup>4</sup> Sie oder er kann gegen die Strafbefehle der Staatsanwältinnen und Staatsanwälte oder anderer Strafverfolgungsbehörden Einsprache erheben und genehmigt die Nichtanhandnahme-, die Sistierungs- und die Einstellungsverfügungen.

#### **Art. 68** Stellvertretung

Die Stellvertretende Generalstaatsanwältin oder der Stellvertretende Generalstaatsanwalt vertritt die Generalstaatsanwältin oder den Generalstaatsanwalt in ihren Aufgaben.

#### **Art. 69** Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

##### a) Aufgaben

<sup>1</sup> Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte leiten das Vorverfahren, verfolgen Straftaten im Rahmen der Untersuchung, erheben gegebenenfalls Anklage und vertreten diese.

<sup>2</sup> Grundsätzlich wird die Anklage von derjenigen Person vertreten, die schon die Untersuchung geführt hat.

<sup>3</sup> Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte erlassen die Verfügungen, für deren Erlass sie nach der Strafprozessordnung und der Sondergesetzgebung zuständig sind.

#### **Art. 70** b) Stellung

<sup>1</sup> Alle Staatsanwältinnen und Staatsanwälte sind einander gleichgestellt.

<sup>2</sup> Das Reglement der Staatsanwaltschaft sieht Spezialisierungen vor, namentlich für die Bereiche Sexualdelikte, Wirtschaftsdelikte und Jugendkriminalität.

#### **Art. 71** c) Jugendstaatsanwältinnen und -anwälte

<sup>1</sup> Die auf dem Gebiet der Jugendkriminalität spezialisierten Staatsanwältinnen und Staatsanwälte bilden die Jugendstaatsanwaltschaft. Sie nehmen alle Befugnisse wahr, die nach der Jugendstrafprozessordnung der Jugendstaatsanwaltschaft zustehen.

<sup>2</sup> Sie können auch Verfahren gegen Erwachsene führen.

## SECTION 4

### *Tribunal des mesures de contrainte*

#### **Art. 72** Statut

<sup>1</sup> Le ressort du Tribunal des mesures de contrainte au sens des articles 18 CPP et 7 al. 1 let. a PPMIn s'étend à l'ensemble du canton.

<sup>2</sup> Ce Tribunal est rattaché administrativement au Tribunal d'arrondissement de la Sarine, dont il utilise aussi bien les infrastructures que le personnel pour accomplir les tâches qui lui sont dévolues; les communications doivent lui être notifiées à cette adresse.

<sup>3</sup> Les décisions du Tribunal des mesures de contrainte sont rendues par un ou une juge unique.

#### **Art. 73** Composition

<sup>1</sup> Le Tribunal des mesures de contrainte se compose de six juges professionnels, à savoir deux juges ordinaires et quatre suppléants ou suppléantes. Le Tribunal des mesures de contrainte juge sans greffier ou greffière.

<sup>2</sup> D'autres juges professionnels, de même que des greffiers ou greffières particulièrement qualifiés, peuvent également fonctionner en qualité de juges du Tribunal des mesures de contrainte.

#### **Art. 74** Compétence

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue également sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire.

## SECTION 5

### *Tribunaux de première instance*

#### **Art. 75** Juge de police

##### a) Fonctionnement et compétence

<sup>1</sup> Le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement, siégeant comme juge unique, exerce les fonctions de juge de police.

<sup>2</sup> Dans la mesure où la loi ne désigne pas d'autre autorité compétente, le juge de police statue en première instance sur:

## 4. ABSCHNITT

### *Zwangsmassnahmengericht*

#### **Art. 72** Stellung

<sup>1</sup> Das Zwangsmassnahmengericht im Sinne der Artikel 18 StPO und 7 Abs. 1 Bst. a JStPO ist für das ganze Kantonsgebiet zuständig.

<sup>2</sup> Es ist dem Bezirksgericht der Saane administrativ zugewiesen, verfügt dort über seine Zustelladresse und darf sowohl die Infrastruktur als auch das Personal dieses Gerichts für seine Aufgabenerfüllung in Anspruch nehmen.

<sup>3</sup> Das Zwangsmassnahmengericht trifft seine Entscheide durch eine Einzelrichterin oder einen Einzelrichter.

#### **Art. 73** Zusammensetzung

<sup>1</sup> Das Zwangsmassnahmengericht wird von sechs Berufsrichtern gebildet; zwei von ihnen sind ordentliche Mitglieder und vier sind Ersatzmitglieder. Das Zwangsmassnahmengericht entscheidet ohne Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber.

<sup>2</sup> Zwangsmassnahmenrichterinnen und -richter können auch andere Berufsrichterinnen und Berufsrichter sowie besonders befähigte Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber sein.

#### **Art. 74** Zuständigkeit

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

## 5. ABSCHNITT

### *Erstinstanzliche Gerichte*

#### **Art. 75** Polizeirichterin oder -richter

##### a) Arbeitsweise und Zuständigkeit

<sup>1</sup> Die Präsidentin oder der Präsident des Bezirksgerichts übt als Einzelgericht das Amt der Polizeirichterin oder des Polizeirichters aus.

<sup>2</sup> Sofern das Gesetz keine andere Behörde als zuständig bezeichnet, beurteilt die Polizeirichterin oder der Polizeirichter erstinstanzlich:



- a) les contraventions;
- b) les crimes et les délits qui paraissent devoir entraîner une peine privative de liberté n'excédant pas une année.

**Art. 76** b) Peine déterminante

<sup>1</sup> La peine déterminante pour fixer la compétence du juge de police ou du Tribunal pénal est celle qui, en fonction des éléments du dossier et de la pratique des autorités de jugement dans des cas comparables, entre en considération pour le Ministère public au moment de la décision de renvoi en jugement.

<sup>2</sup> Lorsque la procédure est dirigée contre plusieurs prévenu-e-s, la peine déterminante est celle qui est envisagée pour le ou la prévenu-e exposé-e à la sanction la plus lourde.

<sup>3</sup> Lorsque le juge de police arrive à la conclusion que l'affaire pendante devant lui peut déboucher sur une peine ou une mesure qui dépasse sa compétence, il transmet l'affaire au Tribunal pénal conformément à l'article 334 CPP.

<sup>4</sup> La personne qui dirige la procédure au sein du Tribunal pénal peut transmettre l'affaire au juge de police lorsque le Tribunal pénal est manifestement incompétent, à la condition que toutes les parties aient donné leur accord à ce dessaisissement.

**Art. 77** Tribunal pénal d'arrondissement

<sup>1</sup> Pour siéger, le tribunal pénal d'arrondissement est composé de quatre assesseur-e-s sous la présidence d'un ou d'une juge professionnel-le du tribunal d'arrondissement.

<sup>2</sup> Il se prononce en première instance sur toutes les affaires pénales qui ne relèvent pas de la compétence d'une autre autorité.

**Art. 78** Tribunal pénal économique

a) Composition

<sup>1</sup> Le Tribunal pénal économique est un tribunal de première instance dont le ressort s'étend à l'ensemble du territoire cantonal. Il est rattaché administrativement au Tribunal d'arrondissement de la Sarine.

<sup>2</sup> Le Tribunal pénal économique est composé d'au moins un président ou une présidente et de douze juges qui doivent posséder les compétences spéciales nécessaires au traitement des causes attribuées à cette autorité.

- a) Übertretungen;
- b) Verbrechen und Vergehen, für die eine Freiheitsstrafe von höchstens einem Jahr zu erwarten ist.

**Art. 76** b) Massgebende Strafe

<sup>1</sup> Für die Bestimmung der Zuständigkeit der PolizeirichterIn bzw. des Polizeirichters oder des Strafgerichts ist diejenige Strafe massgebend, die aufgrund der Aktenlage und der Praxis der urteilenden Behörden in vergleichbaren Fällen für die Staatsanwaltschaft im Zeitpunkt der Überweisung an eine urteilende Behörde in Betracht kommt.

<sup>2</sup> Richtet sich das Verfahren gegen mehrere Beschuldigte, so ist diejenige Strafe massgebend, die für den Beschuldigten, dem die schwerste Strafe droht, in Betracht gezogen wird.

<sup>3</sup> Die PolizeirichterIn oder der Polizeirichter überweist die Sache gemäss Artikel 334 StPO an das Strafgericht, wenn sie oder er zum Schluss kommt, dass ihre oder seine Urteilskompetenz überschritten wird.

<sup>4</sup> Die Verfahrensleitung des Strafgerichts kann die Sache an die PolizeirichterIn oder den Polizeirichter überweisen, wenn das Strafgericht offensichtlich unzuständig ist und alle Parteien der Überweisung zustimmen.

**Art. 77** Bezirksstrafgericht

<sup>1</sup> Das Bezirksstrafgericht tagt unter dem Vorsitz einer BerufsrichterIn oder eines Berufsrichters des Bezirksgerichts mit vier Beisitzenden.

<sup>2</sup> Es befindet erstinstanzlich über alle Strafsachen, für die keine andere Behörde zuständig ist.

**Art. 78** Wirtschaftsstrafgericht

a) Zusammensetzung

<sup>1</sup> Das Wirtschaftsstrafgericht ist ein erstinstanzliches Gericht, dessen Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt. Es ist administrativ dem Bezirksgericht der Saane zugewiesen.

<sup>2</sup> Das Wirtschaftsstrafgericht wird aus mindestens einer Präsidentin oder einem Präsidenten und zwölf Beisitzenden gebildet, die über die nötigen Fachkenntnisse für die Behandlung der dem Gericht übertragenen Fälle verfügen müssen.

<sup>3</sup> Le président ou la présidente a le même statut que les juges professionnels du tribunal pénal d'arrondissement. Il ou elle bénéficie d'une formation adéquate en matière économique et financière. Il ou elle peut également exercer la fonction de juge professionnel-le pour des affaires ne relevant pas du Tribunal pénal économique.

**Art. 79** b) Attributions

Le Tribunal pénal économique connaît des affaires portant, pour l'essentiel, sur des infractions contre le patrimoine ou des faux dans les titres, si leur examen requiert des connaissances économiques spéciales ou l'appréciation d'un grand nombre de moyens de preuve écrits.

**Art. 80** c) Fonctionnement

<sup>1</sup> Pour siéger, le Tribunal pénal économique est formé du président ou de la présidente et de quatre assesseur-e-s.

<sup>2</sup> Le Tribunal pénal économique tient audience en principe au for de la poursuite pénale. Il peut disposer des locaux attribués aux autres autorités judiciaires.

<sup>3</sup> Le Tribunal pénal économique désigne son greffier ou sa greffière parmi ceux des autorités ordinaires ou engage une personne à cette fin pour la durée des procédures en cause.

**Art. 81** Tribunal pénal des mineurs

a) Statut

<sup>1</sup> Le Tribunal pénal des mineurs est un tribunal de première instance dont le ressort s'étend à l'ensemble du territoire cantonal.

<sup>2</sup> Il est le tribunal des mineurs au sens de l'article 7 al. 1 let. b PPMIn. Il exerce les compétences fixées par l'article 34 PPMIn.

<sup>3</sup> Le siège du Tribunal pénal des mineurs se trouve à Fribourg. Le Tribunal peut disposer des locaux attribués aux autres autorités judiciaires.

**Art. 82** b) Composition et fonctionnement

<sup>1</sup> Le Tribunal pénal des mineurs est composé de présidents ou présidentes, ainsi que de quatre assesseur-e-s et de quatre assesseur-e-s suppléants qui possèdent les compétences spéciales nécessaires au traitement des causes attribuées à cette autorité.

<sup>2</sup> Il siège à trois membres, à savoir un président ou une présidente ainsi que deux assesseur-e-s.

<sup>3</sup> Die Präsidentin oder der Präsident hat die gleiche Stellung wie die Berufsrichterinnen und Berufsrichter des Strafgerichts. Diese Person muss eine angemessene Ausbildung im Wirtschafts- und Finanzwesen haben. Sie kann daneben das Amt einer Berufsrichterin oder eines Berufsrichters in Angelegenheiten ausüben, für die nicht das Wirtschaftsstrafgericht zuständig ist.

**Art. 79** b) Zuständigkeit

Das Wirtschaftsstrafgericht beurteilt die Angelegenheiten, die hauptsächlich Vermögensdelikte oder Urkundenfälschungen betreffen, wenn ihre Abklärung besondere wirtschaftliche Kenntnisse oder die Würdigung einer grossen Zahl von Beweisurkunden erfordert.

**Art. 80** c) Arbeitsweise

<sup>1</sup> Das Wirtschaftsstrafgericht tagt unter dem Vorsitz der Präsidentin bzw. des Präsidenten mit vier Beisitzenden.

<sup>2</sup> Das Wirtschaftsstrafgericht tagt in der Regel am Gerichtsstand der Strafverfolgung. Es kann die Räumlichkeiten der anderen Gerichtsbehörden benutzen.

<sup>3</sup> Das Wirtschaftsstrafgericht wählt zu seiner Gerichtsschreiberin oder seinem Gerichtsschreiber eine Person, die bei einer ordentlichen Behörde eine solche Funktion ausübt, oder stellt jemanden zu diesem Zweck für die Dauer der betreffenden Verfahren an.

**Art. 81** Jugendstrafgericht

a) Stellung

<sup>1</sup> Das Jugendstrafgericht ist ein erstinstanzliches Gericht, dessen Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt.

<sup>2</sup> Es ist das Jugendgericht im Sinne von Artikel 7 Abs. 1 Bst. b JStPO. Es nimmt die Befugnisse nach Artikel 34 JStPO wahr.

<sup>3</sup> Der Sitz des Jugendstrafgerichts befindet sich in Freiburg. Das Gericht kann die Räumlichkeiten der anderen Gerichtsbehörden mitbenutzen.

**Art. 82** b) Zusammensetzung und Arbeitsweise

<sup>1</sup> Das Jugendstrafgericht wird von Präsidentinnen und Präsidenten sowie von vier Beisitzenden und vier Ersatzbeisitzenden gebildet, die die nötigen Fachkenntnisse zur Behandlung der dieser Behörde übertragenen Fälle besitzen.

<sup>2</sup> Es tagt mit einer Präsidentin oder einem Präsidenten und zwei Beisitzenden.

<sup>3</sup> Les présidents ou présidentes peuvent également fonctionner en qualité d'assesseur-e-s en cas d'empêchement de ces derniers ou dernières.

**Art. 83** c) Juges des mineurs

<sup>1</sup> Les présidents ou présidentes du Tribunal pénal des mineurs sont l'autorité d'instruction au sens de l'article 6 al. 2 PPMin.

<sup>2</sup> Ils exercent toutes les tâches attribuées aux autorités d'instruction par la procédure pénale applicable aux mineurs.

<sup>3</sup> Ils peuvent recourir à la médiation.

**Art. 84** Préfets

<sup>1</sup> Le préfet connaît des affaires que la législation spéciale place dans sa compétence.

<sup>2</sup> Lorsque la procédure porte exclusivement sur des infractions poursuivies sur plainte, le Ministère public transmet le dossier au préfet pour qu'il tente la conciliation, sauf si cette démarche paraît d'emblée dépourvue de toute chance de succès.

<sup>3</sup> Le préfet fait mention du résultat de la procédure de conciliation au procès-verbal et transmet celui-ci au Ministère public.

*SECTION 6*

*Chambre pénale et Cour d'appel pénal*

**Art. 85**

<sup>1</sup> La Chambre pénale du Tribunal cantonal est l'autorité de recours au sens des articles 20 CPP et 7 al. 1 let. c PPMin.

<sup>2</sup> La Cour d'appel pénal du Tribunal cantonal est la juridiction d'appel au sens des articles 21 CPP et 7 al. 1 let. d PPMin.

**CHAPITRE 5**

**Juridiction administrative**

**Art. 86** Première instance

La procédure administrative de première instance relève de la compétence des autorités désignées par la loi.

<sup>3</sup> Sind die Beisitzenden verhindert, so können die Präsidentinnen und Präsidenten als Beisitzende amten.

**Art. 83** c) Jugendrichterinnen und Jugendrichter

<sup>1</sup> Die Präsidentinnen und Präsidenten des Jugendstrafgerichts sind die Untersuchungsbehörde im Sinne von Artikel 6 Abs. 2 JStPO.

<sup>2</sup> Sie nehmen alle Befugnisse wahr, die nach der Jugendstrafprozessordnung der Untersuchungsbehörde zustehen.

<sup>3</sup> Sie können eine Mediation anordnen.

**Art. 84** Oberamtsperson

<sup>1</sup> Die Oberamtsperson beurteilt die Angelegenheiten, die nach der Spezialgesetzgebung in ihre Zuständigkeit fallen.

<sup>2</sup> Die Staatsanwaltschaft überweist die Akten an die Oberamtsperson zur Durchführung eines Versöhnungsversuchs, wenn ausschliesslich Antragsdelikte Gegenstand des Verfahrens sind und das Zustandekommen einer Einigung nicht von vornherein aussichtslos erscheint.

<sup>3</sup> Die Oberamtsperson hält das Ergebnis der Verhandlung im Protokoll fest und übermittelt dieses der Staatsanwaltschaft.

*6. ABSCHNITT*

*Strafkammer und Strafappellationshof*

**Art. 85**

<sup>1</sup> Die Strafkammer des Kantonsgerichts ist Beschwerdeinstanz nach den Artikeln 20 StPO und 7 Abs. 1 Bst. c JStPO.

<sup>2</sup> Der Strafappellationshof des Kantonsgerichts ist Berufungsinstanz nach den Artikeln 21 StPO und 7 Abs. 1 Bst. d JStPO.

**5. KAPITEL**

**Verwaltungsrechtspflege**

**Art. 86** Erstinstanzliches Verwaltungsverfahren

Das erstinstanzliche Verwaltungsverfahren wird von den dafür gesetzlich vorgesehenen Behörden geführt.

**Art. 87** Juridiction administrative

a) En général

<sup>1</sup> Le Tribunal cantonal juge en dernière instance cantonale les contestations administratives que la loi ne place pas dans la compétence définitive d'une autre autorité.

<sup>2</sup> Il connaît en instance cantonale unique de toutes les actions de droit administratif dont le jugement n'est pas attribué par la loi à une autre autorité.

**Art. 88** b) Cour fiscale

<sup>1</sup> La Cour fiscale du Tribunal cantonal connaît des contestations concernant les contributions publiques.

<sup>2</sup> La Cour fiscale se compose d'un président ou d'une présidente et d'un vice-président ou d'une vice-présidente faisant partie des juges cantonaux, ainsi que de quatre assesseur-e-s et de six assesseur-e-s suppléants disposant des compétences requises en matière de droit fiscal.

<sup>3</sup> La Cour fiscale siège à trois juges, à savoir son président ou sa présidente et deux assesseur-e-s.

**Art. 89** c) Cour des assurances sociales

<sup>1</sup> La Cour des assurances sociales connaît des contestations concernant:

- a) les assurances sociales;
- b) les allocations familiales et de maternité;
- c) l'aide financière en matière d'assurance-maladie;
- d) l'aide sociale et l'assistance en situation de détresse aux termes de l'article 12 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999.

<sup>2</sup> La Cour des assurances sociales se compose d'un président ou d'une présidente et d'un vice-président ou d'une vice-présidente faisant partie des juges cantonaux, ainsi que de quatre assesseur-e-s et de six assesseur-e-s suppléants disposant des compétences requises en matière de droit des assurances sociales.

<sup>3</sup> La Cour des assurances sociales siège à trois juges, à savoir son président ou sa présidente et deux assesseur-e-s.

**Art. 87** Verwaltungsgerichtsbarkeit

a) Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Das Kantonsgericht beurteilt als letzte kantonale Instanz verwaltungsrechtliche Streitigkeiten, soweit sie nicht durch Gesetz in die endgültige Zuständigkeit einer anderen Behörde gelegt werden.

<sup>2</sup> Es erkennt als einzige kantonale Instanz über alle verwaltungsrechtlichen Klagen, deren Beurteilung nicht durch Gesetz einer anderen Behörde zugewiesen wird.

**Art. 88** b) Steuergerichtshof

<sup>1</sup> Der Steuergerichtshof des Kantonsgerichts entscheidet Streitigkeiten über öffentliche Abgaben.

<sup>2</sup> Der Steuergerichtshof wird gebildet von einer Präsidentin oder einem Präsidenten, einer Vizepräsidentin oder einem Vizepräsidenten aus der Mitte der Kantonsrichterrinnen und Kantonsrichter sowie vier Beisitzenden und sechs Ersatzbeisitzenden, die über abgaberechtliche Fachkenntnisse verfügen.

<sup>3</sup> Der Steuergerichtshof tagt in Dreierbesetzung mit seiner Präsidentin oder seinem Präsidenten und zwei Beisitzerinnen oder Beisitzern.

**Art. 89** c) Sozialversicherungsgerichtshof

<sup>1</sup> Der Sozialversicherungsgerichtshof des Kantonsgerichts entscheidet über Streitigkeiten auf dem Gebiet:

- a) der Sozialversicherungen;
- b) der Familienzulagen und Mutterschaftsbeiträge;
- c) der finanziellen Unterstützung bei der Krankenversicherung;
- d) der Sozialhilfe und der Hilfe in Notlagen nach Artikel 12 der Bundesverfassung vom 18. April 1999.

<sup>2</sup> Der Sozialversicherungsgerichtshof wird gebildet von einer Präsidentin oder einem Präsidenten sowie einer Vizepräsidentin oder einem Vizepräsidenten aus der Mitte der Kantonsrichterrinnen und Kantonsrichter sowie vier Beisitzenden und sechs Ersatzbeisitzenden, die über sozialversicherungsrechtliche Fachkenntnisse verfügen.

<sup>3</sup> Der Sozialversicherungsgerichtshof tagt in Dreierbesetzung mit der Präsidentin oder dem Präsidenten und zwei Beisitzerinnen oder Beisitzern.



## **TITRE V**

### **Conseil de la magistrature**

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Statut**

###### **Art. 90**

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature est l'organe de surveillance des autorités judiciaires.

<sup>2</sup> Il est indépendant des Pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

<sup>3</sup> Est réservée la haute surveillance du Grand Conseil.

#### **CHAPITRE 2**

##### **Attributions**

###### **Art. 91**

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature a les attributions suivantes:

- a) il exerce la surveillance administrative des autorités judiciaires;
- b) il exerce la surveillance disciplinaire des juges;
- c) il répond aux questions posées au Grand Conseil portant sur l'administration de la justice;
- d) exceptionnellement, il peut en cas d'urgence nommer un ou une juge pour une période de six mois au maximum; il en informe immédiatement la Commission de justice;
- e) il exerce en outre les attributions qui lui sont dévolues par la loi.

<sup>2</sup> Il préavis, à l'intention du Grand Conseil, les candidatures aux postes de juge.

<sup>3</sup> L'indépendance des autorités judiciaires dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles est garantie.

## **V. TITEL**

### **Justizrat**

#### **1. KAPITEL**

##### **Stellung**

###### **Art. 90**

<sup>1</sup> Der Justizrat ist die Aufsichtsbehörde über die Justiz.

<sup>2</sup> Er ist gegenüber der gesetzgebenden, der vollziehenden und der richterlichen Gewalt unabhängig.

<sup>3</sup> Die Oberaufsicht des Grossen Rates bleibt vorbehalten.

#### **2. KAPITEL**

##### **Befugnisse**

###### **Art. 91**

<sup>1</sup> Der Justizrat hat folgende Befugnisse:

- a) Er übt die administrative Aufsicht über die Gerichtsbehörden aus.
- b) Er übt die disziplinarische Aufsicht über die Richterinnen und Richter aus.
- c) Er beantwortet die Fragen über die Gerichtsverwaltung, die an den Grossen Rat gerichtet werden.
- d) Er kann ausnahmsweise in dringenden Fällen eine Richterin oder einen Richter für höchstens sechs Monate ernennen. Er teilt dies unverzüglich der Justizkommission mit.
- e) Er übt des Weiteren alle Befugnisse aus, die ihm vom Gesetz übertragen werden.

<sup>2</sup> Er nimmt zuhanden des Grossen Rates Stellung zu den Bewerbungen für Richterstellen.

<sup>3</sup> Die Unabhängigkeit der Gerichtsbehörden in der Ausübung ihrer richterlichen Tätigkeiten ist gewährleistet.

## CHAPITRE 3

### Organisation et fonctionnement

#### Art. 92 En général

<sup>1</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, le Conseil de la magistrature règle son organisation et son fonctionnement.

<sup>2</sup> Subsidiairement, les dispositions du règlement sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat sont applicables.

#### Art. 93 Membres

<sup>1</sup> Les membres du Conseil de la magistrature sont élus par le Grand Conseil pour une durée individuelle de cinq ans. Leur fonction cesse en outre de plein droit lorsqu'ils quittent l'autorité ou le groupe de personnes qu'ils représentent.

<sup>2</sup> Les dispositions du code de procédure et de juridiction administrative relatives à la récusation s'appliquent par analogie aux membres du Conseil de la magistrature.

#### Art. 94 Présidence

Le Conseil de la magistrature désigne son président ou sa présidente et son vice-président ou sa vice-présidente pour une période de trois ans, renouvelable.

#### Art. 95 Secrétariat

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature dispose d'un secrétariat comprenant un ou une secrétaire juriste et le personnel administratif nécessaire.

<sup>2</sup> Il engage les membres du secrétariat.

<sup>3</sup> Le statut des membres du secrétariat est régi par la législation sur le personnel de l'Etat.

#### Art. 96 Délégation de tâches

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature peut confier à l'un ou plusieurs de ses membres l'instruction de procédures et la préparation de ses décisions.

<sup>2</sup> Pour les inspections, il peut procéder par délégation, de deux de ses membres au minimum.

## 3. KAPITEL

### Organisation und Geschäftsführung

#### Art. 92 Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Der Justizrat regelt seine Organisation und Geschäftsführung selbst; die folgenden Bestimmungen bleiben vorbehalten.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen des Reglements über die Organisation und die Arbeitsweise der Kommissionen des Staates sind subsidiär anwendbar.

#### Art. 93 Mitglieder

<sup>1</sup> Die Mitglieder des Justizrates werden vom Grossen Rat für eine individuelle Dauer von fünf Jahren einzeln gewählt. Ihre Mitgliedschaft endet ausserdem von Rechts wegen, wenn sie aus der Behörde oder der Personengruppe, die sie vertreten, ausscheiden.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen des Verwaltungsrechtspflegegesetzes über den Ausstand gelten für den Justizrat sinngemäss.

#### Art. 94 Vorsitz

Der Justizrat bezeichnet für die Dauer von drei Jahren seine Präsidentin oder seinen Präsidenten und seine Vizepräsidentin oder seinen Vizepräsidenten. Wiederwahl ist möglich.

#### Art. 95 Sekretariat

<sup>1</sup> Der Justizrat verfügt über ein Sekretariat mit einer juristischen Sekretärin oder einem juristischen Sekretär und dem nötigen administrativen Personal.

<sup>2</sup> Er stellt die Mitglieder des Sekretariates an.

<sup>3</sup> Das Dienstverhältnis der Mitglieder des Sekretariates richtet sich nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

#### Art. 96 Übertragung von Aufgaben

<sup>1</sup> Der Justizrat kann einem oder mehreren seiner Mitglieder die Instruktion von Verfahren und die Vorbereitung von Entscheiden übertragen.

<sup>2</sup> Für die Inspektionen kann er eine Delegation, die mindestens zwei Mitglieder umfassen muss, entsenden.

#### **Art. 97** Séances

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature tient séance autant de fois que nécessaire.

<sup>2</sup> En cas d'urgence ou pour des objets de moindre importance, il peut décider par voie de circulation, sauf si l'un de ses membres s'y oppose.

#### **Art. 98** Secret de fonction

Les membres du Conseil de la magistrature sont tenus au secret de fonction.

#### **Art. 99** Information du public

Le Conseil de la magistrature, par son président ou sa présidente, informe le public sur son activité, périodiquement et chaque fois que la situation l'exige.

#### **Art. 100** Rémunération

La rémunération des membres du Conseil de la magistrature est réglée par le Conseil d'Etat.

### **TITRE VI**

#### **Surveillance**

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Autorités de surveillance**

#### **Art. 101** Conseil de la magistrature

<sup>1</sup> Les juges sont placés sous la surveillance du Conseil de la magistrature.

<sup>2</sup> Les autorités judiciaires fournissent à cette autorité un rapport annuel d'activité et tout renseignement utile à l'accomplissement de ses fonctions.

<sup>3</sup> Le Conseil de la magistrature exerce sa surveillance d'office, sur la base des informations qu'il recueille, de plaintes ou de dénonciations.

<sup>4</sup> Lorsqu'il estime que des faits peuvent donner lieu à une sanction ou à une autre mesure, il ouvre une procédure. Il en informe le Tribunal cantonal.

<sup>5</sup> Les autorités judiciaires signalent au Conseil de la magistrature les situations qui pourraient requérir l'intervention de cette autorité ou du Grand Conseil.

#### **Art. 97** Sitzungen

<sup>1</sup> Der Justizrat tagt so oft sich dies als notwendig erweist.

<sup>2</sup> In dringenden Fällen oder bei Angelegenheiten von geringer Bedeutung kann er auf dem Zirkulationsweg entscheiden, es sei denn, ein Mitglied sei dagegen.

#### **Art. 98** Amtsgeheimnis

Die Mitglieder des Justizrates unterstehen dem Amtsgeheimnis.

#### **Art. 99** Information der Öffentlichkeit

Der Justizrat informiert regelmässig die Öffentlichkeit durch seine Präsidentin oder seinen Präsidenten und ausserdem jedes Mal, wenn die Situation es verlangt.

#### **Art. 100** Entschädigung

Der Staatsrat regelt die Entschädigungen der Mitglieder des Justizrates.

### **VI. TITEL**

#### **Aufsicht**

#### **1. KAPITEL**

##### **Aufsichtsbehörden**

#### **Art. 101** Justizrat

<sup>1</sup> Richterinnen und Richter unterstehen der Aufsicht des Justizrats.

<sup>2</sup> Die Gerichtsbehörden erstatten dem Justizrat einen jährlichen Tätigkeitsbericht und liefern ihm alle zur Ausübung seiner Tätigkeit notwendigen Informationen.

<sup>3</sup> Der Justizrat übt seine Aufsicht von Amtes wegen aus; er stützt sich dabei auf die von ihm gesammelten Informationen, auf Beschwerden und Anzeigen.

<sup>4</sup> Liegt ein Sachverhalt vor, der nach Ansicht des Justizrats Anlass zu einer Disziplinar-massnahme oder einer anderen Massnahme geben könnte, so eröffnet er ein Verfahren. Er informiert das Kantonsgericht.

<sup>5</sup> Die Gerichtsbehörden informieren den Justizrat über Zustände und Vorkommnisse, die ein Eingreifen dieser Behörde oder des Grossen Rates erfordern könnten.

### **Art. 102** Autres autorités

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat exerce, par rapport aux autorités judiciaires, les compétences de gestion qui lui sont attribuées par la loi, notamment en matière de finances et de personnel.

<sup>2</sup> Les juges professionnels exercent la surveillance du greffe, donnent les directives nécessaires et veillent à l'expédition régulière des affaires.

<sup>3</sup> Le contrôle financier des greffes des tribunaux, du Ministère public et des préfectures est exercé par le service chargé du contrôle des finances.

## **CHAPITRE 2**

### **Droit disciplinaire**

#### **Art. 103** Sanctions

<sup>1</sup> Le ou la juge qui enfreint ses devoirs de fonction, soit intentionnellement soit par négligence, ou qui a une conduite incompatible avec la dignité de sa fonction est passible des sanctions disciplinaires suivantes:

- a) le rappel à l'ordre;
- b) le blâme;
- c) la révocation disciplinaire.

<sup>2</sup> Le blâme peut être accompagné d'une menace de révocation.

#### **Art. 104** Procédure

<sup>1</sup> Les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'après enquête, menée par le Conseil de la magistrature. La personne concernée est avisée de l'ouverture de celle-là.

<sup>2</sup> La personne concernée est entendue oralement. Au terme de l'enquête, elle peut déposer un mémoire justificatif et demander un complément d'enquête.

<sup>3</sup> Les dispositions du code de procédure et de juridiction administrative s'appliquent pour le surplus.

#### **Art. 105** Compétence

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature est compétent pour prononcer le rappel à l'ordre et le blâme.

### **Art. 102** Übrige Behörden

<sup>1</sup> Der Staatsrat übt gegenüber den Gerichtsbehörden die Befugnisse aus, die das Gesetz in seine Zuständigkeit legt; dies gilt namentlich für den Bereich der Finanz- und der Personalverwaltung.

<sup>2</sup> Die Berufsrichterinnen und Berufsrichter üben die Aufsicht über die Gerichtsschreiberei aus, erteilen die nötigen Weisungen und überwachen die ordnungsgemäße Erledigung der Geschäfte.

<sup>3</sup> Die Finanzkontrolle über die Kanzleien der Gerichte, der Staatsanwaltschaft und der Oberämter wird von dem für die Finanzkontrolle zuständigen Amt ausgeübt.

## **2. KAPITEL**

### **Disziplinarrecht**

#### **Art. 103** Massnahmen

<sup>1</sup> Gegen Richterinnen und Richter, die ihre Dienstpflichten absichtlich oder fahrlässig verletzen oder deren Verhalten mit der Würde ihres Amtes unvereinbar ist, können folgende Disziplinarmaßnahmen ergriffen werden:

- a) der Ordnungsruf;
- b) der Verweis;
- c) die disziplinarische Abberufung.

<sup>2</sup> Zusammen mit dem Verweis kann die Abberufung angedroht werden.

#### **Art. 104** Verfahren

<sup>1</sup> Die Disziplinarmaßnahmen können nur nach einer vom Justizrat geführten Untersuchung ausgesprochen werden. Die betroffene Person wird über die Eröffnung der Untersuchung in Kenntnis gesetzt.

<sup>2</sup> Die betroffene Person wird mündlich angehört. Nach der Untersuchung kann sie eine schriftliche Stellungnahme einreichen und eine ergänzende Untersuchung beantragen.

<sup>3</sup> Im Übrigen sind die Bestimmungen des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege anwendbar.

#### **Art. 105** Zuständigkeit

<sup>1</sup> Der Ordnungsruf und der Verweis werden vom Justizrat ausgesprochen.



<sup>2</sup> Lorsqu'il estime, au terme de l'enquête, que les faits peuvent justifier une révocation, il transmet le dossier au Grand Conseil qui le remet à la Commission de justice pour préavis.

<sup>3</sup> Il en informe le Tribunal cantonal.

#### **Art. 106** Prescription

<sup>1</sup> Le droit de prononcer une sanction disciplinaire se prescrit par deux ans à compter du jour où le Conseil de la magistrature a eu connaissance des faits à l'origine de la procédure disciplinaire.

<sup>2</sup> Ce délai est suspendu pendant la durée d'une procédure pénale ainsi que pendant celle d'une procédure de recours dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

<sup>3</sup> Dans tous les cas, le droit de prononcer une sanction disciplinaire se prescrit par sept ans dès la commission de la faute.

### **CHAPITRE 3**

#### **Révocation**

##### **Art. 107** Motifs

<sup>1</sup> Outre le cas de révocation disciplinaire, le ou la juge est révoqué-e:

- a) si une condition d'éligibilité n'est plus remplie;
- b) en cas d'incapacité ou pour tout autre motif ne permettant pas son maintien en fonction;
- c) si l'obligation de domicile selon l'article 7 n'est pas respectée.

<sup>2</sup> Si les circonstances le permettent, la révocation est précédée d'un avertissement écrit.

##### **Art. 108** Ouverture de la procédure

<sup>1</sup> La procédure de révocation est ouverte par le Conseil de la magistrature. Les dispositions de l'article 104 s'appliquent pour le surplus.

<sup>2</sup> Le Conseil de la magistrature peut prononcer la suspension provisoire de l'activité et du traitement de la personne concernée, conformément aux dispositions de la loi sur le personnel de l'Etat, applicables par analogie.

<sup>3</sup> Au terme de l'enquête, il transmet le dossier au Grand Conseil qui le remet à sa Commission de justice.

<sup>2</sup> Gelangt der Justizrat nach Abschluss der Untersuchung zur Auffassung, der Sachverhalt könnte eine Abberufung rechtfertigen, so überweist er die Akten dem Grossen Rat; dieser unterbreitet sie seiner Justizkommission zur Stellungnahme.

<sup>3</sup> Er informiert das Kantonsgericht.

#### **Art. 106** Verjährung

<sup>1</sup> Das Recht, Disziplarmassnahmen auszusprechen, verjährt zwei Jahre, nachdem der Justizrat vom disziplinarisch relevanten Vorfall Kenntnis erhalten hat.

<sup>2</sup> Diese Frist steht während der Dauer eines Strafverfahrens und während eines Beschwerdeverfahrens im Rahmen eines Disziplinarverfahrens still.

<sup>3</sup> In jedem Fall verjährt das Recht, eine Disziplarmassnahme auszusprechen, sieben Jahre nach dem disziplinarisch relevanten Verhalten.

### **3. KAPITEL**

#### **Abberufung**

##### **Art. 107** Gründe

<sup>1</sup> Ausser aus disziplinarischen Gründen werden Richterinnen und Richter abberufen, wenn sie:

- a) die Wählbarkeitsvoraussetzungen nicht mehr erfüllen;
- b) sich als unfähig erweisen oder ein anderer Grund vorliegt, der die Belassung im Amt verunmöglicht;
- c) ihre Wohnsitzpflicht gemäss Artikel 7 nicht erfüllen.

<sup>2</sup> Wenn die Umstände es erlauben, werden sie vor der Abberufung schriftlich verwarnt.

##### **Art. 108** Eröffnung des Verfahrens

<sup>1</sup> Das Abberufungsverfahren wird vom Justizrat eröffnet. Im Übrigen ist Artikel 104 anwendbar.

<sup>2</sup> Der Justizrat kann gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über das Staatspersonal, die sinngemäss gelten, die betroffene Person vorläufig in ihrer Tätigkeit suspendieren und die Gehaltszahlungen einstellen.

<sup>3</sup> Nach Abschluss der Untersuchung überweist er die Akten dem Grossen Rat; dieser unterbreitet sie seiner Justizkommission.

#### **Art. 109** Procédure devant le Grand Conseil

<sup>1</sup> La Commission de justice examine le dossier, entend la personne concernée et fait une proposition au plenum.

<sup>2</sup> Les débats ont lieu à huis clos et le vote, au bulletin secret.

<sup>3</sup> La décision est communiquée au Conseil de la magistrature. Elle est définitive.

### **CHAPITRE 4**

#### **Responsabilité**

#### **Art. 110** Responsabilité civile et pénale

<sup>1</sup> La responsabilité civile des magistrats et magistrates ainsi que des collaborateurs et collaboratrices de l'ordre judiciaire est régie par la loi sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents.

<sup>2</sup> Leur responsabilité pénale est réglée par les dispositions des lois pénales.

#### **Art. 111** Immunité

<sup>1</sup> Sans l'autorisation du Grand Conseil, un ou une juge ne saurait être poursuivi-e pour des crimes ou des délits commis dans l'exercice de ses fonctions.

<sup>2</sup> La levée de l'immunité ne peut être requise que par l'autorité saisie de la dénonciation ou de l'affaire.

<sup>3</sup> La procédure de levée de l'immunité est réglée par l'article 173 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil. Le Conseil de la magistrature établit un rapport à l'intention du Grand Conseil.

### **CHAPITRE 5**

#### **Surveillance administrative**

#### **Art. 112** Objet

<sup>1</sup> L'organisation et le fonctionnement des autorités judiciaires sont soumis à la surveillance administrative du Conseil de la magistrature.

<sup>2</sup> Le Conseil de la magistrature peut déléguer au Tribunal cantonal, pour une durée limitée qui ne va pas au-delà de la législature, la surveillance administrative de ces autorités. Il reçoit alors sans retard une copie des rapports des inspections effectuées par le Tribunal cantonal.

#### **Art. 109** Verfahren vor dem Grossen Rat

<sup>1</sup> Die Justizkommission prüft die Akten, hört die betroffene Person an und stellt dem Plenum Antrag.

<sup>2</sup> Die Beratungen und die Abstimmung sind geheim.

<sup>3</sup> Der Entscheid wird dem Justizrat mitgeteilt. Er ist endgültig.

### **4. KAPITEL**

#### **Verantwortlichkeit**

#### **Art. 110** Zivil- und strafrechtliche Verantwortlichkeit

<sup>1</sup> Die zivilrechtliche Verantwortlichkeit der Richterinnen und Richter und Mitarbeitenden des Gerichtswesens wird durch das Gesetz über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger geregelt.

<sup>2</sup> Ihre strafrechtliche Verantwortlichkeit richtet sich nach den Bestimmungen der Strafgesetze.

#### **Art. 111** Immunität

<sup>1</sup> Eine Richterin oder ein Richter kann ohne Ermächtigung des Grossen Rats nicht wegen im Amt begangener Verbrechen oder Vergehen verfolgt werden.

<sup>2</sup> Die Aufhebung der Immunität kann nur von der Behörde verlangt werden, die mit der Anzeige oder der Sache befasst ist.

<sup>3</sup> Das Immunitätsaufhebungsverfahren richtet sich nach Artikel 173 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006. Der Justizrat erstattet einen Bericht zuhanden des Grossen Rats.

### **5. KAPITEL**

#### **Administrative Aufsicht**

#### **Art. 112** Gegenstand

<sup>1</sup> Organisation und Arbeitsweise der Gerichtsbehörden unterstehen der administrativen Aufsicht des Justizrats.

<sup>2</sup> Der Justizrat kann dem Kantonsgericht für eine begrenzte Zeit, die nicht länger als eine Legislaturperiode sein darf, die administrative Aufsicht über diese Behörden übertragen. Er bekommt in diesem Fall unverzüglich eine Kopie der Berichte über die vom Kantonsgericht durchgeführten Inspektionen.

### **Art. 113** Exercice de la surveillance

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature exerce sa surveillance notamment comme il suit:

- a) il examine les rapports annuels du Tribunal cantonal et des autres autorités judiciaires;
- b) il procède, au moins une fois par année, à l'inspection des autorités judiciaires;
- c) il traite les dénonciations et les plaintes concernant les juges.

<sup>2</sup> Il est l'autorité compétente pour procéder à des enquêtes administratives. Les dispositions de l'article 129 de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Les autorités judiciaires sont tenues de communiquer au Conseil de la magistrature tous les renseignements et documents nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Le secret de fonction ne peut lui être opposé.

### **Art. 114** Moyens d'intervention

<sup>1</sup> Le Conseil de la magistrature peut, à l'égard des autorités judiciaires, émettre des directives, donner des instructions et prendre toute autre mesure nécessaire.

<sup>2</sup> Il veille notamment à la formation continue des magistrats et magistrates du Pouvoir judiciaire.

<sup>3</sup> Il peut faire des propositions au Grand Conseil en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice.

## **TITRE VII**

### **Dispositions de procédure**

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Dispositions générales**

### **Art. 115** Langue de la procédure

- a) En général

<sup>1</sup> La procédure a lieu en français ou en allemand.

<sup>2</sup> La procédure a lieu:

- a) dans les arrondissements de la Sarine, de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse en français;

### **Art. 113** Ausübung der Aufsicht

<sup>1</sup> Der Justizrat übt seine Aufsicht namentlich wie folgt aus:

- a) Er prüft die Jahresberichte des Kantonsgerichts und der übrigen Gerichtsbehörden.
- b) Er inspiziert die Gerichtsbehörden mindestens einmal pro Jahr.
- c) Er behandelt die Anzeigen und Klagen gegen Richterinnen und Richter.

<sup>2</sup> Er ist die zuständige Behörde für die Durchführung administrativer Untersuchungen. Artikel 129 des Gesetzes über das Staatspersonal vom 17. Oktober 2001 gilt sinngemäss.

<sup>3</sup> Die Gerichtsbehörden stellen dem Justizrat alle Informationen und Dokumente zur Verfügung, die dieser zur Erfüllung seiner Aufgaben benötigt. Das Amtsgeheimnis kann dem Justizrat nicht entgeggehalten werden.

### **Art. 114** Instrumentarium

<sup>1</sup> Der Justizrat kann gegenüber den Gerichtsbehörden Weisungen erlassen, Instruktionen erteilen und jede andere notwendige Massnahme treffen.

<sup>2</sup> Er sorgt namentlich für die Weiterbildung der Richterinnen und Richter.

<sup>3</sup> Der Justizrat kann dem Grossen Rat Anträge zur Verbesserung der Arbeitsweise der Gerichtsbehörden unterbreiten.

## **VII. TITEL**

### **Verfahrensrecht**

#### **1. KAPITEL**

##### **Allgemeine Bestimmungen**

### **Art. 115** Verfahrenssprache

- a) Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Verfahrenssprache ist Deutsch oder Französisch.

<sup>2</sup> Das Verfahren wird durchgeführt:

- a) in den Bezirken Saane, Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach auf Französisch;

- b) dans l'arrondissement de la Singine en allemand;
- c) dans l'arrondissement du Lac en français ou en allemand, en procédure pénale selon la langue officielle du ou de la prévenu-e et en procédure civile selon la langue officielle de la partie défenderesse.

<sup>3</sup> Devant les autorités dont la compétence n'est pas liée à un arrondissement, la langue est celle qu'utiliserait le tribunal d'arrondissement compétent.

<sup>4</sup> En seconde instance, la procédure a lieu dans la langue de la décision attaquée.

#### **Art. 116** b) Cas particulier pour la procédure civile

<sup>1</sup> En matière civile, dans les arrondissements de la Sarine et du Lac et devant le Tribunal cantonal en instance unique, les parties peuvent convenir d'une des deux langues officielles comme langue de la procédure.

<sup>2</sup> Il en va de même dans l'arrondissement de la Gruyère si l'une des parties a son domicile ou son siège à Jaun et que les parties choisissent d'un commun accord l'allemand comme langue de la procédure.

#### **Art. 117** c) Cas particuliers pour la procédure pénale

<sup>1</sup> Dans l'arrondissement de la Sarine, le ou la prévenu-e germanophone a droit à l'utilisation de l'allemand comme langue de la procédure s'il ou si elle est seul-e impliqué-e, ou si les autres parties sont aussi de langue allemande ou si elles y consentent.

<sup>2</sup> Dans l'arrondissement de la Gruyère, le ou la prévenu-e germanophone domicilié-e à Jaun a le choix entre l'allemand et le français comme langue de la procédure.

<sup>3</sup> Dans l'arrondissement du Lac ainsi que dans les cas de l'alinéa 2, lorsque plusieurs prévenu-e-s ne parlent pas la même langue officielle, la langue de la procédure est la langue officielle que parle le ou la prévenu-e qui paraît encourir, dans le cas concret, la peine ou la mesure la plus grave. Subsidiairement, le ou la juge appliquera d'autres critères tels que le nombre de prévenu-e-s ou de lésé-e-s parlant la même langue.

#### **Art. 118** d) Dérogations

Les autorités dont la compétence s'étend à l'ensemble du canton peuvent déroger aux règles des articles 115 al. 2 à 4 et 117 s'il n'en résulte aucun inconvénient grave pour les parties ou si, dans une procédure pénale, le ou la prévenu-e donne son accord.

- b) im Sensebezirk auf Deutsch;
- c) im Seebezirk auf Deutsch oder auf Französisch, im Strafverfahren nach der Sprache der beschuldigten Person und im Zivilverfahren nach der Sprache der beklagten Partei.

<sup>3</sup> Vor Behörden, deren Zuständigkeit nicht an einen Bezirk gebunden ist, ist die Sprache massgebend, die das zuständige Bezirksgericht gebrauchen würde.

<sup>4</sup> Das Rechtsmittelverfahren wird in der Sprache des angefochtenen Entscheids durchgeführt.

#### **Art. 116** b) Sonderfälle im Zivilverfahren

<sup>1</sup> Im Zivilverfahren im Saane- und im Seebezirk sowie vor Kantonsgericht als einziger Instanz können die Parteien eine Amtssprache als Verfahrenssprache vereinbaren.

<sup>2</sup> Das Gleiche gilt im Greyerzbezirk, wenn eine Partei ihren Wohnsitz oder Sitz in Jaun hat und die Parteien sich auf Deutsch als Verfahrenssprache einigen.

#### **Art. 117** c) Sonderfälle im Strafverfahren

<sup>1</sup> Im Saanebezirk hat eine deutschsprechende beschuldigte Person Anspruch darauf, dass Deutsch als Verfahrenssprache verwendet wird, wenn sie als einzige am Verfahren beteiligt ist oder wenn die übrigen Parteien ebenfalls deutschsprechend sind oder ihr Einverständnis geben.

<sup>2</sup> Im Greyerzbezirk kann eine deutschsprechende beschuldigte Person mit Wohnsitz in Jaun Deutsch oder Französisch als Verfahrenssprache wählen.

<sup>3</sup> Sprechen im Seebezirk oder in einem Fall nach Absatz 2 mehrere Beschuldigte nicht dieselbe Amtssprache, so ist die Verfahrenssprache die Amtssprache, die die beschuldigte Person spricht, der im konkreten Fall die schwerste Strafe oder Massnahme droht. In zweiter Linie stellt die Richterin oder der Richter auf weitere Kriterien ab, etwa auf die Zahl der Beschuldigten oder Geschädigten, die dieselbe Sprache sprechen.

#### **Art. 118** d) Abweichungen

Eine für den ganzen Kanton zuständige Behörde kann von den Regeln der Artikel 115 Abs. 2–4 und 117 abweichen, wenn den Verfahrensparteien daraus kein schwerwiegender Nachteil erwächst oder die beschuldigte Person in einem Strafverfahren zustimmt.



**Art. 119** e) Traduction

<sup>1</sup> La personne qui dirige la procédure renvoie les écrits d'une partie qui ne sont pas rédigés dans la langue de la procédure, en invitant leur auteur-e à procéder dans cette langue et en l'avertissant que, s'il ou si elle ne le fait pas dans le délai fixé, l'autorité n'entrera pas en matière.

<sup>2</sup> Elle peut aussi exiger de la partie qu'elle fournisse une traduction des pièces qui servent de moyens de preuve et qui ne sont pas rédigées dans la langue de la procédure.

<sup>3</sup> Si nécessaire et dans la mesure où elle ne peut pas remplir elle-même cette tâche, l'autorité fait appel, lors d'auditions, à un ou une interprète.

**Art. 120** f) Contestations

Les contestations sur la langue de la procédure sont tranchées par une décision incidente de la personne qui dirige la procédure.

**Art. 121** Information du public

<sup>1</sup> Les autorités judiciaires assurent, conformément à la législation y relative et dans le respect des codes de procédure:

- a) l'information du public sur leurs activités juridictionnelles et administratives ainsi que sur les questions générales concernant l'ordre judiciaire;
- b) la mise en œuvre du droit d'accès aux documents officiels.

<sup>2</sup> Le Tribunal cantonal complète les présentes dispositions par voie réglementaire.

**Art. 122** Echéance des délais lors de jours fériés

<sup>1</sup> Pour toutes les procédures se déroulant dans le canton, lorsque le dernier jour d'un délai coïncide avec un samedi ou un dimanche, ou un autre jour férié, le délai expire le premier jour ouvrable suivant.

<sup>2</sup> Sont considérés comme jours fériés dans tout le canton: Nouvel-An, Pâques, Pentecôte et Noël, ainsi que le lendemain de ces jours, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Fête-Dieu, le 1<sup>er</sup> août, le 15 août, le 1<sup>er</sup> novembre et le 8 décembre.

<sup>3</sup> L'alinéa 1 n'est pas applicable en matière pénale lorsque les délais se calculent en heures.

**Art. 119** e) Übersetzung

<sup>1</sup> Die Verfahrensleitung weist Eingaben einer Partei, die nicht in der Verfahrenssprache abgefasst sind, zurück, fordert sie auf, sich dieser Sprache zu bedienen; sie droht ihr an, auf die Eingabe nicht einzutreten, falls sie der Aufforderung nicht innert der gesetzten Frist nachkommt.

<sup>2</sup> Sie kann von der Partei auch verlangen, von Beweisurkunden, die nicht in der Verfahrenssprache abgefasst sind, eine Übersetzung vorzulegen.

<sup>3</sup> Sie zieht für die Einvernahmen einen Dolmetscher bei, soweit dies nötig ist und sie nicht selbst in der Lage ist, diese Aufgabe zu erfüllen.

**Art. 120** f) Streitigkeiten

Bei Streitigkeiten bestimmt die Verfahrensleitung die Sprache durch einen Zwischenentscheid.

**Art. 121** Information der Öffentlichkeit

<sup>1</sup> Die Gerichtsbehörden stellen gemäss der einschlägigen Gesetzgebung und im Einklang mit den Prozessordnungen sicher, dass:

- a) die Öffentlichkeit über ihre Rechtsprechungs- und Verwaltungstätigkeit und über allgemeine Fragen im Zusammenhang mit dem Gerichtswesen informiert wird;
- b) der Anspruch auf Zugang zu amtlichen Dokumenten gewährleistet ist.

<sup>2</sup> Das Kantonsgericht ergänzt diese Bestimmungen auf dem Verordnungsweg.

**Art. 122** Fristablauf an Feiertagen

<sup>1</sup> Fällt der letzte Tag der Frist auf einen Samstag oder einen Sonntag oder einen anderen Feiertag, so endet die Frist in allen kantonalen Verfahren am nächstfolgenden Werktag.

<sup>2</sup> Als Feiertage gelten im ganzen Kanton Neujahr, Ostern, Pfingsten und Weihnachten und jeweils der folgende Tag sowie der Karfreitag, der Auffahrtstag, der Fronleichnamstag, der 1. August, 15. August, der 1. November und der 8. Dezember.

<sup>3</sup> Absatz 1 ist im Strafverfahren nicht anwendbar, wenn die Frist in Stunden gesetzt wird.

### **Art. 123** Publications officielles

Les publications officielles cantonales requises ont lieu dans la Feuille officielle du canton de Fribourg et, en outre, si l'autorité l'estime nécessaire, dans d'autres journaux.

### **Art. 124** Assistance judiciaire

<sup>1</sup> L'assistance judiciaire est régie par le code de procédure applicable.

<sup>2</sup> La Direction chargée des relations avec le Pouvoir judiciaire, par le service chargé de ces relations, verse au conseil désigné l'indemnité fixée par l'autorité judiciaire compétente.

<sup>3</sup> Le service chargé des relations avec le Pouvoir judiciaire est compétent pour exiger le remboursement de l'assistance judiciaire.

### **Art. 125** Frais de procédure, dépens et indemnisation en cas d'assistance judiciaire

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire le tarif des frais de procédure et des émoluments, des dépens et des indemnisations en cas d'assistance judiciaire.

<sup>2</sup> Lors de la fixation des frais de procédure, il convient de tenir compte notamment de la situation économique de la partie amenée à les payer, à la condition que cela soit connu de l'autorité qui les fixe.

### **Art. 126** Médiation a) Principes

<sup>1</sup> Il peut être fait appel à une médiation en tout temps et dans toute procédure.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les conditions pour l'admission à la pratique des médiateurs et médiatrices. Des offices de médiation peuvent être créés.

<sup>3</sup> L'instauration et la reconnaissance d'offices de consultation conjugale ou familiale au sens de l'article 171 du code civil suisse (CC) demeurent réservées.

### **Art. 127** b) Statut des médiateurs et médiatrices

<sup>1</sup> Les médiateurs et médiatrices sont indépendants et impartiaux. Ils sont soumis aux motifs de récusation de la procédure applicable.

### **Art. 123** Öffentliche Bekanntmachung

Öffentliche Bekanntmachungen des Kantons erfolgen durch Publikation im Amtsblatt des Kantons Freiburg und, falls die Behörde es für notwendig erachtet, zusätzlich in anderen Zeitungen.

### **Art. 124** Unentgeltliche Rechtspflege

<sup>1</sup> Die unentgeltliche Rechtspflege richtet sich nach dem anwendbaren Verfahrensgesetz.

<sup>2</sup> Die für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständige Direktion richtet dem bezeichneten Rechtsbeistand über das für diese Beziehungen zuständige Amt die Entschädigungen aus, die von der zuständigen Gerichtsbehörde festgesetzt wurde.

<sup>3</sup> Das für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständige Amt fordert gegebenenfalls die im Rahmen der unentgeltlichen Rechtspflege erbrachten Leistungen zurück.

### **Art. 125** Verfahrenskosten, Parteientschädigung und Entschädigung bei unentgeltlicher Rechtspflege

<sup>1</sup> Der Staatsrat legt durch Verordnung den Tarif für die Verfahrenskosten und Gebühren, die Parteientschädigungen sowie die Entschädigungen bei unentgeltlicher Rechtspflege fest.

<sup>2</sup> Bei der Festsetzung der Verfahrenskosten ist auf die wirtschaftlichen Verhältnisse der kostenpflichtigen Partei Rücksicht zu nehmen, sofern diese der Festsetzungsbehörde bekannt sind.

### **Art. 126** Mediation a) Grundlagen

<sup>1</sup> In allen Verfahren kann jederzeit eine Mediation durchgeführt werden.

<sup>2</sup> Der Staatsrat regelt durch Verordnung die Voraussetzungen für die Zulassung als Mediatorin oder Mediator. Es können staatliche Mediationsstellen eingerichtet werden.

<sup>3</sup> Die Anerkennung und Einrichtung von Familienberatungsstellen nach Artikel 171 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) bleibt vorbehalten.

### **Art. 127** b) Stellung der Mediatorinnen und Mediatoren

<sup>1</sup> Die Mediatorinnen und Mediatoren sind unabhängig und unparteiisch. Für sie gelten die Ausstandsgründe des anwendbaren Verfahrensrechts.

<sup>2</sup> Il est interdit aux médiateurs et médiatrices de divulguer des faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les autres devoirs des médiateurs et médiatrices, le droit applicable en matière de surveillance et le droit disciplinaire.

#### **Art. 128** c) Frais

<sup>1</sup> Les frais de la médiation sont répartis selon le droit de procédure applicable. Lorsque la médiation a abouti à un accord, cela peut être pris en considération dans la fixation des frais de procédure.

<sup>2</sup> Dans les affaires non pécuniaires relevant du droit de l'enfant et de la famille, la médiation est gratuite si les parties ne disposent pas des moyens nécessaires et que le tribunal recommande le recours à la médiation. Dans les autres cas, la médiation est gratuite si, en outre, les conditions de l'assistance judiciaire sont remplies.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire le tarif des frais de la médiation ainsi que les indemnités versées aux médiateurs et médiatrices en cas d'assistance judiciaire.

## **CHAPITRE 2**

### **Dispositions relatives à la procédure civile**

#### **Art. 129** Délibérations (art. 54 CPC)

<sup>1</sup> Les délibérations ne sont pas publiques.

<sup>2</sup> Avec l'accord des parties, le tribunal peut toutefois délibérer en leur présence ou en présence du public.

#### **Art. 130** Représentation des parties devant le tribunal des baux et le tribunal des prud'hommes (art. 68 CPC)

<sup>1</sup> Devant le tribunal des baux, les parties peuvent se faire assister ou représenter par un représentant ou une représentante des milieux de propriétaires ou de locataires ou par le gérant ou la gérante de la chose louée.

<sup>2</sup> Devant le tribunal des prud'hommes, les parties peuvent se faire assister ou représenter par un représentant ou une représentante des syndicats ou des associations patronales.

<sup>2</sup> Die Mediatorinnen und Mediatoren sind über alle Umstände, die sie bei ihrer Tätigkeit erfahren, zur Verschwiegenheit verpflichtet.

<sup>3</sup> Der Staatsrat bestimmt durch Verordnung die übrigen Pflichten der Mediatorinnen und Mediatoren sowie das anwendbare Aufsichts- und Disziplinarrecht.

#### **Art. 128** c) Kosten

<sup>1</sup> Die Kosten der Mediation werden nach Massgabe des anwendbaren Verfahrensgesetzes verteilt. War die Mediation erfolgreich, so kann dies bei der Festsetzung der Kosten berücksichtigt werden.

<sup>2</sup> In Kindes- und familienrechtlichen Angelegenheiten nicht vermögensrechtlicher Natur ist die Mediation unentgeltlich, wenn den Parteien die erforderlichen Mittel fehlen und das Gericht die Durchführung einer Mediation empfiehlt. In den übrigen Fällen ist die Mediation unentgeltlich, wenn zudem die Voraussetzungen der unentgeltlichen Rechtspflege erfüllt sind.

<sup>3</sup> Der Staatsrat setzt durch Verordnung den Tarif für die Kosten der Mediation fest und bestimmt die Entschädigung der Mediatorinnen und Mediatoren bei unentgeltlicher Mediation.

## **2. KAPITEL**

### **Zivilprozessuale Bestimmungen**

#### **Art. 129** Urteilsberatung (Art. 54 ZPO)

<sup>1</sup> Die Urteilsberatung ist nicht öffentlich.

<sup>2</sup> Das Gericht kann mit Zustimmung der Parteien Beratungen in Anwesenheit der Parteien oder der Öffentlichkeit durchführen.

#### **Art. 130** Parteivertretung vor Miet- und Arbeitsgericht (Art. 68 ZPO)

<sup>1</sup> Vor Mietgericht können sich die Parteien durch eine Eigentümer- oder Mietervertretung oder die Verwalterin oder den Verwalter des Mietgegenstands vertreten oder verbeiständen lassen.

<sup>2</sup> Vor Arbeitsgericht können sich die Parteien durch eine Vertreterin oder einen Vertreter der Gewerkschaften oder der Arbeitgeber vertreten oder verbeiständen lassen.

**Art. 131** Frais en matière de bail (art. 116 CPC)

<sup>1</sup> Il n'est pas perçu de frais judiciaires dans les litiges portant sur des baux à loyer d'habitations lorsque l'objet du bail constitue le logement principal du ou de la locataire et qu'il n'est pas luxueux.

<sup>2</sup> Si le tribunal doit faire face à des dépenses élevées, en particulier s'il a dû recourir à une expertise, les frais y relatifs peuvent être mis à la charge des parties dans la mesure où elles ont succombé.

**Art. 132** Conduite du procès (art. 124 CPC)

Dans les affaires relevant de la compétence d'une autorité collégiale, le président ou la présidente assume la conduite du procès si celle-ci n'est pas déléguée à l'un des membres du tribunal.

**Art. 133** Exécution (art. 343 CPC)

L'autorité compétente au sens de l'article 343 al. 3 CPC est la Police cantonale.

**Art. 134** Arbitrage (art. 356 CPC)

<sup>1</sup> Une Cour d'appel du Tribunal cantonal est compétente pour statuer sur les recours et les demandes en révision et pour recevoir la sentence en dépôt et attester son caractère exécutoire au sens de l'article 356 al. 1 CPC.

<sup>2</sup> Dans tous les autres cas où la participation d'une juridiction publique se révèle indispensable dans une procédure d'arbitrage, notamment dans les cas prévus par l'article 356 al. 2 CPC, le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement est compétent-e.

### CHAPITRE 3

#### Dispositions relatives à la procédure pénale

**Art. 135** Information d'autorités (art. 75 CPP)

<sup>1</sup> La personne qui dirige la procédure informe les autorités administratives compétentes lorsqu'un intérêt public prépondérant le justifie, notamment lorsque les faits de la cause peuvent donner lieu à une mesure administrative.

<sup>2</sup> Les informations (renseignements ou documents) sont communiquées dans une forme appropriée. Au besoin, les personnes concernées par ces informations sont entendues préalablement.

**Art. 131** Kosten in Mietsachen (Art. 116 ZPO)

<sup>1</sup> Keine Gerichtskosten werden erhoben bei Mietstreitigkeiten über Wohnräume, wenn die Hauptwohnung des Mieters betroffen ist und diese keine Luxuswohnung darstellt.

<sup>2</sup> Wenn dem Gericht hohe Auslagen entstehen, insbesondere weil ein Gutachten eingeholt werden musste, können den Parteien nach Massgabe ihres Unterliegens die Auslagen überbunden werden.

**Art. 132** Prozessleitung (Art. 124 ZPO)

Bei einer Kollegialbehörde erfolgt die Prozessleitung durch die Präsidentin oder den Präsidenten, sofern sie nicht an ein Gerichtsmitglied delegiert wird.

**Art. 133** Vollstreckung (Art. 343 ZPO)

Zuständige Behörde im Sinne von Artikel 343 Abs. 3 ZPO ist die Kantonspolizei.

**Art. 134** Schiedsgerichtsbarkeit (Art. 356 ZPO)

<sup>1</sup> Ein Appellationshof des Kantonsgerichts ist zuständig für Beschwerden und Revisionsgesuche sowie für die Entgegennahme des Schiedsspruchs zur Hinterlegung und für die Bescheinigung der Vollstreckbarkeit im Sinne von Artikel 356 Abs. 1 ZPO.

<sup>2</sup> In allen anderen Fällen, in denen in einem Schiedsverfahren die Mitwirkung des staatlichen Gerichts erforderlich wird, insbesondere in den Fällen nach Artikel 356 Abs. 2 ZPO, ist die Präsidentin oder der Präsident des Bezirksgerichts zuständig.

### 3. KAPITEL

#### Strafprozessuale Bestimmungen

**Art. 135** Mitteilung an Behörden (Art. 75 StPO)

<sup>1</sup> Die Verfahrensleitung informiert die zuständigen Verwaltungsbehörden, wenn ein überwiegendes öffentliches Interesse dies rechtfertigt, insbesondere wenn der Sachverhalt Anlass zu einer administrativen Massnahme geben kann.

<sup>2</sup> Informationen (Auskünfte oder Urkunden) werden in geeigneter Form mitgeteilt. Wenn nötig werden die davon betroffenen Personen vorher angehört.



<sup>3</sup> Demeurent réservées l'obligation ou l'autorisation d'informer prévues dans d'autres lois.

<sup>4</sup> Le Ministère public informe le Conseil de la magistrature lorsqu'un ou une juge fait l'objet d'une instruction pénale.

**Art. 136** Traitement des données personnelles (art. 99 CPP)

Après la clôture de la procédure pénale, le traitement et la conservation des données sont régis par les dispositions fédérales et au surplus:

- a) par la loi cantonale sur la protection des données (LPrD);
- b) par le règlement cantonal sur la sécurité des données personnelles (RSD);
- c) par les directives du Tribunal cantonal sur le préarchivage des dossiers judiciaires.

**Art. 137** Chronique judiciaire (art. 72 CPP)

La chronique judiciaire fait l'objet d'un règlement du Tribunal cantonal.

**Art. 138** For (art. 39ss CPP)

<sup>1</sup> En cas de contestation du for, l'autorité de poursuite saisit le ou la procureur-e général-e. Celui-ci ou celle-ci est compétent-e pour accepter la juridiction fribourgeoise ou statuer sur les compétences intracantonales.

<sup>2</sup> Le ou la procureur-e général-e représente le canton lors des négociations avec les autorités non fribourgeoises ainsi que devant les autorités chargées de statuer sur les problèmes de compétence intercantonale. Il ou elle peut exceptionnellement déléguer cette attribution à l'autorité provisoirement saisie de la cause.

<sup>3</sup> La compétence déterminée au niveau intercantonal ou supracantonal ne peut plus être remise en cause devant les autorités fribourgeoises.

**Art. 139** Entraide judiciaire nationale (art. 43ss CPP)

<sup>1</sup> L'entraide judiciaire intercantonale en matière pénale relève du droit fédéral.

<sup>2</sup> L'entraide pour des infractions de droit cantonal est accordée sous réserve de réciprocité; elle est régie par le droit fédéral et par les règles spéciales du droit cantonal.

<sup>3</sup> Vorbehalten bleiben die in anderen Gesetzen vorgesehenen Mitteilungspflichten oder -ermächtigungen.

<sup>4</sup> Die Staatsanwaltschaft zeigt dem Justizrat jede Strafuntersuchung an, die gegen eine Richterin oder einen Richter geführt wird.

**Art. 136** Bearbeitung von Personendaten (Art. 99 StPO)

Die Bearbeitung und Aufbewahrung von Daten nach Abschluss des Strafverfahrens richtet sich nach Bundesrecht und überdies nach:

- a) dem Gesetz vom 25. November 1994 über den Datenschutz (DSchG);
- b) dem Reglement vom 29. Juni 1999 über die Sicherheit der Personendaten (DSR);
- c) den Richtlinien des Kantonsgerichts über die Vorarchivierung von Gerichtsakten.

**Art. 137** Gerichtsberichterstattung (Art. 72 StPO)

Das Kantonsgericht erlässt ein Reglement über die Gerichtsberichterstattung.

**Art. 138** Gerichtsstand (Art. 39 ff. StPO)

<sup>1</sup> Bei Streitigkeiten über den Gerichtsstand gelangt die Strafverfolgungsbehörde an die Generalstaatsanwältin oder den Generalstaatsanwalt. Diese oder dieser ist zuständig, die freiburgische Gerichtsbarkeit zu akzeptieren oder über innerkantonale Zuständigkeiten zu entscheiden.

<sup>2</sup> Die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt vertritt den Kanton Freiburg bei Verhandlungen mit nichtfreiburgischen Behörden sowie vor den Behörden, die über interkantonale Zuständigkeitsfragen zu entscheiden haben. Ausnahmsweise kann sie oder er diese Befugnis der vorläufig mit der Sache befassten Behörde übertragen.

<sup>3</sup> Die Zuständigkeit, die auf inter- oder überkantonaler Ebene bestimmt worden ist, kann vor den freiburgischen Behörden nicht mehr in Frage gestellt werden.

**Art. 139** Nationale Rechtshilfe (Art. 43 ff. StPO)

<sup>1</sup> Die interkantonale Rechtshilfe in Strafsachen richtet sich nach Bundesrecht.

<sup>2</sup> Bei Straftaten nach kantonalem Recht wird Rechtshilfe gewährt, sofern der ersuchende Kanton Gegenrecht erhält; sie richtet sich nach Bundesrecht und den kantonalen Spezialbestimmungen.

**Art. 140** Entraide judiciaire internationale (art. 54s. CPP)

<sup>1</sup> L'entraide judiciaire internationale en matière pénale relève du droit fédéral.

<sup>2</sup> Le ou la procureur-e général-e représente le canton de Fribourg dans les procédures de délégation ou d'acceptation de poursuites pénales avec des autorités étrangères, à moins que des traités internationaux ne prévoient une communication directe.

<sup>3</sup> Le président ou la présidente de la Chambre pénale est compétent-e pour désigner le ou la juge de l'exequatur.

<sup>4</sup> Pour le surplus, l'autorité saisie de l'affaire ou la personne qui dirige la procédure est compétente pour formuler des demandes d'entraide et traiter celles qui leur parviennent dans le domaine de leur activité.

**Art. 141** Qualité de partie (art. 104 al. 2 CPP)

Dans une procédure pénale, une autorité peut se constituer partie dans la mesure où la loi le permet.

**Art. 142** Conseil juridique

a) Avocat ou avocate de la première heure (art. 158 CPP)

<sup>1</sup> Lorsque le ou la prévenu-e en fait la demande lors de l'audition par la police, celle-ci prend contact avec le ou la défenseur-e choisi-e ou, le cas échéant, avec les avocats et avocates de permanence.

<sup>2</sup> Toute personne inscrite au registre cantonal des avocats et avocates est tenue d'assumer la permanence. Un service de permanence est organisé par le Ministère public avec la collaboration de l'Ordre des avocats fribourgeois.

<sup>3</sup> L'Etat garantit à l'avocat ou l'avocate de la première heure le paiement de ses honoraires au tarif de l'assistance judiciaire pour sa première intervention lorsque la partie qu'il ou elle a assistée se révèle insolvable.

**Art. 143** b) Défense d'office (art. 132 et 133 CPP)

<sup>1</sup> La personne qui dirige la procédure désigne le ou la défenseur-e d'office parmi les avocats et avocates inscrits dans les registres cantonaux selon un système équitable de rotation.

**Art. 140** Internationale Rechtshilfe (Art. 54 f. StPO)

<sup>1</sup> Die internationale Rechtshilfe in Strafsachen richtet sich nach Bundesrecht.

<sup>2</sup> Die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt vertritt den Kanton Freiburg bei Verhandlungen mit ausländischen Behörden über die Abtretung oder die Übernahme der Strafverfolgung, es sei denn, die internationalen Verträge sehen den direkten Geschäftsverkehr zwischen den zuständigen Behörden vor.

<sup>3</sup> Die Präsidentin oder der Präsident der Strafkammer bezeichnet die Richterin oder den Richter, die oder der für die Vollstreckbarerklärung (Exequatur) zuständig ist.

<sup>4</sup> Im Übrigen ist die mit der Sache befasste Behörde oder die Verfahrensleitung zuständig, Rechtshilfesuche, die ihren Tätigkeitsbereich betreffen, entgegenzunehmen oder zu stellen.

**Art. 141** Parteieigenschaft (Art. 104 Abs. 2 StPO)

Eine kantonale Behörde kann sich im Strafverfahren als Partei konstituieren, soweit das Gesetz dies vorsieht.

**Art. 142** Rechtsvertretung

a) Verteidigung bei der ersten Einvernahme (Art. 158 StPO)

<sup>1</sup> Die beschuldigte Person kann bei der ersten polizeilichen Einvernahme beantragen, dass die Polizei mit der Wahlverteidigung oder gegebenenfalls mit den Anwältinnen und Anwälten im Bereitschaftsdienst Kontakt aufnimmt.

<sup>2</sup> Jede im kantonalen Register der Anwältinnen und Anwälte eingetragene Person ist zum Bereitschaftsdienst verpflichtet; ein Bereitschaftsdienst wird von der Staatsanwaltschaft in Zusammenarbeit mit dem Anwaltsverband organisiert.

<sup>3</sup> Der Staat gewährleistet der Anwältin oder dem Anwalt der ersten Stunde für ihre erste Intervention eine Entschädigung nach dem Tarif über die unentgeltliche Rechtspflege, wenn sich die beschuldigte Person als zahlungsunfähig erweist.

**Art. 143** b) Amtliche Verteidigung (Art. 132 und 133 StPO)

<sup>1</sup> Die Verfahrensleitung bestimmt die amtliche Verteidigung nach einem angemessenen Turnus aus den Anwältinnen und Anwälten, die in den kantonalen Registern eingetragen sind.

<sup>2</sup> Les défenseur-e-s d'office sont indemnisés selon le tarif concernant les indemnités allouées aux défenseurs d'office en matière d'assistance judiciaire.

**Art. 144** Monopole de représentation des avocats et avocates  
(art. 127 CPP)

La représentation en justice est réservée aux avocats et avocates inscrits aux registres et tableaux cantonaux.

**Art. 145** Auditions (art. 142 CPP)

<sup>1</sup> Avec l'accord des parties, le Ministère public peut déléguer les auditions à un greffier ou une greffière.

<sup>2</sup> La délégation est exclue dans les procédures concernant des infractions graves.

<sup>3</sup> Sont qualifiées de graves les infractions pour lesquelles la loi prescrit une peine minimale de deux ans, des infractions ayant entraîné une mort d'homme ou d'autres infractions désignées par le Ministère public par voie réglementaire.

**Art. 146** Mesures de protection (art. 156 CPP)

<sup>1</sup> La Direction chargée des relations avec le Pouvoir judiciaire peut prendre toute mesure qui lui paraît adéquate pour la protection des personnes, au sens de l'article 149 CPP, qui restent menacées au terme de la procédure.

<sup>2</sup> Elle peut en particulier les doter d'une identité d'emprunt au sens de l'article 288 al. 1 CPP et leur établir les documents nécessaires à cet égard.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat règle les modalités.

**Art. 147** Mesures de contrainte  
a) Attributions de la police (art. 198 CPP)

<sup>1</sup> Lorsque le droit fédéral autorise la police à ordonner des mesures de contrainte, cette compétence revient à tous les membres de la Police cantonale.

<sup>2</sup> Toutefois, seul-e l'officier ou l'officière de police judiciaire est compétent-e pour:

- a) autoriser la prolongation de l'arrestation provisoire au-delà de trois heures (art. 217ss CPP);
- b) lancer l'avis de recherche en cas d'urgence (art. 210 al. 1 CPP);
- c) autoriser une visite domiciliaire par la police sans mandat de perquisition en cas de péril en la demeure (art. 213 al. 2 CPP);

<sup>2</sup> Die amtliche Verteidigung wird nach dem Tarif über die unentgeltliche Rechtspflege entschädigt.

**Art. 144** Anwaltliches Vertretungsmonopol (Art. 127 StPO)

Die Vertretung vor den Gerichtsbehörden ist den in den kantonalen Registern und Listen eingetragenen Anwältinnen und Anwälten vorbehalten.

**Art. 145** Einvernahmen (Art. 142 StPO)

<sup>1</sup> Mit Zustimmung der Parteien kann die Staatsanwaltschaft die Durchführung der Einvernahmen an eine Gerichtsschreiberin oder einen Gerichtsschreiber delegieren.

<sup>2</sup> Ausgeschlossen ist die Delegation in Verfahren wegen schwerer Straftaten.

<sup>3</sup> Schwere Straftaten sind Delikte, für die das Gesetz eine Mindestfreiheitsstrafe von zwei Jahren vorschreibt oder bei denen der Tod eines Menschen verursacht wurde, sowie andere von der Staatsanwaltschaft durch Reglement bezeichnete Straftaten.

**Art. 146** Schutzmassnahmen (Art. 156 StPO)

<sup>1</sup> Bleiben Personen nach Abschluss des Verfahrens bedroht, so kann die für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständige Direktion alle Schutzmassnahmen treffen, die ihr für den Schutz dieser Personen nach Artikel 149 Abs. 1 StPO angemessen erscheinen.

<sup>2</sup> Sie kann diese Personen namentlich mit einer Legende nach Artikel 288 Abs. 1 StPO ausstatten und ihnen die hierfür erforderlichen Dokumente ausstellen.

<sup>3</sup> Der Staatsrat bestimmt die Einzelheiten.

**Art. 147** Zwangsmassnahmen  
a) Befugnisse der Polizei (Art. 198 StPO)

<sup>1</sup> Wo das Bundesrecht die Polizei zur Anordnung von Zwangsmassnahmen ermächtigt, steht diese Befugnis jedem Mitglied der Kantonspolizei zu.

<sup>2</sup> Allerdings kann nur ein Offizier der Gerichtspolizei:

- a) die Verlängerung der vorläufigen Festnahme auf über drei Stunden bewilligen (Art. 217 ff. StPO);
- b) in dringenden Fällen eine Ausschreibung veranlassen (Art. 210 Abs. 1 StPO),
- c) wenn Gefahr im Verzug ist, eine Hausdurchsuchung durch die Polizei ohne Hausdurchsuchungsbefehl bewilligen (Art. 213 Abs. 2 StPO),

- d) ordonner, en cas de péril en la demeure, l'examen des orifices et des cavités du corps qu'il est impossible d'examiner sans l'aide d'un instrument ainsi que des perquisitions sans mandat (art. 241 al. 3 CPP);
- e) ordonner une observation dans des lieux librement accessibles (art. 282 CPP).

**Art. 148** b) Participation du public (art. 211 CPP)

<sup>1</sup> En cas de participation du public aux recherches, la personne qui dirige la procédure peut prévoir une récompense pour les particuliers ayant contribué de manière déterminante à l'issue de la procédure. Le montant de celle-là est fixé en accord avec le président ou la présidente de la Chambre pénale du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les détails ainsi que les montants qui peuvent être attribués comme récompense.

**Art. 149** c) Etablissement de détention (art. 234 CPP)

La personne qui dirige la procédure décide si la personne détenue à titre provisoire ou pour des motifs de sûreté doit, pour des raisons médicales, être placée dans un hôpital ou une clinique psychiatrique.

**Art. 150** d) Statut juridique des personnes détenues (art. 235 CPP)

Le Conseil d'Etat règle par voie réglementaire les droits et les obligations des personnes détenues, leurs droits de recours et les mesures disciplinaires.

**Art. 151** e) Surveillance des établissements de détention

La surveillance des établissements de détention est régie conformément à la législation spéciale.

**Art. 152** f) Exécution anticipée des peines et des mesures (art. 236 CPP)

L'exécution anticipée des peines et des mesures est subordonnée à l'assentiment de l'autorité compétente en matière d'exécution conformément à la loi d'application du code pénal.

**Art. 153** g) Mort suspecte (art. 253 CPP)

<sup>1</sup> Chaque médecin est tenu-e d'annoncer sans délai les cas de morts suspectes à la police ou au Ministère public.

- d) wenn Gefahr im Verzug ist, die Untersuchung von nicht einsehbaren Körperöffnungen und Körperhöhlen und ohne Befehle Durchsuchungen anordnen (Art. 241 Abs. 3 StPO),
- e) eine Observation an allgemein zugänglichen Orten anordnen (Art. 282 StPO).

**Art. 148** b) Mithilfe der Öffentlichkeit (Art. 211 StPO)

<sup>1</sup> Hilft die Öffentlichkeit bei der Fahndung mit, so kann die Verfahrensleitung für jede Person, deren Mitwirkung sich für den Ausgang des Verfahrens als nützlich erweist, eine Belohnung vorsehen. Der Betrag der Belohnung wird mit Zustimmung der Präsidentin oder des Präsidenten der Strafkammer des Kantonsgerichts festgelegt.

<sup>2</sup> Der Staatsrat regelt auf dem Verordnungsweg die Einzelheiten und bestimmt die Beträge, die als Belohnung ausgerichtet werden können.

**Art. 149** c) Haftanstalt (Art. 234 StPO)

Die Verfahrensleitung entscheidet, ob eine Person in Untersuchungs- oder Sicherheitshaft aus medizinischen Gründen in ein Spital oder in eine psychiatrische Klinik einzuweisen ist.

**Art. 150** d) Rechtsstellung der inhaftierten Person (Art. 235 StPO)

Der Staatsrat regelt auf dem Verordnungsweg die Rechte und Pflichten der inhaftierten Personen, ihre Beschwerdemöglichkeiten und die Disziplinarmaßnahmen.

**Art. 151** e) Aufsicht über die Haftanstalten

Die Aufsicht über die Haftanstalten richtet sich nach der Spezialgesetzgebung.

**Art. 152** f) Vorzeitiger Straf- und Massnahmenvollzug (Art. 236 StPO)

Der vorzeitige Straf- und Massnahmenvollzug bedarf der Zustimmung der Vollzugsbehörde gemäss dem Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch.

**Art. 153** g) Aussergewöhnliche Todesfälle (Art. 253 StPO)

<sup>1</sup> Jede Ärztin und jeder Arzt ist verpflichtet, aussergewöhnliche Todesfälle unverzüglich der Polizei oder der Staatsanwaltschaft mitzuteilen.



<sup>2</sup> Les conséquences d'une violation de cette obligation de communiquer sont fixées par la législation relative à la santé publique.

**Art. 154** h) Statut des agents et agentes infiltrés et des personnes de contact (art. 286ss CPP)

<sup>1</sup> Le commandant ou la commandante de la Police cantonale fixe, en accord avec le service chargé des ressources humaines, les droits et les obligations des personnes privées engagées en qualité d'agents ou agentes infiltrés.

<sup>2</sup> Il ou elle négocie et conclut les contrats nécessaires.

<sup>3</sup> Les dispositions de la législation sur le personnel de l'Etat s'appliquent aux agents et agentes infiltrés ainsi qu'aux personnes de contact choisis parmi les agents et agentes de la Police cantonale.

**Art. 155** Obligation de dénoncer (art. 302 CPP)

L'obligation de dénoncer incombant aux membres d'autres autorités est réglée par la législation spéciale.

**Art. 156** Décisions judiciaires ultérieures indépendantes (art. 363 CPP)

<sup>1</sup> L'autorité qui a rendu le jugement de première instance, ou, dans le cas d'une autorité collégiale, son président ou sa présidente, rend également les décisions judiciaires indépendantes ultérieures.

<sup>2</sup> Les décisions ultérieures au sens de l'article 363 al. 3 CPP sont prises par l'autorité chargée de l'exécution pénale.

**Art. 157** Qualité pour recourir (art. 381 CPP)

Ont qualité pour interjeter recours le ou la procureur-e en charge d'une affaire ainsi que le ou la procureur-e général-e.

**Art. 158** Action récursoire (art. 420 CPP)

<sup>1</sup> La Direction chargée des relations avec le Pouvoir judiciaire est l'autorité compétente pour intenter une action récursoire au sens de l'article 420 CPP.

<sup>2</sup> L'action récursoire de l'Etat aux termes de la loi sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents demeure réservée.

<sup>2</sup> Die Folgen der Verletzung dieser Mitteilungspflicht bestimmen sich nach der Gesundheitsgesetzgebung.

**Art. 154** h) Stellung der verdeckten Ermittlerinnen und Ermittler und der Führungspersonen (Art. 286 ff. StPO)

<sup>1</sup> Die Kommandantin oder der Kommandant der Kantonspolizei legt im Einvernehmen mit dem für das Personalwesen zuständigen Amt die Rechte und Pflichten der Privatperson fest, die als verdeckte Ermittlerin oder verdeckter Ermittler angestellt sind.

<sup>2</sup> Sie oder er handelt die notwendigen Verträge aus und schliesst sie ab.

<sup>3</sup> Für verdeckt ermittelnde Personen und Führungspersonen, die der Kantonspolizei angehören, gilt die Gesetzgebung über das Staatspersonal.

**Art. 155** Anzeigepflicht (Art. 302 StPO)

Die Anzeigepflicht der Mitglieder anderer Behörden wird in der Spezialgesetzgebung geregelt.

**Art. 156** Selbstständige nachträgliche Entscheide des Gerichts (Art. 363 StPO)

<sup>1</sup> Bei einem erstinstanzlichen Urteil trifft die betreffende Richterin oder der betreffende Richter auch die selbstständigen nachträglichen Entscheide; bei einem Urteil einer Kollegialbehörde ist deren Präsidentin oder Präsident dafür zuständig.

<sup>2</sup> Nachträgliche Entscheide nach Artikel 363 Abs. 3 StPO werden von der Strafvollzugsbehörde getroffen.

**Art. 157** Rechtsmittellegitimation (Art. 381 StPO)

Die Staatsanwältin oder der Staatsanwalt, die oder der mit der Sache befasst ist, sowie die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt sind berechtigt, Rechtsmittel einzulegen.

**Art. 158** Rückgriff (Art. 420 StPO)

<sup>1</sup> Die für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständige Direktion ist die für den Rückgriff nach Artikel 420 StPO zuständige Behörde.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleibt der Rückgriff des Staats nach dem Gesetz über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger.

**Art. 159** Exécution des peines et des mesures (art. 439 CPP)

<sup>1</sup> Les autorités judiciaires communiquent à l'autorité d'application des sanctions pénales:

- a) une copie du dispositif écrit des jugements entrés en force et prononçant des peines privatives de liberté, des mesures et un travail d'intérêt général;
- b) une copie de ces jugements rédigés ou des ordonnances pénales;
- c) une copie des expertises médicales.

<sup>2</sup> L'autorité d'application des sanctions pénales peut requérir la mise à sa disposition du dossier judiciaire. Elle peut avoir accès, par voie d'appel, aux données servant à l'identification des personnes condamnées ainsi qu'à celles qui sont relatives aux sanctions pénales prononcées et au recouvrement des amendes et des peines pécuniaires.

<sup>3</sup> L'application et l'exécution des sanctions pénales sont régies pour le surplus par la loi d'application du code pénal.

**Art. 160** Exécution de prestations financières (art. 442 CPP)

L'autorité chargée du recouvrement de prestations financières est celle qui a rendu le jugement; cette compétence peut être transférée aux greffiers ou greffières.

**Art. 161** Exécution des sanctions applicables aux mineurs (art. 42 PPMIn)

<sup>1</sup> Les présidents ou présidentes du Tribunal pénal des mineurs sont l'autorité d'exécution pour ce qui concerne la procédure pénale applicable aux mineurs.

<sup>2</sup> Pour l'exécution des mesures et des sanctions, ils peuvent notamment recourir au service chargé de la protection de la jeunesse.

## TITRE VIII

### Dispositions finales

**Art. 162** Droit transitoire

- a) Election des juges

<sup>1</sup> Les juges, au sens de la présente loi, nommés ou élus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 sont soumis à réélection conformément aux dispositions de la présente loi. Sauf avis contraire du Conseil de la magistrature, la procédure de réélection ne comprend pas de mise au concours.

**Art. 159** Vollzug von Strafen und Massnahmen (Art. 439 StPO)

<sup>1</sup> Die Gerichtsbehörden übermitteln der für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständigen Behörde folgende Unterlagen:

- a) eine Kopie des schriftlichen Urteilsdispositivs nach Eintritt der Rechtskraft, wenn das Urteil auf Freiheitsstrafe, eine Massnahme oder gemeinnützige Arbeit lautet;
- b) eine Kopie der entsprechenden ausgefertigten Urteile oder der Strafbefehle;
- c) eine Kopie der ärztlichen Gutachten.

<sup>2</sup> Die für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständige Behörde kann verlangen, dass ihr das Gerichtsossier zur Verfügung gestellt wird. Sie kann mit einem Abrufverfahren Zugriff auf die Daten erhalten, die zur Identifizierung der verurteilten Personen dienen oder die sich auf die ausgesprochenen strafrechtlichen Sanktionen oder den Bezug der Bussen und Geldstrafen beziehen.

<sup>3</sup> Der Vollzug und die Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen werden im Übrigen im Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch geregelt.

**Art. 160** Vollzug von Geldleistungspflichten (Art. 442 StPO)

Für die Einziehung von Geldleistungen ist die Behörde zuständig, die den Entscheid getroffen hat; diese Befugnis kann auf die Gerichtsschreiberin oder den Gerichtsschreiber übertragen werden.

**Art. 161** Vollzug von Sanktionen im Jugendstrafprozess (Art. 42 JStPO)

<sup>1</sup> Die Präsidentinnen und Präsidenten des Jugendstrafgerichts sind die Vollzugsbehörde im Sinne der Jugendstrafprozessordnung.

<sup>2</sup> Zum Vollzug der Strafen und Massnahmen verfügen sie insbesondere über das für den Jugendschutz zuständige Amt.

## VIII. TITEL

### Schlussbestimmungen

**Art. 162** Übergangsrecht

- a) Wahl der Richterinnen und Richter

<sup>1</sup> Die Richterinnen und Richter im Sinne dieses Gesetzes, die vor dem 1. Januar 2008 ernannt oder gewählt worden sind, werden gemäss diesem Gesetz wiedergewählt. Das Wahlverfahren wird jedoch ohne Ausschreibung durchgeführt, sofern der Justizrat nicht etwas anderes beschliesst.

<sup>2</sup> Le Grand Conseil peut procéder à une réélection collective des juges dont la fonction n'a pas été mise au concours.

<sup>3</sup> La réélection a lieu avec effet à la date d'expiration de la fonction.

**Art. 163** b) Procureur-e général-e

L'élection du premier ou de la première procureur-e général-e avant l'entrée en vigueur de la présente loi fait l'objet d'une mise au concours.

**Art. 164** c) Procureur-e-s

<sup>1</sup> Les magistrats et magistrates de l'Office des juges d'instruction et du Ministère public au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée sont soumis à élection par le Grand Conseil aux postes de procureur-e-s au sens de l'article 69 de la présente loi. La procédure d'élection ne comprend pas de mise au concours.

<sup>2</sup> Cette procédure s'applique également aux magistrats et magistrates dont la réélection au sens de l'article 162 al. 1 n'a pas encore eu lieu.

**Art. 165** d) Indemnités

<sup>1</sup> En cas de non-réélection ou de non-élection, les juges professionnels et les magistrats et magistrates visés à l'article 164 ont droit à une indemnité dont le montant correspond à celui d'un traitement annuel.

<sup>2</sup> Toutefois, l'indemnité n'est pas due si la non-réélection est fondée sur un motif de révocation dûment constaté par le Conseil de la magistrature.

<sup>3</sup> L'alinéa 1 n'est pas applicable aux juges qui sont au bénéfice des dispositions transitoires de la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux.

**Art. 166** Abrogations

Sont abrogés:

- a) la loi du 11 février 1873 sur le Ministère public (RSF 122.4.1);
- b) la loi du 6 octobre 2006 sur le Conseil de la magistrature (LCM) (RSF 130.1);
- c) la loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1);
- d) la loi du 11 mai 2007 sur l'élection et la surveillance des juges (LESJ) (RSF 131.0.2);

<sup>2</sup> Der Grosse Rat kann eine kollektive Wiederwahl der Richterinnen und Richter durchführen, deren Amt nicht ausgeschrieben worden ist.

<sup>3</sup> Sie werden auf das Ende ihrer Amtszeit wiedergewählt.

**Art. 163** b) Generalstaatsanwältin oder Generalstaatsanwalt

Der Wahl der ersten Generalstaatsanwältin oder des ersten Generalstaatsanwalts vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes geht eine Ausschreibung voraus.

**Art. 164** c) Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

<sup>1</sup> Damit unbefristet angestellte Magistratspersonen des Untersuchungsrichteramtes und der Staatsanwaltschaft das Amt einer Staatsanwältin oder eines Staatsanwalts nach Artikel 69 dieses Gesetzes bekleiden können, ist die Wahl durch den Grossen Rat erforderlich. Die Stellen werden nicht ausgeschrieben.

<sup>2</sup> Dieses Verfahren gilt auch für die Magistratspersonen, deren Wiederwahl nach Artikel 162 noch nicht stattgefunden hat.

**Art. 165** d) Entschädigungen

<sup>1</sup> Werden Berufsrichterinnen und -richter nicht wiedergewählt oder Magistratspersonen nach Artikel 164 nicht gewählt, so haben sie Anspruch auf eine Entschädigung in der Höhe eines Jahresgehalts.

<sup>2</sup> Die Entschädigung wird jedoch nicht geschuldet, wenn sie aus einem vom Justizrat gebührend festgestellten Abberufungsgrund nicht wiedergewählt werden.

<sup>3</sup> Absatz 1 gilt nicht für die Richterinnen und Richter, die den Übergangsbestimmungen des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter unterstellt sind.

**Art. 166** Aufhebung bisherigen Rechts

Es werden aufgehoben:

- a) das Gesetz vom 11. Hornung (Februar) 1873 über die Staatsanwaltschaft (SGF 122.4.1);
- b) das Gesetz vom 6. Oktober 2006 über den Justizrat (JRG) (SGF 130.1);
- c) das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1);
- d) das Gesetz vom 11. Mai 2007 über die Wahl der Richterinnen und Richter und die Aufsicht über sie (RWAG) (SGF 131.0.2);

- e) la loi du 14 novembre 2007 d'organisation du Tribunal cantonal (LOTG) (RSF 131.1.1);
- f) la loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (RSF 132.1);
- g) la loi du 18 mai 1989 instituant le tribunal des baux (LTB) (RSF 132.2);
- h) la loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6);
- i) la loi du 4 octobre 1999 sur l'assistance judiciaire (RSF 136.1);
- j) la loi du 26 juin 2006 inscrivant le partenariat enregistré dans la législation cantonale (RSF 211.2.5);
- k) la loi du 13 mai 1942 d'application de la loi fédérale du 10 décembre 1941 révisant le titre vingtième du code des obligations (du cautionnement) (RSF 220.2);
- l) le code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1);
- m) la loi du 11 février 1965 relative à l'expiration des délais (RSF 270.3);
- n) la loi du 19 mai 1971 modifiant le code du 28 avril 1953 de procédure civile (application du concordat sur l'arbitrage) (RSF 279.2);
- o) la loi du 25 février 1893 accordant aux décisions de l'autorité administrative la force exécutoire prévue à l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RSF 28.3);
- p) le code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (CPP) (RSF 32.1);
- q) la loi du 18 septembre 1997 portant adaptation de la législation cantonale au code de procédure pénale [droit transitoire] (RSF 32.2);
- r) la loi du 10 novembre 1983 d'application de la législation fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale (RSF 35.2);
- s) la loi du 28 février 1885 sur la libre circulation des agents de la police (RSF 550.7);
- t) la loi du 22 novembre 1989 instituant une procédure simple et rapide en matière de protection des consommateurs et de concurrence déloyale (RSF 944.2).

- e) das Gesetz vom 14. November 2007 über die Organisation des Kantonsgerichts (KGOG) (SGF 131.1.1);
- f) das Gesetz vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit (SGF 132.1);
- g) das Gesetz vom 18. Mai 1989 über die Mietgerichtsbarkeit (MGG) (SGF 132.2);
- h) das Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6);
- i) das Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die unentgeltliche Rechtspflege (SGF 136.1);
- j) das Gesetz vom 26. Juni 2006 zur Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung (SGF 211.2.5);
- k) das Einführungsgesetz vom 13. Mai 1942 zum Bundesgesetz vom 10. Dezember 1941 über die Revision des zwanzigsten Titels des Obligationenrechts (die Bürgschaft) (SGF 220.2);
- l) die Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (SGF 270.1);
- m) das Gesetz vom 11. Februar 1965 betreffend den Ablauf von Fristen (SGF 270.3);
- n) das Gesetz vom 19. Mai 1971 zur Änderung der Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (Anwendung des Konkordates über die Schiedsgerichtsbarkeit) (SGF 279.2);
- o) das Gesetz vom 25. Februar 1893, den Entscheidungen der Verwaltungsbehörde die in Artikel 80 des eidgenössischen Schuldbetreibungs- und Konkursgesetzes vorgesehene exekutorische Kraft verleihend (SGF 28.3);
- p) die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO) (SGF 32.1);
- q) das Gesetz vom 18. September 1997 zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die Strafprozessordnung [Übergangsrecht] (SGF 32.2);
- r) das Gesetz vom 10. November 1983 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über internationale Rechtshilfe in Strafsachen (SGF 35.2);
- s) das Gesetz vom 28. Hornung (Februar) 1885 über den Freigang der Polizeiangestellten (SGF 550.7);
- t) das Gesetz vom 22. November 1989 über die Einführung eines einfachen und raschen Verfahrens im Bereich des Konsumentenschutzes und des unlauteren Wettbewerbs (SGF 944.2).



#### **Art. 167** Dénonciation de conventions intercantionales

<sup>1</sup> Le canton de Fribourg renonce à son adhésion aux conventions intercantionales suivantes:

- a) le concordat du 9 novembre 1974 sur l'entraide judiciaire en matière civile (RSF 274.1);
- b) le concordat du 10 mars 1977 sur l'exécution des jugements civils (RSF 276.1);
- c) le concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage (RSF 279.1);
- d) le concordat du 28 octobre 1971 sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public (RSF 28.2);
- e) le concordat du 5 novembre 1992 sur l'entraide judiciaire et la coopération intercantonale en matière pénale (RSF 35.1);
- f) le concordat du 10 octobre 1988 réglant la coopération en matière de police en Suisse romande (RSF 559.3).

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de communiquer cette renonciation aux autorités et organisations concernées.

#### **Art. 168** Modifications

<sup>1</sup> Les lois suivantes sont modifiées selon les dispositions figurant dans l'annexe, qui fait partie intégrante de la présente loi:

1. la loi du 7 février 2006 sur la statistique cantonale (LStat) (RSF 110.1);
2. la loi du 13 novembre 2007 d'application de la loi fédérale sur les étrangers (LALetr) (RSF 114.22.1);
3. la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (RSF 115.1);
4. la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers) (RSF 122.70.1);
5. la loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (LAv) (RSF 137.1);
6. la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1);
7. le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1);

#### **Art. 167** Kündigung interkantionaler Vereinbarungen

<sup>1</sup> Der Kanton Freiburg verzichtet auf seine Mitgliedschaft bei folgenden interkantonalen Vereinbarungen:

- a) das Konkordat vom 9. November 1974 über die Gewährung gegenseitiger Rechtshilfe in Zivilsachen (SGF 274.1);
- b) das Konkordat vom 10. März 1977 über die Vollstreckung von Zivilurteilen (SGF 276.1);
- c) das Konkordat vom 27. März 1969 über die Schiedsgerichtsbarkeit (SGF 279.1);
- d) das Konkordat vom 28. Oktober 1971 über die Gewährung gegenseitiger Rechtshilfe zur Vollstreckung öffentlich-rechtlicher Ansprüche (SGF 28.2);
- e) das Konkordat vom 5. November 1992 über die Rechtshilfe und die interkantonale Zusammenarbeit in Strafsachen (SGF 35.1);
- f) das Konkordat vom 10. Oktober 1988 über die polizeiliche Zusammenarbeit in der Westschweiz (SGF 559.3).

<sup>2</sup> Der Staatsrat wird beauftragt, diesen Verzicht den zuständigen Behörden und Organisationen mitzuteilen.

#### **Art. 168** Änderung bisherigen Rechts

<sup>1</sup> Die folgenden Gesetze werden gemäss dem Anhang, der Bestandteil dieses Gesetzes ist, geändert:

1. das Gesetz vom 7. Februar 2006 über die kantonale Statistik (StatG) (SGF 110.1);
2. das Ausführungsgesetz vom 13. November 2007 zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AGAuG) (SGF 114.22.1);
3. das Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) (SGF 115.1);
4. das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG) (SGF 122.70.1);
5. das Gesetz vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (AnwG) (SGF 137.1);
6. das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1);
7. das Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1);

8. la loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (RSF 190.1);
9. la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1);
10. la loi du 14 septembre 2004 sur l'état civil (LEC) (RSF 211.2.1);
11. la loi du 23 novembre 1949 d'organisation tutélaire (RSF 212.5.1);
12. la loi du 24 septembre 1987 d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (RSF 214.12.1);
13. la loi du 28 février 1986 sur le registre foncier (RSF 214.5.1);
14. la loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO) (RSF 214.6.1);
15. la loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (LABLF) (RSF 222.3.1);
16. la loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (RSF 222.4.3);
17. la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1);
18. la loi du 11 mai 1891 concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RSF 28.1);
19. la loi du 6 octobre 2006 d'application du code pénal (LACP) (RSF 31.1);
20. la loi du 8 octobre 1992 d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (RSF 32.4);
21. la loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle (LFP) (RSF 420.1);
22. la loi du 23 mars 2004 sur la protection civile (LPCi) (RSF 52.1);
23. la loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (RSF 551.1);
24. la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub) (RSF 616.1);
25. la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1);
26. la loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1);
27. la loi du 1<sup>er</sup> mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1);

8. das Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1);
9. das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1);
10. das Zivilstandsgesetz (ZStG) vom 14. September 2004 (SGF 211.2.1);
11. das Gesetz vom 23. November 1949 über die Organisation des Vormundtschaftswesens (SGF 212.5.1);
12. das Ausführungsgesetz vom 24. September 1987 zum Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (SGF 214.12.1);
13. das Gesetz vom 28. Februar 1986 über das Grundbuch (SGF 214.5.1);
14. das Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG) (SGF 214.6.1);
15. das Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1);
16. das Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (SGF 222.4.3);
17. das Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1);
18. das Gesetz vom 11. Mai 1891 betreffend Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SGF 28.1);
19. das Einführungsgesetz vom 6. Oktober 2006 zum Strafgesetzbuch (EGStGB) (SGF 31.1);
20. das Ausführungsgesetz vom 8. Oktober 1992 zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten (SGF 32.4);
21. das Gesetz vom 13. Dezember 2007 über die Berufsbildung (BBiG) (SGF 420.1);
22. das Gesetz vom 23. März 2004 über den Zivilschutz (ZSG) (SGF 52.1);
23. das Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (SGF 551.1);
24. das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG) (SGF 616.1);
25. das Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1);
26. das Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1);
27. das Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1);

28. la loi du 14 septembre 2007 sur l'impôt sur les successions et les donations (LISD) (RSF 635.2.1);
29. la loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (RSF 635.4.1);
30. la loi du 25 septembre 1974 sur l'imposition des bateaux (RSF 635.4.2);
31. la loi du 28 septembre 1993 sur l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole (RSF 635.6.1);
32. la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC) (RSF 710.1);
33. la loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux (RSF 725.1);
34. la loi du 2 novembre 2006 sur la détention des chiens (LDCh) (RSF 725.3);
35. la loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.1);
36. la loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1);
37. la loi du 3 février 1966 sur l'assurance obligatoire du mobilier contre l'incendie (RSF 732.2.1);
38. la loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1);
39. la loi du 4 février 1972 sur le domaine public (RSF 750.1);
40. la loi du 23 février 1984 sur l'expropriation (RSF 76.1);
41. la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (RSF 770.1);
42. la loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR) (RSF 781.1);
43. la loi du 7 février 1991 d'application de la législation fédérale sur la navigation intérieure (RSF 785.1);
44. la loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) (RSF 810.2);
45. la loi du 22 mai 1974 d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution (RSF 812.1);
46. la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (RSF 821.0.1);

28. das Gesetz vom 14. September 2007 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (ESchG) (SGF 635.2.1);
29. das Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (SGF 635.4.1);
30. das Gesetz vom 25. September 1974 betreffend die Besteuerung der Schiffe (SGF 635.4.2);
31. das Gesetz vom 28. September 1993 über die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes (SGF 635.6.1);
32. das Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG) vom 2. Dezember 2008 (SGF 710.1);
33. das Ausführungsgesetz vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (SGF 725.1);
34. das Gesetz vom 2. November 2006 über die Hundehaltung (HHG) (SGF 725.3);
35. das Gesetz vom 12. November 1964 betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (SGF 731.0.1);
36. das Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1);
37. das Gesetz vom 3. Februar 1966 über die obligatorische Versicherung der Fahrhabe gegen Feuerschäden (SGF 732.2.1);
38. das Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1);
39. das Gesetz vom 4. Februar 1972 über die öffentlichen Sachen (SGF 750.1);
40. das Gesetz vom 23. Februar 1984 über die Enteignung (SGF 76.1);
41. das Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1);
42. das Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG) (SGF 781.1);
43. das Ausführungsgesetz vom 7. Februar 1991 zur Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt (SGF 785.1);
44. das Gesetz vom 13. November 1996 über die Abfallbewirtschaftung (ABG) (SGF 810.2);
45. das Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung (SGF 812.1);
46. das Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 (SGF 821.0.1);

47. la loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire (RSF 821.30.1);
48. la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1);
49. la loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1);
50. la loi du 8 février 1966 d'application de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (RSF 864.1.1);
51. la loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC) (RSF 866.1.1);
52. la loi du 13 février 2003 sur l'assurance des animaux de rente (LAAR) (RSF 914.20.1);
53. la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF) (RSF 917.1);
54. la loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN) (RSF 921.1);
55. la loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha) (RSF 922.1);
56. la loi du 15 mai 1979 sur la pêche (RSF 923.1);
57. la loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (RSF 940.1);
58. la loi du 6 novembre 1986 sur les réclames (RSF 941.2);
59. la loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1);
60. la loi du 13 octobre 2005 sur le tourisme (LT) (RSF 951.1);
61. la loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED) (RSF 952.1);
62. la loi du 15 novembre 1977 sur les cinémas et les théâtres (RSF 953.1);
63. la loi du 14 décembre 2000 sur les loteries (RSF 958.1).

<sup>2</sup> Au surplus, les organes chargés des publications officielles adaptent les lois qui ne sont pas modifiées par la présente loi, notamment pour y introduire la formule standard renvoyant à la loi sur la justice. Si l'adaptation se fait après la publication de l'acte dans le Recueil officiel fribourgeois, un avis est publié dans ce dernier.

47. das Gesetz vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit (SGF 821.30.1);
48. das Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1);
49. das Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1);
50. das Ausführungsgesetz vom 8. Februar 1966 zum Bundesgesetz vom 13. März 1964 über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (Arbeitsgesetz) (ergänzt durch die Novelle vom 10. Mai 1966 über die Feiertage) (SGF 864.1.1);
51. das Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG) (SGF 866.1.1);
52. das Gesetz vom 13. Februar 2003 über die Nutztiersversicherung (NTVG) (SGF 914.20.1);
53. das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1);
54. das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG) (SGF 921.1);
55. das Gesetz vom 14. November 1996 über die Jagd sowie den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG) (SGF 922.1);
56. das Gesetz vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (SGF 923.1);
57. das Gesetz vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels (SGF 940.1);
58. das Gesetz vom 6. November 1986 über die Reklamen (SGF 941.2);
59. das Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons (SGF 946.1);
60. das Gesetz vom 13. Oktober 2005 über den Tourismus (TG) (SGF 951.1);
61. das Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG) (SGF 952.1);
62. das Gesetz vom 15. November 1977 über das Filmwesen und das Theater (SGF 953.1);
63. das Lotteriegengesetz vom 14. Dezember 2000 (SGF 958.1).

<sup>2</sup> Im Übrigen passen die Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen die nicht durch dieses Gesetz geänderten Gesetze an, insbesondere um den Standardverweis auf das Justizgesetz darin aufzunehmen. Wird die Anpassung nach der Veröffentlichung des Erlasses in der Amtlichen Sammlung des Kantons Freiburg vorgenommen, so wird in dieser ein entsprechender Hinweis veröffentlicht.



**Art. 169** Referendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

<sup>2</sup> Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

---

**Art. 169** Referendum und Inkrafttreten

<sup>1</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

<sup>2</sup> Es tritt am 1. Januar 2011 in Kraft.

---

## ANNEXE

### Modifications de lois

---

Les lois mentionnées à l'article 168 sont modifiées comme il suit:

- Loi du 7 février 2006 sur la statistique cantonale (LStat) (RSF 110.1)**  
*Art. 26* Poursuite et jugement  
La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.
- Loi du 13 novembre 2007 d'application de la loi fédérale sur les étrangers (LALetr) (RSF 114.22.1)**  
*Art. 8* b) Infractions pénales  
La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.
- Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (RSF 115.1)**  
*Art. 159 al. 2*  
*Abrogé*  
*Art. 160* Poursuite et jugement  
La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.
- Loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers) (RSF 122.70.1)**  
*Art. 3 al. 2*  
<sup>2</sup> Les personnes qui exercent une fonction accessoire au sens de la loi réglant la durée des fonctions publiques accessoires et de la loi sur la justice ne sont pas soumises à la présente loi.

## ANHANG

### Gesetzesänderungen

---

Die in Artikel 168 erwähnten Gesetze werden wie folgt geändert:

- Gesetz vom 7. Februar 2006 über die kantonale Statistik (StatG) (SGF 110.1)**  
*Art. 26* Verfolgung und Beurteilung  
Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.
- Ausführungsgesetz vom 13. November 2007 zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AGAuG) (SGF 114.22.1)**  
*Art. 8* b) Strafverfahren  
Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.
- Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) (SGF 115.1)**  
*Art. 159 Abs. 2*  
*Aufgehoben*  
*Art. 160* Verfolgung und Beurteilung  
Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.
- Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG) (SGF 122.70.1)**  
*Art. 3 Abs. 2*  
<sup>2</sup> Personen, die ein Nebenamt im Sinne des Gesetzes betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter oder des Justizgesetzes ausüben, sind diesem Gesetz nicht unterstellt.

**Art. 62 al. 4**

<sup>4</sup> L'article 302 al. 1 du code de procédure pénale imposant un devoir de dénonciation aux agents et agentes de la Police cantonale reste réservé.

**Art. 65 al. 1, 1<sup>re</sup> phr.**

<sup>1</sup> *Supprimer les mots* «Sous réserve de l'article 77 du code de procédure pénale.».

**5. Loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (LAv) (RSF 137.1)**

**Art. 22 al. 1**

<sup>1</sup> Les stagiaires disposent du pouvoir de représentation et d'assistance devant les autorités du canton, sous la direction et la responsabilité du maître de stage.

**Art. 25 al. 2 (nouveau)**

<sup>2</sup> La procédure est régie par le code de procédure civile et la loi sur la justice.

**Art. 26 à 30**

*Abrogés*

**Art. 38 al. 2 et 3, 2<sup>e</sup> phr.**

<sup>2</sup> *Abrogé*

<sup>3</sup> (...). La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**6. Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1)**

**Art. 86 al. 1, 3<sup>e</sup> phr., al. 2 et al. 3, 2<sup>e</sup> phr.**

<sup>1</sup> (...). L'ordonnance pénale contient les éléments mentionnés à l'article 353 du code de procédure pénale.

<sup>2</sup> *Remplacer les mots* «trente jours» *par* «dix jours».

<sup>3</sup> (...). L'article 356 du code de procédure pénale est applicable par analogie.

**Art. 62 Abs. 4**

<sup>4</sup> Artikel 302 Abs. 1 der Strafprozessordnung über die Anzeigepflicht der Beamtinnen und Beamten der Kantonspolizei bleibt vorbehalten.

**Art. 65 Abs. 1, 1. Satz.**

<sup>1</sup> Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter dürfen vor Gericht ... (*Rest unverändert*)

**5. Gesetz vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (AnwG) (SGF 137.1)**

**Art. 22 Abs. 1**

<sup>1</sup> Praktikantinnen und Praktikanten sind befugt, unter Leitung und Verantwortung ihrer Praktikumsleiterin oder ihres Praktikumsleiters Parteien vor den Behörden des Kantons zu vertreten oder zu verbeiständen.

**Art. 25 Abs. 2 (neu)**

<sup>2</sup> Das Verfahren richtet sich nach der Zivilprozessordnung und dem Justizgesetz.

**Art. 26–30**

*Aufgehoben*

**Art. 38 Abs. 2 und 3, 2. Satz**

<sup>2</sup> *Aufgehoben*

<sup>3</sup> (...). Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**6. Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1)**

**Art. 86 Abs. 1, 3. Satz, Abs. 2 und Abs. 3, 2. Satz**

<sup>1</sup> (...). Der Strafbefehl enthält die Angaben nach Artikel 353 der Strafprozessordnung.

<sup>2</sup> *Den Ausdruck* «30 Tagen» *durch* «10 Tagen» *ersetzen*.

<sup>3</sup> (...). Artikel 356 der Strafprozessordnung gilt sinngemäss.

**Art. 151c al. 2 let. b**

*Remplacer les mots* «juge d'instruction» *par* «Ministère public».

**7. Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1)**

**Art. 8 al. 4 (nouveau)**

<sup>4</sup> Elle [l'*autorité*] donne à l'enfant, dans toute procédure l'intéressant, la possibilité d'être entendu personnellement ou, subsidiairement, par l'intermédiaire d'un représentant. Au besoin, l'audition est confiée à un organisme approprié.

**Art. 27 al. 2**

<sup>2</sup> L'échéance du délai est reportée au premier jour utile qui suit lorsqu'elle tombe sur un samedi, un dimanche, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, la Fête-Dieu (le 2<sup>e</sup> jeudi après Pentecôte), le 1<sup>er</sup> août, le 15 août, le 1<sup>er</sup> novembre ou le 8 décembre.

**Art. 59 al. 3, 2<sup>e</sup> phr.**

<sup>3</sup> (...). Les règles sur l'assistance judiciaire sont réservées.

**Art. 72 al. 1, 2<sup>e</sup> phr., et 2**

*Abrogés*

**Art. 87 al. 1**

<sup>1</sup> Les recours au Conseil d'Etat sont instruits par une Direction ou par la Chancellerie d'Etat.

**Art. 102 al. 4**

*Supprimer les mots* «devant le juge de paix».

**Art. 114 al. 3 (nouveau)**

<sup>3</sup> L'organisation du Tribunal cantonal est régie par la loi sur la justice.

**Art. 128 al. 4**

<sup>4</sup> Les règles sur l'assistance judiciaire sont réservées.

**Art. 151c Abs. 2 Bst. b**

*Den Ausdruck* «den Untersuchungsrichter» *durch* «die Staatsanwaltschaft» *ersetzen*.

**7. Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1)**

**Art. 8 Abs. 4 (neu)**

<sup>4</sup> Sie [*die Behörde*] gibt dem Kind Gelegenheit, in allen Verfahren, die es berühren, persönlich oder subsidiär durch einen Vertreter angehört zu werden. Wenn nötig betraut sie eine geeignete Stelle mit der Anhörung.

**Art. 27 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Frist endet am nächstfolgenden Werktag, wenn der letzte Tag der Frist auf einen Samstag, einen Sonntag, den Auffahrtstag, den Pfingstmontag, den Fronleichnamstag (2. Donnerstag nach Pfingsten), den 1. August, den 15. August, den 1. November oder den 8. Dezember fällt.

**Art. 59 Abs. 3, 2. Satz**

<sup>3</sup> (...). Die Bestimmungen über die unentgeltliche Rechtspflege bleiben vorbehalten.

**Art. 72 Abs. 1, 2. Satz und Abs. 2**

*Aufgehoben*

**Art. 87 Abs. 1**

<sup>1</sup> Beschwerden an den Staatsrat werden von einer Direktion oder von der Staatskanzlei instruiert.

**Art. 102 Abs. 4**

*Die Wörter* «vor dem Friedensrichter» *streichen*.

**Art. 114 Abs. 3 (neu)**

<sup>3</sup> Die Organisation des Kantonsgerichts ist im Justizgesetz geregelt.

**Art. 128 Abs. 4**

<sup>4</sup> Die Bestimmungen über die unentgeltliche Rechtspflege bleiben vorbehalten.



#### **Art. 142** Principe

<sup>1</sup> A droit à l'assistance judiciaire la partie qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour supporter les frais d'une procédure sans s'exposer à la privation des choses nécessaires à son existence et à celle de sa famille.

<sup>2</sup> L'assistance n'est pas accordée lorsque la procédure paraît d'emblée vouée à l'échec.

<sup>3</sup> L'assistance est retirée lorsque les conditions de son octroi disparaissent en cours de procédure.

#### **Art. 143** Contenu

<sup>1</sup> L'assistance judiciaire comprend, pour le bénéficiaire, la dispense totale ou partielle:

- a) des frais de procédure;
- b) de l'obligation de fournir une avance de frais ou des sûretés.

<sup>2</sup> Elle comprend également, si la difficulté de l'affaire le rend nécessaire, la désignation d'un défenseur, choisi parmi les personnes habilitées à représenter les parties.

<sup>3</sup> L'octroi de l'assistance judiciaire peut être subordonné au paiement d'une contribution mensuelle aux prestations de la collectivité publique.

<sup>4</sup> L'assistance judiciaire ne dispense pas du versement de l'indemnité de partie visée aux articles 137 et suivants.

#### **Art. 144** Compétence

<sup>1</sup> Les décisions concernant le droit à l'assistance judiciaire relèvent de la compétence de l'autorité saisie de la cause au fond ou de l'autorité déléguée à l'instruction (art. 86ss).

<sup>2</sup> Les décisions fixant le montant de l'indemnité relèvent de la compétence de l'autorité saisie de la cause au fond (art. 146 al. 2).

#### **Art. 145** Procédure

<sup>1</sup> La demande d'assistance judiciaire est adressée par écrit à l'autorité compétente. Celle-ci statue à bref délai.

<sup>2</sup> La demande doit contenir des renseignements suffisants sur l'état des ressources du requérant et être accompagnée des pièces permettant d'établir le bien-fondé.

#### **Art. 142** Grundsatz

<sup>1</sup> Wer nicht genügend Mittel besitzt, um ohne Beschränkung des notwendigen Lebensunterhaltes für sich oder seine Familie die Kosten eines Verfahrens bestreiten zu können, hat Anspruch auf unentgeltliche Rechtspflege.

<sup>2</sup> Die unentgeltliche Rechtspflege wird nicht gewährt, wenn das Verfahren von vornherein aussichtslos erscheint.

<sup>3</sup> Die unentgeltliche Rechtspflege wird entzogen, wenn die Voraussetzungen für ihre Gewährung im Verlauf des Verfahrens wegfallen.

#### **Art. 143** Inhalt

<sup>1</sup> Die unentgeltliche Rechtspflege umfasst für den Berechtigten die vollständige oder teilweise Befreiung von:

- a) den Verfahrenskosten;
- b) der Verpflichtung, einen Kostenvorschuss oder Sicherheiten zu leisten.

<sup>2</sup> Ist es aufgrund der Schwierigkeit der Angelegenheit nötig, so umfasst die unentgeltliche Rechtspflege auch die Zuweisung eines Rechtsbeistands aus den zur Parteivertretung befugten Personen.

<sup>3</sup> Die Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege kann von der Bezahlung eines monatlichen Beitrags an die Leistungen des Gemeinwesens abhängig gemacht werden.

<sup>4</sup> Die unentgeltliche Rechtspflege befreit nicht von der Zahlung der Parteientschädigung nach den Artikeln 137 ff.

#### **Art. 144** Zuständigkeit

<sup>1</sup> Über den Anspruch auf unentgeltliche Rechtspflege entscheidet die mit der Hauptsache betraute Behörde oder die mit der Instruktion beauftragte Behörde (Art. 86 ff.).

<sup>2</sup> Über die Höhe der Entschädigung entscheidet die mit der Hauptsache betraute Behörde (Art. 146 Abs. 2).

#### **Art. 145** Verfahren

<sup>1</sup> Das Gesuch um unentgeltliche Rechtspflege wird schriftlich bei der zuständigen Behörde eingereicht. Diese entscheidet innert kurzer Frist.

<sup>2</sup> Das Gesuch muss ausreichende Angaben über die Mittel des Gesuchstellers enthalten; die zur Beurteilung seiner Begründetheit erforderlichen Belege sind beizulegen.

<sup>3</sup> La procédure relative à l'assistance judiciaire est gratuite. Toutefois, en cas d'abus, l'autorité compétente peut mettre totalement ou partiellement les frais à la charge du requérant.

<sup>4</sup> L'octroi de l'assistance rétroagit au jour du dépôt de la requête.

<sup>5</sup> L'assistance judiciaire doit faire l'objet d'une nouvelle requête pour la procédure de recours.

#### **Art. 145a (nouveau)** Liste de frais

Le défenseur désigné doit faire parvenir à l'autorité un récapitulatif des opérations effectuées et, au besoin, les pièces justificatives des débours engagés. Si l'autorité ne reçoit pas la liste avant le prononcé de la décision, elle fixe l'indemnité d'office et selon sa libre appréciation.

#### **Art. 145b (nouveau)** Paiement et remboursement

<sup>1</sup> Le défenseur désigné est indemnisé par la collectivité publique au nom de laquelle agit l'autorité qui a accordé l'assistance judiciaire. Toutefois, l'indemnité ne lui est versée que dans la mesure où elle n'est pas couverte par l'indemnité de partie.

<sup>2</sup> Les indemnités fixées par les autorités de l'article 2 let. a et les autorités de la juridiction administrative sont versées par le service chargé des relations avec le Pouvoir judiciaire.

<sup>3</sup> Si le bénéficiaire revient à meilleure fortune ou s'il est démontré que son état d'indigence n'existait pas, la collectivité publique peut exiger de lui le remboursement de ses prestations. La prétention doit être invoquée dans les dix ans dès la clôture de la procédure.

<sup>4</sup> Le service chargé des relations avec le Pouvoir judiciaire est compétent pour demander le remboursement des indemnités fixées par les autorités de l'article 2 let. a et les autorités de la juridiction administrative.

#### **Art. 145c (nouveau)** Voies de droit

Les décisions sont sujettes à réclamation ou à recours conformément aux articles 88, 120 et 148.

<sup>3</sup> Das Verfahren für die unentgeltliche Rechtspflege ist kostenlos. Die zuständige Behörde kann jedoch im Falle eines Missbrauchs die Kosten ganz oder teilweise dem Gesuchsteller übertragen.

<sup>4</sup> Die Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege wirkt auf den Tag der Einreichung des Gesuchs zurück.

<sup>5</sup> Im Rechtsmittelverfahren ist die unentgeltliche Rechtspflege neu zu beantragen.

#### **Art. 145a (neu)** Kostenliste

Der zugewiesene Rechtsbeistand unterbreitet der Behörde ein Verzeichnis der vorgenommenen Handlungen und, wenn nötig, die Belege der Auslagen. Erhält die Behörde das Verzeichnis nicht vor Erlass des Entscheides, so setzt sie die Entschädigung von Amtes wegen und nach freiem Ermessen fest.

#### **Art. 145b (neu)** Zahlung und Rückerstattung

<sup>1</sup> Der zugewiesene Rechtsbeistand wird von dem Gemeinwesen entschädigt, in dessen Namen die Behörde handelt, die die unentgeltliche Rechtspflege gewährt hat. Die Entschädigung wird ihm jedoch nur soweit ausbezahlt, als sie nicht durch die Parteientschädigung gedeckt ist.

<sup>2</sup> Die Entschädigungen, die von den Behörden nach Artikel 2 Bst. a und von den Verwaltungsjustizbehörden festgesetzt worden sind, werden von dem für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständigen Amt ausbezahlt.

<sup>3</sup> Gelangt der Berechtigte später zu hinreichenden Mitteln oder wird nachgewiesen, dass seine Bedürftigkeit nicht bestand, so kann das Gemeinwesen von ihm die Vergütung seiner Leistungen verlangen. Der Anspruch ist innert zehn Jahren seit Abschluss des Verfahrens geltend zu machen.

<sup>4</sup> Das für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständige Amt entscheidet über die Rückerstattung der Entschädigungen, die von den Behörden nach Artikel 2 Bst. a und von den Verwaltungsjustizbehörden festgesetzt worden sind.

#### **Art. 145c (neu)** Rechtsmittel

Gegen Entscheide kann gemäss den Artikeln 88, 120 und 148 Einsprache oder Beschwerde erhoben werden.

8. **Loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (RSF 190.1)**

**Art. 26**

*Abrogé*

9. **Loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1)**

**Vu**

*Ajouter les références suivantes:*

Vu le code du 19 décembre 2008 de procédure civile (CPC);

Vu la loi fédérale du 18 juin 2004 sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (Loi sur le partenariat, LPart);

Vu la loi du ... sur la justice (LJ);

*Insérer les articles 9a à 9c avant l'article 10.*

**Art. 9a (nouveau)** Autorité judiciaire compétente  
a) Principe

La compétence des autorités judiciaires se détermine conformément à la loi sur la justice, sauf disposition contraire notamment de la présente loi.

**Art. 9b (nouveau)** b) CPC 249, 250, 302 al. 1 let. b et c et 305

Le président du tribunal d'arrondissement statue dans les cas énumérés aux articles 249, 250, 302 al. 1 let. b et c et 305 CPC, à l'exception des cas suivants:

- a) le dépôt de sûretés en cas de succession d'une personne déclarée absente (art. 546 CCS) et le sursis au partage et les mesures conservatoires visant à protéger les droits des cohéritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CCS), qui sont de la compétence de la justice de paix;
- b) la désignation d'un contrôleur spécial en vertu de l'article 697b CO, qui est de la compétence du Tribunal cantonal statuant en instance cantonale unique (art. 5 al. 1 let. g CPC).

8. **Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1)**

**Art. 26**

*Aufgehoben*

9. **Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1)**

**Rechtsgrundlagen**

*Folgende Rechtsgrundlagen einfügen:*

gestützt auf die Schweizerische Zivilprozessordnung vom 19. Dezember 2008 (Zivilprozessordnung, ZPO);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 18. Juni 2004 über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare (Partnerschaftsgesetz, PartG);

gestützt auf das Justizgesetz vom ... (JG);

*Vor Artikel 10 die Artikel 9a–9c einfügen.*

**Art. 9a (neu)** Zuständige Gerichtsbehörde  
a) Grundsatz

Ohne anderslautende Bestimmung insbesondere dieses Gesetzes richtet sich die Zuständigkeit der Gerichtsbehörden nach dem Justizgesetz.

**Art. 9b (neu)** b) ZPO 249, 250, 302 Abs. 1 Bst. b und c und 305

Der Bezirksgerichtspräsident entscheidet in den Fällen nach den Artikeln 249, 250, 302 Abs. 1 Bst. b und c und 305 ZPO; vorbehalten bleiben folgende Fälle:

- a) Sicherstellung bei Beerbung einer verschollenen Person (Art. 546 ZGB) sowie Verschiebung der Erbteilung und Sicherung der Ansprüche der Miterben gegenüber zahlungsunfähigen Erben (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB) fallen in die Zuständigkeit des Friedensgerichts.
- b) Die Einsetzung eines Sonderprüfers nach Artikel 697b OR fällt in die Zuständigkeit des Kantonsgerichts als einziger kantonaler Instanz (Art. 5 Abs. 1 Bst. g ZPO).

**Art. 9c (nouveau)** c) CPC 271 à 294, 297 à 301 et 307

<sup>1</sup> Le président du tribunal d'arrondissement connaît des mesures protectrices de l'union conjugale et, en cas de requête commune avec accord complet, des procédures de divorce ou de dissolution du partenariat enregistré.

<sup>2</sup> Les autres procédures de droit matrimonial et de dissolution ou d'annulation du partenariat enregistré sont de la compétence du tribunal d'arrondissement.

<sup>3</sup> Les compétences du tribunal de la famille prévues par la loi sur la justice demeurent réservées.

**Art. 16 al. 1 let. b, 2<sup>e</sup> phr.**

[<sup>1</sup> La Police cantonale est compétente, par un officier de police judiciaire, pour prendre à l'égard de l'auteur de violence, de menaces ou de harcèlement les décisions suivantes:]

b) (...). Pour le surplus, les modalités des arrêts de police sont réglées par les articles 217 et suivants du code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 relatifs à l'arrestation provisoire, applicables par analogie.

**Art. 16<sup>bis</sup> al. 2 et 3 et art. 18 à 20**

*Abrogés*

**Art. 30, phr. intr.**

*Supprimer les mots* «, qui statue, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal».

**Art. 34 al. unique**

*Supprimer les mots* «, sous réserve de recours en appel».

**Art. 37**

*Abrogé*

**Art. 9c (neu)** c) ZPO 271–294, 297–301 und 307

<sup>1</sup> Der Bezirksgerichtspräsident entscheidet über Massnahmen zum Schutz der ehelichen Gemeinschaft sowie bei gemeinsamer Eingabe und umfassender Einigung über Ehescheidungen und die Auflösung der eingetragenen Partnerschaft.

<sup>2</sup> Die übrigen Verfahren des Eherechts und zur Auflösung oder Ungültigerklärung der eingetragenen Partnerschaft fallen in die Zuständigkeit des Bezirksgerichts.

<sup>3</sup> Die im Justizgesetz vorgesehenen Zuständigkeiten des Familiengerichts bleiben vorbehalten.

**Art. 16 Abs. 1 Bst. b, 2. Satz**

[<sup>1</sup> Die Kantonspolizei ist über einen Offizier der Gerichtspolizei gegenüber dem Urheber von Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen (verletzende Person) zuständig:]

b) (...). Ausserdem werden die Einzelheiten der Polizeihaft in den Artikeln 217 ff. der Schweizerischen Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 über die vorläufige Festnahme geregelt, die sinngemäss gelten.

**Art. 16<sup>bis</sup> Abs. 2 und 3 und Art. 18–20**

*Aufgehoben*

**Art. 30 Einleitungssatz**

*Die Wörter* «, das unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht entscheidet,» *streichen*.

**Art. 34**

*Die Wörter* «; die Berufung bleibt vorbehalten» *streichen*.

**Art. 37**

*Aufgehoben*

**Art. 38 titre médian et al. 1 et 3**

CCS 106, LPart 9

<sup>1</sup> Le Ministère public est l'autorité compétente pour intenter l'action en annulation du mariage ou du partenariat enregistré pour une cause absolue.

<sup>3</sup> *Abrogé*

**Art. 39 à 45, 47 à 54a et 59**

*Abrogés*

**Art. 68 al. 1**

*Remplacer le mot «passe-expédient» par «acquiescement».*

**Art. 73, 76 à 78, 80 et 82**

*Abrogés*

**Art. 88 al. 1**

*Supprimer les mots «conformément aux articles 418 et suivants du code de procédure civile».*

**Art. 90** CCS 324 al. 2

La justice de paix ordonne, s'il y a lieu, une consignation ou des sûretés.

**Art. 99** CCS 348

Le président du tribunal d'arrondissement se prononce sur la demande de participation à la gérance d'une indivision.

**Art. 114 al. unique**

*Supprimer les mots «par la voie du recours en appel».*

**Art. 117 al. 2, 1<sup>re</sup> phr.**

*Supprimer les mots «, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal».*

**Art. 38 Artikelüberschrift, Abs. 1 und 3**

ZGB 106, PartG 9

<sup>1</sup> Die Staatsanwaltschaft ist zuständig für die Einreichung einer Klage auf Ungültigerklärung der Ehe oder der eingetragenen Partnerschaft wegen eines unbefristeten Ungültigkeitsgrundes.

<sup>3</sup> *Aufgehoben*

**Art. 39–45, 47–54a und 59**

*Aufgehoben*

**Art. 68 Abs. 1**

*Den Ausdruck «des Streitabstandes» durch «der Klageanerkennung» ersetzen.*

**Art. 73, 76–78, 80 und 82**

*Aufgehoben*

**Art. 88 Abs. 1**

*Die Wörter «gemäss den Artikeln 418 und folgende der Zivilprozessordnung» streichen.*

**Art. 90** ZGB 324 Abs. 2

Das Friedensgericht ordnet, wenn nötig, eine Hinterlegung oder eine Sicherheitsleistung an.

**Art. 99**

*Die Wörter «, unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht,» streichen.*

**Art. 114**

*Die Wörter «auf dem Wege der Berufung» streichen.*

**Art. 117 Abs. 2**

*Die Wörter «, unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht» streichen.*



**Art. 134<sup>bis</sup>, 138 et 138<sup>bis</sup>**

Abrogés

**Art. 139 al. unique**

Supprimer les mots «, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal».

**Art. 145 al. unique**

Supprimer les mots «, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal.».

**Art. 152 al. 2**

Abrogé

**Art. 157 ch. 4**

Supprimer les mots «, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal.».

**Art. 163 al. unique**

Supprimer les mots «, selon les dispositions du code de procédure civile.»

**Art. 166 al. unique**

Supprimer les mots «, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal.».

**Art. 175 al. 2 et 181 al. 2**

Abrogés

**Art. 193 al. unique**

Supprimer les mots «, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal.».

**Art. 194<sup>bis</sup>**

Abrogé

**Art. 134<sup>bis</sup>, 138 und 138<sup>bis</sup>**

Aufgehoben

**Art. 139**

Die Wörter «, welches unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht entscheidet» durch «zum Entscheid» ersetzen.

**Art. 145**

Die Wörter «unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht» streichen.

**Art. 152 Abs. 2**

Aufgehoben

**Art. 157 Ziff. 4**

Die Wörter «, unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht,» streichen.

**Art. 163**

Die Wörter «, nach den Bestimmungen der Zivilprozessordnung» streichen.

**Art. 166**

Die Wörter «, unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht,» streichen.

**Art. 175 Abs. 2 und 181 Abs. 2**

Aufgehoben

**Art. 193**

Die Wörter «, unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht,» streichen.

**Art. 194<sup>bis</sup>**

Aufgehoben

**Art. 195 al. unique**

Supprimer les mots «, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal.».

**Art. 200<sup>bis</sup>**

Abrogé

**Art. 201 al. unique**

Supprimer les mots «, sous réserve du recours en appel au Tribunal cantonal.».

**Art. 205, 241 et 242**

Abrogés

**Art. 275** CCS 699, CPC 248 let. c et 258ss

<sup>1</sup> Le juge de paix est compétent pour statuer sur les demandes de mise à ban.

<sup>2</sup> Le président du tribunal d'arrondissement est compétent pour statuer sur l'action en validation de la mise à ban consécutive à une opposition.

<sup>3</sup> L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**Art. 311<sup>bis</sup>, 315, 319, 326, 334 et 336**

Abrogés

**Insertion d'une subdivision avant l'article 349<sup>ter</sup>**

Du bail

**Art. 349<sup>ter</sup>** CO 253 à 304

L'application de la législation en matière de bail est régie par la loi sur la justice et la législation spéciale.

**Art. 349<sup>quater</sup>, 350 al. 2 et 362 al. 1**

Abrogés

**Art. 195**

Die Wörter «, unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht,» *streichen*.

**Art. 200<sup>bis</sup>**

Aufgehoben

**Art. 201**

Die Wörter «, unter Vorbehalt der Berufung an das Kantonsgericht,» *streichen*.

**Art. 205, 241 und 242**

Aufgehoben

**Art. 275** ZGB 699, ZPO 248 Bst. c und 258 ff.

<sup>1</sup> Der Friedensrichter ist zuständig für den Entscheid über den Antrag, ein gerichtliches Verbot zu erlassen.

<sup>2</sup> Der Bezirksgerichtspräsident ist zuständig für den Entscheid über die Klage zur Durchsetzung eines gerichtlichen Verbots, gegen das Einsprache erhoben wurde.

<sup>3</sup> Die Busse wird vom Oberamtman nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**Art. 311<sup>bis</sup>, 315, 319, 326, 334 und 336**

Aufgehoben

**Einfügen eines neuen Gliederungsabschnitts vor Artikel 349<sup>ter</sup>**

Miete und Pacht

**Art. 349<sup>ter</sup>** OR 253–304

Die Anwendung der Gesetzgebung über Miete und Pacht richtet sich nach dem Justizgesetz und der Spezialgesetzgebung.

**Art. 349<sup>quater</sup>, 350 Abs. 2 und 362 Abs. 1**

Aufgehoben

## 10. Loi du 14 septembre 2004 sur l'état civil (LEC) (RSF 211.2.1)

### *Art. 31 al. 2*

<sup>2</sup> Le ou la procureur-e a la même compétence dans le cadre des procédures pénales qu'il ou elle instruit.

### *Art. 33* Autorité compétente et procédure

Le jugement des prétentions en responsabilité civile fondées sur l'article 46 CC est régi par le code de procédure civile et la loi sur la justice.

### *Art. 38 al. 1, phr. intr.*

<sup>1</sup> Le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement connaît:

...

### *Art. 39* Poursuite et jugement

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

### *Art. 40 al. 4*

*Abrogé*

## 11. Loi du 23 novembre 1949 d'organisation tutélaire (RSF 212.5.1)

### *Art. 13* VI. Procédure a) En général

Les dispositions du code de procédure civile et de la loi sur la justice sont applicables aux autorités de tutelle pour tout ce qui n'est pas réglé par la présente loi ou d'autres lois spéciales.

### *Art. 14* b) Frais et dépens

<sup>1</sup> Les autorités judiciaires perçoivent, en matière tutélaire, les frais fixés par le tarif arrêté par le Conseil d'Etat. Aucune avance de frais ne peut toutefois être demandée.

<sup>2</sup> Des dépens peuvent être alloués dans la mesure où la procédure concerne un conflit d'intérêts privés. Toutefois, il n'est pas alloué de dépens en procédure de conciliation, et les collectivités publiques ne reçoivent ni ne paient de dépens.

## 10. Zivilstandsgesetz (ZStG) vom 14. September 2004 (SGF 211.2.1)

### *Art. 31 Abs. 2*

<sup>2</sup> Die Staatsanwältin oder der Staatsanwalt verfügt über dieselbe Zuständigkeit im Rahmen von Strafverfahren, die sie oder er leitet.

### *Art. 33* Zuständige Behörde und Verfahren

Die Beurteilung von Haftpflichtansprüchen nach Artikel 46 ZGB richtet sich nach der Zivilprozessordnung und dem Justizgesetz.

### *Art. 38 Abs. 1, Einleitungssatz*

<sup>1</sup> Die Bezirksgerichtspräsidentin oder der Bezirksgerichtspräsident entscheidet über: ...

### *Art. 39* Verfolgung und Beurteilung

Zu widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

### *Art. 40 Abs. 4*

*Aufgehoben*

## 11. Gesetz vom 23. November 1949 über die Organisation des Vormundschafswesens (SGF 212.5.1)

### *Art. 13* VI. Verfahren a) Im Allgemeinen

Die Bestimmungen der Zivilprozessordnung und des Justizgesetzes sind für alles, was in diesem Gesetz oder in anderen Spezialgesetzen nicht geregelt ist, auf die vormundschaftlichen Behörden anwendbar.

### *Art. 14* b) Gerichts- und Parteikosten

<sup>1</sup> Die Gerichtsbehörden erheben in Vormundschaftssachen Gerichtskosten; der Staatsrat setzt diese in einem Tarif fest. Es können keine Kostenvorschüsse verlangt werden.

<sup>2</sup> Parteikosten können zugesprochen werden, soweit das Verfahren einen Konflikt zwischen privaten Interessen betrifft. Im Versöhnungsverfahren werden indessen keine Parteikosten zugesprochen, und den Gemeinweisen dürfen Parteikosten weder zugesprochen noch auferlegt werden.

**Art. 15 à 23**

*Abrogés*

**Art. 25 à 27**

*Abrogés*

**Art. 33** IV. Disposition transitoire

Les dispositions relatives aux frais et dépens (art. 14) sont applicables aux décisions qui sont rendues par la première instance après l'entrée en vigueur de la loi sur la justice.

**12. Loi du 24 septembre 1987 d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (RSF 214.12.1)**

**Art. 5 et 6**

*Abrogés*

**13. Loi du 28 février 1986 sur le registre foncier (RSF 214.5.1)**

**Art. 55 al. 2, 2<sup>e</sup> phr.**

*Abrogée*

**Art. 56 al. unique**

*Supprimer les mots «sans recours».*

**Art 59, 2<sup>e</sup> phr.**

*Abrogée*

**Art. 83**

*Abrogé*

**Art. 15–23**

*Aufgehoben*

**Art. 25–27**

*Aufgehoben*

**Art. 33** IV. Übergangsbestimmung

Die Bestimmungen über die Gerichts- und Parteikosten (Art. 14) sind auf Entscheide anwendbar, die nach Inkrafttreten des Justizgesetzes von den erstinstanzlichen Behörden getroffen werden.

**12. Ausführungsgesetz vom 24. September 1987 zum Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (SGF 214.12.1)**

**Art. 5 und 6**

*Aufgehoben*

**13. Gesetz vom 28. Februar 1986 über das Grundbuch (SGF 214.5.1)**

**Art. 55 Abs. 2, 2. Satz**

*Aufgehoben*

**Art. 56**

*Die Wörter «als letzte kantonale Instanz im summarischen Verfahren» streichen.*

**Art 59, 2. Satz**

*Aufgehoben*

**Art. 83**

*Aufgehoben*

**14. Loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO)  
(RSF 214.6.1)**

**Art. 6 al. 6**

<sup>6</sup> La Commission [*de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire*] assure l'information du public et la publicité de ses jugements. Les dispositions de la loi sur la justice sont applicables par analogie.

**Art. 75 al. 1**

*Abrogé*

**Art. 96 al. 3, 2<sup>e</sup> phr.**

*Abrogée*

**15. Loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (LABLF) (RSF 222.3.1)**

**Art. 1 al. 2**

*Abrogé*

**Intitulé de la Section 1 du Chapitre II**

*Abrogé*

**Art. 2** Composition et récusation

<sup>1</sup> La composition des autorités de conciliation (ci-après: les commissions) est réglée par la loi sur la justice. Les secrétaires sont nommés par le Conseil d'Etat, après consultation des commissions.

<sup>2</sup> La récusation est réglée par le code de procédure civile et la loi sur la justice. En cas de récusation du président et du président suppléant, le Conseil de la magistrature désigne un remplaçant parmi les présidents ou les présidents suppléants des autres commissions ou, au besoin, un remplaçant ad hoc.

**Art. 3** Rattachement

Les commissions sont rattachées administrativement à la Direction chargée des relations avec le Pouvoir judiciaire.

**14. Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG)  
(SGF 214.6.1)**

**Art. 6 Abs. 6 (neu)**

<sup>6</sup> Die Kommission [*d.h. Die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung*] sorgt für die Information der Öffentlichkeit und für die Öffentlichkeit ihrer Urteile. Die Bestimmungen des Justizgesetzes gelten sinngemäss.

**Art. 75 Abs. 1**

*Aufgehoben*

**Art. 96 Abs. 3, 2. Satz**

*Aufgehoben*

**15. Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1)**

**Art. 1 Abs. 2**

*Aufgehoben*

**Überschrift des 1. Abschnitts des 2. Kapitels**

*Aufgehoben*

**Art. 2** Zusammensetzung und Ausstand

<sup>1</sup> Die Zusammensetzung der Schlichtungsbehörden (die Kommissionen) wird im Justizgesetz geregelt. Die Sekretäre werden nach Anhören der Kommissionen vom Staatsrat ernannt.

<sup>2</sup> Der Ausstand richtet sich nach der Zivilprozessordnung und dem Justizgesetz. Bei Ausstand des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden ernennt der Justizrat einen Vorsitzenden oder stellvertretenden Vorsitzenden der anderen Kommissionen als Stellvertreter oder wenn nötig einen Ad-hoc-Stellvertreter.

**Art. 3** Administrative Zuweisung

Die Kommissionen sind der für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständigen Direktion administrativ zugewiesen.



**Art. 4** Procédure

<sup>1</sup> La procédure est régie par le code de procédure civile.

<sup>2</sup> Les requêtes en conciliation sont adressées à la commission compétente.

<sup>3</sup> Le président de la commission peut écarter d'entrée de cause les requêtes manifestement irrecevables.

**Art. 5 à 19**

Abrogés

**Art. 20 et 21**

Abrogés

**16. Loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (RSF 222.4.3)**

**Art. 19 al. 1**

<sup>1</sup> Les litiges de nature civile relatifs au bail à ferme sont portés devant la juridiction civile compétente selon la loi sur la justice.

**Art. 20**

Abrogé

**17. Loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1)**

**Art. 31 titre médian et al. 1 et 2, 2<sup>e</sup> phr.**

3. Contestations en matière d'émoluments

a) Conciliation

<sup>1</sup> Supprimer les mots «, des honoraires».

<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> phrase abrogée

**Art. 31<sup>bis</sup> al. 1, 2 et 3**

<sup>1</sup> Supprimer les mots «, d'honoraires».

<sup>2</sup> Abrogé

**Art. 4** Verfahren

<sup>1</sup> Das Verfahren ist in der Zivilprozessordnung geregelt.

<sup>2</sup> Die Schlichtungsbegehren sind an die zuständige Kommission zu richten.

<sup>3</sup> Der Vorsitzende der Kommission kann beschliessen, auf offensichtlich unzulässige Begehren nicht einzutreten.

**Art. 5–19**

Aufgehoben

**Art. 20 und 21**

Aufgehoben

**16. Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (SGF 222.4.3)**

**Art. 19 Abs. 1**

<sup>1</sup> Streitigkeiten zivilrechtlicher Natur betreffend Pachtverträge werden bei der gemäss dem Justizgesetz zuständigen Zivilgerichtsbehörde anhängig gemacht.

**Art. 20**

Aufgehoben

**17. Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1)**

**Art. 31 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 2, 2. Satz**

3. Gebührenstreitigkeiten

a) Versöhnung

<sup>1</sup> Das Wort «, Honorare» streichen.

<sup>2</sup> 2. Satz aufgehoben

**Art. 31<sup>bis</sup> Abs. 1, 2 und 3**

<sup>1</sup> Das Wort «, Honorar-» streichen.

<sup>2</sup> Aufgehoben

<sup>3</sup> Les règles du code de procédure civile sont applicables par analogie pour le surplus.

**Art. 32a (nouveau)** 5. Contestations en matière d'honoraires

Pour les opérations qui ne relèvent pas de l'office du notaire, les règles du code de procédure civile et de la loi sur la justice sont applicables. Toutefois, la Chambre des notaires fonctionne comme autorité de conciliation.

**Art. 41 al. 2**

<sup>2</sup> Le Ministère public avise le Conseil d'Etat de l'ouverture de l'enquête et l'informe des faits qui y ont donné lieu.

**18. Loi du 11 mai 1891 concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RSF 28.1)**

**Art. 18 al. 2, 19 al. 2 et 20 al. 2**

*Abrogés*

**Art. 21**

Le président du tribunal d'arrondissement connaît en outre de toutes les affaires soumises à la procédure sommaire en vertu de l'article 251 du code de procédure civile ou de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite qui ne sont pas déjà mentionnées aux articles 18 à 20 ci-dessus.

**Art. 22**

La compétence pour connaître des autres contestations qui peuvent surgir au cours d'une poursuite ou d'une faillite est déterminée par la loi sur la justice.

**Art. 24, 25, 27, 28 et 31 à 34**

*Abrogés*

**19. Loi du 6 octobre 2006 d'application du code pénal (LACP) (RSF 31.1)**

**Art. 4**

*Remplacer les mots* «la Cour d'appel pénal» *par* «le magistrat ou le président du tribunal qui a connu de la cause».

<sup>3</sup> Die Bestimmungen der Zivilprozessordnung gelten zudem sinngemäss.

**Art. 32a (neu)** 5. Honorarstreitigkeiten

Für Verrichtungen, die nicht in die amtliche Tätigkeit des Notars fallen, gelten die Bestimmungen der Zivilprozessordnung und des Justizgesetzes. Schlichtungsbehörde ist jedoch die Notariatskammer.

**Art. 41 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Staatsanwaltschaft benachrichtigt den Staatsrat von der Eröffnung der Untersuchung und über den Sachverhalt, der dazu Anlass gab.

**18. Gesetz vom 11. Mai 1891 betreffend Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SGF 28.1)**

**Art. 18 Abs. 2, 19 Abs. 2 und 20 Abs. 2**

*Aufgehoben*

**Art. 21**

Der Bezirksgerichtspräsident entscheidet zudem in allen Fällen, die nach Artikel 251 der Zivilprozessordnung oder aufgrund des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs dem summarischen Verfahren unterliegen und nicht schon in den Artikeln 18–20 aufgeführt sind.

**Art. 22**

Die Zuständigkeit zum Entscheid über andere Streitigkeiten im Rahmen einer Betreibung oder einem Konkurs bestimmt sich nach dem Justizgesetz.

**Art. 24, 25, 27, 28 und 31–34**

*Aufgehoben*

**19. Einführungsgesetz vom 6. Oktober 2006 zum Strafgesetzbuch (EGStGB) (SGF 31.1)**

**Art. 4**

*Den Ausdruck* «der Strafappellationshof» *durch* «der Richter, der das Urteil gefällt hat, oder bei einem Urteil eines Gerichts der Präsident» *ersetzen*.

**Art. 5 al. 4**

<sup>4</sup> Lors du jugement, le juge informe le lésé du prescrit de l'article 73 du code pénal et, le cas échéant, de celui de l'article 240 al. 4 du code de procédure pénale.

**Art. 8 al. unique**

*Remplacer les mots* «le président de l'Office des juges d'instruction» *par* «le procureur général».

**Art. 9 al. 2**

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**Art. 19 al. 3**

<sup>3</sup> Les remises de frais de procédure et le sursis au paiement sont régis par le code de procédure pénale.

**20. Loi du 8 octobre 1992 d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (RSF 32.4)**

**Art. 11** Répression pénale

La poursuite et le jugement des infractions à l'article 11 LAVI ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**21. Loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle (LFP) (RSF 420.1)**

**Art. 77 al. 1 et 2**

<sup>1</sup> *Remplacer les mots* «à la législation sur la juridiction des prud'hommes» *par* «au tribunal des prud'hommes conformément à la loi sur la justice».

<sup>2</sup> *Ne concerne que le texte allemand.*

**Art. 78** Poursuite et jugement

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**Art. 5 Abs. 4**

*Die Wörter* «Artikel 73 StGB hin» *durch* «Artikel 73 StGB und gegebenenfalls Artikel 240 Abs. 4 der Strafprozessordnung hin» *ersetzen*.

**Art. 8**

*Den Ausdruck* «Präsident des Untersuchungsrichteramtes» *durch* «Generalstaatsanwalt» *ersetzen*.

**Art. 9 Abs. 2**

<sup>2</sup> Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**Art. 19 Abs. 3**

<sup>3</sup> Der Erlass der Verfahrenskosten und deren Stundung richten sich nach der Strafprozessordnung.

**20. Ausführungsgesetz vom 8. Oktober 1992 zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten (SGF 32.4)**

**Art. 11** Strafverfolgung

Zu widerhandlungen gegen Artikel 11 OHG werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**21. Gesetz vom 13. Dezember 2007 über die Berufsbildung (BBiG) (SGF 420.1)**

**Art. 77 Abs. 1 und 2** (Abs. 2 betrifft nur den deutschen Text)

<sup>1</sup> *Die Wörter* «unterstehen der Gesetzgebung über die Gewerbegerichtsbarkeit» *durch* «werden nach dem Justizgesetz vom Arbeitsgericht beurteilt» *ersetzen*.

<sup>2</sup> *Den Ausdruck* «Gewerbegericht» *durch* «das Arbeitsgericht» *ersetzen*.

**Art. 78** Verfolgung und Beurteilung

Zu widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

## 22. Loi du 23 mars 2004 sur la protection civile (LPCi) (RSF 52.1)

### *Art. 30 al. 1, 2 et 3, 2<sup>e</sup> phr.*

<sup>1</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

<sup>2</sup> *Remplacer les mots* «à l'Office des juges d'instruction» *par* «au Ministère public».

<sup>3</sup> *2<sup>e</sup> phrase abrogée*

## 23. Loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (RSF 551.1)

### *Art. 3 al. 2*

*Remplacer les mots* «président de l'Office des juges d'instruction» *par* «procureur général».

### *Art. 17 al. 1*

*Remplacer les mots* «avoir suivi avec succès une école de police» *par* «être au bénéfice de la formation officielle reconnue».

### *Intitulé du Chapitre 4*

Activité de la police

### *Insertion d'une subdivision après l'intitulé du Chapitre 4*

1. Principes généraux

### *Art. 30a (nouveau)* Principe de la légalité

<sup>1</sup> Dans l'accomplissement de ses missions et l'exercice de ses tâches, la Police cantonale est soumise à la Constitution et aux lois.

<sup>2</sup> Elle respecte les droits fondamentaux.

### *Art. 30b (nouveau)* Clause générale de police

La police prend, même sans base légale particulière, les mesures d'urgence indispensables pour préserver la sécurité et l'ordre publics d'un danger sérieux qui les menace d'une façon directe et imminente.

## 22. Gesetz vom 23. März 2004 über den Zivilschutz (ZSG) (SGF 52.1)

### *Art. 30 Abs. 1, 2 und 3, 2. Satz*

<sup>1</sup> Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

<sup>2</sup> *Den Ausdruck* «das Untersuchungsrichteramt» *durch* «die Staatsanwaltschaft» *ersetzen*.

<sup>3</sup> (...). *Aufgehoben*

## 23. Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (SGF 551.1)

### *Art. 3 Abs. 2*

*Den Ausdruck* «des Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes» *durch* «des Generalstaatsanwalts» *ersetzen*.

### *Art. 17 Abs. 1*

*Den Ausdruck* «mit Erfolg eine Polizeischule besucht hat» *durch* «über die anerkannte, offizielle Ausbildung verfügt» *ersetzen*.

### *Überschrift des 4. Kapitels*

Polizeiliches Handeln

### *Gliederungstitel nach der Überschrift des 4. Kapitels (neu)*

1. Allgemeine Grundsätze

### *Art. 30a (neu)* Grundsatz der Gesetzmässigkeit

<sup>1</sup> Die Kantonspolizei ist bei der Ausführung ihrer Aufträge und der Erfüllung ihrer Aufgaben an Verfassung und Gesetz gebunden.

<sup>2</sup> Sie achtet die Grundrechte.

### *Art. 30b (neu)* Polizeiliche Generalklausel

Die Polizei trifft auch ohne besondere gesetzliche Grundlage unaufschiebbare Massnahmen, um die öffentliche Sicherheit und Ordnung vor einer unmittelbar drohenden ernststen Gefahr zu bewahren.

**Art. 30c (nouveau)**   Objet de l'action de la police  
a) Perturbateurs

<sup>1</sup> L'action de la police est dirigée, lorsque l'accomplissement de ses tâches l'exige, contre la personne qui menace ou qui trouble directement la sécurité et l'ordre publics ou qui est responsable du comportement d'un tiers causant une menace ou un trouble de cette nature.

<sup>2</sup> Si un trouble ou une menace contre la sécurité et l'ordre publics émane d'un objet ou d'un animal, l'action de la police est dirigée contre l'objet ou l'animal et contre la personne qui en est propriétaire ou qui en a la maîtrise effective à un autre titre.

**Art. 30d (nouveau)**   b) Autres personnes

Lorsqu'il s'agit de réprimer un trouble grave ou d'écarter un danger imminent et sérieux menaçant la sécurité et l'ordre publics, l'action de la police peut être dirigée contre d'autres personnes aux conditions cumulatives suivantes:

- a) il est impossible de prendre à temps des mesures contre la personne responsable au sens de l'article 30c ou ces dernières sont dénuées de chances de succès;
- b) l'action ne constitue pas une atteinte importante aux droits de la personne et elle est limitée dans le temps.

### **Insertion d'une subdivision avant l'article 31**

#### 2. Mesures de police et contrainte

**Art. 31 al. 1**

<sup>1</sup> Les dispositions de la présente section déterminent les cas dans lesquels la police est habilitée à recourir, de son chef, à des mesures de police et à la contrainte.

**Art. 31a (nouveau)**   Citation et interrogatoire

<sup>1</sup> Lorsque l'accomplissement de ses tâches l'exige, la police peut citer, en indiquant le motif de la convocation, sans formalités ni délais particuliers, des personnes dans le but de les interroger, d'établir leur identité ou d'enregistrer des données signalétiques.

<sup>2</sup> Dès que des soupçons naissent quant à la commission d'une infraction, l'interrogatoire doit alors se poursuivre selon les règles imposées par la procédure pénale.

**Art. 30c (neu)**        Adressaten des polizeilichen Handelns  
a) Störer

<sup>1</sup> Erfordert es die Erfüllung der Polizeiaufgaben, so richtet sich polizeiliches Handeln gegen diejenige Person, die unmittelbar die öffentliche Sicherheit und Ordnung stört oder gefährdet oder die für das Verhalten einer dritten Person verantwortlich ist, das zu einer solchen Störung oder Gefährdung führt.

<sup>2</sup> Geht eine Störung oder Gefährdung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung unmittelbar von einer Sache oder einem Tier aus, so richtet sich das polizeiliche Handeln gegen die Sache oder das Tier und gegen diejenige Person, die als Eigentümer oder aus einem anderen Grund die tatsächliche Herrschaft über die Sache ausübt.

**Art. 30d (neu)**        b) Andere Personen

Zur Abwehr einer schweren Störung oder einer gegenwärtigen ernststen Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung kann sich das polizeiliche Handeln gegen andere Personen richten, wenn gleichzeitig folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

- a) Massnahmen gegen die verantwortliche Person nach Artikel 30c sind nicht rechtzeitig möglich oder nicht erfolgversprechend.
- b) Der Eingriff stellt keine erhebliche Beeinträchtigung der Persönlichkeitsrechte dar und ist befristet.

### **Gliederungstitel vor Art. 31 (neu)**

#### 2. Polizeiliche Massnahmen und polizeilicher Zwang

**Art. 31 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Bestimmungen dieses Abschnitts legen die Fälle fest, in denen die Kantonspolizei ermächtigt ist, von sich aus polizeiliche Massnahmen zu ergreifen und polizeilichen Zwang auszuüben.

**Art. 31a (neu)**        Vorladung und Befragung

<sup>1</sup> Erfordert es die Erfüllung ihrer Aufgaben, so kann die Polizei Personen zum Zweck der Befragung, der Identitätsfeststellung oder der erkennungsdienstlichen Behandlung ohne Beachtung besonderer Formen und Fristen, jedoch unter Nennung des Grundes vorladen.

<sup>2</sup> Sobald ein Verdacht auf eine strafbare Handlung gegeben ist, muss die Befragung nach den Strafverfahrensbestimmungen fortgeführt werden.



**Art. 31b (nouveau)** Avis de recherche

<sup>1</sup> La Police cantonale lance un avis de recherche au sujet d'une personne dont le lieu de séjour est inconnu:

- a) lorsque la personne est portée disparue, ou
- b) lorsque le comportement de la personne donne de sérieuses raisons de soupçonner qu'elle est sur le point de commettre un crime ou qu'elle en prépare un.

<sup>2</sup> L'avis de recherche est révoqué dès qu'il n'a plus de raison d'être.

**Art. 31c (nouveau)** Localisation d'une personne portée disparue

<sup>1</sup> En dehors de la poursuite d'actes punissables, une surveillance de la correspondance par télécommunication limitée à l'identification des usagers et aux données relatives au trafic peut être ordonnée pour retrouver une personne disparue.

<sup>2</sup> Est réputée disparue toute personne pour laquelle la police a constaté qu'il était impossible de la localiser, lorsque des indices sérieux donnent lieu de penser que la santé ou la vie de cette personne sont gravement menacées.

<sup>3</sup> La Police cantonale est compétente, par un officier de police judiciaire, pour ordonner la surveillance de la correspondance par télécommunication pour retrouver une personne disparue.

<sup>4</sup> L'ordre de surveillance est transmis dans les vingt-quatre heures, pour autorisation, au président de la Chambre pénale du Tribunal cantonal, qui examine si la mesure portant atteinte à la personnalité est justifiée.

<sup>5</sup> Le président de la Chambre pénale statue dans les cinq jours à compter du moment où la surveillance a été ordonnée en indiquant brièvement les motifs. Il peut autoriser la surveillance à titre provisoire, demander que le dossier soit complété ou que d'autres éclaircissements soient apportés et exiger des mesures supplémentaires de protection de la personnalité.

<sup>6</sup> L'autorisation est limitée à trois mois au plus et peut être assortie de charges.

<sup>7</sup> Le président de la Chambre pénale communique immédiatement sa décision au service fédéral chargé de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.

<sup>8</sup> Les frais de la surveillance sont mis à la charge des personnes qui ont provoqué la mesure. En cas de décès, ces frais sont supportés par les héritiers. Les dispositions réglementaires concernant les émoluments de la Police cantonale s'appliquent pour le surplus.

**Art. 31b (neu)** Ausschreibung

<sup>1</sup> Die Kantonspolizei schreibt eine Person aus, deren Aufenthaltsort nicht bekannt ist, wenn:

- a) sie vermisst wird, oder
- b) ihr Verhalten den ernstlichen Verdacht begründet, sie werde ein schweres Verbrechen begehen oder bereite ein solches vor.

<sup>2</sup> Die Ausschreibung wird widerrufen, sobald der Grund weggefallen ist.

**Art. 31c (neu)** Ortung einer vermissten Person

<sup>1</sup> Ausserhalb von Strafverfahren kann eine auf Teilnehmeridentifikation und Verkehrsdaten beschränkte Überwachung des Fernmeldeverkehrs angeordnet werden, um eine vermisste Person zu finden.

<sup>2</sup> Als vermisst gilt eine Person, deren Aufenthalt von der Polizei als unbekannt festgestellt wird, soweit dringende Anhaltspunkte für eine schwere Gefährdung ihrer Gesundheit oder ihres Lebens bestehen.

<sup>3</sup> Die Kantonspolizei ist über einen Offizier der Gerichtspolizei für die Anordnung der Überwachung des Fernmeldeverkehrs bei der Suche nach einer vermissten Person zuständig.

<sup>4</sup> Die Überwachungsanordnung muss innert 24 Stunden dem Präsidenten der Strafkammer des Kantonsgerichts zur Genehmigung unterbreitet werden; dieser prüft, ob der Eingriff in die Persönlichkeitsrechte gerechtfertigt ist.

<sup>5</sup> Der Präsident der Strafkammer entscheidet mit kurzer Begründung innert fünf Tagen seit der Anordnung der Überwachung. Er kann die Überwachung vorläufig genehmigen, eine Ergänzung der Akten oder weitere Abklärungen verlangen sowie zusätzliches Vorkehren zum Schutz der Persönlichkeit treffen.

<sup>6</sup> Die Genehmigung wird für höchstens drei Monate erteilt und kann mit Auflagen verbunden werden.

<sup>7</sup> Der Präsident der Strafkammer teilt seinen Entscheid umgehend dem Dienst des Bundes für die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs mit.

<sup>8</sup> Die Kosten der Überwachung werden denjenigen Personen auferlegt, die die Massnahme veranlasst haben. Bei deren Tod haben die Erben für diese Kosten aufzukommen. Im Übrigen gelten die Verordnungsbestimmungen über die Gebühren der Kantonspolizei.

**Art. 31d (nouveau)** Renvoi et interdiction d'accès

La Police cantonale peut renvoyer temporairement des personnes d'un lieu ou leur en interdire l'accès:

- a) si elles sont menacées d'un danger grave et imminent;
- b) s'il y a de sérieuses raisons de soupçonner qu'elles ou d'autres personnes faisant manifestement partie du même attroupement menacent ou troublent la sécurité et l'ordre publics;
- c) si elles gênent les interventions visant au maintien ou au rétablissement de la sécurité et de l'ordre publics, en particulier les interventions de la police, des sapeurs-pompiers ou des services de sauvetage;
- d) si elles participent à des transactions portant sur des biens dont le commerce est prohibé, notamment des stupéfiants.

**Art. 31e (nouveau)** Décision

<sup>1</sup> La police peut signifier verbalement un renvoi et/ou une interdiction d'accès valable vingt-quatre heures et conduire la personne hors du lieu ou du périmètre concerné.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, notamment parce que la personne a violé un renvoi et/ou une interdiction d'accès signifiée verbalement, la police peut la conduire dans un poste ou un bureau de police pour lui notifier une décision écrite.

<sup>3</sup> La décision écrite doit mentionner:

- a) la durée du renvoi et/ou de l'interdiction d'accès, qui ne peut excéder trois mois;
- b) la désignation précise du lieu ou du périmètre interdit;
- c) une description sommaire du comportement justifiant la décision;
- d) le fait que la décision est signifiée sous la menace des peines de l'article 292 du code pénal suisse;
- e) l'indication selon laquelle la décision peut, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative;
- f) l'indication selon laquelle la décision est toutefois exécutoire nonobstant recours.

**Art. 31d (neu)** Wegweisung und Fernhaltung

Die Kantonspolizei kann Personen von einem Ort vorübergehend wegweisen oder fernhalten, wenn:

- a) sie ernsthaft und unmittelbar gefährdet sind;
- b) der begründete Verdacht besteht, dass sie oder andere, die der gleichen Ansammlung zuzurechnen sind, die öffentliche Sicherheit und Ordnung gefährden oder stören;
- c) sie Einsätze zur Wiederherstellung oder Aufrechterhaltung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung, insbesondere durch Polizeikräfte, Feuerwehr oder Rettungsdienste, behindern;
- d) sie an Geschäften mit Waren, insbesondere Betäubungsmitteln, beteiligt sind, die unter ein Handelsverbot fallen.

**Art. 31e (neu)** Verfügung

<sup>1</sup> Die Polizei kann mündlich die Wegweisung und/oder die Fernhaltung für 24 Stunden aussprechen und die Person vom betreffenden Ort bzw. aus dem betreffenden Rayon wegführen.

<sup>2</sup> Rechtfertigen es die Umstände, insbesondere weil die Person eine mündlich ausgesprochene Wegweisung und/oder Fernhaltung missachtet hat, so kann die Polizei sie auf einen Polizeiposten oder ein Polizeibüro führen, um ihr eine schriftliche Verfügung zu eröffnen.

<sup>3</sup> Die schriftliche Verfügung muss folgende Angaben enthalten:

- a) die Dauer der Wegweisung und/oder Fernhaltung, die höchstens drei Monate betragen darf;
- b) die genaue Bezeichnung des verbotenen Ortes oder Rayons;
- c) eine kurze Beschreibung des Verhaltens, das die Verfügung rechtfertigt;
- d) die Tatsache, dass die Verfügung unter der Strafdrohung von Artikel 292 des Schweizerischen Strafgesetzbuches ausgesprochen wird;
- e) den Hinweis, dass gegen die Verfügung innert 30 Tagen nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege Beschwerde geführt werden kann;
- f) den Hinweis, dass die Verfügung auch im Beschwerdefall vollstreckbar ist.

**Art. 32 titre médian et al. 1 et 2**

Appréhension, contrôle d'identité

<sup>1</sup> La police peut, lorsque l'accomplissement de ses tâches l'exige, notamment pour écarter un danger menaçant la sécurité et l'ordre publics, appréhender une personne, en contrôler l'identité et établir si cette personne ou le véhicule ou d'autres objets se trouvant en sa possession sont recherchés.

<sup>2</sup> La personne appréhendée doit, sur demande, décliner son identité, présenter les papiers d'identité en sa possession, montrer les objets qu'elle a en sa possession et ouvrir à cet effet véhicules et contenants.

**Art. 33 al. 1, 3 et 4**

<sup>1</sup> La police peut, lorsque l'accomplissement de ses tâches l'exige, soumettre à des mesures d'identification telles que prise de photographies ou d'empreintes une personne dont l'identité n'a pu être établie par aucun autre moyen.

<sup>3</sup> Sous réserve de dispositions légales particulières, les données recueillies à des fins d'identification sont détruites dès que l'identité de la personne a été établie ou que le motif des mesures d'identification a disparu. Un procès-verbal de cette opération est dressé, dont une copie est communiquée à l'intéressé.

<sup>4</sup> Les dispositions du code de procédure pénale suisse concernant la saisie de données signalétiques sont réservées.

**Art. 34 al. 1 let. a et c et al. 4 (nouveau)**

[<sup>1</sup> La police peut procéder à la fouille d'une personne, y compris de ses effets et de ses bagages:]

- a) pour assurer sa propre sécurité, notamment en cas d'appréhension de la personne;
- c) *abrogée*;

<sup>4</sup> Les dispositions du code de procédure pénale suisse concernant la fouille et l'examen de personnes sont réservées.

**Art. 35** Fouille d'objets mobiliers

<sup>1</sup> La Police cantonale peut fouiller des véhicules ou d'autres objets mobiliers s'ils se trouvent en la possession d'une personne susceptible d'être fouillée au sens de l'article 34.

**Art. 32 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 2**

Anhaltung, Identitätsfeststellung

<sup>1</sup> Ist es zur Erfüllung der Aufgaben der Polizei, insbesondere zur Abwehr einer Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung, nötig, so kann die Polizei eine Person anhalten, ihre Identität feststellen und abklären, ob nach ihr oder nach Fahrzeugen oder anderen Sachen, die sich in ihrem Gewahrsam befinden, gefahndet wird.

<sup>2</sup> Die angehaltene Person muss auf Verlangen ihre Personalien angeben, mitgeführte Ausweise vorlegen, Sachen in ihrem Gewahrsam vorzeigen und zu diesem Zweck Fahrzeuge und Behältnisse öffnen.

**Art. 33 Abs. 1, 3 und 4**

<sup>1</sup> Ist es zur Erfüllung ihrer Aufgaben nötig, so kann die Polizei an einer Person, deren Identität durch kein anderes Mittel festgestellt werden konnte, erkennungsdienstliche Massnahmen wie fotografische Aufnahmen und Fingerabdrücke vornehmen.

<sup>3</sup> Unter Vorbehalt besonderer gesetzlicher Regelung sind erkennungsdienstlich erhobene Daten zu vernichten, sobald die Identität der Person festgestellt wurde oder der Grund für die Erhebung der Daten weggefallen ist. Darüber wird ein Protokoll erstellt und der betroffenen Person eine Kopie davon zugestellt.

<sup>4</sup> Die Bestimmungen der Schweizerischen Strafprozessordnung über die erkennungsdienstliche Erfassung bleiben vorbehalten.

**Art. 34 Abs. 1 Bst. a und c und Abs. 4 (neu)**

[<sup>1</sup> Die Polizei kann eine Person sowie deren Kleider und Gepäck durchsuchen:]

- a) um die eigene Sicherheit zu gewährleisten, insbesondere bei der Anhaltung der Person;
- c) *aufgehoben*;

<sup>4</sup> Die Bestimmungen der Schweizerischen Strafprozessordnung über die Durchsuchung oder Untersuchung von Personen bleiben vorbehalten.

**Art. 35** Durchsuchung von Sachen

<sup>1</sup> Die Kantonspolizei kann Fahrzeuge und andere Sachen durchsuchen, wenn sie sich im Gewahrsam einer Person befinden, die gemäss Artikel 34 durchsucht werden darf.

<sup>2</sup> La fouille est dans la mesure du possible effectuée en présence de la personne qui a la maîtrise de l'objet. En son absence, il est dressé un procès-verbal de la fouille.

**Art. 36a (nouveau)** Accès aux propriétés privées et aux chemins ou sentiers publics

La police a le droit de passer, nonobstant toute défense, par tout chemin ou sentier publics ou privés ou au travers des propriétés lorsqu'elle le juge utile ou nécessaire à l'accomplissement de ses tâches.

**Art. 38 al. 4**

<sup>4</sup> Demeure réservé le recours prévu par le code de procédure pénale suisse contre les actes de procédure et contre les décisions de la police.

#### **24. Loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub) (RSF 616.1)**

**Art. 41 al. 3**

<sup>3</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

#### **25. Loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1)**

**Art. 210 al. 3**

*Abrogé*

**Art. 233** Procédure

La poursuite et le jugement des délits fiscaux ont lieu conformément à la loi sur la justice.

#### **26. Loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1)**

**Art. 46**

*Abrogé*

<sup>2</sup> Die Durchsuchung wird wenn möglich in Gegenwart der Person durchgeführt, welche die Sachherrschaft ausübt. Erfolgt die Massnahme in Abwesenheit dieser Person, wird ein Protokoll erstellt.

**Art. 36a (neu)** Zugang zu privaten Grundstücken und öffentlichen Wegen

Die Polizei ist berechtigt, ungeachtet jedes Verbotes alle öffentlichen oder privaten Wege sowie private Grundstücke zu begehen, wenn sie dies zur Erfüllung ihrer Aufgaben für nötig oder nützlich erachtet.

**Art. 38 Abs. 4**

<sup>4</sup> Vorbehalten bleibt die Beschwerde gemäss der Schweizerischen Strafprozessordnung gegen Verfahrenshandlungen und Verfügungen der Polizei.

#### **24. Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG) (SGF 616.1)**

**Art. 41 Abs. 3**

<sup>3</sup> Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

#### **25. Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1)**

**Art. 210 Abs. 3**

*Aufgehoben*

**Art. 233** Verfahren

Steuervergehen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

#### **26. Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1)**

**Art. 46**

*Aufgehoben*

**27. Loi du 1<sup>er</sup> mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1)**

*Art. 50*

*Abrogé*

*Art. 59 al. 2*

*Remplacer les mots «ainsi que la loi d'organisation judiciaire et le code de procédure pénale» par «et la loi sur la justice».*

**28. Loi du 14 septembre 2007 sur l'impôt sur les successions et les donations (LISD) (RSF 635.2.1)**

*Art. 59*

*Abrogé*

*Art. 69 al. 2*

*Remplacer les mots «ainsi que la loi d'organisation judiciaire et le code de procédure pénale» par «et la loi sur la justice».*

**29. Loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (RSF 635.4.1)**

*Art. 15* Disposition pénale

La personne qui contrevient aux dispositions des articles 13 et 14 de la présente loi est passible d'une amende de 50 à 1000 francs. L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**30. Loi du 25 septembre 1974 sur l'imposition des bateaux (RSF 635.4.2)**

*Art. 10 al. 2*

<sup>2</sup> L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**27. Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1)**

*Art. 50*

*Aufgehoben*

*Art. 59 Abs. 2*

*Den Ausdruck «sowie das Gesetz über die Gerichtsorganisation und die Strafprozessordnung» durch «und das Justizgesetz» ersetzen.*

**28. Gesetz vom 14. September 2007 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (ESchG) (SGF 635.2.1)**

*Art. 59*

*Aufgehoben*

*Art. 69 Abs. 2*

*Den Ausdruck «sowie das Gesetz über die Gerichtsorganisation und die Strafprozessordnung» durch «und das Justizgesetz» ersetzen.*

**29. Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (SGF 635.4.1)**

*Art. 15* Strafbestimmung

Wer den Bestimmungen der Artikel 13 und 14 dieses Gesetzes zuwiderhandelt, wird mit einer Busse von 50 bis 1000 Franken bestraft. Die Busse wird vom Oberamtmann nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**30. Gesetz vom 25. September 1974 betreffend die Besteuerung der Schiffe (SGF 635.4.2)**

*Art. 10 Abs. 2*

<sup>2</sup> Die Busse wird vom Oberamtmann nach dem Justizgesetz ausgesprochen.



**31. Loi du 28 septembre 1993 sur l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole (RSF 635.6.1)**

*Art. 35*

*Abrogé*

*Art. 44 al. 2*

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des délits fiscaux ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**32. Loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC) (RSF 710.1)**

*Art. 142 al. 1, 2<sup>e</sup> phr., et al. 1<sup>bis</sup> (nouveau)*

<sup>1</sup> *2<sup>e</sup> phrase abrogée*

<sup>1bis</sup> Les sûretés peuvent être fournies en espèces ou sous forme de garantie d'une banque établie en Suisse ou d'une société d'assurance autorisée à exercer en Suisse. Elles peuvent être augmentées, réduites ou supprimées par le tribunal.

*Art. 143 al. 2, 2<sup>e</sup> phr.*

*Abrogée*

*Art. 173 al. 4*

<sup>4</sup> La peine est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**33. Loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux (RSF 725.1)**

*Art. 21* Poursuite et jugement

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**31. Gesetz vom 28. September 1993 über die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes (SGF 635.6.1)**

*Art. 35*

*Aufgehoben*

*Art. 44 Abs. 2*

<sup>2</sup> Steuervergehen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**32. Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008 (SGF 710.1)**

*Art. 142 Abs. 1, 2. Satz und Abs. 1<sup>bis</sup> (neu)*

<sup>1</sup> (...). *Aufgehoben*

<sup>1bis</sup> Sicherheiten können in bar oder durch Garantie einer in der Schweiz niedergelassenen Bank oder eines zum Geschäftsbetrieb in der Schweiz zugelassenen Versicherungsunternehmens geleistet werden. Das Gericht kann die zu leistende Sicherheit nachträglich erhöhen, herabsetzen oder aufheben.

*Art. 143 Abs. 2, 2. Satz*

*Aufgehoben*

*Art. 173 Abs. 4*

<sup>4</sup> Die Strafe wird von der Oberamtsperson nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**33. Ausführungsgesetz vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (SGF 725.1)**

*Art. 21* Verfolgung und Beurteilung

Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**34. Loi du 2 novembre 2006 sur la détention des chiens (LDCh)  
(RSF 725.3)**

*Art. 44 al. 2*

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**35. Loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.1)**

*Art. 51* Procédure

L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**36. Loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1)**

*Art. 22 al. 2*

<sup>2</sup> Ne peuvent être simultanément membres d'une même commission de taxation les personnes qui se trouvent dans un des degrés de parenté énumérés à l'article 16 de la loi du ... sur la justice.

*Art. 57 al. 3*

*Remplacer les mots* «juge d'instruction» *par* «Ministère public».

*Art. 58 al. 1*

*Remplacer les mots* «juge d'instruction» *par* «Ministère public».

*Art. 93* Autorité de répression

L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**37. Loi du 3 février 1966 sur l'assurance obligatoire du mobilier contre l'incendie (RSF 732.2.1)**

*Art. 6, 2<sup>e</sup> phr.*

(...). La poursuite et le jugement de cette infraction ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**34. Gesetz vom 2. November 2006 über die Hundehaltung (HHG)  
(SGF 725.3)**

*Art. 44 Abs. 2*

<sup>2</sup> Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**35. Gesetz vom 12. November 1964 betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (SGF 731.0.1)**

*Art. 51* Verfahren

Die Busse wird vom Oberamtmann nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**36. Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1)**

*Art. 22 Abs. 2*

<sup>2</sup> Personen in einem Verwandtschaftsverhältnis nach Artikel 16 des Justizgesetzes vom ... können nicht gleichzeitig derselben Schätzungskommission angehören.

*Art. 57 Abs. 3*

*Den Ausdruck* «dem Untersuchungsrichter» *durch* «der Staatsanwaltschaft» *ersetzen.*

*Art. 58 Abs. 1*

*Den Ausdruck* «den Untersuchungsrichter» *durch* «die Staatsanwaltschaft» *ersetzen.*

*Art. 93* Vollzugsbehörde

Die Busse wird vom Oberamtmann nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**37. Gesetz vom 3. Februar 1966 über die obligatorische Versicherung der Fahrhabe gegen Feuerschäden (SGF 732.2.1)**

*Art. 6, 2. Satz*

(...). Diese Zuwiderhandlung wird nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**38. Loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1)**

**Art. 64 al. 1**

<sup>1</sup> L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**39. Loi du 4 février 1972 sur le domaine public (RSF 750.1)**

**Art. 61 al. 1**

<sup>1</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**40. Loi du 23 février 1984 sur l'expropriation (RSF 76.1)**

**Art. 4 al. 1, 2<sup>e</sup> phr.**

<sup>1</sup> (...); les dispositions de la loi sur la justice sont applicables par analogie.

**Art. 73 al. 2**

<sup>2</sup> Les règles du code de procédure civile relatives au procès-verbal sont applicables par analogie.

**Art. 74 al. 2**

<sup>2</sup> Avec l'accord des parties au litige, la Commission [d'expropriation] peut statuer; elle procède dans les formes de la procédure civile. Son jugement est attaquant auprès du Tribunal cantonal aux conditions posées par le code de procédure civile.

**Art. 99 al. 3**

<sup>3</sup> Le jugement est attaquant auprès du Tribunal cantonal aux conditions posées par le code de procédure civile.

**Art. 119 al. 1, phr. intr.**

Remplacer les mots «règles de l'article 111 du code de procédure civile» par «règles des articles 104 et suivants du code de procédure civile».

**38. Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1)**

**Art. 64 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Busse wird vom Oberamtman nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**39. Gesetz vom 4. Februar 1972 über die öffentlichen Sachen (SGF 750.1)**

**Art. 61 Abs. 1**

<sup>1</sup> Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**40. Gesetz vom 23. Februar 1984 über die Enteignung (SGF 76.1)**

**Art. 4 Abs. 1, 2. Satz**

<sup>1</sup> (...); die Bestimmungen des Justizgesetzes gelten sinngemäss.

**Art. 73 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Bestimmungen der Zivilprozessordnung über das Protokoll gelten sinngemäss.

**Art. 74 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Prozessparteien können jedoch vereinbaren, dass die Kommission [die Enteignungskommission] entscheidet. Ihr Urteil ist unter den Voraussetzungen der Zivilprozessordnung beim Kantonsgericht anfechtbar.

**Art. 99 Abs. 3**

<sup>3</sup> Das Urteil ist unter den Voraussetzungen der Zivilprozessordnung beim Kantonsgericht anfechtbar.

**Art. 119 Abs. 1**

Den Ausdruck «Regeln von Artikel 111 der Zivilprozessordnung» durch «Regeln der Artikel 104 ff. der Zivilprozessordnung» ersetzen.

**Art. 128 al. 3**

<sup>3</sup> L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**41. Loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (RSF 770.1)**

**Art. 29 al. 1**

<sup>1</sup> Remplacer les mots «au code de procédure pénale» par «à la loi sur la justice».

**42. Loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR) (RSF 781.1)**

**Art. 8 al. 2 et 3, 1<sup>re</sup> phr.**

<sup>2</sup> La Commission [*des mesures administratives*] est composée d'un président, d'un président suppléant et de huit membres. Elle siège à trois membres.

<sup>3</sup> La Commission est présidée par le directeur de l'Office de la circulation et de la navigation ou le chef de son service juridique. (...).

**Art. 17**      Compétence en général

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice, sous réserve des dispositions qui suivent.

**Art. 18 al. 2**

Remplacer les mots «juge d'instruction» par «Ministère public».

**Art. 19**      Attraction de compétence

Lorsque plusieurs personnes sont impliquées dans un accident et qu'elles relèvent de différentes autorités pénales, elles sont toutes déférées à l'autorité compétente pour connaître de l'infraction la plus grave.

**Art. 21**      Mesures probatoires

Les mesures probatoires et la compétence pour les ordonner sont régies par le code de procédure pénale et la loi sur la justice.

**Art. 128 Abs. 3**

<sup>3</sup> Die Busse wird vom Oberamtman nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**41. Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1)**

**Art. 29 Abs. 1**

<sup>1</sup> Den Ausdruck «gemäss Strafprozessordnung» durch «gemäss dem Justizgesetz» ersetzen.

**42. Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG) (SGF 781.1)**

**Art. 8 Abs 2 und 3, 1. Satz**

<sup>2</sup> Die Kommission [*für administrative Massnahmen*] setzt sich aus einem Präsidenten, einem stellvertretenden Präsidenten und acht Mitgliedern zusammen. Sie tagt mit drei Mitgliedern.

<sup>3</sup> Die Kommission wird vom Direktor des Amtes für Strassenverkehr und Schifffahrt oder vom Vorsteher des Rechtsdiensts dieses Amtes präsiert. (...).

**Art. 17**      Kompetenz im Allgemeinen

Zu widerhandlungen werden unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**Art. 18 Abs. 2**

Den Ausdruck «dem Untersuchungsrichter» durch «der Staatsanwaltschaft» ersetzen.

**Art. 19**      Zuteilung der Kompetenz

Wenn mehrere Personen in einen Unfall verwickelt sind und verschiedene Strafbehörden für sie zuständig sind, so werden alle der für die schwerste Zu widerhandlung zuständigen Behörde unterstellt.

**Art. 21**      Beweismassnahmen

Die Beweismassnahmen und die Zuständigkeit für deren Anordnung richten sich nach der Strafprozessordnung und dem Justizgesetz.

*Art. 22 al. 2*

<sup>2</sup> L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

*Art. 23 al. 2*

<sup>2</sup> A défaut de paiement immédiat ou dans les trente jours qui suivent, l'infraction est dénoncée au préfet, qui statue conformément à la loi sur la justice.

**43. Loi du 7 février 1991 d'application de la législation fédérale sur la navigation intérieure (RSF 785.1)**

*Art. 15* Poursuite et jugement

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

*Art. 16* Mesures probatoires

<sup>1</sup> Les mesures probatoires et la compétence pour les ordonner sont régies par le code de procédure pénale et la loi sur la justice.

<sup>2</sup> Les articles 10 à 19 de l'ordonnance du 28 mars 2007 sur le contrôle de la circulation routière et les articles 17 à 34 de l'ordonnance du 22 mai 2008 de l'Office fédéral des routes concernant l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière sont, pour le surplus, applicables par analogie.

**44. Loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) (RSF 810.2)**

*Art. 36 al. 4*

<sup>4</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**45. Loi du 22 mai 1974 d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution (RSF 812.1)**

*Art. 58*

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

*Art. 22 Abs. 2*

<sup>2</sup> Die Busse wird vom Oberamtman nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

*Art. 23 Abs. 2*

<sup>2</sup> Wird die Busse nicht sofort oder innert 30 Tagen bezahlt, so wird die Zuwiderhandlung dem Oberamtman angezeigt; dieser entscheidet nach dem Justizgesetz.

**43. Ausführungsgesetz vom 7. Februar 1991 zur Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt (SGF 785.1)**

*Art. 15* Verfolgung und Beurteilung

Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

*Art. 16* Beweismassnahmen

<sup>1</sup> Die Beweismassnahmen und die Zuständigkeit für deren Anordnung richten sich nach der Strafprozessordnung und dem Justizgesetz.

<sup>2</sup> Im Übrigen gelten die Artikel 10–19 der Verordnung vom 28. März 2007 über die Kontrolle des Strassenverkehrs und die Artikel 17–34 der Verordnung des Bundesamts für Strassen vom 22. Mai 2008 zur Strassenverkehrskontrollverordnung sinngemäss.

**44. Gesetz vom 13. November 1996 über die Abfallbewirtschaftung (ABG) (SGF 810.2)**

*Art. 36 Abs. 4*

<sup>4</sup> Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**45. Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung (SGF 812.1)**

*Art. 58*

Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.



**46. Loi du 16 novembre 1999 sur la santé (RSF 821.0.1)**

*Art. 128 al. 3*

<sup>3</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**47. Loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire (RSF 821.30.1)**

*Art. 10 al. 2*

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**48. Loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1)**

*Art. 37a al. 2*

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**49. Loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1)**

*Art. 43* 2. Poursuite et jugement

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**50. Loi du 8 février 1966 d'application de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (RSF 864.1.1)**

*Art. 18 al. 2*

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**46. Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 (SGF 821.0.1)**

*Art. 128 Abs. 3*

<sup>3</sup> Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**47. Gesetz vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit (SGF 821.30.1)**

*Art. 10 Abs. 2*

<sup>2</sup> Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**48. Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1)**

*Art. 37a Abs. 2*

<sup>2</sup> Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**49. Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1)**

*Art. 43* 2. Verfolgung und Beurteilung

Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**50. Ausführungsgesetz vom 8. Februar 1966 zum Bundesgesetz vom 13. März 1964 über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (Arbeitsgesetz) (ergänzt durch die Novelle vom 10. Mai 1966 über die Feiertage) (SGF 864.1.1)**

*Art. 18 Abs. 2*

<sup>2</sup> Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**51. Loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC) (RSF 866.1.1)**

**Art. 16** Contestations civiles

Les litiges opposant, d'une part, le placeur au demandeur d'emploi au sujet du contrat de placement et, d'autre part, le bailleur de services au travailleur au sujet du contrat de travail sont de la compétence du tribunal des prud'hommes ou du juge civil ordinaire conformément à la loi sur la justice.

**52. Loi du 13 février 2003 sur l'assurance des animaux de rente (LAAR) (RSF 914.20.1)**

**Art. 63** Poursuite et jugement

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**53. Loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF) (RSF 917.1)**

**Art. 70 et 175 al. 2, 2<sup>e</sup> phr.**

*Abrogés*

**Art. 207a** Information du public et publicité des jugements

La Commission [*de recours en matière d'améliorations foncières*] assure l'information du public et la publicité de ses jugements. Les dispositions de la loi sur la justice sont applicables par analogie.

**54. Loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN) (RSF 921.1)**

**Art. 78 al. 1**

<sup>1</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**Art. 79 al. 1, 2<sup>e</sup> phr.**

*Abrogée*

**51. Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG) (SGF 866.1.1)**

**Art. 16** Zivilrechtliche Streitigkeiten

Für Streitigkeiten, in denen sich entweder der Vermittler und der Stellensuchende wegen des Vermittlungsvertrags oder der Verleiher und der Arbeitnehmer wegen des Arbeitsvertrags gegenüberstehen, ist nach dem Justizgesetz das Arbeitsgericht oder der ordentliche Zivilrichter zuständig.

**52. Gesetz vom 13. Februar 2003 über die Nutztiersversicherung (NTVG) (SGF 914.20.1)**

**Art. 63** Verfolgung und Beurteilung

Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**53. Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1)**

**Art. 70 und 175 Abs. 2, 2. Satz**

*Aufgehoben*

**Art. 207a** Information der Öffentlichkeit und Öffentlichkeit der Urteile

Die Kommission [*d.h. die Rekurskommission für Bodenverbesserungen*] sorgt für die Information der Öffentlichkeit und für die Öffentlichkeit ihrer Urteile. Die Bestimmungen des Justizgesetzes gelten sinngemäss.

**54. Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG) (SGF 921.1)**

**Art. 78 Abs. 1**

<sup>1</sup> Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**Art. 79 Abs. 1, 2. Satz**

*Aufgehoben*

**55. Loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha) (RSF 922.1)**

**Art. 55 al. 1**

<sup>1</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**56. Loi du 15 mai 1979 sur la pêche (RSF 923.1)**

**Art. 36 al. 4**

<sup>4</sup> Cette action [*l'action en cessation de trouble*] est portée devant le juge civil conformément à la loi sur la justice.

**Art. 49** Poursuite et jugement

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**57. Loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (RSF 940.1)**

**Art. 37 al. 1**

<sup>1</sup> L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**58. Loi du 6 novembre 1986 sur les réclames (RSF 941.2)**

**Art. 17** Poursuite et jugement

L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**59. Loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1)**

**Art. 51** Procédure

La peine est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**55. Gesetz vom 14. November 1996 über die Jagd sowie den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG) (SGF 922.1)**

**Art. 55 Abs. 1**

<sup>1</sup> Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**56. Gesetz vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (SGF 923.1)**

**Art. 36 Abs. 4**

<sup>4</sup> Diese Klage wird nach dem Justizgesetz vor dem Zivilrichter anhängig gemacht.

**Art. 49** Verfolgung und Beurteilung

Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**57. Gesetz vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels (SGF 940.1)**

**Art. 37 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Busse wird vom Oberamtmann nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**58. Gesetz vom 6. November 1986 über die Reklamen (SGF 941.2)**

**Art. 17** Verfolgung und Beurteilung

Die Busse wird vom Oberamtmann nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**59. Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons (SGF 946.1)**

**Art. 51** Verfahren

Die Strafe wird vom Oberamtmann nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**60. Loi du 13 octobre 2005 sur le tourisme (LT) (RSF 951.1)**

*Art. 42*

*Abrogé*

*Art. 72 al. 2*

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

**61. Loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED) (RSF 952.1)**

*Art. 72* Procédure

La peine est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**62. Loi du 15 novembre 1977 sur les cinémas et les théâtres (RSF 953.1)**

*Art. 21* Procédure

La peine est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**63. Loi du 14 décembre 2000 sur les loteries (RSF 958.1)**

*Art. 18* Procédure

Dans tous les cas, l'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**60. Gesetz vom 13. Oktober 2005 über den Tourismus (TG) (SGF 951.1)**

*Art. 42*

*Aufgehoben*

*Art. 72 Abs. 2*

<sup>2</sup> Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

**61. Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG) (SGF 952.1)**

*Art. 72* Verfahren

Die Strafe wird vom Oberamtman nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**62. Gesetz vom 15. November 1977 über das Filmwesen und das Theater (SGF 953.1)**

*Art. 21* Verfahren

Die Strafe wird vom Oberamtman nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**63. Lotteriegesezt vom 14. Dezember 2000 (SGF 958.1)**

*Art. 18* Verfahren

Die Busse wird in jedem Fall vom Oberamtman nach dem Justizgesetz ausgesprochen.